

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2003 — 4873 [C — 2003/21248]

22 DECEMBRE 2003. — Loi-programme (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté en Nous sanctionnons ce qui suit :

### TITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

### TITRE II. — *Emploi*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Conventions de premier emploi*

**Art. 2.** A l'article 23 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, modifié par la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 et la loi du 1<sup>er</sup> avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° toute personne qui, la veille de son engagement :

- a) est inscrite comme demandeur d'emploi;
- b) est âgée de moins de vingt-six ans; »;

2° le § 1<sup>er</sup>, 3°, est abrogé;

3° dans le § 1<sup>er</sup>, 4°, 5° et 6°, le a) est chaque fois remplacé par la disposition suivante :

« a) est inscrite comme demandeur d'emploi; »;

4° dans le § 1<sup>er</sup>, 4°, 5° et 6°, le b) est chaque fois remplacé par la disposition suivante :

« b) est âgée de moins de vingt-six ans; »;

5° le § 2 est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, adapter la définition de jeune visée au § 1<sup>er</sup>, en cas de pénurie de jeunes »;

6° le § 3 est abrogé.

**Art. 3.** L'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qui est entendu par employeur public, employeur privé, employeur privé appartenant au secteur non marchand et employeur appartenant au secteur de l'enseignement. » .

**Art. 4.** A l'article 27 de la même loi, modifié par la loi-programme du 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° un contrat de travail à mi-temps au moins conclu entre un jeune et un employeur; »;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° une combinaison d'un contrat de travail à temps partiel, à mi-temps au moins, conclu entre un jeune et un employeur, et d'une formation suivie par le jeune, et ce à dater du jour où le jeune commence l'exécution de son contrat de travail. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les formations entrant en ligne de compte, ainsi que les modalités relatives à la conclusion et l'exécution de la convention de premier emploi visée dans le présent point 2°; »;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2003 — 4873 [C — 2003/21248]

22 DECEMBER 2003. — Programmawet (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

### TITEL I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

### TITEL II. — *Werk*

#### HOOFDSTUK 1. — *Startbanen*

**Art. 2.** In artikel 23 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, gewijzigd bij de programmawet(I) van 24 december 2002 en de wet van 1 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° elkeen die net voor zijn aanwerving :

- a) ingeschreven is als werkzoekende;
- b) minder dan zesentwintig jaar oud is; »;

2° § 1, 3° wordt opgeheven;

3° in § 1, 4°, 5° en 6°, wordt de a) telkens vervangen door de volgende bepaling :

« a) ingeschreven is als werkzoekende; »;

4° in § 1, 4°, 5° en 6°, wordt de b) telkens vervangen door de volgende bepaling :

« b) minder dan zesentwintig jaar oud is; »;

5° § 2 wordt vervangen door de volgende tekst :

« § 2. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het begrip jongere zoals bedoeld in § 1 aanpassen, indien er een tekort aan jongeren zou zijn »;

6° § 3 wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 26, eerste lid, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, wat wordt verstaan onder openbare werkgever, werkgever uit de private sector, werkgever uit de private non-profitsector en werkgever uit de onderwijssector. » .

**Art. 4.** In artikel 27 van dezelfde wet, gewijzigd bij de programmawet van 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° een minstens halftijdse arbeidsovereenkomst die wordt gesloten tussen een jongere en een werkgever; »;

2° het eerste lid, 2°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° een combinatie van een deeltijdse arbeidsovereenkomst, minstens halftijds, die wordt gesloten tussen een jongere en een werkgever, en een door de jongere gevolgde opleiding, en dit met ingang van de dag waarop de jongere begint met de uitvoering van de arbeidsovereenkomst. De Koning bepaalt, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de opleidingen die in aanmerking komen, alsmede de nadere regelen met betrekking tot het sluiten en uitvoeren van de in dit punt 2° bedoelde startbaanovereenkomst; »;

3° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots "tous durant une période de 36 mois au maximum à dater du jour où le jeune commence l'exécution de son contrat ou de sa convention. Le Roi détermine la durée minimale de la période susmentionnée" sont supprimés;

4° entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, deux nouveaux alinéas sont insérés, rédigés comme suit :

« Les contrats et conventions visés à l'alinéa précédent ne sont considérés comme des conventions de premier emploi que si le jeune a été engagé sur base d'une carte de premier emploi valide, délivrée selon les modalités prévues à l'article 32, § 2.

L'occupation d'un jeune par le même employeur continue à être considérée comme une occupation dans le cadre d'une convention de premier emploi jusqu'au dernier jour du trimestre au cours duquel le jeune atteint l'âge de vingt-six ans. » .

**Art. 5.** Dans la même loi un article 27<sup>ter</sup> est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 27<sup>ter</sup>. Par dérogation à l'article 27, alinéa 2, le nouveau travailleur, engagé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, continue, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, à être considéré comme étant un jeune occupé dans le cadre d'une convention de premier emploi, à condition que :

- la convention de premier emploi ait été conclue dans les conditions et modalités qui étaient d'application avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, et

- que, conformément à l'article 32, tel qu'il était en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, une copie de la convention de premier emploi ait été communiquée au fonctionnaire désigné par le Roi avant le 31 janvier 2004.

Les conventions de premier emploi conclues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 prennent fin :

1° à l'échéance de la période, visée à l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° ou 3°, tel qu'il était en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, et telle que mentionnée dans la convention de premier emploi, ou

2° lorsque le contrat ou la convention qui fait l'objet de la convention de premier emploi prend fin.

Par dérogation à l'alinéa précédent, 1°, l'occupation du jeune dans le cadre d'une convention de premier emploi visée à l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, par le même employeur continue à être considérée comme une occupation dans le cadre d'une convention de premier emploi jusqu'au dernier jour du trimestre au cours duquel le jeune atteint l'âge de vingt-six ans, si, avant la fin de la convention visée à l'alinéa précédent celui-ci n'a pas encore atteint l'âge de vingt-six ans. » .

**Art. 6.** L'article 28 de la même loi est abrogé.

**Art. 7.** L'article 29 de la même loi est abrogé.

**Art. 8.** A l'article 32 de la même loi, remplacé par la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 et modifié par la loi-programme du 8 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, sont abrogés;

2° le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« Au moyen d'une carte premier emploi, le bureau de chômage de l'Office national de l'Emploi, compétent pour le domicile du jeune, atteste que le jeune remplit les conditions prévues aux articles 23 et 24. Le Roi détermine les données que cette carte premier emploi doit mentionner. Il détermine également les moyens de preuve ou documents qu'il convient de présenter ou d'introduire auprès du bureau de chômage précité pour obtenir cette carte premier emploi. » ;

3° le § 2, alinéa 3, deuxième phrase, est remplacée par la disposition suivante :

« Lorsque la demande de carte premier emploi est introduite en dehors du délai précité, la convention de premier emploi visée à l'article 27 n'est considérée comme valable qu'à partir du premier jour du trimestre qui suit le trimestre dans lequel se situe la date de l'introduction tardive de la demande de carte premier emploi. » ;

4° au § 2, alinéa 5, 1°, les mots "demandeur d'emploi" sont remplacés par le mot "jeune";

3° in het eerste lid, 3°, worden de woorden "alle gedurende een periode van maximum 36 maanden met ingang van de dag waarop de jongere de uitvoering van zijn overeenkomst aanvat. De Koning bepaalt de minimumduur van voornoemde periode" geschrapt;

4° tussen het eerste en tweede lid, worden twee nieuwe leden ingevoegd, luidende als volgt :

« De overeenkomsten bedoeld in het vorig lid worden enkel als startbaanovereenkomst beschouwd indien de jongere werd aangeworven op basis van een geldige startbaankaart, uitgereikt volgens de modaliteiten voorzien in artikel 32, § 2.

De tewerkstelling van de jongere door dezelfde werkgever blijft beschouwd als een tewerkstelling in het kader van een startbaanovereenkomst tot de laatste dag van het kwartaal waarin de jongere de leeftijd van zesentwintig jaar bereikt. » .

**Art. 5.** In dezelfde wet wordt een artikel 27<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende als volgt :

« Art. 27<sup>ter</sup>. In afwijking van artikel 27, tweede lid, wordt de nieuwe werknemer die vóór 1 januari 2004 werd aangeworven, vanaf 1 januari 2004 verder beschouwd als jongere, tewerkgesteld in het kader van een startbaanovereenkomst, op voorwaarde dat

- de startbaanovereenkomst werd gesloten onder de voorwaarden en modaliteiten die van toepassing waren vóór 1 januari 2004, en

- overeenkomstig artikel 32, zoals van kracht vóór 1 januari 2004, een kopie van deze startbaanovereenkomst aan de door de Koning aangewezen ambtenaar werd bezorgd vóór 31 januari 2004.

De startbaanovereenkomst gesloten vóór 1 januari 2004 eindigt :

1° na afloop van de periode, bedoeld in artikel 27, eerste lid, 1°, 2° of 3°, zoals van kracht vóór 1 januari 2004, en zoals vermeld in de startbaanovereenkomst, of

2° wanneer de overeenkomst die het voorwerp uitmaakt van de startbaanovereenkomst, eindigt.

In afwijking van het vorig lid, 1°, blijft de tewerkstelling van de jongere in het kader van een startbaanovereenkomst bedoeld in artikel 27, eerste lid, 1°, bij dezelfde werkgever beschouwd als een tewerkstelling in het kader van een startbaanovereenkomst tot de laatste dag van het kwartaal waarin de jongere de leeftijd van zesentwintig jaar bereikt, indien hij vóór het einde van de overeenkomst, bedoeld in het vorig lid, de leeftijd van zesentwintig jaar nog niet heeft bereikt. » .

**Art. 6.** Artikel 28 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 7.** Artikel 29 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 32 van dezelfde wet, vervangen bij de programmawet (I) van 24 december 2002 en gewijzigd bij de programmawet van 8 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede en derde lid, worden opgeheven;

2° § 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, bevoegd voor de hoofdverblijfplaats van de betrokken jongere, attesteert door middel van een startbaankaart dat de jongere voldoet aan de aan de voorwaarden van artikelen 23 en 24. De Koning bepaalt welke gegevens deze startbaankaart dient te vermelden. Hij bepaalt eveneens welke bewijsstukken of documenten voorgelegd of ingediend bij het voormeld werkloosheidsbureau teneinde deze startbaankaart te kunnen bekomen. » ;

3° § 2, derde lid, tweede zin, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de aanvraag van de startbaankaart wordt ingediend buiten deze termijn, wordt de startbaanovereenkomst bedoeld in artikel 27 pas als geldig beschouwd vanaf de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin de datum gelegen is van de laattijdige indiening van de aanvraag van de startbaankaart. » ;

4° in § 2, vijfde lid, 1°, het woord "werkzoekende" vervangen door het woord "jongere";

5° au § 2, alinéa 5, 2°, le mot "werkzoekende" est remplacé par le mot "jongere" dans le texte néerlandais;

6° au § 2, alinéa 5, 2°, le mot "travailleur" est remplacé par le mot "jeune" dans le texte français;

7° le § 2, alinéa 6, est remplacé par la disposition suivante :

« La carte premier emploi a une durée de validité de douze mois au maximum. La date de fin de la période de validité de la carte ne peut toutefois se situer après la veille du jour où le jeune atteint l'âge de vingt-six ans. La carte est valable pour tout engagement effectué pendant sa période de validité. » ;

8° le § 2, alinéa 7, est remplacé par la disposition suivante :

« Le bureau de chômage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut prolonger la durée de validité de la carte premier emploi pour une période de la même durée, pour autant que le jeune prouve qu'il réunit à nouveau les conditions requises au premier jour de la période de prolongation ou au moment de son engagement. La date de fin de la période de validité de la carte ne peut toutefois se situer après la veille du jour où le jeune atteint l'âge de vingt-six ans. » ;

9° le § 2, alinéa 8, est abrogé.

**Art. 9.** L'article 33, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la même loi, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutefois, la convention de premier emploi définie à l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, peut prévoir que, pendant les douze premiers mois au maximum de son exécution, l'employeur consacre une partie de la rémunération visée au § 1<sup>er</sup>, à la formation du nouveau travailleur.

Dans ce cas, le nouveau travailleur a, pendant la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, droit à une rémunération égale au salaire visé au § 1<sup>er</sup>, diminué de la partie visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sans que celle-ci puisse être supérieure à 10 % de ce salaire et sans que celui-ci puisse être inférieur au revenu minimum mensuel moyen garanti. » .

**Art. 10.** A l'article 34 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots " , pendant les douze premiers mois de l'exécution de sa convention de premier emploi, " sont insérés après les mots "s'absenter", dans le texte français;

2° les mots "gedurende de eerste twaalf maanden van de uitvoering van zijn startbaanovereenkomst" sont insérés entre les mots "de nieuwe werknemer" et les mots "met behoud van zijn loon", dans le texte néerlandais.

**Art. 11.** A l'article 35 de la même loi, modifié par les lois-programmes du 2 août 2002 et du 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 40, 59 et 82 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le nouveau travailleur peut mettre fin à la convention de premier emploi visée à l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, pendant les douze premiers mois de l'exécution de celle-ci, moyennant un préavis de sept jours prenant cours le jour suivant la notification, s'il a trouvé un autre emploi. » ;

2° le § 3 est abrogé.

**Art. 12.** L'article 39, § 4, de la même loi, est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Sont seuls pris en considération comme nouveaux travailleurs, les nouveaux travailleurs qui sont renseignés comme tels sur la déclaration à l'institution chargée de la perception des cotisations de sécurité sociale. » .

**Art. 13.** L'article 41 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 41. Sous les conditions définies par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'entreprise saisonnière, un groupe d'employeurs ou l'employeur dont l'entreprise est scindée ou fusionnée peuvent être dispensés en tout ou en partie de l'application des dispositions du présent chapitre en concluant une convention d'emploi avec le ministre qui a l'Emploi dans ses compétences.

Pour l'application du présent article, le Roi définit, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'il faut entendre par entreprise saisonnière, par groupe d'employeurs et par scission ou fusion d'une entreprise.

5° in § 2, vijfde lid, 2°, wordt in de Nederlandse tekst het woord "werkzoekende" vervangen door het woord "jongere";

6° in § 2, vijfde lid, 2°, wordt in de Franse tekst de woorden "travailleur" vervangen door het woord "jeune";

7° § 2, zesde lid, wordt vervangen als volgt :

« De startbaankaart heeft een geldigheidsduur van ten hoogste twaalf maanden. De einddatum van de geldigheidsperiode van de kaart mag evenwel niet gelegen zijn na de dag vóór die waarop de jongere de leeftijd van zesentwintig jaar bereikt. De kaart geldt voor elke aanwerving die tijdens de geldigheidsperiode ervan wordt verricht. » ;

8° § 2, zevende lid, wordt vervangen als volgt :

« De geldigheidsduur van de startbaankaart kan door het in het eerste lid bedoeld werkloosheidsbureau worden verlengd voor een zelfde periode, voor zover de jongere aantoont dat hij op de eerste dag van de periode van verlenging of bij de aanwerving opnieuw aan de vereiste voorwaarden voldoet. De einddatum van de geldigheidsperiode van de kaart mag evenwel niet gelegen zijn na de dag vóór die waarop de jongere de leeftijd van zesentwintig jaar bereikt. » ;

9° § 2, achtste lid, wordt opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 33, § 2, eerste en tweede lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De startbaanovereenkomst, bedoeld in artikel 27, eerste lid, 1°, kan evenwel bepalen dat gedurende hoogstens de eerste twaalf maanden van de uitvoering ervan, de werkgever een deel van het in § 1 bedoeld loon aan de opleiding van de nieuwe werknemer besteedt.

In dat geval heeft de nieuwe werknemer, gedurende de in het eerste lid bedoelde periode, recht op een loon dat gelijk is aan het in § 1 bedoeld loon, verminderd met het in het eerste lid bedoeld deel, zonder dat dit meer mag zijn dan 10 % van dat loon en zonder dat dit lager mag zijn dan het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen. » .

**Art. 10.** In artikel 34 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse tekst worden de woorden " , pendant les douze premiers mois de l'exécution de sa convention de premier emploi, " na de woorden "s'absenter" ingevoegd;

2° in de Nederlandse tekst worden tussen de woorden "de nieuwe werknemer" en de woorden "met behoud van zijn loon" de woorden "gedurende de eerste twaalf maanden van de uitvoering van zijn startbaanovereenkomst" ingevoegd.

**Art. 11.** In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de programma-wetten van 2 augustus 2002 en 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. In afwijking van de artikelen 40, 59 en 82 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, kan de nieuwe werknemer de in artikel 27, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde startbaanovereenkomst, gedurende de eerste twaalf maanden van de uitvoering ervan, beëindigen mits een opzeggingstermijn van zeven dagen die aanvangt op de dag volgend op de betekening, indien hij een andere baan heeft gevonden. » ;

2° § 3 wordt opgeheven.

**Art. 12.** Artikel 39, § 4, van dezelfde wet, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« Worden enkel als nieuwe werknemers beschouwd, de nieuwe werknemers die als dusdanig worden vermeld op de aangifte aan de instelling die instaat voor de inning van de sociale zekerheidsbijdragen. » .

**Art. 13.** Artikel 41 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 41. Onder de voorwaarden, bepaald door de Koning, bij besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, kan de seizoenonderneming, een groep van werkgevers, of de werkgever wiens onderneming gesplitst of gefusioneerd werd, geheel of gedeeltelijk ontslagen worden van de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk door een tewerkstellingsovereenkomst te sluiten met de minister die bevoegd is inzake Werkgelegenheid.

Voor de toepassing van dit artikel bepaalt de Koning, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat moet worden verstaan onder seizoenonderneming, onder groep van werkgevers en onder splitsing of fusie van een onderneming.

Le ministre peut accorder la compétence de conclure ces conventions d'emploi au fonctionnaire du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale qu'il désigne. » .

**Art. 14.** A l'article 42, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 2°, a), les mots "auxquels s'applique un parcours d'insertion" sont supprimés;

2° dans le 2°, b), les mots "qui bénéficient d'un parcours d'insertion" sont supprimés;

**Art. 15.** La sous-Section 6 de la Section 1<sup>re</sup> du chapitre VIII du titre II de la même loi, comprenant l'article 45, remplacé par la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, est abrogée.

**Art. 16.** L'article 47 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Une copie du procès-verbal visé au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et une copie de la décision du fonctionnaire, visé au § 4, alinéa 2, sont communiquées à l'Office national de Sécurité sociale. Cette instance peut utiliser les informations reprises dans ces documents en vue de l'application de l'article 347 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002. » .

**Art. 17.** A l'article 48, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots ", ainsi que les réductions de cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 44, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4" sont supprimés.

**Art. 18.** Le chapitre III de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs, comprenant l'article 10, est abrogé.

Les contrats conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 avec les travailleurs visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 septembre 2001 précitée, restent valables, jusqu'au terme de la période d'une année, visée au même alinéa, pour le respect de l'obligation visée à l'article 39 de la loi du 24 décembre 1999 précitée, à condition que, conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la même loi du 5 septembre 2001, une copie de ces contrats ait été communiquée au fonctionnaire désigné par le Roi avant le 31 janvier 2004.

**Art. 19.** Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004, à l'exception de l'article 3 qui entre en vigueur à la date déterminée par le Roi.

#### CHAPITRE 2. — *Augmentation de la réduction structurelle des charges et diminution du poids des cotisations patronales sur les hauts salaires*

**Art. 20.** A l'article 331 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

« Pour un salaire trimestriel supérieur à un plafond salarial déterminé S1, un complément est ajouté à F qui évolue de manière linéaire en fonction de la différence entre le salaire trimestriel et le plafond salarial et dont la pente est déterminée par le coefficient  $\delta$ . » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots "381,33 EUR" sont remplacés par les mots "400,00 EUR";

3° à l'alinéa 5, dans le texte néerlandais, les mots "volgens loongrens S0" sont remplacés par les mots "onder loongrens S0";

4° l'alinéa 5 est complété par la phrase suivante :

« Le Roi détermine également, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'il faut entendre par salaire trimestriel, par plafond salarial S1 et par coefficient  $\delta$ . » .

**Art. 21.** Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### CHAPITRE 3. — *Adaptation du seuil minimum des prestations*

**Art. 22.** L'article 332, alinéa 2, de la même loi est complété par la phrase suivante :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, lier ce seuil minimum à la durée de travail contractuelle du travailleur pendant l'occupation. » .

**Art. 23.** L'article 337, alinéa 2, de la même loi est complété par la phrase suivante :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, lier ce seuil minimum à la durée de travail contractuelle du travailleur pendant l'occupation. » .

De minister kan de bevoegdheid tot het afsluiten van deze tewerkstellingsovereenkomsten toekennen aan de ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg die hij aanwijst. » .

**Art. 14.** In artikel 42, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 1 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 2°, a), worden de woorden "waarop een inschakelingsparcours van toepassing is" geschrapt;

2° in het 2°, b), worden de woorden "die een inschakelingsparcours genieten" geschrapt;

**Art. 15.** Onderafdeling 6 van afdeling 1 van hoofdstuk VIII van titel II van dezelfde wet, bevattende het artikel 45, vervangen bij de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt opgeheven.

**Art. 16.** Artikel 47 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

« § 6. Een kopie van het proces-verbaal, bedoeld in § 4, eerste lid, en een kopie van de beslissing van de ambtenaar, bedoeld in § 4, tweede lid, wordt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid overgemaakt. Deze instelling mag de in deze documenten vervatte informatie gebruiken met het oog op de toepassing van artikel 347 van de programmawet (I) van 24 december 2002. » .

**Art. 17.** In artikel 48, eerste lid, van dezelfde wet, vervallen de woorden "alsook de bijdrageverminderingen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 44, §§ 1, 2, 3 en 4,".

**Art. 18.** Hoofdstuk III van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers, bevattende het artikel 10, wordt opgeheven.

De overeenkomsten, gesloten vóór 1 januari 2004 met de werknemers, bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, van voornoemde wet van 5 september 2001, blijven tot het einde van de periode van één jaar, bedoeld in hetzelfde lid, geldig voor het naleven van de verplichting, bedoeld in artikel 39 van voornoemde wet van 24 december 1999, op voorwaarde dat, overeenkomstig artikel 10, § 1, tweede lid, van dezelfde wet van 5 september 2001, een kopie van deze overeenkomsten aan de door de Koning aangewezen ambtenaar werd bezorgd vóór 31 januari 2004.

**Art. 19.** Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2004, met uitzondering van artikel 3 dat in werking treedt op de datum bepaald door de Koning.

#### HOOFDSTUK 2. — *Verhoging van de structurele lastenverlaging en vermindering gewicht patronale bijdragen op hogere lonen*

**Art. 20.** In artikel 331 van de programmawet (I) van 24 december 2002 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met volgende zin :

« Bij een kwartaalloon hoger dan een bepaalde loongrens S1 wordt aan F een complement toegevoegd dat lineair met het verschil tussen het kwartaalloon en de loongrens stijgt volgens een hellingscoëfficiënt  $\delta$ . » ;

2° in het tweede lid worden de woorden "381,33 EUR" vervangen door de woorden "400,00 EUR";

3° in het vijfde lid worden de woorden "volgens loongrens S0" vervangen door de woorden "onder loongrens S0";

4° het vijfde lid wordt aangevuld met volgende zin :

« De Koning bepaalt eveneens, bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, wat moet worden verstaan onder kwartaalloon, onder loongrens S1 en onder coëfficiënt  $\delta$ . » .

**Art. 21.** Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2004.

#### HOOFDSTUK 3. — *Aanpassing ondergrens prestaties*

**Art. 22.** Artikel 332, tweede lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld met volgende zin :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, deze ondergrens afhankelijk maken van de contractuele arbeidsduur van de werknemer gedurende de tewerkstelling. » .

**Art. 23.** Artikel 337, tweede lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld met volgende zin :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, deze ondergrens afhankelijk maken van de contractuele arbeidsduur van de werknemer gedurende de tewerkstelling. » .

**Art. 24.** Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004.

#### CHAPITRE 4. — Restructurations

**Art. 25.** Au titre IV, chapitre 7, Section 3, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, une nouvelle sous-Section 7 est insérée, libellée comme suit :

« Sous-Section 7. Restructurations

**Art. 353bis.** Les employeurs visées à l'article 335 peuvent bénéficier d'une réduction groupes-cibles pour les travailleurs licenciés dans le cadre d'une restructuration, pendant le trimestre de l'entrée en service et pendant un certain nombre de trimestres qui suivent, lorsqu'ils engagent, par l'intervention d'une cellule de mise à l'emploi, de tels travailleurs, victimes d'une restructuration.

Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'il faut entendre par travailleurs licenciés dans le cadre d'une restructuration, ainsi que ce qu'il faut entendre par cellule de mise à l'emploi. » .

**Art. 26.** L'article 374 de la même loi-programme, est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 353bis entre en vigueur à une date déterminée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. » .

**Art. 27.** L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié pour la dernière fois par la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, est complété comme suit :

« t) assurer le remboursement, selon les modalités et à concurrence du montant fixé par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, des frais d'accompagnement de l'outplacement qui ont été réellement engagés par l'employeur en restructuration, pour tout travailleur qui, pendant une période déterminée suivant son licenciement chez un employeur en restructuration, est à nouveau engagé de façon durable, par l'intervention d'une cellule de mise à l'emploi, chez un nouvel employeur. » .

**Art. 28.** L'intitulé de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer une réduction de cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire, modifiée par les lois du 12 août 2000 et du 8 avril 2003, est complété comme suit :

« et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration ».

**Art. 29.** Dans la même loi du 20 décembre 1999, un article 3bis est inséré, libellé comme suit :

« Art. 3bis. Les travailleurs qui sont soumis aux régimes visés dans l'article 21, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, peuvent, en dérogation aux articles 38, § 2 et 23, alinéa 4, de la loi précitée, bénéficier pendant un certain nombre de mois, d'une réduction forfaitaire des cotisations personnelles de sécurité sociale, lorsque, pendant une période déterminée suivant leur licenciement chez un employeur en restructuration, ils sont à nouveau engagés, par l'intervention d'une cellule de mise à l'emploi, chez un nouvel employeur.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités et conditions pour bénéficier de la réduction visée à l'alinéa précédent, ainsi que le montant de la réduction et la période pendant laquelle celle-ci est accordée.

La somme des réductions des cotisations personnelles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, éventuellement majorée du montant de la réduction à laquelle le travailleur a droit en application de l'article 2, ne peut dépasser le montant des cotisations personnelles dues. » .

**Art. 30.** Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur des articles 26, 27 et 28.

**Art. 24.** Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 april 2004.

#### HOOFDSTUK 4. — Herstructureringen

**Art. 25.** In titel IV, hoofdstuk 7, afdeling 3, van de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt een nieuwe onderafdeling 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Onderafdeling 7. Herstructureringen

**Art. 353bis.** De werkgevers bedoeld in artikel 335 kunnen genieten van een doelgroepvermindering voor werknemers ontslagen in het kader van een herstructurering tijdens het kwartaal van indienstneming en tijdens een aantal kwartalen die er op volgen, wanneer zij dergelijke werknemers, slachtoffer van een herstructurering, in dienst nemen door toedoen van een tewerkstellingscel.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat wordt verstaan onder werknemers ontslagen in het kader van een herstructurering, evenals wat dient te worden verstaan onder tewerkstellingscel. » .

**Art. 26.** Artikel 374 van dezelfde programmawet, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, treedt artikel 353bis in werking op een datum bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. » .

**Art. 27.** Artikel 7, § 1, derde lid, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, laatst gewijzigd bij de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt aangevuld als volgt :

« t) de terugbetaling verzekeren, volgens de nadere regels en ten belope van het bedrag vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, van de kostprijs van de outplacementbegeleiding die werkelijk gedragen werd door de werkgever in herstructurering, voor die werknemers die binnen een bepaalde periode na hun ontslag bij de werkgever in herstructurering door toedoen van een tewerkstellingscel opnieuw op duurzame wijze in dienst zijn genomen bij een nieuwe werkgever. » .

**Art. 28.** Het opschrift van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen, gewijzigd bij de wetten van 12 augustus 2000 en 8 april 2003, wordt aangevuld als volgt :

« en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering. »

**Art. 29.** In dezelfde wet van 20 december 1999 wordt een artikel 3bis toegevoegd, luidende :

« Art. 3bis. De werknemers die zijn onderworpen aan de regelingen bedoeld in artikel 21, § 1, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers kunnen, in afwijking van de artikelen 38, § 2 en 23, vierde lid, van voormelde wet gedurende een aantal maanden een forfaitaire vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid genieten, wanneer zij binnen een bepaalde periode na hun ontslag bij een werkgever in herstructurering door toedoen van een tewerkstellingscel opnieuw in dienst zijn genomen bij een nieuwe werkgever.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels en voorwaarden voor het genot van de vermindering bedoeld in het vorige lid, alsook het bedrag van de vermindering en de periode gedurende dewelke deze wordt toegekend.

De som van de verminderingen van de persoonlijke bijdragen bedoeld in het eerste lid, eventueel verhoogd met het bedrag van de vermindering waarop de werknemer recht heeft in toepassing van artikel 2, mag het bedrag van de verschuldigde persoonlijke bijdragen niet overschrijden. » .

**Art. 30.** De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de datum waarop de artikelen 26, 27 en 28 in werking treden.

CHAPITRE 5. — *Allocations d'interruptions de carrière dans le secteur non-privé*

**Art. 31.** L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, l), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié, pour la dernière fois, par la loi du 10 août 2001, est complété par les alinéas suivants :

« Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer les conditions et modalités selon lesquelles le paiement de ces indemnités aux travailleurs occupés chez un employeur qui ne tombe pas sous le champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives et les commissions paritaires, pour autant que, pour ces travailleurs, il n'existe pas d'obligation de payer les cotisations de l'employeur prévues à l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup>, c) et 2<sup>o</sup>, c), de la loi du 27 juin 1969, révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est subordonné à la condition que cet employeur s'engage préalablement à se porter garant du financement des sommes à payer, selon les conditions et modalités fixées par Lui.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre le champ d'application de l'alinéa précédent à certains employeurs qui tombent sous le champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 précité et qui occupent des travailleurs qui ne sont pas liés par un contrat de travail. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, soustraire certains employeurs totalement ou pour une partie du champ d'application de l'alinéa précédent. »

CHAPITRE 6. — *Maribel social*

**Art. 32.** L'article 35, § 5, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. A. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, aux conditions qu'il détermine, accorder aux employeurs du secteur non marchand, une réduction forfaitaire de la cotisation patronale à concurrence d'un montant qu'il détermine, par travailleur et par trimestre :

1<sup>o</sup> pour les travailleurs soumis à l'ensemble des régimes visés à l'article 21 de la présente loi;

2<sup>o</sup> pour les travailleurs occupés par l'Etat, les communautés, les régions, les provinces, les établissements subordonnés aux provinces, les communes, les établissements subordonnés aux communes, les associations de communes et les organismes d'intérêt public.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, adapter le montant de la réduction forfaitaire, dans le cas où l'employeur qui tombe sous l'application du présent paragraphe, bénéficie d'autres réductions de cotisations de sécurité sociale.

Le produit de la réduction des cotisations patronales de sécurité sociale est affecté à la création d'emploi.

B. Le Roi détermine les modalités relatives au cumul de la réduction forfaitaire visée au point A avec les autres réductions de cotisations. Le Roi détermine également les cotisations visées à l'article 38, §§ 3 et 3bis sur lesquelles cette réduction forfaitaire est d'application.

C. Pour l'application du présent paragraphe :

1<sup>o</sup> il est créé, pour chaque commission paritaire ou sous-commission paritaire relevant du champ d'application du présent paragraphe, un fonds sectoriel, constitué conformément à la loi du 7 janvier 1958 sur les Fonds de sécurité d'existence.

Le Roi peut toutefois déterminer dans une disposition spécifique quand une commission paritaire ou une sous-commission paritaire se trouve en restructuration.

Dans la comptabilité de chaque Fonds, il est prévu les rubriques suivantes :

- a) rubrique pour le paiement des frais de fonctionnement;
- b) rubrique pour le financement des frais de personnel;
- c) rubrique pour le financement des emplois supplémentaires.

2<sup>o</sup> a) il est créé au sein du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, un comité de gestion Maribel social pour les hôpitaux et les maisons de soins psychiatriques du secteur public affiliés à l'Office national de sécurité sociale, composé de manière paritaire par des représentants des employeurs et des représentants des travailleurs, conformément aux règles déterminées par le Roi.

HOOFDSTUK 5. — *Loopbaanonderbrekingsuitkeringen in de niet-private sector*

**Art. 31.** Artikel 7, § 1, derde lid, l), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, laatst gewijzigd bij wet van 10 augustus 2001, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de voorwaarden en modaliteiten bepalen volgens dewelke de uitbetaling van deze vergoedingen, aan werknemers tewerkgesteld bij een werkgever die niet valt onder het toepassingsgebied van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités in zoverre voor deze werknemers geen werkgeversbijdrage betaald dienen te worden zoals voorzien in artikel 17, § 2, 1<sup>o</sup>, c) en 2<sup>o</sup>, c), van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, afhankelijk gemaakt wordt van de voorwaarde dat deze werkgever er zich voorafgaandelijk toe verbonden heeft in te staan, volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door Hem, voor de financiering van de uit te betalen sommen.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het toepassingsgebied van het vorige lid verruimen tot bepaalde werkgevers die ressorteren onder de wet van 5 december 1968 en die werknemers tewerkstellen anders dan onder een arbeidsovereenkomst. De Koning kan bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaalde werkgevers geheel of gedeeltelijk onttrekken aan het toepassingsgebied van het vorige lid. »

HOOFDSTUK 6. — *Sociale Maribel*

**Art. 32.** Artikel 35, § 5, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, wordt vervangen als volgt :

« § 5. A. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, een forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdrage toekennen aan de werkgevers van de social profit sector, voor het bedrag die Hij bepaalt, per werknemer, per kwartaal :

1<sup>o</sup> voor de werknemers onderworpen aan het geheel van de stelsels beoogd in artikel 21 van deze wet;

2<sup>o</sup> voor de werknemers die de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de aan de provincies ondergeschikte instellingen, de gemeenten, de aan de gemeenten ondergeschikte instellingen, de verenigingen van gemeenten en de instellingen van openbaar nut tewerkstellen.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag van de forfaitaire vermindering aanpassen ingeval de werkgever die onder de toepassing van deze paragraaf valt, andere verminderingen van sociale zekerheidsbijdragen geniet.

De opbrengst van de vermindering werkgeversbijdragen wordt besteed aan het creëren van tewerkstelling.

B. De Koning bepaalt de regelen met betrekking tot de cumulatie van de in de punt A. bedoelde forfaitaire vermindering met andere verminderingen der bijdragen. De Koning bepaalt ook de bijdragen bedoeld in artikel 38, §§ 3 en 3bis waarop deze forfaitaire vermindering van toepassing is.

C. Voor de toepassing van deze paragraaf :

1<sup>o</sup> wordt per paritair comité of paritair subcomité dat onder de toepassing van deze paragraaf valt, een sectoraal fonds opgericht overeenkomstig de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

De Koning kan evenwel in een specifieke bepaling voorzien wanneer een paritair comité of paritair subcomité in herstructurering is.

In de boekhouding van elk Fonds worden de volgende rubrieken voorzien :

- a) rubriek voor betaling van de werkingskosten;
- b) rubriek voor de financiering van de personeelskosten;
- c) rubriek voor de financiering van bijkomende tewerkstelling;

2<sup>o</sup> a) wordt bij de federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu een beheerscomité Sociale maribel voor de ziekenhuizen en de psychiatrische verzorgingshuizen van de publieke sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid ingesteld, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de werkgevers en vertegenwoordigers van de werknemers overeenkomstig de regels door de Koning bepaald.

b) il est créé au sein du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, un comité de gestion Maribel social pour le secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale, composé de manière paritaire des représentants des employeurs et des représentants des travailleurs, conformément aux règles déterminées par le Roi.

Les comités de gestion décident de l'affectation de la part du produit de la réduction forfaitaire en faveur respectivement des hôpitaux et des maisons de soins psychiatriques du secteur public affiliés à l'Office national de sécurité sociale et du secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale, qui est disponible pour le financement des emplois supplémentaires. La part visée du produit de la réduction forfaitaire sera enregistrée auprès de l'Office national de sécurité sociale sur un numéro de compte séparé.

3° pour les employeurs affiliés à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, il est créé un Fonds, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, § 6, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des dispositions sociales.

D. le Roi détermine les conditions et les modalités de fixation du produit de la réduction forfaitaire visée au présent paragraphe ainsi que les règles de répartition de ce produit.

Sur le produit revenant à chaque fonds sectoriel, ainsi qu'aux hôpitaux et aux maisons de soins psychiatriques du secteur public affiliés à l'Office national de sécurité sociale et au secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale, 0,10 % de ce produit est versé, selon le cas, par l'Office national de sécurité sociale ou par l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, au Fonds budgétaire du Maribel social, institué auprès du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, en vue de couvrir les frais de fonctionnement et les frais de personnel. Les fonds sectoriels sont autorisés à affecter 1,20 % des montants leur revenant à la couverture des frais d'administration et de personnel. Sur le produit restant qui revient aux hôpitaux et aux maisons de soins psychiatriques du secteur public affiliés à l'Office national de sécurité sociale et au secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale, il est également retenu 1,20 % en vue de couvrir les frais d'administration et de personnel. Le montant ainsi retenu est versé par l'Office national de sécurité sociale respectivement au Fonds budgétaire du Maribel social, créé auprès du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et au Fonds budgétaire Maribel social, créé auprès du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Au plus tard le 30 septembre de chaque année, les fonds sectoriels ainsi que les comités de gestion visés au point C, doivent transmettre au ministre compétent pour l'Emploi, au ministre compétent pour les Affaires sociales et pour les secteurs qui relèvent de sa compétence et au ministre compétent pour la Santé publique, une copie du compte annuel relatif à l'année écoulée et leur état de caisse au 31 décembre de l'année écoulée; ces documents doivent être certifiés, selon le cas, par un réviseur, membre de l'Institut des réviseurs d'entreprise, par le comptable public ou par le réviseur désigné par le comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Le Roi peut également désigner un commissaire du gouvernement par fonds sectoriel et par comité de gestion visé au point C et définir ses compétences.

E. 1° il est créé au sein du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale un comité de gestion "réaffectation", composé de personnes qui représentent le ministre de l'Emploi, le ministre des Affaires sociales et le ministre de la Santé publique.

2° le comité de gestion décide de l'affectation des moyens suivants :

a) le montant qui correspond au montant qui se trouve au 31 décembre sur le compte de chaque fonds sectoriel Maribel social diminué :

- du douzième du produit précité pour l'année en cours et
- du montant affecté aux engagements de paiement encore à réaliser concernant l'année en cours et
- des montants non récurrents que le ministre compétent pour l'Emploi, le ministre compétent pour les Affaires sociales et le ministre compétent pour la Santé publique ont affectés au financement de projets de formation.

b) wordt bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg een beheerscomité Sociale maribel voor de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid ingesteld, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de werkgevers en vertegenwoordigers van de werknemers overeenkomstig de regels door de Koning bepaald.

De beheerscomités beslissen over de aanwending van het gedeelte van de opbrengst van de forfaitaire vermindering ten voordele van respectievelijk de ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen van de publieke sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid en de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid, dat beschikbaar is voor de financiering van bijkomende tewerkstelling. Bedoeld gedeelte van de opbrengst van de forfaitaire vermindering wordt bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid op een apart rekeningnummer ingeschreven.

3° wordt, wat de werkgevers aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten betreft, een fonds opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, § 6, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen.

D. de Koning bepaalt de voorwaarden en nadere regelen voor de bepaling van de opbrengst van de forfaitaire vermindering bedoeld in deze paragraaf, alsook de regelen voor de verdeling van de opbrengst.

Op de opbrengst die aan ieder sectoraal fonds toekomt, alsook aan de ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen van de publieke sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid en de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid, wordt 0,10 % van deze opbrengst door de Rijksdienst voor sociale zekerheid of door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, naargelang van het geval, gestort aan het Begrotingsfonds Sociale maribel, opgericht bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, ter dekking van werkingskosten en personeelskosten. De sectorale fondsen zijn gemachtigd om 1,20 % van de hun toegekende bedragen aan te wenden ter dekking van administratie- en personeelskosten. Ook op de resterende opbrengst dat toekomt aan de ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen van de publieke sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid en de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid wordt 1,20 % ingehouden ter dekking van administratie- en personeelskosten. Het aldus ingehouden bedrag wordt door de Rijksdienst voor sociale zekerheid gestort aan respectievelijk het Begrotingsfonds Sociale maribel, opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu en het Begrotingsfonds Sociale maribel, opgericht bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Uiterlijk op 30 september van ieder jaar, moeten de sectorale fondsen, alsook de beheerscomités bedoeld in punt C, aan de minister bevoegd voor Werkgelegenheid, de minister bevoegd voor Sociale Zaken en voor de sectoren die onder zijn bevoegdheid vallen, de minister bevoegd voor Volksgezondheid een afschrift overzenden van hun jaarrekening met betrekking tot het afgelopen jaar alsook hun kastoesstand op 31 december van het afgelopen jaar; die documenten moeten door een revisor, lid van het Instituut voor de bedrijfsrevisoren, door de rekenplichtige of door de revisor aangeduid door het beheerscomité van Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, naar gelang van het geval, voor echt verklaard zijn.

De Koning kan eveneens een regeringscommissaris aanstellen per sectoraal fonds en per beheerscomité bedoeld in punt C en zijn bevoegdheden bepalen.

E. 1° bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg wordt een beheerscomité "heraanwending" ingesteld, samengesteld door personen die de minister van Werkgelegenheid, de minister van Sociale Zaken en de minister van Volksgezondheid vertegenwoordigen.

2° het beheerscomité beslist over de aanwending van volgende middelen :

a) het bedrag dat overeenstemt met het bedrag dat op de rekening van elk sectoraal fonds Sociale Maribel staat op 31 december, vermindert met :

- een twaalfde van de voormelde opbrengst van het lopende jaar en
- het bedrag aan nog in te vullen betalingsengagementen aangegaan in het lopende jaar en
- de niet-recurrente bedragen die de minister bevoegd voor Werkgelegenheid, de minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Volksgezondheid hebben toegewezen voor de financiering van opleidingsprojecten.

Ce montant est déduit du produit de la réduction de l'indemnité forfaitaire qui est mis à la disposition pour le deuxième semestre de l'année suivante.

b) le montant qui découle de l'application du mécanisme de contrôle fixé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Les moyens sont répartis comme suit :

a) récupération dans les hôpitaux et les maisons de soins psychiatriques affiliés à l'Office national de sécurité sociale;

b) récupération dans le secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale, autre que visé sous a);

c) récupération dans les hôpitaux et les maisons de soins psychiatriques du secteur privé;

d) récupération dans le secteur privé, autre que visé sous c);

e) récupération dans les hôpitaux et les maisons de soins psychiatriques affiliés à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;

f) récupération dans le secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, autre que visé sous e).

Les moyens visés à l'alinéa précédent, a) à d), sont enregistrés sur un compte séparé auprès de l'Office national de sécurité sociale. Les moyens visés à l'alinéa précédent, e) et f), sont enregistrés au fonds de récupération institué auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, § 6, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 portant des dispositions sociales.

Les règles relatives à l'affectation des moyens sont déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis du Conseil national du travail en ce qui concerne les moyens visés au deuxième alinéa, c) et d), après avis des Comités de gestion visés au point C en ce qui concerne les moyens visés au deuxième alinéa, a) et b), et après avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales en ce qui concerne les moyens visés au deuxième alinéa, e) et f).

3° Les moyens visés au 2° peuvent exclusivement être affectés au financement d'emplois supplémentaires ou de projets de formation en faveur des employeurs qui tombent sous la répartition concernée.

F. Les dispositions du régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais en matière de paiement, l'application des sanctions civiles et les dispositions pénales, le juge compétent en cas de contestation, la prescription en matière d'actions judiciaires, le privilège et la communication du montant de la créance de l'Office national de sécurité sociale, sont applicables.

Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect du présent paragraphe et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

G. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et modalités complémentaires pour l'application du présent paragraphe. » .

**Art. 33.** L'article 1<sup>er</sup>, §§ 6 et 7, de la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 contenant des dispositions sociales, est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. A. Pour l'application de l'article 35, § 5, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, il est créé auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales un Fonds qui est alimenté par le produit des réductions patronales de sécurité sociale auxquelles les employeurs affiliés à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales peuvent prétendre.

Dans la comptabilité du Fonds, sont reprises les rubriques suivantes :

a) rubrique pour le paiement des frais de fonctionnement;

Dit bedrag wordt in mindering gebracht op de opbrengst van de forfaitaire vermindering die ter beschikking gesteld wordt voor het tweede semester van het volgende jaar.

b) het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van het controlemechanisme dat door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, wordt bepaald.

De middelen worden als volgt ingedeeld :

a) terugvordering in de ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid;

b) terugvordering in de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid, andere dan bedoeld onder a);

c) terugvordering in de ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen van de privé-sector;

d) terugvordering in de privé-sector, andere dan bedoeld onder c);

e) terugvordering in de ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

c) terugvordering in de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, andere dan bedoeld onder e).

De middelen bedoeld in het vorig lid, a) tot d), worden op een aparte rekening ingeschreven bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid. De middelen bedoeld in het vorig lid, e) en f), worden ingeschreven op het terugvorderingsfonds ingericht bij Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, § 6, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen.

De regelen met betrekking tot de bestemming van de middelen worden bepaald door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit na advies van de Nationale Arbeidsraad, wat de middelen bedoeld in het tweede lid, c) en d), betreft, na advies van de beheerscomités bedoeld onder punt C wat de middelen bedoeld in het tweede lid, a) en b), betreft, en na advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten wat de middelen bedoeld in het tweede lid, e) en f), betreft.

3° De middelen bedoeld in 2° mogen uitsluitend worden aangewend voor de financiering van bijkomende tewerkstelling of van opleidingsprojecten ten voordele van de werkgevers die onder de betrokken indeling vallen.

F. De bepalingen van het algemeen stelsel van de sociale zekerheid voor werknemers, met name wat de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en de strafbepalingen, de bevoegde rechter in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering van de Rijksdienst voor sociale zekerheid betreft, zijn van toepassing.

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van deze paragraaf en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

G. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de bijkomende voorwaarden en nadere regelen voor de toepassing van deze paragraaf. » .

**Art. 33.** Artikel 1, §§ 6 en 7, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, wordt vervangen als volgt :

« § 6. A. Voor de toepassing van artikel 35, § 5, van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten een fonds opgericht dat gestijfd wordt met de opbrengst van de verminderingen van werkgeversbijdragen waarop de werkgevers aangesloten bij Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten aanspraak kunnen maken.

In de boekhouding van het Fonds worden verschillende rubrieken opgenomen :

a) rubriek voor de betaling van de werkingskosten;



b) rubrique pour le financement des frais d'administration et de personnel;

c) rubrique pour le financement des emplois supplémentaires, avec les sous-rubriques suivantes :

- les réductions de cotisations auxquelles les hôpitaux et les maisons de soins psychiatriques peuvent prétendre;

- les réductions de cotisations auxquelles les employeurs autres que ceux visés au tiret précédent peuvent prétendre;

- les montants que le ministre compétent pour l'Emploi, le ministre compétent pour les Affaires sociales et le ministre compétent pour la Santé publique affectent, parmi les moyens non récurrents du fonds, au financement de projets de formation.

Ce Fonds est géré par le comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de contrôle des montants affectés et de leur destination.

B. Il est créé un Fonds de récupération auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Dans la comptabilité de ce Fonds, il est prévu les rubriques suivantes :

a) rubrique pour la récupération à charge des hôpitaux et des maisons de soins psychiatriques;

b) rubrique pour la récupération à charge des autres employeurs que ceux visés au a).

C. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions complémentaires et les modalités d'application du présent paragraphe. » .

**Art. 34.** L'article 71 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, est abrogé.

**Art. 35.** L'article 171 de la loi du 12 août 2000, portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 171. § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Fonds alimenté par :

1° une quote-part égale à 0,10 % du produit des réductions de cotisations visé à l'article 35, § 5, D, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, versée selon le cas par l'Office national de sécurité sociale ou par l'Office national de sécurité sociale pour les administrations provinciales et locales;

2° une quote-part égale à 1,20 % du produit restant qui revient au secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale, visé à l'article 35, § 5, D, de la loi du 29 juin 1981 précitée.

Le Fonds visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

§ 2. Au tableau annexé à la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 23 - Emploi et Travail, est complétée comme suit :

« Dénomination du fonds budgétaire organique

23-8 Fonds budgétaire du Maribel social.

Nature des recettes affectées :

Quote-part égale à 0,10 % de la réduction des cotisations patronales auxquelles peuvent prétendre les employeurs des secteurs privé et public affiliés à l'Office national de sécurité sociale et à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, dans le cadre des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Quote-part égale à 1,20 % du produit restant qui revient au secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale, visé à l'article 35, § 5, D, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

b) rubriek voor de financiering van de administratie- en personeelskosten;

c) rubriek voor de financiering van de bijkomende tewerkstelling, met volgende subrubrieken :

- de bijdrageverminderingen waarop de ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen aanspraak kunnen maken;

- de bijdragevermindering waarop de andere dan de in het vorig streepje bedoelde werkgevers aanspraak kunnen maken;

- de bedragen die de minister bevoegd voor Werkgelegenheid, de minister bevoegd voor Sociale zaken en de minister bevoegd voor Volksgezondheid onder de beschikbare niet-recurrente middelen van het fonds toewijzen voor de financiering van opleidingsprojecten.

Dit Fonds wordt beheerd door het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regels voor het toezicht op de bedragen die ter beschikking worden gesteld en de bestemming ervan.

B. Bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten wordt een Terugvorderingsfonds opgericht.

In de boekhouding van dat Fonds worden de volgende rubrieken voorzien :

a) rubriek voor de terugvordering ten laste van de ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen;

b) rubriek voor de terugvordering ten laste van de andere dan in a) bedoelde werkgevers.

C. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de bijkomende voorwaarden en nadere regelen voor de toepassing van deze paragraaf. » .

**Art. 34.** Artikel 71 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, wordt opgeheven.

**Art. 35.** Artikel 171 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, wordt vervangen als volgt :

« Art. 171. § 1. Er wordt een Fonds opgericht dat gespijsd wordt met :

1° een aandeel gelijk aan 0,10 % van de opbrengst van de verminderingen van de werkgeversbijdragen bedoeld in artikel 35, § 5, D, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gestort door de Rijksdienst voor sociale zekerheid of door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, naargelang van het geval;

2° een aandeel gelijk aan 1,20 % van de resterende opbrengst dat toekomt aan de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid, zoals bedoeld in artikel 35, § 5, D, van de voormelde wet van 29 juni 1981.

Het in het eerste lid bedoelde Fonds vormt een begrotingsfonds in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, wordt de rubriek 23 - Tewerkstelling en Arbeid aangevuld als volgt :

« Benaming van het organiek begrotingsfonds

23-8 Begrotingsfonds Sociale maribel

Aard van de toegewezen ontvangsten :

Aandeel gelijk aan 0,10 % van de verminderingen van de werkgeversbijdragen waarop de werkgevers van de private en van de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid en bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten aanspraak kunnen maken in het kader van de maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Aandeel gelijk aan 1,20 % op de resterende opbrengst dat toekomt aan de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid zoals bedoeld in artikel 35, § 5, D, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

## Nature des dépenses autorisées :

Frais administratifs et de personnel statutaire et/ou contractuel affecté aux missions du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale dans le cadre des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand. » .

**Art. 36.** L'article 184 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 184. § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Fonds alimenté par une quote-part égale à 1,20 % du produit restant qui revient aux hôpitaux et aux maisons de soins psychiatriques du secteur public affiliés à l'Office national de sécurité sociale, visé à l'article 35, § 5, D, de la loi précitée du 29 juin 1981.

Le Fonds visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

§ 2. Au tableau annexé à la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 26 - Affaires sociales, Santé publique et Environnement est complétée comme suit :

## « Dénomination du fonds budgétaire organique

Fonds budgétaire Maribel social

## Nature des recettes affectées

Quote-part égale à 1,20 % du produit restant qui revient aux hôpitaux et aux maisons de soins psychiatriques du secteur public affiliés à l'Office national de sécurité sociale, visé à l'article 35, § 5, D de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

## Nature des dépenses autorisées

Frais de gestion ainsi que les frais relatifs au personnel statutaire et/ou contractuel affecté aux missions du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement dans le cadre des mesures en vue de la promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. » .

**Art. 37.** 1° Les articles 4, § 1<sup>er</sup>, et 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 30 décembre 2001, sont abrogés.

2° Au tableau annexé à la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, à la rubrique 23 - Emploi et Travail :

a) le Fonds 23.10 - Fonds de récupération du secteur non marchand privé, visé à l'article 35, § 5, alinéa 3, 2°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est abrogé.

b) le Fonds 23-11 - Fonds de récupération du secteur non marchand public, visé à l'article 71, 3°, de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, est abrogé.

**Art. 38.** Le Fonds du secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale verse 12 091 110,60 EUR à la gestion globale de la sécurité sociale. Ce montant constitue des moyens tels que visés à l'article 35, § 5, E, 2°, alinéa 2, b), de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Le Fonds pour les hôpitaux et les maisons de soins psychiatriques du secteur public affiliés à l'Office national de sécurité sociale verse 16 462 000 EUR à la gestion globale de la sécurité sociale. Ce montant constitue des moyens tels que visés à l'article 35, § 5, E, 2°, alinéa 2, a), de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Le fonds de récupération du secteur privé non-marchand, visé à l'article 35, § 5, alinéa 4, 2°, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés verse un montant fixé par le Roi, qui ne peut être inférieur à 5 500 000 EUR, à la gestion globale de la sécurité sociale. Ce montant constitue des moyens tels que visés à l'article 35, § 5, E, 2°, alinéa 2, d), de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

## Aard van de toegestane uitgaven :

Beheerskosten alsook de kosten met betrekking tot statutair en/of contractueel personeel ingezet voor de opdrachten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg in het kader van de maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector. » .

**Art. 36.** Artikel 184 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, wordt vervangen als volgt :

« Art. 184. § 1. Er wordt een Fonds opgericht dat gespijsd wordt met een aandeel gelijk aan 1,20 % van de resterende opbrengst dat toekomt aan de ziekenhuizen en de psychiatrische verzorgingstehuizen van de publieke sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid bedoeld in artikel 35, § 5, D, van de voormelde wet van 29 juni 1981.

Het in het eerste lid bedoelde Fonds vormt een begrotingsfonds in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, wordt de rubriek 26 - Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu aangevuld als volgt :

## « Benaming van het organiek begrotingsfonds

Begrotingsfonds Sociale maribel

## Aard van de toegewezen ontvangsten

Aandeel gelijk aan 1,20 % op de resterende opbrengst die toekomt aan de ziekenhuizen en de psychiatrische verzorgingstehuizen van de publieke sector aangesloten bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bedoeld in artikel 35, § 5, D van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

## Aard van de toegestane uitgaven

Beheerskosten alsook de kosten met betrekking tot statutair en/of contractueel personeel ingezet voor de opdrachten van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu in het kader van de maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector. » .

**Art. 37.** 1° De artikelen 4, § 1, en 5, § 1, van de programmawet van 30 december 2001, worden opgeheven.

2° In de tabel gevoegd bij de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, bij de rubriek 23 - Tewerkstelling en Arbeid, wordt :

a) het Fonds 23-10 - Terugvorderingsfonds voor de private non-profitsector, bedoeld in artikel 35, § 5, derde lid, 2° van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, opgeheven.

b) het Fonds 23-11 - Terugvorderingsfonds voor de openbare non-profitsector bedoeld in artikel 71, 3°, van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, opgeheven.

**Art. 38.** Het Fonds voor de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid stort 12 091 110,60 EUR aan het globaal beheer van de sociale zekerheid. Dit bedrag vormt middelen zoals bedoeld in artikel 35, § 5, E, 2°, tweede lid, b), van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Het Fonds voor de ziekenhuizen en de psychiatrische verzorgingstehuizen van de publieke sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid stort 16 462 000 EUR aan het globaal beheer van de sociale zekerheid. Het bedrag vormt middelen zoals bedoeld in artikel 35, § 5, E, 2°, tweede lid, a), van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Het terugvorderingsfonds voor de private non-profitsector, bedoeld in artikel 35, § 5, vierde lid, 2°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers stort een bedrag bepaald door de Koning en dat niet lager kan zijn dan 5 500 000 EUR aan het globaal beheer van de sociale zekerheid. Dit bedrag vormt middelen zoals bedoeld in artikel 35, § 5, E, 2°, tweede lid, d), van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Les montants visés au présent article ne peuvent être libérés qu'après accord des ministres ayant l'Emploi, les Affaires sociales, la Santé publique et le Budget dans leurs compétences, à l'exception de 5 970 000 EUR du montant versé par le Fonds du secteur public affilié à l'Office national de sécurité sociale, et l'exception de 5 500 000 EUR du montant versé par le Fonds de récupération du secteur privé non-marchand.

**Art. 39.** Les articles 32 à 37 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

L'article 38 entre en vigueur le 31 décembre 2003.

CHAPITRE 7. — *Corrections techniques*  
à la loi de simplification de réductions de cotisations

Section 1<sup>re</sup>. — Réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale

**Art. 40.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire, modifié par la loi du 12 août 2000 et par l'arrêté royal du 13 janvier 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point a), les mots "est inférieure à 842,84 EUR ou dont la rémunération", sont supprimés.

2° au point b), les mots "supérieure ou égale à 842,84 EUR et" sont supprimés.

**Art. 41.** A l'article 4 de la même loi, les mots "le 31 décembre 2003. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier la date à laquelle la loi entre en vigueur et cesse d'être en vigueur." sont remplacés par les mots "le 31 décembre 2004."

Section 2. — Activation des allocations de chômage

**Art. 42.** L'article 7, § 1<sup>er</sup> bis, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs, introduit par la loi du 13 février 1998 et modifié par les lois des 26 mars 1999 et 12 août 2000, est complété par les alinéas suivants :

« L'allocation visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m, ne peut être octroyée que pour autant que le travailleur a été engagé avec un contrat de travail écrit qui contient un horaire normal prévu contractuellement dont le minimum est fixé par le Roi.

L'allocation visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m, ne peut être octroyée dans le cadre de :

1° un programme de remise au travail tel que visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

2° une convention de premier emploi conclue en vertu du chapitre VIII du Titre II de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi.

L'allocation visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m, ne peut être octroyée ensemble avec d'autres interventions dans la rémunération déterminées par le Roi.

L'allocation visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m, peut en revanche être octroyée ensemble avec le titre-services visé dans la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité. » .

Section 3. — Uniformisation des cotisations  
sur lesquelles la réduction est appliquée

**Art. 43.** Dans l'article 99, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 30 décembre 1998, modifié par la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, les mots "et 9<sup>o</sup>" sont insérés entre les mots "article 38, § 3, 1° à 7<sup>o</sup>" et "et § 3bis".

**Art. 44.** Dans l'article 9, § 3, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, les mots "et § 3bis" sont insérés entre les mots "article 38, § 3, 1° à 7° et 9°" et "la loi du 29 juin 1981".

**Art. 45.** Dans l'article 10quater, § 2, de la même loi, les mots "et § 3bis" sont insérés entre les mots "article 38, § 3, 1° à 7° et 9°" et "la loi du 29 juin 1981".

**Art. 46.** Dans l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "et § 3bis" sont insérés entre les mots "article 38, § 3, 1° à 7° et 9°," et "de la loi du 29 juin 1981".

De bedragen bedoeld in dit artikel kunnen enkel worden vrijgegeven na akkoord van de ministers bevoegd voor Werkgelegenheid, Sociale Zaken, Volksgezondheid en Begroting, met uitzondering van 5 970 000 EUR van het bedrag dat wordt gestort door het Fonds voor de openbare sector aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid en met uitzondering van 5 500 000 EUR van het bedrag dat wordt gestort door het terugvorderingsfonds voor de private non-profitsector.

**Art. 39.** De artikelen 32 tot en 37 treden in werking op 1 januari 2004.

Artikel 38 treedt in werking op 31 december 2003.

HOOFDSTUK 7. — *Technische correcties*  
aan de wet tot vereenvoudiging van de bijdragevermindering

Afdeling 1. — Verlaging van de persoonlijke bijdragen  
voor de sociale zekerheid

**Art. 40.** In artikel 2, § 1, van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000 en bij het koninklijk besluit van 13 januari 2003, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt a) vervallen de woorden "kleiner dan 842,84 EUR of met een loon".

2° in punt b) vervallen de woorden "groter dan of gelijk aan 842,84 EUR en".

**Art. 41.** In artikel 4 van dezelfde wet worden de woorden "31 december 2003. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de datum waarop de wet in werking treedt en buiten werking treedt, wijzigen." vervangen door de woorden "31 december 2004."

Afdeling 2. — Activering van werkloosheidsuitkeringen

**Art. 42.** Artikel 7, § 1bis, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij wet van 13 februari 1998 en gewijzigd bij de wetten van 26 maart 1999 en 12 augustus 2000, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De uitkering bedoeld in § 1, derde lid, m, kan slechts worden toegekend voor zover de werknemer wordt aangeworven met een schriftelijke arbeidsovereenkomst die een contractueel voorziene normale uurregeling bevat waarvan het minimum wordt vastgelegd door de Koning.

De uitkering bedoeld in § 1, derde lid, m, kan niet worden toegekend in het kader van :

1° een programma voor wedertewerkstelling zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° een startbaanovereenkomst gesloten krachtens hoofdstuk VIII van titel II van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid.

De uitkering bedoeld in § 1, derde lid, m, kan niet worden toegekend samen met andere tegemoetkomingen in het loon bepaald door de Koning.

De uitkering bedoeld in § 1, derde lid, m, kan wel worden toegekend samen met de dienstencheque bedoeld in de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van de buurtdiensten en -banen. » .

Afdeling 3. — Uniformisering van de bijdragen  
waarop de vermindering wordt toegepast

**Art. 43.** In artikel 99, eerste lid, van de programmawet van 30 augustus 1988, gewijzigd bij de programmawet(I) van 24 december 2002 worden de woorden "en 9<sup>o</sup>" ingevoegd tussen de woorden "artikel 38, § 3, 1° tot 7°" en "en § 3bis".

**Art. 44.** In artikel 9, § 3, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, worden de woorden "en § 3bis" ingevoegd tussen de woorden "artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9°" en "van de wet van 29 juni 1981".

**Art. 45.** In artikel 10quater, § 2, van dezelfde wet, worden de woorden "en § 3bis" ingevoegd tussen de woorden "artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9°" en "van de wet van 29 juni 1981".

**Art. 46.** In artikel 12, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "en § 3bis" ingevoegd tussen de woorden "artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9°," en "van de wet van 29 juni 1981".

## Section 4. — Plafonnement du montant de réduction

**Art. 47.** A l'article 326 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la deuxième phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "à l'article 38, § 3, 1° à 7°, et § 3bis" sont remplacés par les mots "à l'article 38 précité, § 3, 1° à 8°, et § 3bis, alinéas 1<sup>er</sup> et 2°";

2° l'alinéa 3 est complété comme suit :

« En cas d'occupations multiples auprès d'un même employeur, les cotisations dues par occupation sont réduites proportionnellement du montant de la réduction comme déterminée à l'article 35 visé selon le rapport entre les prestations de travail de l'occupation au cours du trimestre et les prestations de travail totales de toutes les occupations du travailleur pendant le trimestre. » .

**Art. 48.** Dans l'article 330 de la même loi, les mots "des ateliers protégés" sont insérés entre les mots "auprès d'un employeur" et "relevant de la commission paritaire".

## Section 5. — Dispositions diverses

**Art. 49.** L'article 343 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 343. § 1<sup>er</sup>. Est considéré comme nouvel employeur d'un premier travailleur, l'employeur qui n'a jamais été soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en raison de l'occupation de travailleurs autres que des apprentis, des travailleurs domestiques, des travailleurs soumis à l'obligation scolaire à temps partiel et des travailleurs occasionnels visés à l'article 8bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et des travailleurs occasionnels visés à l'article 8ter de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969, ou qui a cessé depuis au moins quatre trimestres consécutifs précédant le trimestre de l'engagement, d'y être soumis.

§ 2. Est considéré comme nouvel employeur d'un deuxième travailleur, l'employeur qui, depuis au moins quatre trimestres consécutifs précédant le trimestre de l'engagement d'un deuxième travailleur, n'a pas été soumis à la loi précitée du 27 juin 1969, en raison de l'occupation de plus d'un travailleur autre que des apprentis, des travailleurs domestiques, des travailleurs soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, des travailleurs occasionnels visés à l'article 8bis de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969 et des travailleurs occasionnels visés à l'article 8ter de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969.

§ 3. Est considéré comme nouvel employeur d'un troisième travailleur, l'employeur qui, depuis au moins quatre trimestres consécutifs précédant le trimestre de l'engagement d'un troisième travailleur, n'a pas été soumis à la loi précitée du 27 juin 1969, en raison de l'occupation de plus de deux travailleurs autres que des apprentis, des travailleurs domestiques, des travailleurs soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, des travailleurs occasionnels visés à l'article 8bis de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969 et des travailleurs occasionnels visés à l'article 8ter de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969.

§ 4. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce que l'on entend par apprentis, par travailleurs domestiques et par travailleurs soumis à l'obligation scolaire à temps partiel. » .

**Art. 50.** L'article 344 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 344. L'employeur visé à l'article 343 ne bénéficie pas des dispositions du présent chapitre si le travailleur nouvellement engagé remplace un travailleur qui était actif dans la même unité d'exploitation technique au cours des quatre trimestres précédant l'engagement. » .

**Art. 51.** A l'article 346 de la même loi, remplacé par la loi-programme du 8 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "et après" sont supprimés;

2° la première phrase est complétée par les mots "à condition que le jeune concerné soit un jeune moins qualifié visé à l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999".

## Afdeling 4. — Plafonnering van het verminderingsbedrag

**Art. 47.** In artikel 326 van de programmawet (I) van 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de tweede zin van het eerste lid worden de woorden "in artikel 38, § 3, 1° tot 7° en § 3bis" vervangen door de woorden "in voornoemd artikel 38, § 3, 1° tot 8° en § 3bis, eerste en tweede lid";

2° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« In geval van meerdere tewerkstellingen bij eenzelfde werkgever worden de verschuldigde bijdragen per tewerkstelling evenredig verminderd met het bedrag van de vermindering zoals bepaald in het bedoelde artikel 35 volgens de verhouding van de arbeidsprestaties van de tewerkstelling in het kwartaal en de totale arbeidsprestaties van al de tewerkstellingen van de werknemer samen over het kwartaal. » .

**Art. 48.** In artikel 330 van dezelfde wet, worden de woorden "van de beschutte werkplaatsen" ingevoegd tussen de woorden "bij een werkgever" en de woorden "behorende tot het paritaire comité".

## Afdeling 5. — Diverse bepalingen

**Art. 49.** Artikel 343 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 343. § 1. Als nieuwe werkgever van een eerste werknemer wordt beschouwd een werkgever die nooit onderworpen is geweest aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, voor de tewerkstelling van werknemers andere dan leerlingen, dienstboden, deeltijds leerplichtigen, gelegenheidsarbeiders bedoeld in het artikel 8bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en gelegenheidswerknemers bedoeld in artikel 8ter van het voornoemd koninklijk besluit van 28 november 1969, of die, sedert ten minste vier opeenvolgende kwartalen die het kwartaal van indienstneming voorafgaan, hieraan niet meer onderworpen waren.

§ 2. Als nieuwe werkgever van een tweede werknemer wordt beschouwd een werkgever die sedert ten minste vier opeenvolgende kwartalen die het kwartaal van indienstneming van een tweede werknemer voorafgaan, niet onderworpen is geweest aan de voornoemde wet van 27 juni 1969, voor de tewerkstelling van meer dan één werknemer andere dan leerlingen, dienstboden, deeltijds leerplichtigen, gelegenheidsarbeiders bedoeld in het artikel 8bis van het voornoemde besluit van 28 november 1969 en gelegenheidswerknemers bedoeld in artikel 8ter van het voornoemd koninklijk besluit van 28 november 1969.

§ 3. Als nieuwe werkgever van een derde werknemer wordt beschouwd een werkgever die sedert ten minste vier opeenvolgende kwartalen die het kwartaal van indienstneming van een derde werknemer voorafgaan, niet onderworpen is geweest aan de voornoemde wet van 27 juni 1969, voor de tewerkstelling van meer dan twee werknemers andere dan leerlingen, dienstboden, deeltijds leerplichtigen, gelegenheidsarbeiders bedoeld in het artikel 8bis van het voornoemde besluit van 28 november 1969 en gelegenheidswerknemers bedoeld in artikel 8ter van het voornoemd koninklijk besluit van 28 november 1969.

§ 4. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat wordt verstaan onder leerlingen, dienstboden en deeltijds leerplichtigen. » .

**Art. 50.** Artikel 344 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 344. De in artikel 343 bedoelde werkgever geniet niet van de bepalingen van dit hoofdstuk indien de nieuw in dienst genomen werknemer een werknemer vervangt die in de loop van de vier kwartalen voorafgaand aan de indienstneming in dezelfde technische bedrijfsseenheid werkzaam geweest is. » .

**Art. 51.** In artikel 346 van de dezelfde wet, vervangen bij de programmawet van 8 april 2003, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "en na" worden geschrapt.

2° de eerste zin wordt aangevuld met de woorden ", op voorwaarde dat de betrokken jongere een laaggeschoolde jongere is zoals bedoeld in artikel 24 van de wet van 24 december 1999".

**Art. 52.** L'article 347 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 347. L'employeur ne peut bénéficier de la réduction groupe cible visée à l'article 346 pendant un trimestre déterminé que si, durant ce trimestre, il remplit l'obligation d'engager des jeunes, visée à l'article 39, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 24 décembre 1999. » .

**Art. 53.** L'article 363 de la même loi, est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Toutefois, les conventions emploi-formation conclues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 restent, jusqu'à leur échéance, soumises aux dispositions de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 précité et de ses arrêtés d'exécution. » .

**Art. 54.** Un article 364<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 364<sup>ter</sup>. L'employeur qui a engagé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 un travailleur qui remplissait les conditions en vue de l'obtention de la réduction visée à l'article 2 ou 5 de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, peut bénéficier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 de la réduction groupe cible pour les jeunes si ce travailleur ne remplit pas les conditions d'obtention de la réduction groupe cible visée à l'article 346 et à condition que l'employeur satisfasse aux conditions de l'article 347. Cette réduction lui est accordée dans les conditions et selon les règles fixées par le Roi, compte tenu du nombre de trimestres pour lesquels il a bénéficié de la réduction prévue à l'article 2 ou 5 de l'arrêté royal précité. » .

**Art. 55.** Un article 365<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 365<sup>bis</sup>. L'employeur qui a engagé, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, un travailleur qui remplissait les conditions de prise en charge par l'Office national de sécurité sociale de la cotisation dans les frais d'administration lors de l'adhésion à un secrétariat social agréé selon les dispositions de l'article 124 de la loi-programme du 30 décembre 1988, peut bénéficier, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, de l'intervention visée à l'article 345.

Celle-ci lui est accordée dans les conditions et selon les règles déterminées par le Roi, en tenant compte du nombre de trimestres pour lesquels il pouvait bénéficier de l'intervention prévue à l'article 124 précité. » .

**Art. 56.** Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### CHAPITRE 8. — *Accidents de travail et prévention de maladies professionnelles*

**Art. 57.** A l'article 27<sup>bis</sup> de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, inséré par l'arrêté royal du 31 mars 1987 et modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1996, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots "16 p.c." et "45<sup>quater</sup>, alinéas trois et quatre" sont remplacés respectivement par les mots "19 p.c. inclus." et "45<sup>quater</sup>, alinéas 3 à 6";

2° l'alinéa 4 est complété comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les accidents visés à l'article 45<sup>quater</sup>, alinéas 5 et 6, antérieurs au 1<sup>er</sup> décembre 2003, les allocations annuelles correspondant à un taux d'incapacité permanente de travail de 16 p.c. à 19 p.c. inclus sont liées à l'indice des prix à la consommation jusqu'à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2003. » .

**Art. 58.** Dans l'article 45<sup>quater</sup> de la même loi, inséré par la loi du 30 mars 1994 et modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1996, il est inséré, entre l'alinéa 4 et l'alinéa 5, deux alinéas, rédigés comme suit :

« En ce qui concerne les accidents pour lesquels la fixation du taux d'incapacité permanente de travail de 16 p.c. à 19 p.c. inclus se fait soit par entérinement de l'accord à une date à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2003, soit par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée à une date à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la valeur d'une allocation annuelle ou d'une rente liées, le cas échéant, à l'indice des prix à la consommation est versée en capital au Fonds des accidents du travail, comme le prévoit l'article 51<sup>ter</sup>.

**Art. 52.** Artikel 347 van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 347. De werkgever kan enkel genieten van de doelgroepvermindering bedoeld in artikel 346 in een bepaald kwartaal indien hij gedurende dit kwartaal voldoet aan de naleving van de verplichting om jongeren in dienst te nemen bedoeld in artikel 39, §§ 1 en 2 van de wet van 24 december 1999. » .

**Art. 53.** In artikel 363 van dezelfde wet, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De overeenkomsten werk-opleiding, gesloten vóór 1 januari 2004, blijven evenwel tot hun einde onderworpen aan de bepalingen van voormeld koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 en van zijn uitvoeringsbesluiten. » .

**Art. 54.** In dezelfde wet wordt een artikel 364<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art.364<sup>ter</sup>. De werkgever die vóór 1 januari 2004 een werknemer aanwierf die voldeed aan de voorwaarden tot het verkrijgen van de vermindering bedoeld in de artikelen 2 of 5 van het koninklijk besluit nr 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren, kan vanaf 1 januari 2004 genieten van de doelgroepvermindering voor jongeren indien deze werknemer niet voldoet aan de voorwaarden tot het bekomen van de doelgroepvermindering bedoeld in artikel 346 en op voorwaarde dat de werkgever voldoet aan artikel 347. Deze wordt hem toegestaan binnen de voorwaarden en regels vastgesteld door de Koning, rekening houdend met het aantal kwartalen waarvoor hij de vermindering bepaald bij de artikelen 2 of 5 van voormeld koninklijk besluit heeft genoten. » .

**Art. 55.** In dezelfde wet wordt een artikel 365<sup>bis</sup> toegevoegd, luidende als volgt :

« Art. 365<sup>bis</sup>. De werkgever die voor 1 januari 2004 een werknemer aanwierf die voldeed aan de voorwaarden tot de tenlasteneming vanwege de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de bijdrage in de administratiekosten bij aansluiting bij een erkend sociaal secretariaat volgens de bepalingen bedoeld in artikel 124 van de programmawet van 30 december 1988, kan vanaf 1 januari 2004 genieten van de tussenkomst bedoeld in artikel 345.

Deze wordt hem toegestaan binnen de voorwaarden en regels vastgesteld door de Koning, rekening houdend met het aantal kwartalen waarvoor hij van de tenlasteneming bepaald bij voormeld artikel 124 kon genieten. » .

**Art. 56.** Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2004.

#### HOOFDSTUK 8. — *Arbeidsongevallen en preventie van beroepsziekten*

**Art. 57.** In artikel 27<sup>bis</sup> van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden "16 pct." en "45<sup>quater</sup>, derde en vierde lid" respectievelijk vervangen door de woorden "19 pct. inbegrepen" en "45<sup>quater</sup>, derde tot en met zesde lid";

2° het vierde lid wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het voorgaande lid worden voor de in artikel 45<sup>quater</sup>, vijfde en zesde lid, bedoelde ongevallen die zijn overkomen vóór 1 december 2003, de jaarlijkse vergoedingen overeenstemmend met een graad van blijvende arbeidsongeschiktheid van 16 pct. tot en met 19 pct. aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen tot op de datum van 1 december 2003. » .

**Art. 58.** In artikel 45<sup>quater</sup> van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1996, worden, tussen het vierde en het vijfde lid, de volgende twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de ongevallen waarvoor de vaststelling van de graad van blijvende arbeidsongeschiktheid van 16 pct. tot en met 19 pct. geschiedt bij een bekrachtiging van de overeenkomst met een datum vanaf 1 december 2003, hetzij bij een gerechtelijke beslissing die op een datum vanaf 1 december 2003 in kracht van gewijsde treedt, wordt de waarde van een desgevallend aan de index van de consumptieprijzen gekoppelde jaarlijkse vergoeding of rente als kapitaal gestort bij het Fonds voor arbeidsongevallen, zoals bepaald in artikel 51<sup>ter</sup>.

L'alinéa précédent s'applique également aux accidents pour lesquels la victime a été déclarée guérie sans incapacité permanente de travail à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2003 ou pour lesquels la fixation du taux d'incapacité de travail de moins de 16 p.c. ou de 19 p.c. inclus se fait par un entérinement ou par une décision judiciaire visés à l'alinéa précédent, dans le cas où les allocations annuelles et rentes sont fixées, après révision, sur la base d'un taux de 16 p.c. à 19 p.c. inclus soit par un accord-révision entériné, soit par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée. » .

**Art. 59.** Dans l'article 60, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985, par la loi du 22 février 1998 et par la loi du 10 août 2001, les mots "l'article 45<sup>quater</sup>, alinéas 3 à 6, et" sont insérés entre les mots "et capitaux visés à" et "à l'article 59<sup>quinquies</sup>".

**Art. 60.** Dans les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, un article 6<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 6<sup>bis</sup>. Dans les conditions à fixer par le Roi, le Comité de gestion peut, sur proposition du Conseil technique, décider d'un projet-pilote de prévention visant à éviter l'aggravation d'une maladie.

Ce projet-pilote peut être limité quant à l'ampleur, la durée et le champ d'application en vue de la détermination des moyens les plus appropriés, mentionnés à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Le projet-pilote mentionné au 1<sup>er</sup> alinéa peut être limité aux personnes qui sont occupées dans certaines entreprises, professions ou catégories de professions. » .

**Art. 61.** Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2003, à l'exception de l'article 60 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### CHAPITRE 9. — *Délégation de la compétence de nommer les membres des commissions paritaires*

**Art. 62.** A l'article 42 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> l'alinéa premier est abrogé;

2<sup>o</sup> l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Les membres sont nommés par le ministre. Le ministre peut accorder cette compétence au fonctionnaire du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale qu'il désigne. » .

#### CHAPITRE 10. — *Titres-services*

##### Section 1<sup>re</sup>. — Modifications à la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité

**Art. 63.** L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, est placé sous le chapitre I<sup>er</sup> avec l'intitulé suivant :

« Chapitre I<sup>er</sup>. Disposition générale ».

**Art. 64.** Les articles 2 à 10 de la même loi sont placés sous le chapitre II, avec l'intitulé suivant :

« Chapitre II. Services et emplois de proximité dans le secteur de l'aide à domicile de nature ménagère ».

**Art. 65.** Les articles 2 à 7 de la même loi sont placés sous la Section 1<sup>re</sup>, avec l'intitulé suivant :

« Section 1<sup>re</sup>. définitions et dispositions générales ».

**Art. 66.** L'article 2, première phrase, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1. Pour l'application du présent chapitre, on entend par : ».

**Art. 67.** L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>), de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« 3<sup>o</sup>) travaux ou services de proximité : les activités marchandes ou non marchandes, créatrices d'emploi, qui visent à rencontrer des besoins individuels, personnels ou familiaux dans le cadre de la vie quotidienne et qui concernent l'aide à domicile de nature ménagère.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer ce qu'il faut entendre par l'aide à domicile de nature ménagère. » .

Het voorgaande lid vindt eveneens toepassing op de ongevallen waarvoor de getroffene zonder blijvende arbeidsongeschiktheid genezen verklaard werd vanaf 1 december 2003 of waarvoor de vaststelling van de graad van blijvende ongeschiktheid van minder dan 16 pct. of 19 pct. inbegrepen geschiedt bij een in het voorgaande lid bedoelde bekrachtiging of gerechtelijke beslissing, ingeval een bekrachtigde overeenkomstherziening of een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing de jaarlijkse vergoedingen en renten na herziening vaststelt op een graad van 16 pct. tot en met 19 pct. » .

**Art. 59.** In artikel 60, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, de wet van 22 februari 1998 en de wet van 10 augustus 2001, worden tussen de woorden "de kapitalen bedoeld bij" en "artikel 59<sup>quinquies</sup>" de woorden "45<sup>quater</sup>, derde tot en met zesde lid," ingevoegd.

**Art. 60.** In de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, wordt een artikel 6<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6<sup>bis</sup>. Onder de door de Koning vast te stellen voorwaarden kan het Beheerscomité, op voorstel van de Technische Raad, beslissen om een pilootproject op te zetten inzake preventie, ten einde de verergering van een ziekte te vermijden.

Dat pilootproject kan in omvang, tijd en toepassingsgebied beperkt worden met het oog op het vaststellen van de meest geschikte middelen, bedoeld in artikel 16, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

Het in het eerste lid bedoelde proefproject kan beperkt worden tot personen werkzaam in bepaalde bedrijven, beroepen of categorieën van beroepen. » .

**Art. 61.** Dit hoofdstuk treedt op 1 december 2003 in werking met uitzondering van artikel 60 dat op 1 januari 2004 in werking treedt.

#### HOOFDSTUK 9. — *Delegatie van de bevoegdheid tot het benoemen van de leden van de paritaire comités*

**Art. 62.** In artikel 42 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het eerste lid wordt opgeheven;

2<sup>o</sup> het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De minister benoemt de leden. De minister kan deze bevoegdheid toekennen aan de ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg die hij aanwijst. » .

#### HOOFDSTUK 10. — *Dienstencheques*

##### Afdeling 1. — Wijzigingen aan de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen

**Art. 63.** Artikel 1 van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, wordt ondergebracht in hoofdstuk I met als opschrift :

« Hoofdstuk I. Algemene bepaling ».

**Art. 64.** De artikelen 2 tot 10 van dezelfde wet worden ondergebracht in hoofdstuk II met als opschrift :

« Hoofdstuk II. Buurtdiensten en -banen in de huishulp van huishoudelijke aard ».

**Art. 65.** De artikelen 2 tot 7 van dezelfde wet worden ondergebracht in Afdeling 1, met als opschrift :

« Afdeling 1. definities en algemene bepalingen ».

**Art. 66.** Artikel 2, eerste zin, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder : ».

**Art. 67.** Artikel 2, eerste lid, 3<sup>o</sup>), van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« 3<sup>o</sup>) buurtwerken of -diensten : banenscheppende activiteiten, met of zonder handelskarakter, die inspelen op individuele, persoonlijke of familiale noden die zich in het raam van het dagelijkse leven laten gevoelen en die betrekking hebben op huishulp van huishoudelijke aard.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen wat kan beschouwd worden als huishulp van huishoudelijke aard. » .

**Art. 68.** L'article 2, alinéa premier, 6°) de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« 6°) entreprise agréée : l'entreprise qui fournit les travaux ou services de proximité visés au 3°), qui est agréée à cette fin et qui garantit la qualité et la sécurité de ceux-ci à l'utilisateur. »

**Art. 69.** L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi est complété comme suit :

« 7° travailleur de catégorie A : le travailleur occupé avec un contrat de travail titres-services qui pendant son occupation a droit à une allocation de chômage, au revenu d'intégration ou à l'aide sociale financière. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'il faut entendre par allocation de chômage, revenu d'intégration et aide sociale financière. Il détermine également ce qu'il faut entendre par "pendant son occupation".

8° travailleur de catégorie B : le travailleur occupé avec un contrat de travail titres-services et qui n'est pas un travailleur de catégorie A. » .

**Art. 70.** L'article 2, alinéa 2, de la même loi, est abrogé.

**Art. 71.** Dans l'article 2 de la même loi, il est inséré un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Afin d'obtenir l'agrément visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, l'entreprise doit satisfaire aux conditions suivantes :

a. l'entreprise a, si elle exerce une autre activité que les activités pour lesquelles un agrément peut être accordé sur base de cette loi, créé dans son sein "une Section sui generis" qui s'occupe spécifiquement de l'occupation dans le cadre des titres-services. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'on entend par "une Section sui generis";

b. l'entreprise s'engage à se conformer aux dispositions des articles 7septies, alinéa 2 et 7octies, alinéa 2, de cette loi;

c. l'entreprise s'engage, en ce qui concerne les travailleurs de catégorie A, à leur attribuer par priorité un emploi à temps plein ou un autre emploi à temps partiel qui, presté seul ou à titre complémentaire, leur procure un régime à temps partiel nouveau, dont la durée de travail hebdomadaire est supérieure à celle du régime de travail à temps partiel dans lequel ils travaillent déjà, conformément aux modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres;

d. l'entreprise s'engage à respecter les conditions de salaire et de travail qui lui sont applicables conformément à cette loi et ses arrêtés d'exécution et aux conventions collectives qui lui sont applicables;

e. l'entreprise n'est pas redevable, au moment de sa demande, d'arriérés d'impôts, ni d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de sécurité sociale ou par les fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de ceux-ci. Ne sont pas considérées comme arriérés, les sommes pour lesquelles il existe un plan d'apurement dûment respecté;

f. si l'entreprise est une société commerciale, ne pas se trouver en état de faillite, ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou mandataires, des personnes à qui l'exercice de telles fonctions est défendu en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, ni compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société, des personnes ayant été déclarées responsables des engagements ou dettes d'une société faillie, en application des articles 35, 6°, 63ter, 123, alinéa 2 ou 133bis, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer des conditions supplémentaires auxquelles l'entreprise doit répondre pour être agréée.

**Art. 68.** Artikel 2, eerste lid, 6°), van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« 6°) erkende onderneming : de onderneming die de in 3°) bedoelde buurtwerken of -diensten levert, die hiertoe erkend is en die daarbij de gebruiker de kwaliteit en de veiligheid garandeert van deze diensten. »

**Art. 69.** Artikel 2, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 7° werknemer van categorie A : de werknemer tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst dienstencheques die tijdens zijn tewerkstelling aanspraak maakt op een werkloosheidsuitkering, op leefloon of op financiële sociale hulp. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat wordt verstaan onder werkloosheidsuitkering, leefloon en financiële sociale hulp. Hij bepaalt eveneens wat dient verstaan onder "tijdens zijn tewerkstelling";

8° werknemer van categorie B : de werknemer tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst dienstencheques en die geen werknemer van categorie A is. » .

**Art. 70.** Artikel 2, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 71.** In artikel 2 van dezelfde wet wordt een § 2 ingevoegd, luidende :

« § 2. Teneinde de erkenning te bekomen bedoeld in § 1, eerste lid, 6°, moet de onderneming cumulatief voldoen aan de volgende voorwaarden :

a. de onderneming heeft, indien zij een andere activiteit uitvoert dan de activiteiten waarvoor erkenning kan worden verleend op basis van deze wet, in haar schoot een "sui generis afdeling", die zich specifiek inlaat met de tewerkstelling in het kader van de dienstencheques. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat wordt bedoeld met een "sui generis afdeling";

b. de onderneming verbindt er zich toe de bepalingen van de artikelen 7septies, tweede lid, en 7octies, tweede lid, van deze wet na te leven;

c. de onderneming verbindt er zich toe, voor wat de werknemers van categorie A betreft, hen voorrang te geven tot het bekomen van een voltijdse betrekking of van een andere, al dan niet bijkomende, deeltijdse dienstbetrekking waardoor zij een nieuwe deeltijdse arbeidsregeling verkrijgen waarvan de wekelijkse arbeidsduur hoger is dan die van de deeltijdse arbeidsregeling waarin zij reeds werken, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad;

d. de onderneming verbindt er zich toe de loons- en arbeidsvoorwaarden na te leven die op haar van toepassing zijn overeenkomstig deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten en de op haar geldende collectieve arbeidsovereenkomsten;

e. de onderneming is, op het ogenblik van haar aanvraag tot erkenning, geen achterstallige belastingen, noch achterstallige bijdragen te innen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of door of voor rekening van de fondsen voor bestaanszekerheid verschuldigd. De bedragen waarvoor een aflossingsplan werd opgesteld dat werd geëerbiedigd, worden niet als achterstallig beschouwd;

f. indien de onderneming een handelsvennootschap is, niet in staat van faillissement verkeren, onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de vennootschap te verbinden, geen personen hebben aan wie het uitoefenen van dergelijke functies verboden is krachtens het koninklijk besluit nr 22 van 24 oktober 1934 betreffende het gerechtelijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen, noch onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de vennootschap te verbinden, personen hebben die, tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, aansprakelijk zijn gesteld voor de verbintenissen of schulden van een gefailleerde vennootschap met toepassing van de artikelen 35, 6°, 63ter, 123, tweede lid, 7° of 133bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bijkomende voorwaarden bepalen waaraan de onderneming moet voldoen om erkend te worden.

A la demande d'une région ou d'une communauté, l'autorité fédérale peut, par le biais d'un accord de coopération bilatéral, imposer à toutes les entreprises qui veulent être actives dans cette région ou cette communauté comme entreprise dans le cadre du Chapitre II des conditions d'agrément supplémentaires pour les travailleurs appartenant à la catégorie A en ce qui concerne :

- la durée minimale du contrat de travail (minimum 1 semaine ou 1 mois), si le contrat de travail est un contrat de travail à durée déterminée, qui est exigée au plus tôt à partir du deuxième mois, avec comptabilisation de date à date, après le premier jour de travail auprès de cet employeur dans le cadre des titres-services;

- la durée de travail hebdomadaire moyenne minimale (minimum 1/3) du travailleur qui doit être respectée au plus tôt à partir du troisième mois, avec comptabilisation de date à date, après le premier jour de travail auprès de cet employeur dans le cadre des titres-services;

- la réduction de maximum trois mois de la période pendant laquelle des dérogations à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sont autorisées.

Les modalités communautaires ou régionales doivent respecter les dispositions existantes de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'agrément peut être retiré à l'entreprise agréée qui ne remplit plus les conditions d'agrément des alinéas précédents.

L'agrément et son retrait se font par le ministre qui a l'Emploi dans ses compétences, après avis d'une commission consultative des agréments, dans laquelle les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs sont également représentées. Le Roi détermine la procédure d'agrément à suivre, ainsi que la composition et les modalités de fonctionnement de la commission consultative des agréments.

**Art. 72.** A l'article 3, alinéa 2, de la même loi, les mots "non-occupé" sont supprimés.

**Art. 73.** L'article 3, alinéa 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Ce travailleur ne peut avoir un lien familial de sang ou par alliance jusqu'au deuxième degré inclus avec l'utilisateur ou un membre de la famille de l'utilisateur, ni avoir la même résidence que l'utilisateur. » .

**Art. 74.** A l'article 3, alinéa 7 de la même loi, les mots "des diverses interventions" sont remplacés par les mots "du montant complémentaire visé à l'alinéa 4".

**Art. 75.** A l'article 7, alinéa premier, de la même loi, le mot "complémentaire" est inséré entre les mots "montant" et "versé".

**Art. 76.** A l'article 7, alinéa 2, de la même loi, le mot "Uitvoering" est remplacé par le mot "uitvoering" dans le texte néerlandais.

**Art. 77.** Dans le chapitre II de la même loi, une section 2 et une section 3 sont insérées, rédigées comme suit :

« Section 2. Le contrat de travail titres-services

**Art. 7bis.** Pour l'application de la présente Section, il faut entendre par contrat de travail titres-services : le contrat de travail par lequel un travailleur s'engage à effectuer, sous l'autorité d'un employeur agréé dans le cadre du présent chapitre et contre rémunération, des prestations de travail qui donnent droit à l'octroi d'un titre-service.

**Art. 7ter.** Le contrat de travail titres-services est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sauf pour ce qui concerne les règles spécifiques prévues dans la présente loi.

**Art. 7quater.** L'intention de conclure un contrat de travail titres-services doit être constatée par écrit par les deux parties, pour chaque travailleur individuellement au plus tard au moment de la première prestation du travailleur dans le cadre des titres-services auprès de l'entreprise agréée.

Le contrat de travail titres-services doit être constaté par écrit pour chaque travailleur individuellement au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter du moment de l'entrée en service du travailleur.

Op verzoek van een gewest of gemeenschap kan de federale overheid, via een bilateraal samenwerkingsakkoord, aan alle ondernemingen die in dat gewest of in die gemeenschap als onderneming actief willen zijn in het kader van Hoofdstuk II, bijkomende erkenningsvoorwaarden inzake de werknemers behorende tot categorie A opleggen voor wat betreft :

- de minimale duur van de arbeidsovereenkomst (minimaal 1 week of 1 maand), indien de arbeidsovereenkomst een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur is, die vereist wordt ten vroegste vanaf de tweede maand, gerekend van datum tot datum, na de eerste dag van tewerkstelling bij die werkgever in het kader van de dienstencheques;

- de minimale gemiddelde wekelijkse arbeidsduur (minimaal 1/3) van de werknemer die dient gerespecteerd te worden, ten vroegste vanaf de derde maand, gerekend van datum tot datum, na de eerste dag van tewerkstelling bij die werkgever in het kader van de dienstencheques;

- de vermindering met maximum 3 maanden van de periode gedurende dewelke afwijkingen op de arbeidsovereenkomsten van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, zijn toegestaan.

Deze gemeenschaps- of gewestmodaliteiten moeten de bestaande bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten naleven.

Van de erkende onderneming die niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van de vorige leden, kan de erkenning worden ingetrokken, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De erkenning en de intrekking ervan gebeuren door de minister bevoegd voor de Werkgelegenheid, na advies van een adviescommissie erkenningen, waarin eveneens de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigd zijn. De Koning bepaalt de te volgen erkenningsprocedure, alsook de samenstelling en werkingsmodaliteiten van de adviescommissie erkenningen.

**Art. 72.** In artikel 3, tweede lid, van dezelfde wet, vervallen de woorden "niet-werkende".

**Art. 73.** Artikel 3, derde lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Die werknemer mag geen bloed- of aanverwant tot in de tweede graad zijn van de gebruiker of een lid van het gezin van de gebruiker, noch dezelfde verblijfplaats hebben als de gebruiker. » .

**Art. 74.** In artikel 3, zevende lid, van dezelfde wet, worden de woorden "de verschillende tegemoetkomingen" vervangen door de woorden "het aanvullend bedrag bedoeld in het vierde lid".

**Art. 75.** In artikel 7, eerste lid, van dezelfde wet, wordt het woord "aanvullend" ingevoegd tussen het woord "gestorte" en het woord "bedrag".

**Art. 76.** In artikel 7, tweede lid, van dezelfde wet, wordt in de Nederlandse tekst het woord "Uitvoering" vervangen door het woord "uitvoering".

**Art. 77.** In hoofdstuk II van dezelfde wet worden een afdeling 2 en een afdeling 3 ingevoegd, luidende :

« Afdeling 2. De arbeidsovereenkomst dienstencheques

**Art. 7bis.** Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder de arbeidsovereenkomst dienstencheques, de arbeidsovereenkomst waarbij een werknemer zich verbindt om onder gezag van een werkgever, erkend in het kader van dit hoofdstuk en tegen loon arbeidsprestaties te verrichten die recht geven op de toekenning van een dienstencheque.

**Art. 7ter.** De arbeidsovereenkomst dienstencheques wordt geregeld door de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten behalve voor wat betreft de bijzondere bepalingen die in deze wet worden voorzien.

**Art. 7quater.** De bedoeling een arbeidsovereenkomst dienstencheques te sluiten moet, voor iedere werknemer afzonderlijk, door beide partijen schriftelijk worden vastgelegd uiterlijk op het tijdstip waarop de werknemer voor de eerste maal prestaties levert voor de erkende onderneming onder het stelsel van de dienstencheques.

De arbeidsovereenkomst dienstencheques moet voor iedere werknemer afzonderlijk schriftelijk worden vastgesteld uiterlijk binnen twee werkdagen te rekenen vanaf het tijdstip waarop de werknemer in dienst treedt.



Art. 7quinquies. Le contrat de travail titres-services comporte au moins les mentions spécifiques suivantes :

- 1° l'identité des parties;
- 2° le numéro d'agrément de l'employeur attribué dans le cadre du présent chapitre;
- 3° la date du début d'exécution du contrat;
- 4° la date de fin du contrat s'il est conclu pour une durée déterminée;
- 5° la durée et l'horaire de travail; si le contrat est conclu pour une durée indéterminée, il détermine comment et dans quel délai le travailleur est informé de son horaire de travail; à défaut de disposition prévue dans le contrat conclu pour une durée indéterminée, les horaires doivent être portés à la connaissance du travailleur au moins sept jours à l'avance.

Art. 7sexies. Le contrat de travail titres-services conclu pour une durée déterminée :

- 1° peut être assorti d'une période d'essai de trois jours à l'issue de laquelle les parties peuvent mettre fin sans préavis ou indemnité au contrat;
- 2° peut être rompu unilatéralement, en dehors du cas visé au 1°, par une des parties moyennant un préavis de sept jours prenant cours le lendemain de la notification.

Art. 7septies. Pour les travailleurs de la catégorie A, la conclusion de contrats de travail conclus pour une durée déterminée successifs n'entraîne pas la conclusion d'un contrat de travail conclu pour une durée indéterminée pendant une période de six mois à dater du jour de la première déclaration préalable à l'emploi pour un contrat de travail titres-services chez le même employeur.

Le premier jour travaillé du septième mois, l'employeur est tenu d'offrir au travailleur un contrat de travail pour une durée indéterminée. Ce contrat vise un travail à temps plein ou à temps partiel conformément à l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail au moins pour la moitié de la durée hebdomadaire de travail applicable à un travailleur à temps plein.

Pour les travailleurs de la catégorie A, il ne peut jamais être dérogé à la limite minimale de chaque période de travail fixée à l'article 21 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Art. 7octies. Pour les travailleurs de la catégorie B, la conclusion de contrats de travail conclus pour une durée déterminée successifs n'entraîne pas la conclusion d'un contrat de travail conclu pour une durée indéterminée pendant une période de trois mois à dater du jour de la première déclaration préalable à l'emploi pour un contrat de travail titres-services chez le même employeur.

Le premier jour travaillé du quatrième mois, l'employeur est tenu d'offrir au travailleur un contrat de travail pour une durée indéterminée. Ce contrat doit être conclu à temps plein ou à temps partiel conformément à l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Il peut être dérogé à la limite minimale de chaque période de travail fixée à l'article 21 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail. De même, il peut être dérogé à l'obligation de conclure un contrat de travail à temps partiel au moins pour un tiers de la durée hebdomadaire de travail applicable à un travailleur à temps plein prévue à l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art 7nonies. Le Roi détermine les modalités particulières de la réglementation sur la sécurité, la santé et le bien-être applicables à l'exécution d'un contrat de travail titres-services.

Art. 7decies. Pour les travailleurs et les employeurs qui ressortissent à la sous-commission paritaire autonome instituée en vertu de l'article 27, alinéa 4, de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à disposition d'utilisateurs, les conditions de travail et de rémunération sont déterminées par le Roi, sur base des dispositions applicables aux travailleurs ressortissant à la commission paritaire pour les aides familiales et les aides seniors.

Il peut faire application d'une autre référence sur avis du Conseil national du travail.

Art. 7quinquies. De arbeidsovereenkomst voor dienstencheques bevat ten minste volgende specifieke vermeldingen :

- 1° de identiteit van de partijen;
- 2° het erkenningsnummer dat de werkgever werd toegekend in het kader van dit hoofdstuk;
- 3° de datum waarop de uitvoering van de overeenkomst wordt aangevat;
- 4° de einddatum van de overeenkomst zo zij voor een bepaalde tijd wordt gesloten;
- 5° de arbeidsduur en het werkrooster; indien de overeenkomst voor een onbepaalde tijd is gesloten bepaalt de overeenkomst hoe en binnen welke termijn de werknemer over zijn werkrooster wordt geïnformeerd; bij ontstentenis van een bepaling in de overeenkomst voor een onbepaalde tijd moet de uurregeling ten minste zeven dagen vooraf ter kennis van de werknemer worden gebracht.

Art. 7sexies. De arbeidsovereenkomst dienstencheques gesloten voor een bepaalde tijd :

- 1° kan een proefperiode van drie dagen bevatten waarna de partijen hun arbeidsovereenkomst zonder opzegging of vergoeding kunnen beëindigen;
- 2° kan, buiten het geval bedoeld in 1°, door een van de partijen eenzijdig verbroken worden door middel van een opzegging van zeven dagen die een aanvang neemt de dag na de kennisgeving.

Art. 7septies. Voor de werknemers van categorie A heeft het sluiten van opeenvolgende arbeidsovereenkomsten voor een bepaalde tijd gedurende een periode van zes maanden te rekenen vanaf de dag van de eerste voorafgaandelijke aangifte van de tewerkstelling van de arbeidsovereenkomst dienstencheques bij dezelfde werkgever niet het sluiten van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd voor gevolg.

De eerste gewerkte dag van de zevende maand is de werkgever gehouden aan de werknemer een arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd aan te bieden. Deze overeenkomst beoogt een voltijdse of een deeltijdse tewerkstelling overeenkomstig artikel 11bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en bedraagt ten minste de helft van de wekelijkse arbeidsduur toepasselijk op een voltijds tewerkgestelde werknemer.

Voor de werknemers van categorie A, mag in geen geval worden afgeweken van de minimumduur van elke werkperiode vastgesteld bij artikel 21 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Art. 7octies. Voor de werknemers van categorie B heeft het sluiten van opeenvolgende arbeidsovereenkomsten voor een bepaalde tijd gedurende een periode van drie maanden te rekenen vanaf de dag van de eerste voorafgaandelijke aangifte van de tewerkstelling van de arbeidsovereenkomst dienstencheques bij dezelfde werkgever niet het sluiten van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd voor gevolg.

De eerste gewerkte dag van de vierde maand is de werkgever gehouden aan de werknemer een arbeidsovereenkomst van onbepaalde tijd aan te bieden. Deze overeenkomst is gesloten voor een voltijdse of een deeltijdse tewerkstelling overeenkomstig artikel 11bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Er kan worden afgeweken van de minimumduur van elke werkperiode vastgesteld bij artikel 21 van de arbeidswet van 16 maart 1971. Er kan eveneens worden afgeweken van de verplichting om een arbeidsovereenkomst voor deeltijdse arbeid te sluiten met een wekelijkse arbeidsduur van ten minste een derde van de wekelijkse arbeidsduur van de voltijds tewerkgestelde werknemer zoals voorzien in artikel 11bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 7nonies. De Koning bepaalt de bijzondere modaliteiten van de reglementering inzake veiligheid, gezondheid en welzijn op het werk die van toepassing zijn bij de uitvoering van een arbeidsovereenkomst dienstencheques.

Art. 7decies. Voor de werknemers en de werkgevers die ressorteren onder het autonoom paritair subcomité, opgericht krachtens artikel 27, vierde lid, van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, worden de loons- en arbeidsvoorwaarden bepaald door de Koning op basis van de bepalingen van toepassing op de werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

Op advies van de Nationale Arbeidsraad kan een andere referentie van toepassing zijn.

Ces conditions de travail et de rémunération déterminées par le Roi cesseront de s'appliquer dès l'entrée en vigueur de dispositions réglementaires ou conventionnelles spécifiques aux travailleurs et aux employeurs ressortissant à la sous-commission paritaire autonome instituée en vertu de l'article 27, alinéa 4, de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et mise de travailleurs à disposition d'utilisateurs.

**Art. 78.** L'article 10 de la même loi est placé sous le chapitre III avec l'intitulé suivant :

« Chapitre III. — Evaluation ».

**Art. 79.** L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. A partir de l'année 2005, le ministre qui a l'Emploi dans ses compétences élabore, pour le mois de mars au plus tard, un rapport annuel relatif au régime des titres-services. Ce rapport d'évaluation est transmis au président de la Chambre des représentants et au Conseil des ministres.

Ce rapport d'évaluation porte notamment sur :

- les effets sur l'emploi de la mesure;
- le coût global brut et net de la mesure avec une attention particulière pour les effets retour notamment en matière d'allocations de chômage;
- les dispositions spécifiques relatives au contrat de travail titres-services;
- les conditions salariales et de travail applicables. » .

**Art. 80.** Il est inséré dans la même loi, un Chapitre IV rédigé comme suit :

« Chapitre IV. Autres services et emplois de proximité

**Art. 10bis.** Le traitement fiscal lié aux titres-services visés au Chapitre II, ne peut être accordé aux autres activités que l'aide à domicile de nature ménagère que si les conditions suivantes sont remplies de façon cumulative :

1° il s'agit d'activités, marchandes ou non marchandes, créatrices d'emploi, qui visent à rencontrer des besoins individuels, personnels ou familiaux dans le cadre de la vie quotidienne et qui sont sélectionnées par la région ou la communauté compétente en tant qu'activités qui peuvent être rémunérées par un titre-service;

2° les utilisateurs sont des personnes physiques;

3° les activités sont accomplies par une entreprise agréée à cette fin par la région ou la communauté compétente;

4° la région ou la communauté compétente doit inscrire dans ces conditions d'agrément que l'entreprise agréée offre vis-à-vis de ses travailleurs, en ce qui concerne le type de contrat et le régime de travail, au moins les mêmes garanties que celles fixées par le Roi en application du Chapitre II, Section 2, et que l'agrément peut être retiré si ces garanties ne sont pas respectées;

5° la qualité et la sécurité de ces services sont garanties à l'utilisateur;

6° la région ou la communauté compétente a conclu un accord bilatéral de coopération avec l'autorité fédérale concernant cette matière. » .

**Art. 81.** L'article 11 de la même loi est placé sous le Chapitre V avec l'intitulé suivant : "Chapitre V. Entrée en vigueur".

*Section 2. — Modification de la réglementation ALE*

**Art. 82.** L'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par la loi du 30 mars 1994, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, l'assemblée générale de cette association peut avoir le même nombre de membres que le conseil d'administration. » .

Deze door de koning vastgestelde loon- en arbeidsvoorwaarden houden op van toepassing te zijn vanaf de inwerkingtreding van specifieke reglementaire en conventionele bepalingen voor de werknemers en de werkgevers die ressorteren onder het autonoom paritair subcomité opgericht krachtens artikel 27, vierde lid, van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

**Art. 78.** Artikel 10 van dezelfde wet wordt ondergebracht in hoofdstuk III met als opschrift :

« Hoofdstuk III. — Evaluatie ».

**Art. 79.** Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Vanaf het jaar 2005 wordt aangaande het stelsel van de dienstencheques door de minister bevoegd voor de Werkgelegenheid een jaarlijks evaluatieverslag opgemaakt, uiterlijk in de maand maart. Dit evaluatieverslag wordt overgemaakt aan de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Ministerraad.

Dit evaluatieverslag zal inzonderheid betrekking hebben op :

- het werkgelegenheidseffect van de maatregel;
- de globale bruto en netto kostprijs van de maatregel, met bijzondere aandacht voor de terugverdieneffecten, onder meer inzake werkloosheidsuitkeringen;
- de specifieke bepalingen met betrekking tot de arbeidsovereenkomst dienstencheques;
- de toepasselijke loons- en arbeidsvoorwaarden. » .

**Art. 80.** In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk IV. Andere buurtdiensten en -banen

**Art. 10bis.** De fiscale behandeling verbonden aan de dienstencheques bedoeld in hoofdstuk II, kan voor andere activiteiten dan huishoudelijke aard slechts toegekend worden indien cumulatief de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het gaat om banenscheppende activiteiten, met of zonder handelskarakter, die inspelen op individuele, persoonlijke of familiale noden die zich in het raam van het dagelijkse leven laten gevoelen en die door het bevoegde gewest of de bevoegde gemeenschap worden geselecteerd als activiteiten die kunnen vergoed worden met een dienstencheque;

2° de gebruikers zijn natuurlijke personen;

3° de activiteiten worden uitgevoerd door een onderneming die daartoe erkend is door het bevoegde gewest of de bevoegde gemeenschap;

4° het bevoegde gewest of de bevoegde gemeenschap moet in zijn erkenningsvoorwaarden inschrijven dat de erkende onderneming ten aanzien van zijn werknemers voor wat betreft het soort arbeidsovereenkomst en de minimale arbeidsregeling minstens dezelfde garanties biedt als voorzien in Hoofdstuk II, Afdeling 2, en dat de erkenning kan worden ingetrokken indien niet voldaan is aan deze garanties;

5° aan de gebruiker wordt de kwaliteit en de veiligheid van deze diensten gegarandeerd;

6° hierover heeft het bevoegde gewest of de bevoegde gemeenschap een bilateraal samenwerkingsakkoord gesloten met de federale overheid. » .

**Art. 81.** Artikel 11 van dezelfde wet wordt ondergebracht in Hoofdstuk V met als opschrift : "Hoofdstuk V. Inwerkingtreding".

*Afdeling 2. — Wijziging aan de PWA-reglementering*

**Art. 82.** Artikel 8, § 1, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van artikel 13, eerste lid, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen kan de algemene vergadering van deze vereniging een zelfde aantal leden tellen als de raad van bestuur. » .

## Section 3. — Dispositions finales

**Art. 83.** L'article 27 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à disposition d'utilisateurs est complété d'un alinéa 3 et d'un alinéa 4, rédigés comme suit :

« Le Roi peut étendre la compétence de la commission paritaire pour le travail intérimaire aux entreprises agréées qui fournissent des travaux ou services de proximité et à leurs travailleurs avec un contrat de travail titres-services et peut adapter la composition de cette commission paritaire conformément à sa compétence modifiée.

Par dérogation aux articles 8 et 37 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives et les commissions paritaires, le Roi peut instituer au sein de la commission paritaire pour le travail intérimaire des sous-commissions paritaires autonomes. » .

**Art. 84.** Ce chapitre entre en vigueur le premier janvier 2004.

En ce qui concerne les travailleurs qui ont fourni des prestations sous le régime des titres-services avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, le premier jour travaillé après le 30 juin 2004 est considéré comme le 1<sup>er</sup> jour travaillé du septième mois pour l'application de l'article 7septies, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité.

En ce qui concerne les travailleurs qui ont fourni des prestations sous le régime des titres-services avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, le premier jour travaillé après le 31 mars 2004 est considéré comme le 1<sup>er</sup> jour travaillé du quatrième mois pour l'application de l'article 7octies, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité.

## TITRE III. — Pensions

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Pensions complémentaires des sportifs professionnels

**Art. 85.** L'article 27 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matières de sécurité sociale, est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Pour le sportif rémunéré, visé par la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré, le moment de la retraite est fixé au moment de la fin de l'assujettissement de ce sportif à la loi précitée du 24 février 1978. Ce moment de la retraite peut être fixé au plus tôt le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le sportif rémunéré atteint l'âge de 35 ans et cesse définitivement et complètement son activité professionnelle sportive. » .

## CHAPITRE 2. — Travailleurs frontaliers et saisonniers

**Art. 86.** Les montants des pensions étrangères et belges qui servent de base au calcul du montant des pensions visées aux articles 3, § 7, et 4, § 6, aux articles mentionnés à l'article 16, 1<sup>o</sup>, g) et m), de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général et aux articles 5, § 7, et 7, § 6, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions ne sont plus adaptés à l'augmentation du coût de la vie ou aux fluctuations du niveau du bien-être général à l'étranger, une fois que les pensions visées aux articles précités ont pris cours effectivement.

## CHAPITRE 3. — Modifications relatives au régime de pension des travailleurs indépendants

**Art. 87.** A l'article 52bis de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, inséré par l'arrêté royal n° 1 du 26 mars 1981, modifié par les lois des 14 décembre 1989, 25 janvier 1999, 30 décembre 2001 et 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 2, alinéa 4, les mots "7 p.c." sont remplacés par les mots "8,17 %";

2<sup>o</sup> au § 2, dernier alinéa, les mots "7 %" sont remplacés par les mots "8,17 %".

## Afdeling 3. — Slotbepalingen

**Art. 83.** Artikel 27 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers wordt aangevuld met een derde lid en vierde lid, luidende :

« De Koning kan de bevoegdheid van het paritair comité voor de uitzendarbeid uitbreiden tot de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren en hun werknemers met een arbeidsovereenkomst dienstencheques en kan de samenstelling van dit paritair comité aanpassen in overeenstemming met zijn gewijzigde bevoegdheid.

In afwijking van de artikelen 8 en 37 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités kan de Koning in het paritair comité voor de uitzendarbeid autonome paritaire subcomités oprichten. » .

**Art. 84.** Dit hoofdstuk treedt in werking met ingang van 1 januari 2004.

Voor de werknemers die prestaties verrichtten onder het stelsel van de dienstencheques vóór 1 januari 2004, wordt, voor toepassing van artikel 7septies, tweede lid, van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, de eerste gewerkte dag na 30 juni 2004 geacht de eerste werkdag van de zevende maand te zijn.

Voor de werknemers die prestaties verrichtten onder het stelsel van de dienstencheques vóór 1 januari 2004, wordt, voor toepassing van artikel 7octies, tweede lid van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, de eerste gewerkte dag na 31 maart 2004 geacht de eerste gewerkte dag van de vierde maand te zijn.

## TITEL III. — Pensioenen

## HOOFDSTUK 1. — Aanvullende pensioenen van beroepssporters

**Art. 85.** Artikel 27 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. Voor de betaalde sportbeoefenaar, bedoeld bij de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars, wordt het ogenblik van zijn pensionering vastgesteld op het ogenblik van de stopzetting van de onderwerping van die sportbeoefenaar aan de voormelde wet van 24 februari 1978. Dit ogenblik kan ten vroegste worden vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op deze waarin de betaalde sportbeoefenaar de leeftijd van 35 jaar bereikt en hij zijn sportieve beroepsactiviteit definitief en volledig stopzet. » .

## HOOFDSTUK 2. — Grens- en seizoenwerknemers

**Art. 86.** De bedragen van de buitenlandse en de Belgische pensioenen die als basis dienen voor de berekening van het bedrag van de pensioenen bedoeld in de artikelen 3, § 7, en 4, § 6, in de artikelen vermeld in artikel 16, 1<sup>o</sup>, g) en m), van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van het werknemerspensioen aan de evolutie van het algemeen welzijn en in de artikelen 5, § 7, en 7, § 6, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, worden niet meer aangepast aan de stijging van de kosten van levensonderhoud of schommelingen van het algemeen welzijnsniveau in het buitenland, zodra de pensioenen bedoeld in de voormelde artikelen daadwerkelijk zijn ingegaan.

## HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen betreffende de pensioenregeling voor zelfstandigen

**Art. 87.** In artikel 52bis van het koninklijk besluit nr 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, ingevoegd door het koninklijk besluit nr 1 van 26 maart 1981, gewijzigd bij de wetten van 14 december 1989, 25 januari 1999, 30 december 2001 en 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 2, vierde lid, worden de woorden "7 pct" vervangen door de woorden "8,17 %";

2<sup>o</sup> in § 2, laatste lid, worden de woorden "7 %" vervangen door de woorden "8,17 %".

**Art. 88.** A l'article 6 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, modifié par la loi du 22 février 1998 et par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. En vue du calcul de la pension de retraite, le numérateur de la fraction représentative de la carrière visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, est scindé en quatre parties :

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2002, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003, tout trimestre valant 0,25;

3° une troisième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

4° le solde qui est présumé correspondre exclusivement à la partie de la carrière antérieure à 1984. » ;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par :

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 4, § 2, ou à l'article 18. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 72;

3° 0,663250 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 31 820,77 EUR;

0,541491 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 31 820,77 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3°, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté afin de le porter au niveau des prix de l'année considérée en le multipliant par une fraction dont le dénominateur est 103,14 et le numérateur est égal à la moyenne des indices mensuels des prix à la consommation pour l'année considérée.

Lorsque l'année considérée précède celle de la prise de cours de la pension, la moyenne visée à l'alinéa précédent est établie en retenant, pour chacun des trois derniers mois de l'année en cause, l'indice du mois correspondant de l'année précédente multiplié par le coefficient obtenu en divisant l'indice du mois de septembre de l'année pour laquelle la moyenne doit être établie par l'indice du même mois de l'année précédente. » ;

3° il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par :

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui qui est visé à l'article 4, § 2, ou à l'article 18. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 75 p.c. ou 60 p.c., selon que l'intéressé répond ou non aux conditions fixées par l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 72;

3° 0,567851 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 35 341,68 EUR;

0,463605 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 35 341,68 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3°, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté afin de le porter au niveau des prix de l'année considérée en le multipliant par une fraction dont le dénominateur est 103,14 et le numérateur est égal à la moyenne des indices mensuels des prix à la consommation pour l'année considérée.

**Art. 88.** In artikel 6 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998 en het koninklijk besluit van 13 juli 2001, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Met het oog op de berekening van het rustpensioen wordt de teller van de breuk die de loopbaan uitdrukt, bedoeld in artikel 4, § 1, in vier delen opgesplitst :

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2002 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 en vóór 1 januari 2003 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° een derde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

4° het saldo dat verondersteld wordt uitsluitend overeen te komen met het gedeelte van de loopbaan vóór 1984. » ;

2° § 2 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 1<sup>o</sup>, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met :

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 4, § 2, of in artikel 18. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 75 pct. of 60 pct., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1<sup>o</sup> van het koninklijk besluit nr 72;

3° 0,663250 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR niet overschrijdt;

0,541491 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3°, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar door het te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer 103,14 is en de teller gelijk is aan het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers der consumptieprijsen van het beschouwde jaar.

Wanneer het beschouwde jaar dit van de ingangsdatum van het pensioen voorafgaat, wordt het gemiddelde bedoeld in het vorige lid vastgesteld door, voor elk van de drie laatste maanden van het betrokken jaar, het indexcijfer te weerhouden van de overeenstemmende maand van het vorige jaar vermenigvuldigd met de coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand september van het jaar waarvoor het gemiddelde moet vastgesteld worden te delen door het indexcijfer van dezelfde maand van het vorige jaar. » ;

3° een § 2bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 2<sup>o</sup>, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met :

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is bedoeld in artikel 4, § 2, of in artikel 18. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 75 pct. of 60 pct., naargelang de betrokkene al dan niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 9, § 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr 72;

3° 0,567851 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR niet overschrijdt;

0,463605 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3°, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar door het te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer 103,14 is en de teller gelijk is aan het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers der consumptieprijsen van het beschouwde jaar.

Lorsque l'année considérée précède celle de la prise de cours de la pension, la moyenne visée à l'alinéa précédent est établie en retenant, pour chacun des trois derniers mois de l'année en cause, l'indice du mois correspondant de l'année précédente multiplié par le coefficient obtenu en divisant l'indice du mois de septembre de l'année pour laquelle la moyenne doit être établie par l'indice du même mois de l'année précédente. » ;

4° au § 3, les mots "visée au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "visée au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>";

5° au § 4, les mots "visée au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "visée au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>".

**Art. 89.** A l'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. En vue du calcul de la pension de survie, le numérateur de la fraction représentative de la carrière visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, est scindé en quatre parties :

1° une première partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 2002, tout trimestre valant 0,25;

2° une deuxième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1996 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003, tout trimestre valant 0,25;

3° une troisième partie qui représente le nombre d'années et de trimestres situés après le 31 décembre 1983 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, tout trimestre valant 0,25;

4° le solde qui est présumé correspondre exclusivement à la partie de la carrière antérieure à 1984. » ;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1<sup>er</sup>, 1°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par :

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui de la fraction visée à l'article 7, § 2 ou § 3. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.;

3° 0,663250 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 31 820,77 EUR;

0,541491 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 31 820,77 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3°, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté, afin de le porter au niveau des prix de l'année concernée, selon les modalités prévues à l'article 6, § 2, alinéas 2 et 3. » ;

3° il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Par année civile, la pension qui correspond à la carrière visée au § 1<sup>er</sup>, 2°, est obtenue en multipliant les revenus professionnels successivement par :

1° une fraction dont le numérateur est 1 et le dénominateur est celui de la fraction visée à l'article 7, § 2 ou § 3. Lorsque l'année en cause n'entre pas entièrement en ligne de compte, le numérateur de cette fraction est ramené à 0,25, 0,50 ou 0,75 selon que 1, 2 ou 3 trimestres ont pu être retenus;

2° 60 p.c.;

3° 0,567851 pour la partie des revenus professionnels qui ne dépasse pas 35 341,68 EUR;

0,463605 pour la partie des revenus professionnels supérieure à 35 341,68 EUR.

Le montant visé à l'alinéa précédent, 3°, est rattaché à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100). Il est adapté, afin de le porter au niveau des prix de l'année concernée, selon les modalités prévues à l'article 6, § 2bis, alinéas 2 et 3. » ;

4° au § 3, les mots "visée au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "visée au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>";

5° au § 4, les mots "visée au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "visée au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>".

Wanneer het beschouwde jaar dit van de ingangsdatum van het pensioen voorafgaat, wordt het gemiddelde bedoeld in het vorige lid vastgesteld door, voor elk van de drie laatste maanden van het betrokken jaar, het indexcijfer te weerhouden van de overeenstemmende maand van het vorige jaar vermenigvuldigd met de coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand september van het jaar waarvoor het gemiddelde moet vastgesteld worden te delen door het indexcijfer van dezelfde maand van het vorige jaar. » ;

4° in § 3 worden de woorden "bedoeld in § 1, 2<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "bedoeld in § 1, 3<sup>o</sup>";

5° in § 4 worden de woorden "bedoeld in § 1, 3<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "bedoeld in § 1, 4<sup>o</sup>".

**Art. 89.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Met het oog op de berekening van het overlevingspensioen wordt de teller van de breuk die de loopbaan uitdrukt, bedoeld in artikel 7, § 1, in vier delen opgesplitst :

1° een eerste deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 2002 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

2° een tweede deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1996 en vóór 1 januari 2003 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

3° een derde deel dat het aantal jaren en kwartalen gelegen na 31 december 1983 en vóór 1 januari 1997 uitdrukt, waarbij elk kwartaal geldt voor 0,25;

4° het saldo dat verondersteld wordt uitsluitend overeen te komen met het gedeelte van de loopbaan vóór 1984. » ;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 1°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met :

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is van de breuk bedoeld in artikel 7, § 2, of § 3. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.;

3° 0,663250 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR niet overschrijdt;

0,541491 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 31 820,77 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3°, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar volgens de modaliteiten voorzien in artikel 6, § 2, tweede en derde lid. » ;

3° een § 2bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Per kalenderjaar wordt het pensioen dat overeenstemt met de loopbaan bedoeld in § 1, 2°, verkregen door de bedrijfsinkomsten achtereenvolgens te vermenigvuldigen met :

1° een breuk waarvan de teller 1 is en de noemer deze is van de breuk bedoeld in artikel 7, § 2 of § 3. Wanneer het betrokken jaar niet volledig in aanmerking komt, wordt de teller van deze breuk teruggebracht tot 0,25, 0,50 of 0,75 naargelang 1, 2 of 3 kwartalen konden in aanmerking genomen worden;

2° 60 pct.;

3° 0,567851 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR niet overschrijdt;

0,463605 voor het gedeelte van de bedrijfsinkomsten dat 35 341,68 EUR overschrijdt.

Het in het vorige lid, 3°, bedoelde bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100). Het wordt aangepast teneinde het te brengen op het prijspeil van het beschouwde jaar volgens de modaliteiten voorzien in artikel 6, § 2bis, tweede en derde lid. » ;

4° in § 3 worden de woorden "bedoeld in § 1, 2<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "bedoeld in § 1, 3<sup>o</sup>";

5° in § 4 worden de woorden "bedoeld in § 1, 3<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "bedoeld in § 1, 4<sup>o</sup>".

**Art. 90.** A l'article 10 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots "visé aux articles 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 9, § 2, premier alinéa, 3<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "visé à l'article 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et § 2bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et à l'article 9, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et § 2bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>";

2° au § 2, les mots "visé aux articles 6, § 2, 3° et 9, § 2, 3<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "visé à l'article 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et § 2bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, et à l'article 9, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, et § 2bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>".

**Art. 91.** Les articles 7 et 8 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 sont rapportés.

**Art. 92.** Les articles 87 et 91 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Les articles 88 à 90 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003 pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### CHAPITRE 4. — Pensions complémentaires des indépendants

**Art. 93.** A l'article 42 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 3°, les mots "à l'article 12, § 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "à l'article 12, §§ 1<sup>er</sup> et 1<sup>er</sup>bis";

b) le 4° est complété par la disposition suivante :

« , redevable des cotisations visées à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, ou calculées conformément à l'article 12, § 1<sup>er</sup>ter, de l'arrêté royal n° 38 précité »;

c) au 5°, les mots "à l'article 12, § 1<sup>er</sup>", sont remplacés par les mots "à l'article 12, §§ 1<sup>er</sup> et 1<sup>er</sup>bis".

**Art. 94.** A l'article 44, § 2, alinéa 3, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, les mots "7 %" sont remplacés par les mots "8,17 %".

**Art. 95.** Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### CHAPITRE 5. — Statut social du conjoint aidant

**Art. 96.** L'article 7, 1°, de l'arrêté royal n°38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, abrogé par la loi-programme du 30 décembre 2001, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 1° l'époux ou l'épouse d'un travailleur indépendant, sauf lorsque cet époux ou cette épouse tombe sous l'application de l'article 7bis, ».

**Art. 97.** L'article 10, § 2, du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 20 décembre 1995, est complété comme suit :

« 6° dans quelles conditions les aidants visés à l'article 7bis sont affiliés d'office à la caisse à laquelle le conjoint travailleur indépendant est affilié. » .

**Art. 98.** L'article 16, § 2, alinéa 2, 3°, du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 3 décembre 1984, est complété comme suit :

« Ladite lettre recommandée interrompt également, le cas échéant, la prescription du recouvrement des cotisations dues par le conjoint aidant de l'intéressé, visé à l'article 7bis. » .

**Art. 99.** Les articles 96 à 98 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

### TITRE IV. — Affaires sociales et Santé publique

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

##### Section 1<sup>re</sup>. — Médicaments

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Radio-isotopes

**Art. 100.** L'article 29bis, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 10 août 2001, est complété comme suit :

« 4° de formuler des propositions concernant les modalités de remboursement pour les médicaments visés à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, d). » .

**Art. 90.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste en tweede lid, worden de woorden "bedoeld in de artikelen 6, § 2, eerste lid, 3° en 9, § 2, eerste lid, 3<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 6, § 2, eerste lid, 3° en § 2bis, eerste lid, 3° en in artikel 9, § 2, eerste lid, 3° en § 2bis, eerste lid, 3<sup>o</sup>";

2° in § 2 worden de woorden "bedoeld in de artikelen 6, § 2, 3° en 9, § 2, 3<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 6, § 2, eerste lid, 3°, en § 2bis, eerste lid, 3° en in artikel 9, § 2, eerste lid, 3°, et § 2bis, eerste lid, 3<sup>o</sup>".

**Art. 91.** De artikelen 7 en 8 van de programmawet (I) van 24 december 2002 worden ingetrokken.

**Art. 92.** De artikelen 87 en 91 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

De artikelen 88 tot en met 90 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003 voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2004 ingaan.

#### HOOFDSTUK 4. — Aanvullende pensioenen voor zelfstandigen

**Art. 93.** In artikel 42 van de programmawet (I) van 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 3° worden de woorden "artikel 12, § 1" vervangen door de woorden "artikel 12, §§ 1 en 1bis";

b) de bepaling onder 4° wordt aangevuld als volgt :

« die de in artikel 12, § 1, bedoelde bijdragen of de overeenkomstig artikel 12, § 1ter, berekende bijdragen van voormeld koninklijk besluit nr. 38 verschuldigd is »;

c) in de bepaling onder 5° worden de woorden "artikel 12, § 1" vervangen door de woorden "artikel 12, §§ 1 en 1bis".

**Art. 94.** In artikel 44, § 2, derde lid, van de programmawet (I) van 24 december 2002, worden de woorden "7 %" vervangen door de woorden "8,17 %".

**Art. 95.** Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2004.

#### HOOFDSTUK 5. — Sociaal statuut van de meewerkende echtgenoot

**Art. 96.** Artikel 7, 1°, van het koninklijk besluit nr 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, opgeheven bij de programmawet van 30 december 2001, wordt hersteld in volgende lezing :

« 1° de echtgenoot of echtgenote van een zelfstandige behoudens wanneer deze echtgenoot of echtgenote onder toepassing valt van artikel 7bis, ».

**Art. 97.** Artikel 10, § 2, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, wordt aangevuld als volgt :

« 6° onder welke voorwaarden de in artikel 7bis bedoelde helpers ambtshalve worden aangesloten bij de kas waarbij de zelfstandige echtgenoot is aangesloten. » .

**Art. 98.** Artikel 16, § 2, tweede lid, 3°, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij de wet van 3 december 1984, wordt aangevuld als volgt :

« Genoemde aangetekende brief stuit in voorkomend geval eveneens de verjaring van de vordering van de bijdragen die verschuldigd zijn door de in artikel 7bis bedoelde meewerkende echtgenote. » .

**Art. 99.** De artikelen 96 tot 98 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

### TITEL IV. — Sociale zaken en Volksgezondheid

#### HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen aan de wet betreffende de verplichte verzekering geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

##### Afdeling 1. — Geneesmiddelen

##### Onderafdeling 1. — Radio-isotopen

**Art. 100.** Artikel 29bis, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, wordt aangevuld als volgt :

« 4° het formuleren van voorstellen betreffende de terugbetalingsmodaliteiten voor de in artikel 34, eerste lid, 5°, d), bedoelde geneesmiddelen. » .

**Art. 101.** A l'article 37, § 3, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "produits pharmaceutiques visés à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, b) et c)" sont remplacés par les mots "les médicaments visés à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, b), c) et d)";

2° aux deuxième, troisième et cinquième alinéas, les mots "produits pharmaceutiques" sont à chaque fois remplacés par les mots "médicaments";

3° au deuxième alinéa, les mots "visée à l'article 35, § 1<sup>er</sup>" sont supprimés;

4° au quatrième alinéa, le mot "produits" est remplacé par le mot "médicaments";

5° le § 3 est complété par ce qui suit :

« Le Roi définit les prestations visées à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, d), et les conditions sous lesquelles l'assurance soins de santé intervient dans le coût de ces prestations. Il fixe l'intervention de l'assurance soins de santé pour ces prestations. » .

#### Sous-Section 2. — Définition du médicament

**Art. 102.** A l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, de la même loi, remplacé par la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans les points b) et c), sont insérés après les mots "principal principe actif", les mots "tel qu'il a été repris dans l'*Anatomical Therapeutical Chemical Classification* établie sous la responsabilité du *World Health Organisations Collaborating Center for Drug Statistics Methodology*";

2° il est ajouté un point d), rédigé comme suit :

« d) radiopharmaceutiques et radionucléides utilisés en sources scellées ».

#### Sous-Section 3. — Préparations magistrales

**Art. 103.** A l'article 35 de la même loi, modifié par les lois des 10 août 2001, 22 août 2002 et 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 7, la mention "5°, a)" est à chaque fois remplacée par la mention "5°, a) et d)";

2° le § 1<sup>er</sup> est complété d'un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Le Roi détermine, en ce qui concerne les prestations visées à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, a) la procédure fixant la base de remboursement, par laquelle le Conseil technique pharmaceutique formule une proposition, compte tenu des éléments qu'il doit élaborer et qui se rapportent entre autres aux conditionnements disponibles dans le commerce, au prix de vente au pharmacien et aux données sur les quantités vendues. Il définit la procédure pour l'admission de ces prestations, pour la modification des conditions de remboursement et pour sa révision automatique, par laquelle le Conseil technique pharmaceutique formule une proposition et la Lui communique dans un délai de 180 jours suivant réception d'un dossier complet, en tenant compte des périodes de suspension, basées sur les critères d'admission, ou plus précisément sur les critères de révision, qu'il doit élaborer. Il fixe les conditions et les honoraires selon lesquels l'assurance obligatoire intervient dans le coût de ces prestations, ainsi que les quantités maximales. » ;

3° il est inséré un § 2<sup>ter</sup>, rédigé comme suit :

« § 2<sup>ter</sup>. En dérogation aux dispositions du § 2, le Roi peut, en ce qui concerne les médicaments visés à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, d), apporter des modifications à la nomenclature des prestations de santé visée au § 1<sup>er</sup> :

1° sur la base d'une proposition de la Commission de remboursement des médicaments envoyée directement au ministre;

2° sur la base d'une proposition formulée par la Commission de remboursement des médicaments à la demande du ministre;

3° sur la base d'une proposition élaborée par le ministre, dont le texte original est conservé ou est modifié après avoir été soumis pour avis à la Commission de remboursement des médicaments; cet avis est sensé être rendu s'il n'a pas été formulé dans un délai d'un mois après la demande.

La procédure visée au point 3° peut être suivie :

a) lorsque la Commission de remboursement des médicaments n'a pas donné suite à la demande de proposition visée au point 2° dans un délai d'un mois après la demande;

**Art. 101.** In artikel 37, § 3, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de in artikel 34, eerste lid, 5°, b) en c), bedoelde farmaceutische producten" vervangen door de woorden "de in artikel 34, eerste lid, 5°, b), c), en d), bedoelde geneesmiddelen";

2° in het tweede, derde en vijfde lid worden de woorden "farmaceutische producten" telkens vervangen door de woorden "geneesmiddelen";

3° in het tweede lid worden de woorden "in artikel 35, § 1, bedoelde" geschrapt;

4° in het vierde lid wordt het woord "producten" vervangen door het woord "geneesmiddelen"

5° § 3 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning omschrijft de in artikel 34, eerste lid, 5°, d), bedoelde verstrekkingen en de voorwaarden waaronder de verzekering voor geneeskundige verzorging tegemoetkomt in de kosten van deze verstrekkingen. Hij stelt de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging vast voor deze verstrekkingen. » .

#### Onderafdeling 2. — Definitie geneesmiddel

**Art. 102.** In artikel 34, eerste lid, 5°, van dezelfde wet, vervangen door de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de punten b) en c) worden de woorden ", zoals opgenomen in de *Anatomical Therapeutical Chemical Classification* vastgesteld onder de verantwoordelijkheid van het *World Health Organisations Collaborating Center for Drug Statistics Methodology*," ingevoegd na de woorden "voornaamste werkzaam bestanddeel".

2° er wordt een punt d) toegevoegd, luidend :

« d) radiofarmaceutica en radionucléïden die in de vorm van verzegelde bronnen worden gebruikt ».

#### Onderafdeling 3. — Magistrale bereidingen

**Art. 103.** In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2001, 22 augustus 2002 en 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, zevende lid, wordt de vermelding "5°, a)" telkens vervangen door de vermelding "5°, a), en d)";

2° § 1 wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De Koning omschrijft voor wat de in artikel 34, eerste lid, 5°, a) bedoelde verstrekkingen betreft, de procedure tot vaststelling van de vergoedingsbasis, waarbij de Technisch Farmaceutische Raad een voorstel formuleert, rekening houdend met de door Hem uit te werken elementen die onder meer betrekking hebben op de in de handel beschikbare verpakkingen, de verkoopprijs aan apotheker en gegevens over de verkochte hoeveelheden. Hij bepaalt de procedure voor de aanneming van deze verstrekkingen, voor de wijziging van de vergoedingsvoorwaarden en voor de ambtshalve herziening ervan, waarbij de Technisch Farmaceutische Raad een voorstel formuleert en aan Hem meedeelt binnen een termijn van 180 dagen na de ontvangst van een volledig dossier, rekening houdend met de periodes van schorsing, gebaseerd op de door Hem uit te werken aannemingscriteria, respectievelijk herzieningscriteria. Hij bepaalt de voorwaarden en honoraria waaronder de verplichte verzekering tegemoetkomt in de kosten van deze verstrekkingen, alsmede desgevallend de maximumhoeveelheden. » ;

3° een § 2<sup>ter</sup> wordt ingevoegd, luidende :

« § 2<sup>ter</sup>. In afwijking van de bepalingen van § 2, kan de Koning met betrekking tot de in artikel 34, eerste lid, 5°, d), bedoelde geneesmiddelen wijzigingen aanbrengen in de in § 1 bedoelde nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen :

1° op grond van een voorstel van de Commissie tegemoetkoming geneesmiddelen dat rechtstreeks wordt doorgestuurd naar de minister;

2° op grond van een voorstel dat de Commissie tegemoetkoming geneesmiddelen op verzoek van de minister heeft geformuleerd;

3° op grond van het door de minister uitgewerkte voorstel, waarvan de oorspronkelijke tekst behouden blijft of dat wordt gewijzigd nadat het voor advies is voorgelegd aan de Commissie tegemoetkoming geneesmiddelen; dat advies wordt geacht te zijn gegeven indien het niet geformuleerd is binnen de termijn van één maand na het verzoek.

De onder punt 3° bedoelde procedure kan worden gevolgd :

a) wanneer de Commissie tegemoetkoming geneesmiddelen aan het in punt 2° bedoelde verzoek tot voorstel geen gevolg geeft binnen de termijn van één maand na het verzoek;

b) lorsque la Commission de remboursement des médicaments formule une proposition qui ne répond pas aux objectifs contenus dans la demande visée au point 2°; dans ce cas, le refus de la proposition de la Commission de remboursement des médicaments doit être motivé;

4° sur la base de la procédure fixée à l'article 51, § 3. » .

Sous-Section 4. Commission de remboursement des médicaments - DCI - Petits/grands conditionnements

**Art. 104.** A l'article 35bis de la même loi, inséré par la loi du 10 août 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, la troisième phrase est complétée par les mots ", à l'exception des cas visés au § 3, dernier alinéa, et au § 8, dernier alinéa.";

2° le § 2, l'alinéa 2, est complété comme suit :

« Le Roi peut subdiviser les classes de plus-value en sous-classes et déterminer quels sont les critères, énumérés du point 2° au point 5°, qui doivent au moins être évalués. » ;

3° au § 3, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots "160 jours" sont remplacés par les mots "150 jours" et les mots "20 jours" sont remplacés par les mots "30 jours";

b) l'avant-dernière phrase est supprimée;

c) le § 3 est complété comme suit :

« Le Roi peut déterminer les classes de plus-value ou les sous-classes pour lesquelles l'évaluation par des experts indépendants et la proposition de la Commission sont remplacées par une procédure administrative fixée par Lui. Une telle procédure administrative peut plus particulièrement être prévue pour :

- des spécialités pharmaceutiques importées parallèlement, pour autant que soient demandées les mêmes modalités de remboursement que pour la spécialité de référence;

- des sous-classes de la classe de plus-value 3, à fixer par Lui;

- une sous-classe de la classe de plus-value 2, à fixer par Lui, en cas d'une extension de la gamme d'une spécialité déjà remboursable au même dosage et aux mêmes conditions de remboursement, mais pour un autre format de conditionnement et/ou type de conditionnement;

- des modifications des modalités de remboursement de spécialités à la requête du demandeur, indépendamment de la classe de plus-value, pour autant qu'il s'agisse de modifications techniques sans incidence sur le groupe cible et les indications déjà remboursables. » ;

4° le § 5 est complété comme suit :

« En cas de diminution du prix et/ou de la base de remboursement, entre en vigueur la modification de la liste au premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*. » ;

5° le § 8 est complété comme suit :

« Le Roi peut déterminer les cas dans lesquels le Service des soins de santé de l'Institut peut proposer au ministre des modifications dans la liste sans intervention de la Commission de remboursement des médicaments en cas de corrections techniques de différents types d'erreurs. » ;

6° il est inséré un § 11, rédigé comme suit :

« § 11. Le Roi peut fixer les règles sous lesquelles l'autorisation préalable du médecin-conseil visée au § 10, alinéa 1<sup>er</sup>, n'est plus requise. » ;

7° il est inséré un § 12, rédigé comme suit :

« § 12. Le Roi détermine les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques qui ont été prescrites par le prescripteur en utilisant l'International *Non-Proprietary Name* (INN). » ;

8° il est inséré un § 13, rédigé comme suit :

« § 13. La Commission de remboursement des médicaments peut, selon les conditions à déterminer par le Roi, proposer au ministre que le remboursement de certaines spécialités pharmaceutiques dépende d'un traitement de départ ou traitement d'essai avec un petit conditionnement, en cas de traitement chronique ou traitement de longue durée. La Commission de remboursement des médicaments établit, dans ces cas, et par thérapie, une définition du grand et petit conditionnement. Le Roi fixe les règles selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé intervient, dans ces cas, dans le coût des spécialités pharmaceutiques concernées. » .

b) wanneer de Commissie tegemoetkoming geneesmiddelen een voorstel formuleert dat niet beantwoordt aan de in het onder punt 2° bedoelde verzoek vervatte doelstellingen; in dat geval moet de afwijzing van het voorstel van de Commissie tegemoetkoming geneesmiddelen gemotiveerd zijn;

4° op grond van de in artikel 51, § 3, vastgestelde procedure. » .

Onderafdeling 4. — Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen - DCI - Kleine/grote verpakkingen

**Art. 104.** In artikel 35bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt de derde zin aangevuld met de woorden ", met uitzondering van de gevallen, bedoeld in § 3, laatste lid, en § 8, laatste lid.";

2° § 2, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« De Koning kan de meerwaardeklassen verder onderverdelen in subklassen en bepalen welke van de 2° tot en met 5° opgesomde criteria ten minste beoordeeld moeten worden. » ;

3° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "160 dagen" worden vervangen door de woorden "150 dagen" en de woorden "20 dagen" door de woorden "30 dagen";

b) de voorlaatste zin vervalt;

c) § 3 wordt aangevuld als volgt :

« De Koning kan de meerwaardeklassen of subklassen bepalen waarvoor de evaluatie door onafhankelijke deskundigen en het voorstel van de Commissie vervangen worden door een administratieve procedure die door Hem wordt vastgelegd. Dergelijke administratieve procedure kan meer bepaald worden voorzien voor :

- parallel ingevoerde farmaceutische specialiteiten, voor zover dezelfde vergoedingsmodaliteiten worden gevraagd als die van de referentie-specialiteit;

- door Hem te bepalen subklassen binnen meerwaardeklasse 3;

- een door Hem te bepalen subklasse binnen meerwaardeklasse 2 in geval van een lijnuitbreiding van een reeds vergoedbare specialiteit met dezelfde dosering en dezelfde vergoedingsvoorwaarden maar een andere verpakkingsgrootte en / of verpakkingsvorm;

- wijzigingen van de vergoedingsmodaliteiten van specialiteiten op vraag van de aanvrager, ongeacht de meerwaardeklasse, voor zover het technische wijzigingen betreft zonder invloed op de doelgroep en de reeds vergoedbare indicaties. » ;

4° § 5 wordt aangevuld als volgt :

« In geval van verlaging van de prijs en/of vergoedingsbasis treedt de wijziging van de lijst in werking op de eerste dag van de tweede maand die ingaat na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. » ;

5° § 8 wordt aangevuld als volgt :

« De Koning kan de gevallen bepalen waarbinnen de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Instituut wijzigingen in de lijst kan voorstellen aan de minister zonder tussenkomst van de Commissie tegemoetkoming geneesmiddelen in geval van technische correcties van vergissingen onder diverse vormen. » ;

6° er wordt een § 11 ingevoegd, luidende :

« § 11. De Koning kan de regels bepalen waaronder de voorafgaandelijke machtiging van de adviserend geneesheer bedoeld in § 10, eerste lid, niet langer vereist is. » ;

7° er wordt een § 12 ingevoegd, luidende :

« § 12. De Koning bepaalt de voorwaarden en modaliteiten waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten die door de voorschrijver werden voorgeschreven met gebruikmaking van de International *Non-Proprietary Name* (INN). » ;

8° er wordt een § 13 ingevoegd, luidend :

« § 13. De Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen kan, onder door de Koning te bepalen voorwaarden, aan de minister voorstellen om in geval van chronische of langdurige behandeling, de terugbetaling van bepaalde farmaceutische specialiteiten afhankelijk te maken van een start- of proefbehandeling met een kleine verpakking. De Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen bepaalt in dergelijke gevallen en per therapie, wat wordt verstaan onder een grote en een kleine verpakking. De Koning bepaalt de regels waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging in dergelijke gevallen tegemoetkomt in de kosten van de betrokken farmaceutische specialiteiten. » .



## Sous-Section 5. — Budget partiel médicaments

**Art. 105.** A l'article 69, § 5, de la même loi, modifiée par la loi du 10 août 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Il peut scinder ces budgets partiels en fonction des modalités de remboursement en vigueur dans les classes pharmacothérapeutiques concernées. » ;

2° les alinéas 3, 4 et 5 sont abrogés.

## Sous-Section 6. — Pharmanet

**Art. 106.** A l'article 141, § 2, alinéa 2, de la même loi, remplacé par la loi du 24 décembre 2002, la dernière phrase est supprimée.

**Art. 107.** L'article 150 de la même loi, modifié par les lois du 20 décembre 1995 et du 24 décembre 1999, est complété comme suit :

« Le Service d'évaluation et de contrôle médicaux a accès, sur demande, aux données visées à l'article 165, alinéa 8, auprès du Service des soins de santé. ».

## Sous-Section 7. — Cotisations

**Art. 108.** A l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 15°, de la même loi, remplacé par la loi du 22 février 1998 et modifié par les lois du 2 janvier 2001, 10 août 2001, 22 août 2002 et 24 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Pour 1995, 1996, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004, les montants de ces cotisations sont fixés respectivement à 2 p.c., 3 p.c., 4 p.c., 4 p.c., 4 p.c., 3 p.c., 2 p.c. et 2 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé respectivement en 1994, 1995, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 et 2003. » ;

2° à l'alinéa 5, la dernière phrase est remplacée comme suit :

« Pour les années 1995, 1996, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004, elles doivent être introduites respectivement avant le 1<sup>er</sup> février 1996, 1<sup>er</sup> novembre 1996, 1<sup>er</sup> mars 1999, 1<sup>er</sup> avril 1999, 1<sup>er</sup> mai 2000, 1<sup>er</sup> mai 2001, 1<sup>er</sup> mai 2002, 1<sup>er</sup> mai 2003 et 1<sup>er</sup> mai 2004. » ;

3° l'alinéa 6 est remplacé comme suit :

« Pour les années 1995, 1996, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004, la cotisation doit être versée respectivement avant le 1<sup>er</sup> mars 1996, le 1<sup>er</sup> décembre 1996, le 1<sup>er</sup> avril 1999, le 1<sup>er</sup> mai 1999, le 1<sup>er</sup> juin 2000, le 1<sup>er</sup> juin 2001, le 1<sup>er</sup> juin 2002, le 1<sup>er</sup> juin 2003 et le 1<sup>er</sup> juin 2004 au compte n° 001-1950023-11 de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant, suivant l'année concernée, la mention "cotisation chiffre d'affaires 1994", "cotisation chiffre d'affaires 1995", "cotisation chiffre d'affaires 1997", "cotisation chiffre d'affaires 1998", "cotisation chiffre d'affaires 1999", "cotisation chiffre d'affaires 2000", "cotisation chiffre d'affaires 2001", "cotisation chiffre d'affaires 2002" et "cotisation chiffre d'affaires 2003. » ;

4° le dernier alinéa est remplacé comme suit :

« Les recettes qui résultent de la cotisation susvisée seront imputées dans les comptes de l'assurance obligatoire soins de santé respectivement pour l'année comptable 1995 pour la cotisation chiffre d'affaires 1994, 1996 pour la cotisation chiffre d'affaires 1995, 1998 pour la cotisation chiffre d'affaires 1997, 2000 pour la cotisation chiffre d'affaires 1999, 2001 pour la cotisation chiffre d'affaires 2000, 2002 pour la cotisation chiffre d'affaires 2001, 2003 pour la cotisation chiffre d'affaires 2002 et 2004 pour la cotisation chiffre d'affaires 2003. » .

**Art. 109.** A l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 15° *quater*, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi du 10 août 2001 et modifié par la loi du 2 août 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'année 2003, la cotisation supplémentaire instaurée à charge des firmes pharmaceutiques sur le chiffre d'affaires qui a été réalisé durant l'année 2002 s'élève à 0,17 p.c. Ce pourcentage constitue la part du dépassement du budget global 2002, fixé en exécution de l'article 69, § 5, limité à 65 p.c., soit 4.021 milliards d'euros du chiffre d'affaires des firmes pharmaceutiques réalisé durant l'année 2002, soit 2 433 884 millions d'euros. Ledit dépassement est la différence entre les dépenses comptabilisées de l'année 2002, soit 2 586 475 millions d'euros et le budget global 2002 précité, soit 2 435 300 millions d'euros et s'élève à 151 175 millions d'euros, diminué de 25 p.c. du dépassement de l'objectif budgétaire global annuel visé à l'article 40, soit 63 646 millions d'euros, et diminué des éléments fixés par le Roi, qui ont exercé leur influence complètement ou non, soit 81 343 millions d'euros. Le solde est versé avant le 1<sup>er</sup> avril 2004 aux firmes pharmaceutiques concernées

## Onderafdeling 5. — Partieel budget geneesmiddelen

**Art. 105.** In artikel 69, § 5, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« Hij kan deze deelbudgetten verder opsplitsen in functie van de vergoedingsmodaliteiten die gelden binnen de betrokken farmacotherapeutische klassen. » ;

2° het derde, het vierde en het vijfde lid worden opgeheven.

## Onderafdeling 6. — Farmanet

**Art. 106.** In artikel 141, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 december 2002, vervalt de laatste zin.

**Art. 107.** Artikel 150 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 24 december 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle heeft op aanvraag toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 165, achtste lid bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. ».

## Onderafdeling 7. — Heffingen

**Art. 108.** In artikel 191, eerste lid, 15°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 22 februari 1998 en gewijzigd bij de wetten van 2 januari 2001, 10 augustus 2001, 22 augustus 2002 en 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Voor 1995, 1996, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 en 2004 worden de bedragen van die heffingen respectievelijk vastgesteld op 2 pct., 3 pct., 4 pct., 4 pct., 4 pct., 3 pct., 2 pct. en 2 pct. van de omzet die respectievelijk in 1994, 1995, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 en 2003 is verwezenlijkt. » ;

2° in het vijfde lid wordt de laatste zin vervangen als volgt :

« Voor de jaren 1995, 1996, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 en 2004, dienen ze respectievelijk te worden ingediend voor 1 februari 1996, 1 november 1996, 1 maart 1999, 1 april 1999, 1 mei 2000, 1 mei 2001, 1 mei 2002, 1 mei 2003 en 1 mei 2004. » ;

3° het zesde lid wordt vervangen als volgt :

« Voor de jaren 1995, 1996, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 en 2004, dient de heffing respectievelijk gestort te worden voor 1 maart 1996, 1 december 1996, 1 april 1999, 1 mei 1999, 1 juni 2000, 1 juni 2001, 1 juni 2002, 1 juni 2003 en 1 juni 2004 op rekening nr. 001-1950023-11 van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met vermelding, volgens het betrokken jaar : "heffing omzet 1994", "heffing omzet 1995", "heffing omzet 1997", "heffing omzet 1998", "heffing omzet 1999", "heffing omzet 2000", "heffing omzet 2001", "heffing omzet 2002" of "heffing omzet 2003. » ;

4° het laatste lid wordt vervangen als volgt :

« De ontvangsten die voortvloeien uit de voornoemde heffing zullen in de rekeningen van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden opgenomen in het boekjaar 1995 voor de heffing omzet 1994, 1996 voor de heffing omzet 1995, 1998 voor de heffing omzet 1997, 2000 voor de heffing omzet 1999, 2001 voor de heffing omzet 2000, 2002 voor de heffing omzet 2001, 2003 voor de heffing omzet 2002 en 2004 voor de heffing omzet 2003. ».

**Art. 109.** In artikel 191, eerste lid, 15° *quater*, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 en gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor het jaar 2003 bedraagt de aanvullende heffing ingesteld ten laste van de farmaceutische firma's op de omzet die is verwezenlijkt gedurende het jaar 2002 0,17 pct. Dit percentage is het aandeel van de overschrijding van het globaal budget 2002, vastgesteld in uitvoering van artikel 69, § 5, beperkt tot 65 pct., zijnde 4 021 duizend euro van de omzet die de farmaceutische firma's hebben verwezenlijkt gedurende het jaar 2002, zijnde 2 433 884 duizend euro. Hogervermelde overschrijding is het verschil tussen de geboekte uitgaven van het jaar 2002, zijnde 2 586 475 duizend euro en hoger vermeld globaal budget 2002, zijnde 2 435 300 duizend euro en bedraagt 151 175 duizend euro, verminderd met 25 pct. van de overschrijding van de in artikel 40 bedoelde globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling, zijnde 63 646 duizend euro, en verminderd met de door de Koning bepaalde elementen die hun invloed niet of niet volledig hebben gehad, zijnde 81 343

dont l'avance sur la cotisation supplémentaire, soit le montant de 1,35 p.c. sur le chiffre d'affaires réalisé en 2001, est supérieure au montant de 0,17 p.c. sur le chiffre d'affaires réalisé en 2002. Les firmes pharmaceutiques concernées dont l'avance sur la cotisation supplémentaire, soit le montant de 1,35 p.c. sur le chiffre d'affaires réalisé en 2001, est inférieure au montant de 0,17 p.c. sur le chiffre d'affaires réalisé en 2002 versent la différence avant le 1<sup>er</sup> avril 2004 au compte n° 001-1950023-11 de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant la mention "supplément cotisation supplémentaire 2003". Les firmes concernées qui n'ont pas versé l'avance de 1,35 p.c. sur le chiffre d'affaires réalisé en 2001, versent avant le 1<sup>er</sup> avril 2004 0,17 p.c. du chiffre d'affaires réalisé en 2002, augmenté par le taux d'intérêt légal à compter à partir du 15 décembre 2002 au compte n° 001-1950023-11 de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant la mention "paiement tardif cotisation supplémentaire 2003". Les firmes concernées qui n'ont pas versé l'avance de 1,35 p.c. sur le chiffre d'affaires réalisé en 2001 parce qu'elles n'avaient pas réalisé de chiffre d'affaires en 2001, versent avant le 1<sup>er</sup> avril 2004 0,17 p.c. du chiffre d'affaires réalisé en 2002 au compte n° 001-1950023-11 de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant la mention "paiement de la cotisation supplémentaire 2003". Les recettes qui résultent de la cotisation susmentionnée seront imputées dans les comptes de l'assurance obligatoire soins de santé pour l'année comptable 2003. Les remboursements des soldes susmentionnés et les recettes provenant des paiements tardifs seront imputées dans les comptes de l'assurance obligatoire soins de santé pour l'année comptable 2004. » ;

2° au § 2, inséré par la loi du 10 août 2001 et modifié par les lois du 22 août 2002 et 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

a) la première phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacée par la phrase suivante :

« En attendant la fixation de la cotisation supplémentaire visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, concernant le dépassement éventuel des dépenses des années 2002, 2003 et 2004, les firmes pharmaceutiques concernées sont, respectivement en 2002, 2003 et 2004, redevables d'une avance égale à respectivement 1,35 p.c., 2,55 p.c. et 2,55 p.c. du chiffre d'affaires de respectivement l'année 2001, l'année 2002 et l'année 2003. » ;

b) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« L'avance égale à 2,55 p.c. du chiffre d'affaires de l'année 2003 est versée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2004 au compte n° 001-1950023-11 de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant la mention "avance cotisation supplémentaire année comptable 2004". » ;

c) l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le débiteur qui ne verse pas l'avance et/ou la cotisation due(s) dans le délai imparti, est redevable, à l'Institut, d'une majoration s'élevant à 10 % de cette avance et/ou de cette cotisation, ainsi que d'un intérêt moratoire calculé sur cette avance et/ou cette cotisation qui est égal au taux d'intérêt légal. Une dispense ou une diminution de la majoration ou de l'intérêt moratoire peut être accordée sous les conditions et selon les règles fixées au 15°. » ;

d) le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Si le 1<sup>er</sup> octobre 2005 la cotisation supplémentaire, visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, n'a pas été instaurée pour l'année 2004 ou est inférieure à 2,55 p.c., l'Institut verse l'avance ou le solde aux firmes pharmaceutiques avant le 31 décembre 2005. » ;

3° le § 3 est remplacé comme suit :

« § 3. Si, conformément aux dispositions de l'article 69, § 5, il est procédé à la répartition du budget global des moyens financiers en budgets partiels pour les classes pharmacothérapeutiques, liée à une récupération du dépassement des budgets partiels au sens du 16° bis, ces budgets partiels sont portés en déduction du budget global fixé en exécution de l'article 69, § 5, lors de la perception de cette cotisation supplémentaire. » .

**Art. 110.** A l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 15° *quinquies*, de la même loi, inséré par la loi du 22 août 2002 et modifié par la loi du 24 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« 15° *quinquies*. Pour les années 2002, 2003 et 2004, une cotisation supplémentaire de 1,5 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé respectivement durant l'année 2001, 2002 et 2003, est instaurée aux conditions et selon les modalités fixées au 15°.

duizend euro. Aan de betrokken farmaceutische firma's waarvan het voorschot op de aanvullende heffing, zijnde het bedrag van 1,35 pct. op de omzet die in 2001 verwezenlijkt is, groter is dan het bedrag van 0,17 pct. op de omzet die in 2002 verwezenlijkt is, wordt het saldo teruggestort vóór 1 april 2004. De betrokken farmaceutische firma's waarvan het voorschot op de aanvullende heffing, zijnde het bedrag van 1,35 pct. op de omzet die in 2001 verwezenlijkt is, kleiner is dan het bedrag van 0,17 pct. op de omzet die in 2002 verwezenlijkt is, storten het verschil vóór 1 april 2004 op het rekeningnummer 001-1950023-11 van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met vermelding "bijbetaling aanvullende heffing 2003". De betrokken firma's die het voorschot van 1,35 pct. op de omzet die in 2001 verwezenlijkt is niet hebben gestort, storten vóór 1 april 2004 0,17 pct. van de omzet die in 2002 is verwezenlijkt, verhoogd met de wettelijke interestvoet te rekenen vanaf 15 december 2002 op het rekeningnummer 001-1950023-11 van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met vermelding "laattijdige betaling aanvullende heffing 2003". De betrokken firma's die het voorschot van 1,35 pct. op de omzet die in 2001 verwezenlijkt is niet hebben gestort, storten vóór 1 april 2004 0,17 pct. van de omzet die in 2002 is verwezenlijkt op het rekeningnummer 001-1950023-11 van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met vermelding "betaling aanvullende heffing 2003". De ontvangsten die voortvloeien uit de hogervermelde heffing zullen in de rekeningen van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden opgenomen in het boekjaar 2003. De terugstortingen van de hogervermelde saldi en de ontvangsten die voortvloeien uit het laatsttijdig betalen zullen in de rekeningen van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden opgenomen in het boekjaar 2004. » ;

2° in § 2, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 en gewijzigd bij de wetten van 22 augustus 2002 en 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de eerste zin van het eerste lid wordt vervangen door de volgende zin :

« In afwachting van de vaststelling van de aanvullende heffing, bedoeld in § 1, eerste lid, met betrekking tot de eventuele overschrijding van de uitgaven van de jaren 2002, 2003 en 2004 is respectievelijk in 2002, 2003 en 2004 door de betrokken farmaceutische firma's een voorschot verschuldigd gelijk aan respectievelijk 1,35 pct., 2,55 pct. en 2,55 pct. van de omzet van respectievelijk het jaar 2001, het jaar 2002 en het jaar 2003. » ;

b) het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« Het voorschot gelijk aan 2,55 % van de omzet van het jaar 2003 wordt op het rekeningnummer 001-1950023-11 van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering gestort vóór 1 juli 2004 met de vermelding "voorschot aanvullende heffing dienstjaar 2004". » ;

c) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De schuldenaar die het verschuldigde voorschot en/of de verschuldigde heffing niet binnen de vastgestelde termijn stort, is aan het Instituut een opslag ten belope van 10 pct. van dit voorschot en / of die heffing verschuldigd, alsmede een op dit voorschot en/of die heffing verrekende verwijlinterrest die gelijk is aan de wettelijke rentevoet. Een vrijstelling of vermindering van de opslag of van de verwijlinterrest kan worden toegestaan onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald in 15°. » ;

d) § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien op 1 oktober 2005 de aanvullende heffing, bedoeld in § 1, eerste lid, niet werd ingesteld voor het jaar 2004 of lager is dan 2,55 %, stort het Instituut het voorschot of het saldo vóór 31 december 2005 aan de betrokken farmaceutische firma's terug. » ;

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Indien overeenkomstig de bepalingen van artikel 69, § 5, wordt overgegaan tot het opsplitsen van het globaal budget van de financiële middelen in deelbudgetten voor farmacotherapeutische klassen, gekoppeld aan een terugvordering van de overschrijding van de deelbudgetten zoals bedoeld in 16° bis, worden deze deelbudgetten in mindering gebracht van het globaal budget vastgesteld in uitvoering van artikel 69, § 5, voor de inning van deze aanvullende heffing. » .

**Art. 110.** Artikel 191, eerste lid, 15° *quinquies*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 augustus 2002 en gewijzigd bij de wet van 24 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« 15° *quinquies*. Voor de jaren 2002, 2003 en 2004 wordt een bijkomende heffing van 1,5 pct. van de omzet die respectievelijk in het jaar 2001, 2002 en 2003 is verwezenlijkt, ingesteld onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald in 15°.

La déclaration visée au 15°, alinéa 4, doit être introduite respectivement avant le 1<sup>er</sup> novembre 2002, avant le 1<sup>er</sup> octobre 2003 et avant le 1<sup>er</sup> octobre 2004.

La cotisation doit respectivement être versée avant le 1<sup>er</sup> décembre 2002, 1<sup>er</sup> novembre 2003 et 1<sup>er</sup> novembre 2004 au compte n° 001-1950023-11 de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant, suivant l'année concernée, la mention "cotisation supplémentaire chiffre d'affaires 2001", "cotisation supplémentaire chiffre d'affaires 2002", et "cotisation supplémentaire chiffre d'affaires 2003".

Les recettes qui résultent de cette cotisation supplémentaire sont imputées dans les comptes de l'assurance obligatoire soins de santé pour l'année comptable 2002 pour la cotisation supplémentaire 2001, pour l'année comptable 2003 pour la cotisation supplémentaire 2002 et pour l'année comptable 2004 pour la cotisation supplémentaire 2003. ».

**Art. 111.** L'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 16° bis, de la même loi inséré par la loi du 2 janvier 2001, est remplacé comme suit :

« A partir de 2004, pour autant qu'un budget partiel soit fixé par le Roi conformément aux dispositions l'article 69, § 5, avant le 30 avril de l'année concernée, une participation au dépassement jusqu'à concurrence de 65 % est instaurée à charge des firmes pharmaceutiques concernées qui, au cours de l'année pendant laquelle le dépassement a eu lieu, ont réalisé un chiffre d'affaires sur le marché belge des médicaments qui sont inscrits sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables dans le budget partiel concerné.

Le dépassement visé à l'alinéa précédent est fixé par le Conseil général et peut être adapté par le Conseil général après avis de la Commission de contrôle budgétaire en vue de tenir compte des éléments définis par le Roi qui n'ont pas produit leurs effets ou ne les ont produits que partiellement. Le dépassement ainsi corrigé est exprimé en tant que pourcentage du chiffre d'affaires des firmes pharmaceutiques concernées dans le budget partiel concerné.

Lors de la fixation du pourcentage, il peut être tenu compte de l'évolution de la part de marché au cours de l'année visée des spécialités concernées des différentes firmes pharmaceutiques, de l'année d'inscription des spécialités concernées sur la liste visée à l'article 35bis, § 1<sup>er</sup>, de la mise ou non sous brevet du principal principe actif visé à l'article 34, alinéa premier, 5°, b) et c), et d'autres éléments à définir par le Roi. ».

**Art. 112.** L'article 109 entre en vigueur le 31 décembre 2003.

#### Section 2. — Dispositions financières

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Adaptation de la norme de croissance

**Art. 113.** A l'article 40, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 24 décembre 1999, par l'arrêté royal du 11 décembre 2001 et par la loi du 14 janvier 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "il peut tenir compte" sont insérés entre les mots "par la loi et" et les mots "de la différence";

2° l'alinéa 3 est complété comme suit :

« Pour l'année 2004, l'objectif budgétaire annuel global est fixé à 16 257 831 milliers EUR. A partir de l'année 2005, ce montant est majoré chaque année d'une norme de croissance réelle de 4,5 % par rapport à l'objectif budgétaire annuel global de l'année précédente, ainsi que de l'augmentation prévue de l'indice santé au cours de l'exercice concerné. ».

##### Sous-Section 2. — Mécanismes de correction

**Art. 114.** L'article 51, § 5, de la même loi, modifié par la loi du 14 janvier 2002, est complété comme suit :

« Dans son rapport, la Commission de contrôle budgétaire tient également compte de la partie des objectifs budgétaires partiels visés à l'article 40, § 3, alinéa 2. ».

##### Sous-Section 3. — Biologie clinique

**Art. 115.** A l'article 62bis de la même loi, inséré par la loi du 24 décembre 1999 et remplacé par la loi du 2 janvier 2001, les mots "Pour l'exercice 1996 et pour l'exercice 1998" sont remplacés par les mots "Pour les exercices 1996, 1997 et 1998".

##### Sous-Section 4. — Financement alternatif et accises tabac

**Art. 116.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi sont insérés un 3°, un 4° et un 5°, rédigés comme suit :

« 3° le montant visé à l'article 67bis de la loi du 2 avril 2001 portant des dispositions sociales et budgétaires.

De aangifte bedoeld in 15°, vierde lid, dient respectievelijk te worden ingediend vóór 1 november 2002, vóór 1 oktober 2003 en vóór 1 oktober 2004.

De heffing dient respectievelijk te worden gestort vóór 1 december 2002, 1 november 2003 en 1 november 2004 op het rekeningnummer 001-1950023-11 van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met de vermelding, volgens het betrokken jaar : "bijkomende heffing omzet 2001", "bijkomende heffing omzet 2002" en "bijkomende heffing omzet 2003".

De ontvangsten die volgen uit deze bijkomende heffing zullen in de rekening van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging opgenomen worden in het boekjaar 2002 voor de bijkomende heffing omzet 2001, in het boekjaar 2003 voor de bijkomende heffing omzet 2002 en in het boekjaar 2004 voor de bijkomende heffing omzet 2003. ».

**Art. 111.** Artikel 191, eerste lid, 16° bis, van dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001, wordt vervangen als volgt :

« Vanaf 2004 wordt, voor zover een deelbudget is vastgesteld door de Koning overeenkomstig de bepalingen van artikel 69, § 5, vóór 30 april van het betrokken jaar, een bijdrage in de overschrijding ten belope van 65 pct. ingesteld ten laste van de betrokken farmaceutische firma's die gedurende het jaar waarin de overschrijding heeft plaatsgevonden een omzet hebben verwezenlijkt op de Belgische markt van de geneesmiddelen die zijn ingeschreven op de lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten binnen het betrokken deelbudget.

De in het vorige lid bedoelde overschrijding wordt door de Algemene Raad vastgesteld en kan door de Algemene Raad na advies van de Commissie voor begrotingscontrole worden aangepast teneinde rekening te houden met de door de Koning bepaalde elementen die hun invloed niet of niet volledig hebben gehad. De aldus gecorrigeerde overschrijding wordt uitgedrukt als een percentage van het omzetcijfer van de betrokken farmaceutische firma's binnen het betrokken deelbudget.

Bij de vaststelling van het percentage kan rekening worden gehouden met de evolutie van het marktaandeel in het betrokken jaar van de betrokken specialiteiten van de onderscheiden farmaceutische firma's, met het jaar van inschrijving van de betrokken specialiteiten op de lijst bedoeld in artikel 35bis, § 1, met het al dan niet onder octrooi zijn van het voornaamste werkzaam bestanddeel bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, b) en c), en met andere door de Koning te bepalen elementen. ».

**Art. 112.** Artikel 109 treedt in werking op 31 december 2003.

#### Afdeling 2. — Financiële bepalingen

##### Onderafdeling 1. — Aanpassing groeinorm

**Art. 113.** In artikel 40, § 1, van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij de wet van 24 december 1999, bij koninklijk besluit van 11 december 2001 en bij de wet van 14 januari 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt tussen de woorden "geneeskundige verzorging en" en "met het in de artikelen 59 en 69 bedoeld" de woorden "kan hij rekening houden" ingevoegd;

2° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« Voor het jaar 2004 wordt de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling vastgesteld op 16 257 831 duizend EUR. Vanaf het jaar 2005 wordt dit bedrag jaarlijks verhoogd met een reële groeinorm van 4,5 % ten opzichte van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling van het vorig jaar, alsmede met de te verwachten stijging van het gezondheidsindexcijfer in het betrokken begrotingsjaar. ».

##### Onderafdeling 2. — Correctiemechanismen

**Art. 114.** Artikel 51, § 5, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 januari 2002, wordt aangevuld als volgt :

« De Commissie voor begrotingscontrole houdt in haar verslaggeving ook rekening met het gedeelte van de partiële begrotingsdoelstellingen bedoeld in artikel 40, § 3, tweede lid. ».

##### Onderafdeling 3. — Klinische biologie

**Art. 115.** In artikel 62bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 december 1999 en vervangen bij de wet van 2 januari 2001, worden de woorden "Voor het dienstjaar 1996 en voor het dienstjaar 1998" vervangen door de woorden "Voor de dienstjaren 1996, 1997 en 1998".

##### Onderafdeling 4. — Alternatieve financiering en accijnzen tabac

**Art. 116.** § 1. In artikel 191, eerste lid, van dezelfde wet wordt een 3°, 4° en 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° het bedrag bedoeld in artikel 67bis van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale en budgettaire bepalingen.

Ce montant est destiné au paiement de l'indemnité visée à l'article 47, alinéa 2, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, ainsi qu'au paiement de la partie du budget des moyens financiers des hôpitaux à charge de l'Etat, visée aux articles 100 et 102 de la même loi, qui ont trait aux facturations à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003.

Le paiement visé à l'alinéa 2 a lieu conformément aux ordres de paiement et au calendrier de paiement que le ministre visé à l'article 87 de la loi coordonnée précitée, ou le fonctionnaire qu'il désigne à cette fin, fournit à l'Institut.

Le Roi fixe la part des recettes destinée au financement de l'assurance soins de santé du régime des travailleurs indépendants.

4° Le montant visé à l'article 67<sup>ter</sup> de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales et budgétaires.

Le Roi fixe la part des ressources destinée au financement de l'assurance soins de santé du régime des travailleurs indépendants.

Le Roi définit les modalités selon lesquelles les moyens financiers concernés sont transmis du Trésor à l'Institut.

5° Le montant visé à l'article 67<sup>quater</sup> de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales et budgétaires.

Dans le cadre des conditions fixées par le Roi, ce montant est affecté pour l'année 2004 au financement des projets de lutte contre le tabagisme qui sont organisés sur l'initiative des autorités qu'il désigne. » .

§ 2. Pour l'année 2004, un montant de 1 000 millions EUR est mis à charge du budget des frais d'administration de l'Institut national de l'assurance maladie invalidité pour être destiné au financement d'un fonds de lutte contre le tabagisme.

Pour l'année 2005, le montant prévu à l'alinéa précédent est fixé à 2 000 millions EUR, sans préjudice du mode de financement.

Dans le cadre des conditions fixées par le Roi, les montants visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, sont affectés au financement des projets de lutte contre le tabagisme qui sont organisés sur l'initiative des autorités qu'il désigne.

#### Sous-Section 5. — Recettes propres INAMI

**Art. 117.** L'article 191 de la même loi est complété par des alinéas 5, 6, 7 et 8, rédigés comme suit :

« Les créances de l'Institut sur les retenues visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, se prescrivent par cinq ans à compter de la date du paiement de la pension ou de l'avantage complémentaire ou du remboursement par l'Institut.

Les créances de l'Institut sur les suppléments de cotisations ou de primes, les recettes et retenues, dus en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, 9° et 13°, se prescrivent par cinq ans à compter de la date à laquelle ces suppléments, recettes et retenues ont été versés à l'Institut ou remboursés par lui.

Les actions intentées contre l'Institut en répétition des retenues, suppléments et recettes indus, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, 8°, 9° et 13°, se prescrivent par cinq ans à partir de la date à laquelle la retenue, le supplément ou la recette lui ont été versés.

La prescription des actions visées aux alinéas 5, 6 et 7 est interrompue :

1° de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil;

2° par une lettre recommandée adressée par l'Institut à l'organisme payeur ou par une lettre recommandée adressée par l'organisme payeur à l'Institut. » .

**Art. 118.** L'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, alinéa 8, de la même loi, est abrogé.

**Art. 119.** Les articles 117 et 118 entrent en vigueur le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel la présente loi est publiée au *Moniteur belge*.

#### Sous-Section 6. — Clef de répartition normative

**Art. 120.** L'article 196, § 2, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour les exercices 2002, 2003, 2004 et 2005, les délais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas d'application. » .

Dit bedrag wordt aangewend voor de betaling van de schadeloosstelling bedoeld in artikelen 47, tweede lid, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, evenals voor de betaling van het gedeelte van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen dat ten laste genomen wordt door de Staat, zoals bedoeld in de artikelen 100 en 102 van dezelfde wet en die betrekking hebben op de facturaties vanaf 1 juli 2003.

De in het tweede lid bedoelde betaling geschiedt overeenkomstig de betalingsopdrachten en de betalingskalender die de minister bedoeld in artikel 87 van voornoemde gecoördineerde wet, of de ambtenaar die hij daarvoor aanwijst, aan het Instituut bezorgt.

De Koning stelt het gedeelte van de inkomsten vast dat bestemd is voor de financiering van de verzekering voor geneeskundige verzorging van de regeling voor de zelfstandigen.

4° Het bedrag bedoeld in artikel 67<sup>ter</sup> van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale en budgettaire bepalingen.

De Koning stelt het gedeelte van de inkomsten vast dat bestemd is voor de financiering van de verzekering voor geneeskundige verzorging van de regeling voor de zelfstandigen.

De Koning bepaalt de modaliteiten volgens dewelke de betrokken financiële middelen door de Schatkist aan het Instituut worden overgemaakt.

5° Het bedrag bedoeld in artikel 67<sup>quater</sup> van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale en budgettaire bepalingen.

Dit bedrag wordt binnen de door de Koning vastgestelde voorwaarden aangewend voor het jaar 2004 voor de financiering van projecten tot bestrijding van tabaksverslaving georganiseerd op initiatief van de overheden die Hij aanduidt. » .

§ 2. Voor het jaar 2004 wordt een bedrag van 1 000 duizend EUR ten laste van de administratiekosten van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering gelegd voor de financiering van een fonds tot bestrijding van het tabaksgebruik.

Voor het jaar 2005 zal het bedrag bedoeld in het vorige lid 2 000 duizend EUR bedragen, onverminderd de financieringswijze.

Deze in het eerste en tweede lid bedoelde bedragen worden binnen de door de Koning vastgestelde voorwaarden aangewend voor de financiering van projecten tot bestrijding van tabaksverslaving georganiseerd op initiatief van de overheden die Hij aanduidt.

#### Onderafdeling 5. — Eigen inkomsten RIZIV

**Art. 117.** Artikel 191 van dezelfde wet wordt aangevuld met een vijfde, zesde, zevende en achtste lid, luidende :

« De schuldvorderingen van het Instituut op de inhoudingen bedoeld in het eerste lid, 7°, verjaren na vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de betaling van het pensioen of het aanvullend voordeel of de vergoeding door het Instituut.

De schuldvorderingen van het Instituut op de aanvullende bijdragen of premies, de ontvangsten en inhoudingen, die verschuldigd zijn krachtens het eerste lid, 8°, 9° en 13°, verjaren na vijf jaar, te rekenen vanaf de datum waarop die aanvullende bijdragen, ontvangsten en inhoudingen aan het Instituut zijn overgemaakt of door hem zijn overgevoerd.

De tegen het Instituut ingestelde vorderingen tot terugvordering van onverschuldigde inhoudingen, bijdragen en ontvangsten, bedoeld in het eerste lid, 7°, 8°, 9° en 13°, verjaren na vijf jaar, te rekenen vanaf de datum waarop de inhouding, de aanvullende bijdrage of de ontvangst zijn overgemaakt.

De verjaring van de vorderingen bedoeld in het vijfde, zesde en zevende lid, wordt onderbroken :

1° op de wijze zoals voorzien in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek;

2° met een aangetekende brief die door het Instituut aan de uitbetalingsinstelling is gericht of met een aangetekende brief die door de uitbetalingsinstelling aan het Instituut is gericht. » .

**Art. 118.** Artikel 191, eerste lid, 7°, achtste lid, van dezelfde wet, wordt opgeheven.

**Art. 119.** De artikelen 117 en 118 treden in werking op de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal tijdens welke deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

#### Onderafdeling 6. — Normatieve verdeelsleutel

**Art. 120.** Artikel 196, § 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Voor de boekjaren 2002, 2003, 2004 en 2005 zijn de termijnen bedoeld in het eerste lid niet van toepassing. » .

## Sous-Section 7. — Conventions de réadaptation fonctionnelle

**Art. 121.** Un article 217bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 217bis. Jusqu'à la date à fixer par le Roi, aucune nouvelle convention visée à l'article 23, § 3, et 3bis, ne peut être conclue par le Comité de l'assurance et les conventions existantes ne peuvent être modifiées par le Comité de l'assurance que dans les conditions fixées par Lui. » .

**Art. 122.** L'article 121 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

## Section 3. — Dispensateurs de soins et Prestations

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Télématicque

**Art. 123.** A l'article 36sexies de la même loi, inséré par la loi du 22 août 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "médecins" est remplacé par les mots "dispensateurs de soins";

2° à l'alinéa 2, les mots "la Commission nationale médico-mutualiste" sont remplacés par les mots "la Commission de conventions ou d'accords compétente".

## Sous-Section 2. — Financement des organisations représentatives

**Art. 124.** Un article 36nonies est inséré dans la même loi, rédigé comme suit :

« Art.36nonies. Le Roi fixe, sur proposition de la Commission nationale médico-mutualiste, les conditions et les modalités selon lesquelles l'Institut octroie une intervention financière pour le fonctionnement des organisations professionnelles représentatives des médecins visées par l'article 211 de la loi coordonnée susvisée. Les montants de cette intervention financière sont également fixés par le Roi et sont imputés au budget des frais d'administration de l'Institut - secteur des soins de santé. Le Roi peut, sur proposition de la commission de convention ou d'accord concernée, prévoir une intervention financière pour le fonctionnement des organisations professionnelles représentatives d'autres dispensateurs de soins visés à l'article 211 de la loi coordonnée. » .

## Sous-Section 3. — Concertation pharmacothérapeutique

**Art. 125.** Un article 36decies est inséré dans la même loi, rédigé comme suit :

« Art.36decies. Le Roi fixe, sur proposition conjointe de la Commission nationale médico-mutualiste et de la Commission de conventions pharmaciens-organismes assureurs, les conditions et les modalités selon lesquelles l'Institut octroie une intervention financière pour la mise en place et le fonctionnement de la concertation pharmacothérapeutique afin de soutenir une meilleure collaboration sur le plan local entre médecins et pharmaciens quant au suivi pharmaceutique optimal des patients.

Le montant de cette intervention financière est également fixée par le Roi et est imputée au budget des frais d'administration de l'Institut - secteur des soins de santé. » .

## Sous-Section 4. — Soins infirmiers

**Art. 126.** A l'article 37quater de la même loi, modifié par la loi du 22 août 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 37quater, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, les mots "dans l'article 37, §§ 1<sup>er</sup> et 12, et les honoraires visés dans l'article 44, § 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "dans l'article 37, § 12";

2° il est inséré un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Le Roi peut aussi fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, une procédure permettant d'infliger une amende administrative à tout dispensateur de soins visés à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, b), qui a appliqué erronément de manière significative l'instrument d'évaluation servant également à déterminer l'intervention de l'assurance soins de santé obligatoire pour un ou plusieurs bénéficiaires.

A cet effet, le Roi détermine :

a) la méthode de sélection des cas faisant l'objet d'un contrôle;

b) ce qu'il convient d'entendre par "qui a appliqué erronément de façon significative l'instrument d'évaluation";

## Onderafdeling 7. — Conventies Reva

**Art. 121.** In dezelfde wet wordt een artikel 217bis toegevoegd dat luidt als volgt :

« Art. 217bis. Tot een door de Koning vast te stellen datum kunnen door het Verzekeringscomité enkel nieuwe overeenkomsten bedoeld in artikel 23, § 3, en § 3bis, worden gesloten en de bestaande overeenkomsten door het Verzekeringscomité slechts worden gewijzigd onder de door Hem vastgestelde voorwaarden. » .

**Art. 122.** Artikel 121 treedt in werking op 1 januari 2004.

## Afdeling 3. — Zorgverleners en Verstrekkingen

## Onderafdeling 1. — Telematica

**Art. 123.** In artikel 36sexies van dezelfde wet, dat is ingevoegd bij de wet van 22 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "geneesheren" vervangen door het woord "zorgverleners";

2° in het tweede lid worden de woorden "Nationale commissie geneesheren-ziekenfondsen" vervangen door de woorden "de bevoegde overeenkomsten- of akkoordcommissie".

## Onderafdeling 2. — Financiering representatieve organisaties

**Art. 124.** In dezelfde wet wordt een artikel 36nonies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 36nonies. Op voordracht van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen bepaalt de Koning de voorwaarden en de modaliteiten volgens welke het Instituut een financiële tegemoetkoming toekent voor de werking van de representatieve beroepsorganisaties van de geneesheren bedoeld in artikel 211 van de voormelde gecoördineerde wet. De bedragen van die financiële tegemoetkoming worden eveneens vastgesteld door de Koning en worden voorafgenomen op de begroting van de administratiekosten van het Instituut - tak van de geneeskundige verzorging. Op voordracht van de betrokken overeenkomsten- of akkoordcommissie kan de Koning voorzien in een financiële tegemoetkoming voor de werking van de in artikel 211, van de gecoördineerde wet, bepaalde representatieve beroepsorganisaties van andere zorgverleners. » .

## Onderafdeling 3. — Farmacotherapeutisch overleg

**Art. 125.** In dezelfde wet wordt een artikel 36decies toegevoegd dat luidt als volgt :

« Art. 36decies. De Koning stelt op gezamenlijk voorstel van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen en de Overeenkomstencommissie apothekers-verzekeringinstellingen de voorwaarden en de nadere regels vast waaronder het Instituut een financiële tegemoetkoming toekent voor de invoering en de werking van het farmacotherapeutisch overleg met het oog op een betere samenwerking op lokaal vlak tussen de geneesheren en de apothekers in het kader van de optimale farmaceutische follow-up van de patiënten.

Het bedrag van die financiële tegemoetkoming wordt eveneens vastgesteld door de Koning en wordt voorafgenomen op de begroting van de administratiekosten van de tak geneeskundige verzorging van het Instituut. » .

## Onderafdeling 4. — Verpleegkundige zorgen

**Art. 126.** In artikel 37quater van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 37quater, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, worden de woorden "in artikel 37, §§ 1 en 12, bedoelde tegemoetkomingen en de in artikel 44, § 1, bedoelde honoraria" vervangen door de woorden "in artikel 37, § 12";

2° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De Koning kan ook bij een in de Ministerraad overlegd besluit een procedure vaststellen die het mogelijk maakt een administratieve boete op te leggen aan de in artikel 34, eerste lid, 1°, b), bedoelde zorgverleners die het evaluatie-instrument dat eveneens dient om de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor één of meerdere rechthebbenden vast te stellen, op een significante wijze verkeerd toe te passen.

Daartoe bepaalt de Koning :

a) de methode voor de selectie van de gevallen die voor een controle in aanmerking komen;

b) wat moet worden verstaan onder "die het evaluatie-instrument op een significante wijze verkeerd heeft toegepast";

c) le montant de l'amende administrative, dont le minimum ne peut être inférieur à 500 EUR et dont le maximum ne peut excéder 5 000 EUR, ainsi que la procédure relative à la constatation des infractions.

Lorsque, dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle une amende administrative lui a été infligée, le contrevenant commet une infraction de même nature que celle qui a donné lieu à l'application d'une amende administrative, le montant de l'amende infligée précédemment est chaque fois triplé.

Les amendes administratives sont infligées par le fonctionnaire dirigeant du Service du contrôle administratif ou par le fonctionnaire délégué par lui. La décision est motivée et elle est notifiée par lettre recommandée, considérée comme reçue le premier jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste.

La notification mentionne que la décision est susceptible de recours auprès du tribunal du travail conformément à l'article 167; elle indique également la forme et le délai d'introduction du recours.

La personne civilement responsable aux termes de l'article 1384 du Code civil est tenue au paiement de l'amende infligée à son préposé.

Le produit de ces amendes est versé à l'Institut, secteur des soins de santé.

Les décisions définitives prononcées en exécution du présent paragraphe sont exécutoires de plein droit. En cas de défaillance du débiteur, l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines peut être chargée du recouvrement de l'amende administrative, conformément aux dispositions de l'article 94 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. » .

#### Sous-Section 5. — Caractère conditionnel de l'objectif budgétaire partiel

**Art. 127.** L'article 40, § 3, de la même loi, est complété par l'alinéa suivant :

« Lors de cette fixation et à partir de la fixation des objectifs budgétaires annuels partiels pour 2004, le Comité de l'assurance peut également à la demande du ministre, du Conseil général ou à son initiative, subordonner l'octroi de montants budgétaires prévus dans un objectif budgétaire annuel partiel à la réalisation d'objectifs déterminés. Ces objectifs peuvent consister notamment en la conclusion d'un accord ou d'une convention portant sur au moins deux ans, la prise de mesures concernant la maîtrise des dépenses ou la maîtrise des volumes de prestations de santé ou de médicaments prescrits. Le Comité de l'assurance fixe la date d'octroi de ces montants de même que la date à laquelle les objectifs doivent être réalisés. Ces dates doivent se situer dans l'année budgétaire concernée. » .

#### Sous-Section 6. — Statut social

**Art. 128.** L'article 54 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54. § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, de la Commission nationale dento-mutualiste, de la Commission permanente chargée de négocier et de conclure la convention nationale entre les pharmaciens et les organismes assureurs ou de la Commission de convention chargée de négocier et de conclure la convention nationale entre les kinésithérapeutes et les organismes assureurs, instituer un régime d'avantages sociaux pour les médecins ou les praticiens de l'art dentaire qui sont réputés avoir adhéré aux termes des accords visés à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, ou pour les pharmaciens ou les kinésithérapeutes qui adhèrent à la convention qui les concerne et qui en demandent le bénéfice, selon des modalités proposées par la Commission permanente ou la Commission de convention susvisée.

Ces avantages peuvent consister notamment dans une participation de l'Institut dans les primes ou cotisations pour des contrats garantissant un revenu de remplacement en cas d'invalidité ou pour des conventions de pension qui répondent aux conditions fixées à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 24 décembre 2002, ou pour des régimes de pension ou à défaut de tels régimes, pour des contrats souscrits auprès d'un organisme de pension agréé en application de l'article 22 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés, pour autant que ces régimes ou contrats satisfassent à la condition visée à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, précité. Les primes ou cotisations ne peuvent être versées qu'aux entreprises ou organismes visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, et § 3, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

c) het bedrag van de administratieve boete waarvan het minimum niet onder 500 EUR en het maximum niet boven 5 000 EUR mag liggen, alsook de procedure betreffende de vaststelling van de inbreuken.

Wanneer binnen de termijn van drie jaar, te rekenen vanaf de datum waarop hem een administratieve boete is opgelegd, de overtreders opnieuw een gelijkaardige inbreuk begaat als die welke tot de toepassing van een administratieve boete heeft geleid, wordt het bedrag van de voorheen opgelegde boete telkens verdrievoudigd.

De administratieve geldboeten worden opgelegd door de leidend ambtenaar van de Dienst voor administratieve controle of de door hem aangewezen ambtenaar. De beslissing wordt gemotiveerd en meegeëeeld per aangetekende brief, die wordt geacht te zijn ontvangen de eerste werkdag nadat hij ter post is afgegeven.

De kennisgeving vermeldt dat tegen de beslissing beroep kan worden ingesteld bij de arbeidsrechtbank overeenkomstig artikel 167; zij vermeldt tevens de vorm waarin en de termijn waarbinnen dat beroep moet worden ingesteld.

De persoon die overeenkomstig artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerrechtelijk aansprakelijk is, moet de aan zijn aangestelde opgelegde boete betalen.

De opbrengst van die boetes wordt aan de tak geneeskundige verzorging van het Instituut gestort.

De definitieve beslissingen die uitgesproken worden ter uitvoering van deze paragraaf zijn van rechtswege uitvoerbaar. Wanneer de schuldenaar in gebreke blijft, kan de Administratie van de BTW, registratie en domeinen worden belast met de inning van de administratieve boete, overeenkomstig de bepalingen van artikel 94 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. » .

#### Onderafdeling 5. — Voorwaardelijk karakter partiële begrotingsdoelstelling

**Art. 127.** Artikel 40, § 3, van dezelfde wet, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij die vaststelling en vanaf de vaststelling van de partiële jaarlijkse begrotingsdoelstellingen voor 2004 kan het Verzekeringscomité eveneens op verzoek van de minister, van de Algemene Raad of op eigen initiatief, de toekenning van begrotingsbedragen die in een jaarlijkse partiële begrotingsdoelstelling zijn opgenomen, laten afhangen van het halen van bepaalde doelstellingen. Die doelstellingen kunnen onder meer bestaan uit het sluiten van een akkoord of een overeenkomst voor een duur van ten minste twee jaar, het nemen van maatregelen inzake de beheersing van de uitgaven of de beheersing van de volumes van geneeskundige verstrekkingen of van voorgeschreven geneesmiddelen. Het Verzekeringscomité stelt de datum vast waarop die bedragen worden toegekend, alsmede de datum waarop de doelstellingen moeten zijn gehaald. Die data moeten binnen het betrokken begrotingsjaar vallen. » .

#### Onderafdeling 6. — Sociaal statuut

**Art. 128.** Artikel 54 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 54. § 1. De Koning kan, na advies van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, van de Nationale Commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen, van de Bestendige Commissie belast met het onderhandelen over en het sluiten van de nationale Overeenkomst tussen de apothekers en de verzekeringsinstellingen of van de Overeenkomstencommissie belast met het onderhandelen over en het sluiten van de nationale overeenkomst tussen de kinesitherapeuten en de verzekeringsinstellingen, een regeling van sociale voordelen invoeren voor de geneesheren of tandheelkundigen die geacht worden tot de termen van de in artikel 50, § 1, bedoelde akkoorden toegetreden te zijn, of voor de apothekers of de kinesitherapeuten die tot de hen betreffende overeenkomst toetreden en die, volgens de door de Bestendige commissie of overeenkomstencommissie voorgestelde modaliteiten, het genot ervan vragen.

Deze voordelen kunnen onder meer bestaan in een aandeel van het Instituut in de premies of bijdragen voor overeenkomsten die een vervangingsinkomen garanderen bij invaliditeit of voor pensioenovereenkomsten die beantwoorden aan de voorwaarden gesteld in artikel 46, § 1, van de programmawet van 24 december 2002, of voor pensioenstelsels of bij ontstentenis van dergelijke stelsels, voor overeenkomsten gesloten bij een pensioeninstelling, erkend in toepassing van artikel 22 van de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, voor zover die stelsels of overeenkomsten voldoen aan de voorwaarde bedoeld in voormeld artikel 46, § 1. De premies of bijdragen kunnen slechts gestort worden aan ondernemingen of instellingen bedoeld in artikel 2, § 1, en § 3, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup>, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

Le Roi peut déterminer sous quelles conditions et selon quelles modalités les primes ou cotisations de l'Institut peuvent être versées. Il peut fixer les conditions en matière d'activité minimale auxquelles les médecins, les praticiens de l'art dentaire, les pharmaciens et les kinésithérapeutes doivent satisfaire pour avoir droit aux avantages sociaux. Il peut fixer les modalités de contrôle de ces conditions et déterminer la procédure pour la récupération de la participation de l'Institut s'il n'est pas satisfait aux conditions.

Le Roi peut déterminer sous quelles conditions et selon quelles modalités la participation de l'Institut peut être versée sous la forme d'avances aux institutions avec lesquelles sont conclus les contrats précités.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du troisième alinéa de ce paragraphe, les médecins, dentistes, pharmaciens et kinésithérapeutes qui ne sont pas assujettis à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, et qui ont adhéré aux accords ou conventions définis au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, peuvent verser des cotisations dans le cadre d'un contrat d'assurance retraite et d'assurance décès remplissant les conditions définies au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Ces cotisations ont, pour l'application du Code des impôts sur les revenus 1992, le caractère de cotisations dues en application de la législation sociale, dans le sens de l'article 52, 7°, du Code des impôts sur les revenus 1992, pour autant que ces cotisations, n'excèdent pas le montant de la cotisation maximale prévue par les articles 44, § 2, et 46, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

Les médecins, dentistes, pharmaciens et kinésithérapeutes visés au § 1<sup>er</sup> qui exercent en outre une activité professionnelle en tant qu'indépendant, visée à l'article 12, § 2, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, entrent également en ligne de compte pour cet avantage relatif à la partie de leurs revenus professionnels pour laquelle ils ne sont pas assujettis à l'arrêté royal n° 38 précité.

Le montant total vis-à-vis duquel la limite visée à l'article 59, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, doit s'apprécier, comprend les pensions constituées par les cotisations définies au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. En sus des avantages accordés dans le cadre du statut social des médecins conformément aux dispositions susvisées, le Roi peut, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, accorder des avantages supérieurs ou d'autres avantages à toutes ou certaines catégories de médecins réputés avoir adhéré aux termes de l'accord et déterminer les conditions et les règles d'application les concernant.

Cette dépense est, dans les limites budgétaires fixées par le gouvernement, imputée au budget des frais d'administration de l'Institut et est prise en charge intégralement par le secteur des soins de santé. » .

**Art. 129.** L'article 128 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### Section 4. — Diverses dispositions

**Art. 130.** A l'article 134 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. L'octroi des indemnités prévues au titre IV est supprimé aussi longtemps que le bénéficiaire ne répond pas aux obligations de contrôle qui lui sont imposées par toute personne compétente en vertu de la présente loi coordonnée. » .

**Art. 131.** L'article 136, § 4, de la même loi, est abrogé.

**Art. 132.** L'article 186, alinéa 4, de la même loi, inséré par la loi du 24 décembre 2002, est rapporté.

CHAPITRE 2. — *Modifications à la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, et à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994*

#### Section 1<sup>re</sup>. — Modifications à la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités

**Art. 133.** A l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, b), de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, le mot "affiliés" dans le texte français est remplacé par le mot "membres".

De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden en volgens welke modaliteiten de premies of bijdragen van het Instituut kunnen worden gestort. Hij kan de voorwaarden inzake minimale activiteit bepalen waaraan de geneesheren, tandheelkundigen, apothekers en kinesitherapeuten moeten voldoen om recht te hebben op de sociale voordelen. Hij kan de modaliteiten bepalen voor het controleren van deze voorwaarden en de procedure vastleggen voor het terugvorderen van het aandeel van het Instituut indien aan de voorwaarden niet is voldaan.

De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden en volgens welke modaliteiten het aandeel van het Instituut kan worden gestort onder de vorm van voorschotten aan de instellingen waarmee de voormelde contracten zijn gesloten.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in het derde lid van deze paragraaf, kunnen de geneesheren, tandheelkundigen, apothekers en kinesitherapeuten, die niet zijn onderworpen aan het koninklijk besluit nr 38 van 27 juli 1967 houdende invoering van het sociaal statuut van de zelfstandigen, en die zijn toegetreden tot de akkoorden of overeenkomsten omschreven in § 1, eerste alinea, bijdragen storten in het kader van een rust- en overlijdensverzekeringcontract dat voldoet aan de voorwaarden bepaald in § 1, tweede alinea.

De bijdragen worden, voor de toepassing van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992, beschouwd als persoonlijke bijdragen ter uitvoering van de sociale wetgeving in de zin van artikel 52, 7°, van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992, in zoverre die bijdragen, niet hoger zijn dan dan de maximale bijdrage die wordt bekomen met toepassing van de artikelen 44, § 2, en 46, § 1, van de programmawet (I) van 24 december 2002.

De geneesheren, tandheelkundigen, apothekers en kinesitherapeuten bedoeld in § 1, die daarnaast een beroepsbezigheid als zelfstandige uitoefenen als bedoeld in artikel 12, § 2, van het koninklijk besluit nr 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut des zelfstandigen, komen eveneens voor dit voordeel in aanmerking met betrekking tot het deel van hun beroepsinkomsten wavoor zij niet zijn onderworpen aan voormeld koninklijk besluit nr 38.

Het totale bedrag ten opzichte waarvan de in artikel 59, derde lid, van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde beperking moet worden beoordeeld, omvat de pensioenen die met de bijdragen omschreven in § 2, eerste lid, zijn gevormd.

§ 3. Benevens de voordelen die in het raam van het sociaal statuut van de geneesheren overeenkomstig de hiervoren bedoelde bepalingen worden toegekend, kan de Koning, na advies van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, aanzienlijker voordelen of andere voordelen toekennen aan alle of aan sommige categorieën van geneesheren die geacht worden te zijn toegetreden tot de termen van het akkoord, en de voorwaarden en toepassingsregelen ter zake bepalen.

Die uitgave wordt, binnen de budgettaire beperkingen vastgesteld door de Regering, geboekt op de begroting van de administratiekosten van het Instituut en wordt integraal ten laste genomen door de tak geneeskundige verzorging. » .

**Art. 129.** Artikel 128 treedt in werking op 1 januari 2004.

#### Afdeling 4. — Diverse bepalingen

**Art. 130.** In artikel 134 van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidende :

« § 2. De toekenning van de uitkeringen die onder titel IV zijn bepaald, wordt stopgezet zolang de gerechtigde niet voldoet aan de controleverplichtingen welke hem door iedere krachtens de gecoördineerde wet bevoegde persoon worden opgelegd. » .

**Art. 131.** Artikel 136, § 4, van dezelfde wet, wordt opgeheven.

**Art. 132.** Artikel 186, vierde lid, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 24 december 2002, wordt ingetrokken.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen aan de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, en aan de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994*

#### Afdeling 1. — Wijzigingen aan de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen

**Art. 133.** In artikel 3, eerste lid, b), van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, wordt in de Franse tekst het woord "affiliés" vervangen door het woord "membres".

**Art. 134.** Un article *3bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. *3bis*. Les cotisations pour les services visés aux articles 3, alinéa 1<sup>er</sup>, *b*) et *c*), et 7, § 2, sont dues par mois.

L'affiliation aux services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut prendre cours au plus tôt :

1° pour une personne qui était affiliée pour le service visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, *a*), auprès d'une mutualité en qualité de personne à charge et qui s'inscrit comme titulaire auprès d'une autre mutualité :

*a*) le premier jour du trimestre de l'entrée en vigueur de l'inscription précitée, pour ce qui concerne le service visé à l'article *27bis*, alinéa 1<sup>er</sup>;

*b*) le premier jour du mois qui suit la signature de la demande d'affiliation, pour ce qui concerne les autres services visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, *b*) et *c*);

2° dans l'hypothèse d'une affiliation non visée au 1°, auprès d'une autre mutualité, à partir du premier jour du trimestre de l'entrée en vigueur de cette affiliation.

Si des cotisations ont été payées par une personne pour un service visé aux articles 3, alinéa 1<sup>er</sup>, *b*) et *c*), et 7, § 2, pour une période au cours de laquelle elle n'est plus affiliée auprès de ce service, l'union nationale ou la mutualité doit rembourser les cotisations indues dans les trois mois de la fin de l'affiliation. » .

**Art. 135.** Un article *3ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. *3ter*. La couverture pour les services visés aux articles 3, alinéa 1<sup>er</sup>, *b*) et *c*), et 7, § 2, doit rester garantie, pour autant que le membre concerné soit en ordre de cotisations :

1° dans le cas visé à l'article *3bis*, alinéa 2, 1°, *a*), jusqu'à la date à laquelle l'inscription en qualité de titulaire auprès d'une autre mutualité entre en vigueur;

2° dans le cas visé à l'article *3bis*, alinéa 2, 1°, *b*), jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'intéressé a signé sa demande d'inscription en qualité de titulaire auprès d'une autre mutualité;

3° pour une personne visée par l'article *3bis*, alinéa 2, 2°, jusqu'à la fin du trimestre qui précède l'entrée en vigueur de l'affiliation auprès d'une autre mutualité. » .

**Art. 136.** A l'article 5, § 5, de la même loi, modifié par la loi du 12 août 2000, les mots "ne peut sortir ses effets qu'au" sont remplacés par les mots "entre en vigueur le".

**Art. 137.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 12 août 2000, le mot "cinq" est remplacé par le mot "trois".

**Art. 138.** A l'article 18 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Si le quorum de présence exigé n'est pas atteint la première fois, une deuxième assemblée générale est convoquée. Ne peuvent être repris à l'ordre du jour de cette assemblée, que des points qui étaient inscrits à l'ordre du jour de la première assemblée générale. Cette seconde assemblée générale délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents. » ;

2° le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° un administrateur d'une mutualité ou d'une union nationale qui est également membre de l'assemblée générale de la même entité ne peut pas participer à la délibération et au vote concernant la proposition de sa révocation;

2° les statuts peuvent exclure certains membres du vote pour les points concernant des services ou activités auxquels les catégories de membres ou la mutualité qu'ils représentent ne participent pas. » ;

3° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Les personnes exclues du vote visées à l'alinéa 2 ne sont pas prises en considération pour le calcul du quorum de présences pour le point de l'ordre du jour concerné. » .

**Art. 134.** In dezelfde wet wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidende :

« Art. *3bis*. De bijdragen voor de diensten bedoeld in de artikelen 3, eerste lid, *b*) en *c*), en 7, § 2, zijn verschuldigd per maand.

De aansluiting bij de diensten bedoeld in het eerste lid kan ten vroegste aanvagen :

1° voor een persoon die voor de dienst bedoeld in artikel 3, eerste lid, *a*), bij een ziekenfonds aangesloten was in de hoedanigheid van persoon ten laste en die zich als gerechtigde inschrijft bij een ander ziekenfonds :

*a*) op de eerste dag van het kwartaal van inwerkingtreding van voormelde inschrijving, wat de dienst bedoeld in artikel *27bis*, eerste lid, betreft;

*b*) op de eerste dag van de maand die volgt op de ondertekening van de aansluitingsaanvraag, wat de andere diensten bedoeld in artikel 3, eerste lid, *b*) en *c*), betreft;

2° in geval van een aansluiting die niet bedoeld wordt door 1°, bij een ander ziekenfonds, vanaf de eerste dag van het kwartaal van inwerkingtreding van deze aansluiting.

Indien een persoon voor een dienst bedoeld in de artikelen 3, eerste lid, *b*) en *c*), en 7, § 2, bijdragen heeft betaald die een periode betreffen waarin hij niet meer aangesloten is bij deze dienst, dient de landsbond of het ziekenfonds de niet-verschuldigde bijdragen terug te betalen binnen de drie maanden na het einde van de aansluiting. » .

**Art. 135.** In dezelfde wet wordt een artikel *3ter* ingevoegd, luidende :

« Art. *3ter*. De dekking voor de diensten bedoeld in de artikelen 3, eerste lid, *b*) en *c*), en 7, § 2, moet, voor zover het betrokken lid in regel is met de bijdragen, gewaarborgd blijven :

1° in het geval bedoeld in artikel *3bis*, tweede lid, 1°, *a*), tot de datum waarop de inschrijving in de hoedanigheid van gerechtigde bij een ander ziekenfonds in werking treedt;

2° in het geval bedoeld in artikel *3bis*, tweede lid, 1°, *b*), tot op het einde van de maand tijdens dewelke de betrokkene zijn aanvraag tot inschrijving als gerechtigde bij een ander ziekenfonds heeft ondertekend;

3° voor een persoon bedoeld in artikel *3bis*, tweede lid, 2°, tot op het einde van het kwartaal dat voorafgaat aan de inwerkingtreding van de aansluiting bij een ander ziekenfonds. » .

**Art. 136.** In artikel 5, § 5, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, worden de woorden "kan enkel uitwerking hebben" vervangen door de woorden "heeft uitwerking op".

**Art. 137.** In artikel 6, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "drie".

**Art. 138.** In artikel 18 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Indien het vereiste aanwezigheidsquorum de eerste maal niet is bereikt, wordt een tweede algemene vergadering bijeengeroepen. Op de dagorde van deze vergadering kunnen slechts punten worden hernomen die op de dagorde van de eerste algemene vergadering stonden. Deze tweede algemene vergadering beraadslaat geldig welke ook het aantal aanwezige leden zij. » ;

2° § 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van het eerste lid :

1° mag een bestuurder van een ziekenfonds of van een landsbond die eveneens lid is van de algemene vergadering van dezelfde entiteit niet deelnemen aan de beraadslaging en de stemming aangaande het voorstel van zijn afzetting;

2° kunnen de statuten bepaalde leden uitsluiten van de stemming voor de punten die betrekking hebben op diensten of activiteiten waaraan de categorieën van leden of het ziekenfonds dat ze vertegenwoordigen, niet deelnemen. » ;

3° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De personen uitgesloten van de stemming bedoeld in het tweede lid worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van het aanwezigheidsquorum voor het betrokken agendapunt. » .



**Art. 139.** L'article 28, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 12 août 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'Office de contrôle détermine dans quelle mesure, dans quels cas et dans quelles conditions :

1° les mutualités doivent obtenir la garantie financière de l'union nationale auprès de laquelle elles sont affiliées;

2° les sociétés mutualistes visées à l'article 43bis doivent obtenir la garantie financière des mutualités qui sont affiliées auprès d'elles. » .

**Art. 140.** L'article 29, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 2 août 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 2, 2°, les dispositions de la loi précitée du 17 juillet 1975 relatives aux sanctions pénales des administrateurs, des gérants, des directeurs et des fondés de pouvoir ne sont pas applicables aux administrateurs, mandataires et préposés des mutualités et des unions nationales. » .

**Art. 141.** L'article 43quater, § 3, de la même loi, est complété comme suit :

« 3° relative à l'octroi d'avantages dans le cadre de services visés aux articles 3, alinéa 1<sup>er</sup>, b) et c), et 7, § 2, qui mentionne des conditions limitatives au sujet de leur disponibilité. » .

**Art. 142.** A l'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 12 août 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots "à partir du 1<sup>er</sup> janvier" sont remplacés par les mots "le 1<sup>er</sup> janvier";

2° l'article est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. L'assemblée générale et le conseil d'administration de la mutualité ou de l'union nationale issue de la fusion sont composés, jusqu'aux prochaines élections mutualistes, des membres de respectivement l'assemblée générale et du conseil d'administration des entités qui ont fusionné. » .

Par dérogation à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, les statuts de l'entité issue de la fusion peuvent prévoir que, pendant une période de deux ans au maximum mais toutefois au plus tard jusqu'aux prochaines élections mutualistes, un quorum de présences et une majorité, tels que visés par les articles 18, § 1<sup>er</sup>, et 19, alinéa 2, sont exigés, tant au niveau de l'ensemble des membres de l'assemblée générale que des groupes formés par les membres des assemblées générales des entités qui ont fusionné. » .

**Art. 143.** A l'article 46bis de la même loi, inséré par la loi du 14 janvier 2002, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Par dérogation aux articles 14 et 19, les organes d'une mutualité ou d'une union nationale continuent à exister, pour les opérations qui ont trait à la liquidation et jusqu'à la clôture de cette dernière, tels qu'ils étaient composés à la suite des dernières élections. » .

**Art. 144.** A l'article 48, § 2, de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« L'indemnisation des membres visés par l'alinéa 1<sup>er</sup> peut s'effectuer sur une base actuarielle. » .

**Art. 145.** L'article 52, 3°, de la même loi, modifié par la loi du 12 août 2000, est remplacé comme suit :

« 3° de contrôler le respect par les mutualités et les unions nationales des dispositions administratives, comptables et financières qu'elles sont tenues d'appliquer en vertu de la présente loi et des dispositions comptables et financières qu'elles sont tenues d'appliquer en vertu de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, précitée, et à cette fin, de récolter des informations auprès d'autres services publics; » .

**Art. 146.** L'article 59 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 59. Les membres du Conseil et du Comité technique de l'Office de contrôle, les membres du personnel de cet Office, les réviseurs visés à l'article 32, ainsi que les personnes qui ont exercé auparavant les fonctions précitées, sont soumis à un devoir de discrétion quant aux faits dont ils ont eu connaissance en raison de leur fonction.

Il ne peut être dérogé à l'alinéa 1<sup>er</sup> que lorsque l'Office de contrôle :

1° s'adresse à un service public pour récolter des informations en application de l'article 52, 3°;

**Art. 139.** Artikel 28, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, wordt vervangen als volgt :

« § 3. De Controledienst bepaalt in welke mate, in welke gevallen en onder welke voorwaarden :

1° de ziekenfondsen de financiële waarborg moeten verkrijgen van de landsbond waarbij zij zijn aangesloten;

2° de in artikel 43bis bedoelde maatschappijen van onderlinge bijstand de financiële waarborg moeten verkrijgen van de ziekenfondsen die bij hen zijn aangesloten. » .

**Art. 140.** Artikel 29, § 1, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het tweede lid, 2°, zijn de bepalingen van de voornoemde wet van 17 juli 1975 die betrekking hebben op de strafrechtelijke sanctionering van bestuurders, zaakvoerders, directeurs en procuratiewaarders niet van toepassing op de bestuurders, de gevolmachtigden en de aangestelden bij ziekenfondsen en landsbonden. » .

**Art. 141.** Artikel 43quater, § 3, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 3° betreffende de toekenning van voordelen in het kader van diensten bedoeld in de artikelen 3, eerste lid, b) en c), en 7, § 2, onder beperkende voorwaarden met betrekking tot hun beschikbaarheid. » .

**Art. 142.** In artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden "vanaf 1 januari" vervangen door de woorden "op 1 januari";

2° het artikel wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. De algemene vergadering en de raad van bestuur van het ziekenfonds of de landsbond ontstaan door fusie zijn tot de volgende mutualistische verkiezingen samengesteld uit de leden van respectievelijk de algemene vergadering en de raad van bestuur van de fusierende entiteiten.

In afwijking van artikel 18, § 1, kunnen de statuten van de entiteit die voortvloeit uit de fusie voorzien dat, gedurende een periode van ten hoogste twee jaar doch uiterlijk tot de eerstvolgende mutualistische verkiezingen, een aanwezigheidsquorum en stemmingsmeerderheid zoals bedoeld in de artikelen 18, § 1, en 19, tweede lid, wordt vereist van zowel het geheel der leden van de algemene vergadering als van de groepen gevormd door de leden van de algemene vergaderingen van de fusierende entiteiten. » .

**Art. 143.** In artikel 46bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 januari 2002, wordt tussen het eerste en het tweede lid, het volgende lid ingevoegd :

« Voor de verrichtingen die verbonden zijn aan de vereffening, en dit tot de sluiting ervan, blijven, in afwijking van de artikelen 14 en 19, de organen van een ziekenfonds of een landsbond verder bestaan zoals samengesteld ingevolge de laatste verkiezingen. » .

**Art. 144.** In artikel 48, § 2, van dezelfde wet, wordt tussen het eerste en het tweede lid, het volgende lid ingevoegd :

« De vergoeding van de leden bedoeld in het eerste lid, kan op actuariële basis worden verricht. » .

**Art. 145.** Artikel 52, 3°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, wordt vervangen als volgt :

« 3° toezicht te houden op de naleving door de ziekenfondsen en de landsbonden van de administratieve, boekhoudkundige en financiële bepalingen die zij krachtens deze wet dienen toe te passen, en van de boekhoudkundige en financiële bepalingen die zij krachtens en in uitvoering van voornoemde gecoördineerde wet van 14 juli 1994 dienen toe te passen en met het oog hierop inlichtingen in te winnen bij andere overheidsdiensten; » .

**Art. 146.** Artikel 59 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 59. De leden van de Raad en van het Technisch Comité van de Controledienst, de personeelsleden van deze Dienst, de revisoren bedoeld in artikel 32, alsook de personen die voorheen de voornoemde functies hebben uitgeoefend, hebben zwijgplicht omtrent de feiten waarvan ze wegens hun functie kennis gekregen hebben.

Op het eerste lid wordt slechts een uitzondering gemaakt wanneer de Controledienst :

1° zich in toepassing van artikel 52, 3°, wendt tot een overheidsdienst om inlichtingen in te winnen;

2° communique au Service de contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en application de l'article 52, 7°, une infraction aux dispositions de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 précitée ou à ses arrêtés d'exécution;

3° communique au service public compétent, une infraction à d'autres dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité sociale, constatée dans le cadre de ses missions légale;

4° communique au Service public fédéral Finances une infraction aux dispositions légales et réglementaires en matière fiscale qu'il a constatée dans le cadre de ses missions légales;

5° est convoqué pour témoigner dans le cadre d'affaires pénales;

6° communique des données confidentielles dans le cadre d'une procédure administrative ou judiciaire dans laquelle l'Office de contrôle est partie;

7° dénonce des infractions pénales visées par les articles 63, 64 et 65 qu'il a constatées dans le cadre de ses missions légales;

8° dénonce des infractions pénales, commises soit par des préposés de l'Office de contrôle, soit par des tiers, dans les locaux de l'Office de contrôle ou à l'occasion du fonctionnement de l'Office de contrôle.

L'article 29 du Code d'instruction criminelle n'est pas applicable aux personnes visées par l'alinéa 1<sup>er</sup>. » .

**Art. 147.** A l'article 60bis de la même loi, remplacé par la loi du 2 août 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Une amende administrative de 100 euros à 500 euros peut être prononcée en cas de non-respect des délais visés par ou en vertu des articles 3bis, alinéa 3, 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 28, § 4, alinéa 2, 30, alinéa 2, 35, alinéa 3, 36, alinéa 1<sup>er</sup>, et 43, §§ 3 et 4, alinéa 3. » ;

2° l'alinéa 5 est complété comme suit :

« 3° en cas d'octroi à un administrateur d'une mutualité ou d'une union nationale d'une indemnité dont la nature n'est pas mentionnée dans les statuts en méconnaissance de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9° ;

4° en cas d'octroi à un administrateur d'une mutualité ou d'une union nationale d'une rémunération en méconnaissance de l'article 22;

5° en cas d'affectation de fonds en méconnaissance de l'article 29, § 4;

6° en cas de collaboration, interdite par l'article 43, § 2, alinéa 2, avec une personne juridique de droit public ou de droit privé;

7° si le conseil d'administration d'une mutualité ou d'une union nationale ne fait pas, en application de l'article 43, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, au moins une fois par an rapport à l'assemblée générale sur l'exécution des accords de collaboration conclus, ainsi que sur les moyens apportés à cet effet;

8° si le rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale sur l'exécution des accords de collaboration conclus ne contient pas les données minimales visées à l'article 43, § 4, alinéa 2. » .

**Art. 148.** L'article 60quater, alinéa 6, de la même loi, inséré par la loi du 12 août 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« L'Office de contrôle perçoit les amendes administratives. Lorsque celles-ci acquièrent un caractère définitif, elles sont versées à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité au profit du secteur des soins de santé de l'assurance obligatoire, conformément à l'article 192, 1°, j), de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, précitée. » .

**Art. 149.** A l'article 70 de la même loi, remplacé par la loi du 12 août 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots "dont les statuts limitent l'affiliation" sont remplacés par les mots "qui limite l'affiliation";

2° le § 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de ce paragraphe, est assimilée au conjoint, la personne avec laquelle il y a cohabitation légale. » ;

2° in toepassing van artikel 52, 7°, aan de Dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering een schending mededeelt van de bepalingen van voornoemde gecoördineerde wet van 14 juli 1994 of van haar uitvoeringsbesluiten;

3° een inbreuk op de andere wettelijke en reglementaire bepalingen inzake sociale zekerheid die hij heeft vastgesteld in het kader van zijn wettelijke opdrachten, mededeelt aan de bevoegde overheidsdienst;

4° een inbreuk op de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake fiscale aangelegenheden die hij heeft vastgesteld in het kader van zijn wettelijke opdrachten, mededeelt aan de Federale Overheidsdienst Financiën;

5° opgeroepen wordt om een getuigenis af te leggen in strafzaken;

6° vertrouwelijke gegevens mededeelt in het kader van een administratieve of gerechtelijke procedure waarin de Controledienst partij is;

7° aangifte doet van de door hem in het kader van zijn wettelijke opdrachten opgedragen vastgestelde strafrechtelijke misdrijven bedoeld in de artikelen 63, 64 en 65;

8° aangifte doet van strafrechtelijke misdrijven, begaan hetzij door aangestelden van de Controledienst, hetzij door derden, in de lokalen van de Controledienst of begaan naar aanleiding van de werking van de Controledienst.

Artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering is niet van toepassing op de personen bedoeld in het eerste lid. » .

**Art. 147.** In artikel 60bis van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 2 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Een administratieve geldboete van 100 euro tot 500 euro kan worden uitgesproken in geval van niet naleving van de termijn bedoeld door of krachtens de artikelen 3bis, derde lid, 11, § 1, eerste lid, 28, § 4, tweede lid, 30, tweede lid, 35, derde lid, 36, eerste lid, en 43, §§ 3 en 4, derde lid. » ;

2° het vijfde lid wordt aangevuld als volgt :

« 3° in geval van toekenning aan een bestuurder van een ziekenfonds of een landsbond van een vergoeding waarvan de aard niet opgenomen werd in de statuten in miskenning van artikel 9, § 1, eerste lid, 9° ;

4° in geval van toekenning aan een bestuurder van een ziekenfonds of een landsbond van een bezoldiging met miskenning van artikel 22;

5° in geval van aanwending van fondsen met miskenning van artikel 29, § 4;

6° in geval van een door artikel 43, § 2, tweede lid, verboden samenwerking met een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon;

7° wanneer de raad van bestuur van een ziekenfonds of van een landsbond in strijd met artikel 43, § 4, eerste lid, niet ten minste eenmaal per jaar verslag uitbrengt aan de algemene vergadering over de uitvoering van de gesloten samenwerkingsakkoorden, alsook over de wijze van aanwending van de middelen die werden ingebracht;

8° wanneer het verslag van de raad van bestuur aan de algemene vergadering over de uitvoering van de gesloten samenwerkingsakkoorden niet de minimale gegevens bedoeld in artikel 43, § 4, tweede lid bevat. » .

**Art. 148.** Artikel 60quater, zesde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 12 augustus 2000, wordt vervangen als volgt :

« De Controledienst ontvangt de administratieve geldboetes. Wanneer deze een definitief karakter bekomen worden ze aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering doorgestuurd ten behoeve van de tak geneeskundige verzorging van de verplichte verzekering, overeenkomstig artikel 192, 1°, j), van de voornoemde gecoördineerde wet van 14 juli 1994. » .

**Art. 149.** In artikel 70 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 12 augustus 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "waarvan de statuten de aansluiting beperken" vervangen door de woorden "die de aansluiting beperkt";

2° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van deze paragraaf wordt met de echtgeno(o)t(e) gelijkgesteld, de persoon waarmee wettelijk wordt samengewoond. » ;

3° au § 3, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le Roi peut subordonner le maintien de la qualité de société mutualiste, visée par le § 1<sup>er</sup>, b) et le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, au fait d'atteindre un montant minimal de prestations payées, qu'il fixe, dans le cadre des services visés par l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, b) et c). » .

**Art. 150.** Les articles 71 et 72 de la même loi sont abrogés.

**Art. 151.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 137.

L'article 148 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

*Section 2. — Modifications à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994*

**Art. 152.** A l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée par la loi du 22 août 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 10<sup>ter</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« 10<sup>ter</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 et jusqu'au 31 décembre 2003 inclus, 100 p.c. des intérêts financiers sur la partie distincte appelée fonds des cotisations, du fonds de réserve visé à l'article 199, § 1<sup>er</sup>, alimentée par une cotisation des titulaires et/ou par un versement provenant des moyens propres des organismes assureurs visés à l'article 199, § 2, alinéas 2 et 3.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, 100 p.c. du solde des produits financiers et des charges financières sur la partie distincte appelée fonds des cotisations, du fonds de réserve visé à l'article 199, § 1<sup>er</sup>, alimentée par une cotisation des titulaires et/ou par un versement provenant des moyens propres des organismes assureurs visés à l'article 199, § 2, alinéas 2 et 3; »;

2° un 28° est inséré, rédigé comme suit :

« 28° le produit des amendes administratives prononcées par le Conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités en application de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, que l'Institut reçoit de l'Office de contrôle. Le Roi fixe la partie de ces ressources destinée au financement de l'assurance soins de santé du régime des travailleurs indépendants. » .

**Art. 153.** L'article 192, alinéa 4, 1°, j), alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 25 janvier 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« j) les ressources visées à l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 12° à 20°, 23°, 24° et 28°; ».

**Art. 154.** A l'article 199 de la même loi, modifié par la loi du 24 décembre 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 2003 inclus, le fonds spécial de réserve est alimenté par la partie du boni visée à l'article 198, § 2, ou par 80 p.c. des intérêts financiers visés à l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>bis</sup>, sur le fonds des bonis et/ou par le solde des produits financiers et des charges financières, visé par l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>ter</sup>, ou par une cotisation des titulaires et/ou par un versement provenant des moyens propres de l'organisme assureur. » ;

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le fonds spécial de réserve est alimenté par la partie du boni visée à l'article 198, § 2, ou par 80 p.c. des intérêts financiers visés à l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>bis</sup>, sur le fonds des bonis et/ou par le solde des produits financiers et des charges financières, visé par l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>ter</sup>, ou par une cotisation des titulaires et/ou par un versement provenant des moyens propres de l'organisme assureur. » ;

3° au § 3, alinéa 4, les mots "jusqu'au 31 décembre 2003 inclus" sont insérés entre les mots "A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997" et les mots "les produits annuels d'intérêts".

**Art. 155.** Les articles 152, 2°, et 153 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Les articles 152, 1°, et 154 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

3° in § 3 wordt tussen het eerste en het tweede lid, het volgende lid ingevoegd :

« De Koning kan het behoud van de hoedanigheid van maatschappij van onderlinge bijstand zoals bedoeld in § 1, b), en § 2, eerste lid, afhankelijk maken van het bereiken van een door Hem vastgesteld minimaal bedrag aan uitgekeerde prestaties in het kader van de diensten bedoeld in artikel 3, eerste lid, b) en c). » .

**Art. 150.** De artikelen 71 en 72 van dezelfde wet worden opgeheven.

**Art. 151.** De Koning bepaalt de datum waarop artikel 137 in werking treedt.

Artikel 148 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

*Afdeling 2. — Wijzigingen aan de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994*

**Art. 152.** In artikel 191, eerste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 22 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 10<sup>ter</sup>, wordt vervangen als volgt :

« 10<sup>ter</sup>. Vanaf 1 januari 1997 tot en met 31 december 2003, 100 pct. van de financiële interesten op het afzonderlijke deel, bijdragefonds genoemd, van het in artikel 199, § 1, bedoelde reservefonds dat wordt gestijfd door een bijdrage van de gerechtigden en/of door een storting uit de eigen middelen van de verzekeringsinstellingen, bedoeld in artikel 199, § 2, tweede en derde lid.

Vanaf 1 januari 2004, 100 pct. van het saldo van de financiële opbrengsten en de financiële kosten van het afzonderlijke deel, bijdragefonds genoemd, van het in artikel 199, § 1, bedoelde reservefonds dat wordt gestijfd door een bijdrage van de gerechtigden en/of door een storting uit de eigen middelen van de verzekeringsinstellingen, bedoeld in artikel 199, § 2, tweede en derde lid; »;

2° een 28° wordt ingevoegd, luidende :

« 28° de opbrengst van de administratieve geldboetes door de Raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen uitgesproken in toepassing van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, die het Instituut van de Controledienst ontvangt. De Koning stelt het gedeelte van die inkomsten vast dat bestemd is voor de financiering van de verzekering voor geneeskundige verzorging van de regeling voor de zelfstandigen. » .

**Art. 153.** Artikel 192, vierde lid, 1°, j), eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, wordt vervangen als volgt :

« j) de in artikel 191, eerste lid, 12° tot 20°, 23°, 24° en 28°, bedoelde inkomsten; ».

**Art. 154.** In artikel 199 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 december 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Van 1 januari 1997 tot en met 31 december 2003 wordt het bijzonder reservefonds gestijfd door het in artikel 198, § 2, bedoelde deel van het boni of door 80 pct. van de financiële interesten, bedoeld in artikel 191, eerste lid, 10<sup>bis</sup>, op het fonds van de boni's of door een bijdrage van de gerechtigden of door een storting uit de eigen middelen van de verzekeringsinstelling. » ;

2° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Vanaf 1 januari 2004 wordt het bijzonder reservefonds gestijfd door het in artikel 198, § 2, bedoelde deel van het boni en/of door 80 pct. van de financiële interesten, bedoeld in artikel 191, eerste lid, 10<sup>bis</sup>, op het fonds van de boni's of door het saldo van de financiële opbrengsten en de financiële kosten, bedoeld in artikel 191, eerste lid, 10<sup>ter</sup>, of door een bijdrage van de gerechtigden en/of door een storting uit de eigen middelen van de verzekeringsinstelling. » ;

3° in § 3, vierde lid, worden de woorden "tot en met 31 december 2003" ingevoegd tussen de woorden "Met ingang van 1 januari 1997" en het woord "worden".

**Art. 155.** De artikelen 152, 2°, en 153 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

De artikelen 152, 1°, en 154 treden in werking op 1 januari 2004.

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes*

**Art. 156.** L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, est remplacé par la disposition suivante :

« La présente loi est applicable au prélèvement d'organes, de tissus ou de cellules du corps d'une personne, appelée "donneur", en vue de la transplantation de ces organes, tissus ou cellules à des fins thérapeutiques sur le corps de la même personne ou d'une autre personne, appelée "receveur". » .

**Art. 157.** L'article 1<sup>er</sup>, § 3, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Roi peut fixer des règles et imposer des conditions ou des restrictions au prélèvement, à la conservation, à la préparation, à l'importation, au transport, à la distribution et à la délivrance d'organes, de tissus et de cellules.

Toute exécution de l'alinéa 1<sup>er</sup> postérieure à l'entrée en vigueur de la loi-programme du 22 décembre 2003 se fera par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. » .

**Art. 158.** A l'article 3 de la même loi, les mots "de tissus ou d'organes", sont remplacés par les mots "de tissus, de cellules ou d'organes".

**Art. 159.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "d'organes et de tissus" sont remplacés par les mots "d'organes, de tissus et de cellules".

**Art. 160.** A l'article 5 de la même loi, les mots "d'organes et de tissus" sont remplacés par les mots "d'organes, de tissus et de cellules".

**Art. 161.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "sur des organes ou des tissus" sont remplacés par les mots "sur des organes, des tissus ou des cellules";

2° les mots "d'organes ou de tissus" sont remplacés par les mots "d'organes, de tissus ou de cellules".

**Art. 162.** L'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le prélèvement de cellules sur des personnes vivantes ne peut normalement pas avoir de conséquences graves pour le donneur, il peut être effectué sur une personne n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans. » .

**Art. 163.** A l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "d'organes ou de tissus" sont remplacés par les mots "d'organes, de tissus ou de cellules".

**Art. 164.** A l'article 9 de la même loi, les mots "d'organes ou de tissus" sont remplacés par les mots "d'organes, de tissus ou de cellules".

**Art. 165.** A l'articles 10, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "Des organes et des tissus" sont remplacés par les mots "Des organes, des tissus et des cellules".

**Art. 166.** A l'article 12 de la même loi, les mots "des organes" sont remplacés par les mots "des organes, des tissus et des cellules".

**Art. 167.** A l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "d'organes ou de tissus" sont remplacés par les mots "d'organes, de tissus ou de cellules".

**Art. 168.** A l'article 13, § 2, de la même loi, les mots "d'organes ou de tissus" sont remplacés par les mots "d'organes, de tissus ou de cellules".

CHAPITRE 4. — *Loi sur les hôpitaux*

Section 1<sup>re</sup>. — Base légale

pour prendre à nouveau les arrêtés ministériels du 30 décembre 1996

**Art. 169.** Le Roi peut, avant le 31 décembre 2004 et en ce qui concerne la période du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 30 juin 2002, donner exécution aux articles 87, 88, 93, 94, 97 et 99 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 tels qu'ils étaient d'application à ce moment-là.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen*

**Art. 156.** Artikel 1, § 1, eerste lid, van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, wordt vervangen als volgt :

« Deze wet is van toepassing op het wegnemen van organen, weefsels of cellen van het lichaam van een persoon, "donor" genoemd, met het oog op het voor therapeutische doeleinden transplanteren van die organen, weefsels of cellen op het lichaam van dezelfde of een andere persoon, "receptor" genoemd. » .

**Art. 157.** Artikel 1, § 3, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« § 3. De Koning kan regels stellen en voorwaarden of beperkingen opleggen betreffende het wegnemen, bewaren, bereiden, invoeren, vervoeren, distribueren en afleveren van organen, weefsels en cellen.

Elke uitvoering van het eerste lid na de inwerkingtreding van de programmawet van 22 december 2003 zal geschieden bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. » .

**Art. 158.** In artikel 3 van dezelfde wet, worden de woorden "van weefsels of organen" vervangen door de woorden "van weefsels, cellen of organen".

**Art. 159.** In artikel 4, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "van organen of weefsels" vervangen door de woorden "van organen, weefsels of cellen".

**Art. 160.** In artikel 5 van dezelfde wet, worden de woorden "van organen of weefsels" vervangen door de woorden "van organen, weefsels of cellen".

**Art. 161.** In artikel 6, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "op organen of weefsels" worden vervangen door de woorden "op organen, weefsels of cellen";

2° de woorden "van organen of weefsels" worden vervangen door de woorden "van organen, weefsels of cellen".

**Art. 162.** Artikel 7, § 1, van dezelfde wet, wordt aangevuld met het volgend lid :

« Wanneer de wegneming van cellen bij levenden normalerwijze geen ernstige gevolgen kan hebben voor de donor dan kan zij worden verricht op de personen die de leeftijd van 18 jaar niet bereikt hebben. » .

**Art. 163.** In artikel 8, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "van een orgaan of weefsel" vervangen door de woorden "van een orgaan, weefsel of cel".

**Art. 164.** In artikel 9 van dezelfde wet, worden de woorden "van een orgaan of weefsel" vervangen door de woorden "van een orgaan, weefsel of cel".

**Art. 165.** In artikel 10, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "Organen en weefsels" vervangen door de woorden "Organen, weefsels en cellen".

**Art. 166.** In artikel 12 van dezelfde wet, worden de woorden "van de organen" vervangen door de woorden "van de organen, de weefsels en de cellen".

**Art. 167.** In artikel 13, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "van organen of weefsels" vervangen door de woorden "van organen, weefsels of cellen".

**Art. 168.** In artikel 13, § 2, van dezelfde wet, worden de woorden "van organen of weefsels" vervangen door de woorden "van organen, weefsels of cellen".

HOOFDSTUK 4. — *Wet op de ziekenhuizen*

Afdeling 1. — Wettelijke basis voor het opnieuw voorzien in de ministeriële besluiten van 30 december 1996

**Art. 169.** De Koning kan vóór 31 december 2004, voor de periode tussen 1 januari 1997 en 30 juni 2002, uitvoering geven aan de artikelen 87, 88, 93, 94, 97 en 99 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 zoals deze op dat ogenblik van toepassing waren.

*Section 2. — Sanction en cas d'infraction à l'article 76quinquies*

**Art. 170.** L'article 116 de la même loi coordonnée, modifié par les lois des 30 mars 1994 et 14 janvier 2002, est complété par un point 12°, libellé comme suit :

« 12° celui qui, en violation de l'article 76quinquies, exécute, en dehors d'un hôpital agréé, des actes médicaux dont l'exécution requiert un cadre hospitalier ou celui qui exécute, dans un cadre hospitalier, des actes médicaux qui doivent être exécutés en dehors de celui-ci. » .

*Section 3. — Remplacer une notion dans l'article 47*

**Art. 171.** A l'article 47, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, modifié par la loi du 14 janvier 2002, les mots "à charge du budget de l'Etat" sont à chaque fois remplacés par les mots "par l'Etat".

CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 26 mars 2003 réglementant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexpliqué d'un enfant de moins de dix-huit mois*

**Art. 172.** L'article 4 de la loi du 26 mars 2003 réglementant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexpliqué d'un enfant de moins de dix-huit mois, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi détermine ce qu'il y a lieu de considérer, pour l'application de la présente loi, comme centre de mort subite du nourrisson et comme service d'anatomopathologie. » .

CHAPITRE 6. — *Arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé*

*Section 1<sup>re</sup>. — BIAC*

**Art. 173.** Article 4, § 3bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de santé, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 4, § 3, 1°, le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut autoriser le transfert d'une officine ouverte au public vers les bâtiments des aéroports en tenant compte des besoins d'une dispensation adéquate, efficace et régulière des médicaments. » .

*Section 2. — Kinésithérapie*

**Art. 174.** L'article 54quater, 1° et 2°, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, est remplacé par la disposition suivante :

« aux personnes agréées par le service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, conformément à l'article 215 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, aux personnes disposant d'un certificat d'immatriculation délivré par le ministre de la Santé publique en vertu de l'article 10 de l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes, et aux titulaires d'un diplôme en kinésithérapie sanctionnant une formation, qui correspond à une formation d'au moins trois ans dans le cadre d'un enseignement supérieur de plein exercice, pour autant qu'elles soient titulaires de ce diplôme avant le 1<sup>er</sup> novembre 2002. » .

*Section 3. — Mise à disposition de médicaments pour la recherche - Signature électronique*

**Art. 175.** L'article 4, § 2, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, est complété par un 7°, libellé comme suit :

« 7° la mise à disposition par un médecin ou une autre personne exerçant une profession agréée aux fins de travaux d'investigation sur la base de connaissances scientifiques et de l'expérience dans le domaine des soins aux patients, de médicaments pour la recherche aux conditions à fixer éventuellement par le Roi; cette mise à disposition ne peut pas donner lieu à des honoraires ou des profits. » .

**Art. 176.** A l'article 21 du même arrêté, modifié par les lois du 22 février 1994 et 10 août 2001, un alinéa 2 est inséré après l'alinéa 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit :

« Si la signature électronique est utilisée, celle-ci doit être avancée, réalisée sur base d'un certificat qualifié et effectuée par un moyen sûr. Le Roi peut éventuellement déterminer les modalités d'application et détermine la date d'entrée en vigueur de la présente disposition. » .

*Afdeling 2. — Strafsanctie bij overtreding van artikel 76quinquies*

**Art. 170.** Artikel 116 van dezelfde gecoördineerde wet, gewijzigd door de wetten van 30 maart 1994 en 14 januari 2002 wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt :

« 12° hij die, met overtreding van artikel 76quinquies, medische handelingen die het kader van een ziekenhuis vereisen verricht buiten een erkend ziekenhuis of hij die in een ziekenhuis medische handelingen verricht die buiten het kader van een ziekenhuis moeten verricht worden. » .

*Afdeling 3. — Vervangen van een begrip in artikel 47*

**Art. 171.** In artikel 47, eerste en tweede lid, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, gewijzigd bij de wet van 14 januari 2002, worden de woorden "Ten laste van de Staatsbegroting" telkens vervangen door de woorden "Door de Staat".

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de wet van 26 maart 2003 houdende regeling van de autopsie na het onverwachte en medisch onverklaarde overlijden van een kind van minder dan achttien maanden*

**Art. 172.** Artikel 4 van de wet van 26 maart 2003 houdende regeling van de autopsie na het onverwachte en medisch onverklaarde overlijden van een kind van minder dan achttien maanden, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning bepaalt wat voor de toepassing van deze wet dient te worden beschouwd als centrum voor wiegendood en als dienst voor anatomopathologie. » .

HOOFDSTUK 6. — *Koninklijk besluit nr 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen*

*Afdeling 1. — BIAC*

**Art. 173.** Artikel 4, § 3bis, eerste lid, van het koninklijk besluit nr 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van artikel 4, § 3, 1°, kan de minister bevoegd voor de Volksgezondheid, de overbrenging van een voor het publiek opengestelde apotheek naar de gebouwen van de luchthavens vergunnen, rekening houdend met de behoeften van een adequate, doeltreffende en regelmatige geneesmiddelenvoorziening. » .

*Afdeling 2. — Kinesithérapie*

**Art. 174.** Artikel 54quater, 1° en 2°, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, wordt vervangen als volgt :

« de door de dienst geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering erkende personen, overeenkomstig artikel 215 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994, de personen in het bezit van een inschrijvingsbewijs uitgereikt door de minister van Volksgezondheid krachtens artikel 10 van het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerden in de kinesithérapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie, en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt, en de personen die houder zijn van een diploma in de kinesithérapie dat een opleiding bekroont, die overeenstemt met een opleiding van minstens drie jaar in het kader van een voltijds hoger onderwijs, voor zover zij dit diploma behaalden vóór 1 november 2002. » .

*Afdeling 3. — Terhandstelling van geneesmiddelen voor onderzoek - Elektronische handtekening*

**Art. 175.** Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit nr 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgen, wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« 7° de terhandstelling door een arts of een ander persoon die een beroep uitoefent dat voor het verrichten van klinisch onderzoek is erkend op grond van de wetenschappelijke kennis en de ervaring in de zorgsector die het vergt, van geneesmiddelen voor onderzoek onder de door de Koning eventueel te bepalen voorwaarden; deze terhandstellingen mogen geen aanleiding geven tot honoraria of winsten. » .

**Art. 176.** In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1994 en 10 augustus 2001, wordt na het eerste lid een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien gebruik gemaakt wordt van de elektronische handtekening dient deze geavanceerd te zijn, gerealiseerd op basis van een gekwalificeerd certificaat en aangemaakt door een veilig middel. De Koning kan eventuele toepassingsmodaliteiten bepalen en bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze bepaling. » .

CHAPITRE 7. — *Contrôle alimentaire*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modification à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public

**Art. 177.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots "Institut d'expertise vétérinaire" sont supprimés.

*Section 2.* — Modification à la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage

**Art. 178.** L'article 8, § 1<sup>er</sup>, 5°, de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, est remplacé comme suit :

« 5° celui qui sans agréation, autorisation ou déclaration préalable, importe, fabrique, détient ou met dans le commerce une matière première ou un pesticide alors qu'une autorisation, une agréation ou une déclaration préalable est requise; ».

*Section 3.* — Abrogation de la loi du 13 juillet 1981 créant l'Institut d'expertise vétérinaire

**Art. 179.** La loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire, est abrogée.

*Section 4.* — Modification de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires

**Art. 180.** Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la sous-rubrique 31-2 Fonds pour les matières premières et les produits, modifiée en dernier lieu par la loi du 28 mars 2003, sous la mention "nature des recettes affectées" le texte est remplacé par ce qui suit :

« - Les cotisations et les rétributions dans le cadre de l'article 57 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, de l'article 82 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977 et de l'article 20 *bis* de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, pour autant qu'elles ne soient pas relatives aux compétences de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire;

- les amendes administratives pour autant qu'elles ne soient pas relatives aux compétences de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire;

- les recettes des laboratoires nationaux chargés de l'analyse des matières premières, à l'exception des recettes des laboratoires de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire;

- les frais visés aux articles 15, § 2, 5°, 18 et 19*bis* de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé;

- les contributions de l'Union européenne dans le cadre des missions effectuées, à l'exception de celles relatives aux compétences de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire;

- les frais de dossier et les droits visés à l'article 4 de la loi du 14 juillet 1994 portant création du Comité d'attribution du label écologique européen. ».

*Section 5.* — Modification de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produit ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé

**Art. 181.** Dans la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produit ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 15 est complété par un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Le présent article n'est pas applicable aux contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire. » ;

2° l'article 16 est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Le présent article ne s'applique pas aux contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire. » ;

HOOFDSTUK 7. — *Voedselcontrole*

*Afdeling 1.* — Wijziging aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut

**Art. 177.** In artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut vervallen de woorden "Instituut voor Veterinaire Keuring".

*Afdeling 2.* — Wijziging aan de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt

**Art. 178.** Artikel 8, § 1, 5°, van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, wordt vervangen als volgt :

« 5° hij die, zonder erkenning, machtiging of voorafgaande melding een grondstof of een bestrijdingsmiddel invoert, vervaardigt, in bezit heeft of in de handel brengt wanneer daarvoor een erkenning, machtiging of voorafgaande melding vereist is; ».

*Afdeling 3.* — Opheffing van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor Veterinaire Keuring

**Art. 179.** De wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor Veterinaire Keuring, wordt opgeheven.

*Afdeling 4.* — Wijziging van de wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen

**Art. 180.** In de tabel die bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen is gevoegd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in subrubriek 31-2 Fonds voor de grondstoffen en de producten, laatst gewijzigd bij de wet van 28 maart 2003, wordt de tekst onder de vermelding "aard van de toegewezen ontvangsten" als volgt vervangen :

« - De bijdragen en retributies in het kader van artikel 57 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, van artikel 82 van de wet van 24 december 1976 betreffende budgettaire voorstellen 1976-1977 en van artikel 20*bis* van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, voor zover zij geen betrekking hebben op de bevoegdheden van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen;

- de administratieve geldboetes voor zover zij geen betrekking hebben op de bevoegdheden van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen;

- de ontvangsten van de rijkslaboratoria die belast zijn met de ontleding van de grondstoffen, met uitzondering van de ontvangsten van de laboratoria van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen;

- de kosten bedoeld in de artikelen 15, § 2, 5°, 18 en 19*bis* van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid;

- de bijdragen van de Europese Unie in de uitgaven voor de verrichte opdrachten, met uitzondering van die welke betrekking hebben op de bevoegdheden van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen;

- de dossierkosten en de rechten bedoeld in artikel 4 van de wet van 14 juli 1994 inzake de oprichting van een Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk. ».

*Afdeling 5.* — Wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid

**Art. 181.** In de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 15 wordt aangevuld met een § 7, luidende :

« § 7. Dit artikel geldt niet voor de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen. » ;

2° artikel 16 wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. Dit artikel geldt niet voor de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen » ;

3° l'article 18 est complété par un § 11, rédigé comme suit :

« § 11. Le présent article ne s'applique pas aux contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la sécurité de la Chaîne alimentaire. » .

*Section 6. — Modification de l'arrêté royal du 28 septembre 1999 relatif au financement de l'Institut d'expertise vétérinaire*

**Art. 182.** Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 28 septembre 1999 relatif au financement de l'Institut d'expertise vétérinaire, les mots "relatif au financement de l'Institut d'expertise vétérinaire" sont remplacés par les mots "fixant certains droits en faveur de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire".

**Art. 183.** Dans le même arrêté, modifié par la loi du 12 août 2000, les arrêtés royaux des 13 juillet 2001 et 11 décembre 2001 et les lois des 30 décembre 2001, 14 janvier 2002 et 2 août 2002, aux articles 8, 9, 11, 12 et 13, le mot "Institut" est remplacé par le mot "Agence".

**Art. 184.** L'article 1<sup>er</sup>, 10°, du même arrêté, modifié par la loi du 12 août 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« 10° Agence : l'Agence pour la sécurité de la chaîne alimentaire. » .

**Art. 185.** Dans le même arrêté, modifié par la loi du 12 août 2000, les arrêtés royaux des 13 juillet 2001 et 11 décembre 2001 et les lois des 30 décembre 2001, 14 janvier 2002 et 2 août 2002, est inséré un article 6bis, libellé comme suit :

« Art. 6bis. A charge de la personne physique ou morale qui, en vue de l'importation, présente au poste d'inspection frontalier des denrées alimentaires d'origine animale autres que celles visées aux articles 2 à 6, ainsi que des aliments pour animaux, il est perçu un droit dont le montant est fixé à 23,85 EUR par demi-heure entamée par expert pour effectuer les expertises et les contrôles imposés.

Par lot importé est perçu un droit d'expertise de 30,2430 EUR au minimum. Ce montant est fixé à 60,4860 EUR lorsque la mission d'expertise est exécutée sur demande un samedi, un dimanche, un jour férié ou entre 20 heures et 5 heures pour les autres jours. » .

**Art. 186.** L'article 7, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par la loi du 2 août 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« En cas d'une impossibilité temporaire de ravitaillement à partir de l'abattoir avec lequel l'établissement forme un tout indissociable suite à des mesures prises dans le cadre de la lutte contre une crise dans la chaîne alimentaire, le ministre peut désigner les établissements pour lesquels ainsi que les conditions sous lesquelles le droit à la réduction du droit de contrôle jusque 70 % est maintenu pour l'année suivante. » .

**Art. 187.** Dans l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots "article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "article 6bis, 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>".

**Art. 188.** Dans l'article 12, alinéa 3, les mots "aux articles 6, 8, 2° et 9, 2°" sont remplacés par les mots "aux articles 6, 6bis, 8, 2°, et 9, 2°".

*Section 7. — Modifications à la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire*

**Art. 189.** L'article 4, § 3, 2°, de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, est complété comme suit :

« ainsi que de tous autres sites où peuvent se trouver toute matière ou tout produit relevant des compétences de l'Agence ou tout objet permettant de constater les infractions. » .

**Art. 190.** L'article 4, § 3, 3°, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° l'octroi, la suspension et le retrait des agréments et des autorisations liées à l'exécution de sa mission; » .

**Art. 191.** L'article 4, § 3, 5°, de la même loi, est complété comme suit :

« l'Agence peut fournir aux autorités régionales les données nécessaires à l'accomplissement de leurs missions réglementaires; » .

3° artikel 18 wordt aangevuld met § 11, luidende :

« § 11. Dit artikel geldt niet voor de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen » .

*Afdeling 6. — Wijziging van het koninklijk besluit van 28 september 1999 betreffende de financiering van het Instituut voor Veterinaire Keuring*

**Art. 182.** In het opschrift van het koninklijk besluit van 28 september 1999 betreffende de financiering van het Instituut voor Veterinaire Keuring, worden de woorden "betreffende de financiering van het Instituut voor Veterinaire Keuring" vervangen door de woorden "tot vaststelling van sommige rechten ten voordele van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen".

**Art. 183.** In hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, de koninklijke besluiten van 13 juli 2001 en 11 december 2001 en de wetten van 30 december 2001, 14 januari 2002 en 2 augustus 2002, wordt in de artikelen 8, 9, 11, 12 en 13, het woord "Instituut" vervangen door het woord "Agentschap".

**Art. 184.** Artikel 1, 10°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, wordt vervangen als volgt :

« 10° Agentschap : het Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen. » .

**Art. 185.** In hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, de koninklijke besluiten van 13 juli 2001 en 11 december 2001 en de wetten van 30 december 2001, 14 januari 2002 en 2 augustus 2002, wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6bis. Lastens de natuurlijke of de rechtspersoon die voedingsmiddelen van dierlijke oorsprong, andere dan die bedoeld in de artikelen 2 tot 6, evenals diervoeders ter invoer in de grensinspectiepost aanbiedt, wordt een recht geheven dat is vastgesteld op 23,85 EUR per begonnen half uur per keurder voor het uitvoeren van de opgelegde keuringen en controles.

Per ingevoerde partij wordt een keurrecht van minstens 30,2430 EUR geïnd. Dit bedrag wordt vastgesteld op 60,4860 EUR wanneer de keuringsopdracht op verzoek wordt uitgevoerd op een zaterdag, een zondag, een feestdag of tussen 20 uur en 5 uur op de andere dagen. » .

**Art. 186.** Artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de bevoorrading vanuit het slachthuis waarmee de inrichting een aaneensluitend geheel vormt tijdelijk onmogelijk is geweest ingevolge maatregelen die genomen zijn in het kader van de bestrijding van een crisis in de voedselketen, kan de minister de inrichtingen aanwijzen waarvoor en de voorwaarden bepalen waaronder het recht op de vermindering van het controlerecht tot 70 % het daarop volgende jaar behouden blijft. » .

**Art. 187.** In artikel 10, § 1, vierde lid, worden de woorden "artikel 7, § 1, eerste lid" vervangen door de woorden "artikel 6bis, 7, § 1, eerste lid".

**Art. 188.** In artikel 12, derde lid worden de woorden "de artikelen 6, 8, 2° en 9, 2°" vervangen door de woorden "de artikelen 6, 6bis, 8, 2°, en 9, 2°".

*Afdeling 7. — Wijziging aan de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen*

**Art. 189.** Artikel 4, § 3, 2°, van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen, wordt aangevuld als volgt :

« alsmede alle andere plaatsen waar zich elk product of elke materie behorend tot de bevoegdheden van het Agentschap kunnen bevinden of waar zich zaken kunnen bevinden die toelaten inbreuken vast te stellen. » .

**Art. 190.** Artikel 4, § 3, 3° van de dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° het verlenen, schorsen en intrekken van erkenningen en vergunningen verbonden aan de uitoefening van zijn opdracht; » .

**Art. 191.** Artikel 4, § 3, 5°, van dezelfde wet, wordt als volgt aangevuld :

« het Agentschap kan de gegevens aan de gewestelijke overheden over maken die voor de uitvoering van hun reglementaire opdrachten noodzakelijk zijn; » .

**Art. 192.** L'article 5, alinéa 2, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans le cadre des compétences définies à l'article 4, l'Agence est compétente pour les lois suivantes :

1° la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques;

2° la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes;

3° la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments;

4° la loi du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, des volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes;

5° la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire;

6° la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage;

7° la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;

8° la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

9° la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits;

10° la loi du 21 juin 1983 relative aux aliments médicamenteux pour animaux;

11° la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet anti-hormonal, à effet bêta-adrénérgique ou à effet stimulateur de production chez les animaux;

12° la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux;

13° la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux;

14° la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses;

15° la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire;

16° la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion des modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé. » .

**Art. 193.** Dans l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "nationaux et internationaux" sont supprimés.

*Section 8.* — Modifications à l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales

**Art. 194.** A l'article 3 de l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les membres du personnel statutaire ou contractuel de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire désignés à cette fin par le ministre surveillent l'exécution des dispositions du présent arrêté, de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et de ses arrêtés d'exécution des lois visées à l'article 5 de cette même loi du 4 février 2000 et de leurs arrêtés d'exécution ainsi que des règlements de l'Union européenne et qui relèvent des compétences de l'Agence. » ;

**Art. 192.** Artikel 5, tweede lid, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« In het kader van de in artikel 4 beschreven bevoegdheden, is het Agentschap bevoegd voor de volgende wetten :

1° de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica;

2° de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel;

3° de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen;

4° de wet van 15 april 1965 betreffende de keuring en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild en tot wijziging van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel;

5° de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor nucleaire controle;

6° de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt;

7° de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen;

8° de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten;

9° de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten;

10° de wet van 21 juni 1983 betreffende gemedicineerde diervoeders;

11° de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking;

12° de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

13° de diergezondheidswet van 24 maart 1987;

14° de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen;

15° de wet van 28 augustus 1991 op de uitoefening van de diergeneeskunde;

16° de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid. » .

**Art. 193.** In artikel 8, eerste lid, van dezelfde wet, vervallen de woorden "nationale en internationale".

*Afdeling 8.* — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen

**Art. 194.** In artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de ambtsbevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie zien de daartoe door de minister aangewezen statutaire en contractuele personeelsleden van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen toe op de uitvoering van de bepalingen van dit besluit, van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen en van de uitvoeringsbesluiten daarvan, van de wetten bedoeld in artikel 5 van diezelfde wet van 4 februari 2000 en van de uitvoeringsbesluiten daarvan evenals van de verordeningen van de Europese Unie en die behoren tot de bevoegdheden van het Agentschap. » ;



2° le § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ils recherchent et constatent les infractions, par des procès verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire, aux dispositions du présent arrêté, aux dispositions de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et de ses arrêtés d'exécution, aux dispositions des lois visées à l'article 5 de la même loi du 4 février 2000 et de leurs arrêtés d'exécution ainsi qu'aux dispositions des règlements de l'Union européenne et qui relèvent des compétences de l'Agence. » .

**Art. 195.** L'article 3*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice des dispositions contenues dans les lois visées à l'article 5 de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, l'exercice de toute activité au sein de la chaîne alimentaire peut être subordonné à une autorisation, un agrément, un enregistrement, une notification ou une déclaration préalables suivant les conditions et modalités déterminées par Nous. » .

**Art. 196.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 5*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 5*bis*. Les personnes désignées en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup> peuvent, à l'occasion d'un contrôle s'inscrivant dans des impératifs de santé publique, santé animale ou protection des plantes, procéder à une saisie conservatoire, adresser un avertissement ou dresser procès-verbal en application de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux. » .

**Art. 197.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots "ou aux règlements de l'Union européenne" sont insérés entre les mots "arrêtés d'exécution" et les mots "aux fins de".

**Section 9.** — Modification de l'arrêté royal du 22 février 2001 relatif au financement de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales

**Art. 198.** L'article 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté royal du 22 février 2001 relatif au financement de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° par les moyens financiers visés dans l'arrêté royal du 28 septembre 1999 fixant certains droits en faveur de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire; » .

#### CHAPITRE 8. — Animaux, plantes, denrées alimentaires

**Section 1<sup>re</sup>.** — Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux

**Sous-section 1<sup>re</sup>.** — Modification de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires

**Art. 199.** Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiée par la loi du 24 décembre 1993 et par la loi programme (I) du 24 décembre 2002, le texte de la sous-rubrique 31.4, sous la mention "Nature des dépenses autorisées", est remplacé par la disposition suivante :

« Financement de subventions, d'avances, de prestations et d'indemnités en ce qui concerne la qualité des végétaux et produits végétaux, la situation phytosanitaire des végétaux et produits végétaux, le dépistage et la lutte contre les organismes nuisibles, l'exécution d'analyses, la réalisation de campagnes de lutte, l'acquisition et la diffusion d'information et les conseils donnés en vue d'empêcher la dissémination de ces organismes nuisibles.

Préfinancement ou financement des dépenses de l'autorité effectuées dans le cadre de la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, et de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime. » .

2° § 4, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Ze sporen de inbreuken op op de bepalingen van dit besluit, op de bepalingen van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen en van de uitvoeringsbesluiten daarvan, op de bepalingen van de wetten bedoeld in artikel 5 van dezelfde wet en van de uitvoeringsbesluiten daarvan en op de bepalingen van de verordeningen van de Europese Unie en die behoren tot de bevoegdheden van het Agentschap en stellen ze vast in processen-verbaal die gelden tot het tegendeel bewezen is. » .

**Art. 195.** Artikel 3*bis*, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt door volgende bepaling vervangen :

« Onverminderd de bepalingen vervat in de wetten beoogd bij artikel 5 van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen, kan de uitoefening van elke activiteit in het kader van de voedselketen aan een voorafgaande toelating, erkenning, registratie, kennisgeving of verklaring onderworpen worden afhankelijk van de voorwaarden en modaliteiten door Ons bepaald. » .

**Art. 196.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 5*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5*bis*. In het kader van de controle op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, kunnen de met toepassing van artikel 3, § 1 van dit besluit aangewezen personen een bewarend beslag uitvoeren, een waarschuwing tot de overtreder richten en een proces-verbaal opstellen in geval van overtreding, voor zover deze tussenkomsten op vereisten van de volksgezondheid, diergezondheid of plantenbescherming betrekking hebben. » .

**Art. 197.** In artikel 6, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "of conform de verordeningen van de Europese Unie" tussen de woorden "uitvoeringsbesluiten" en "onder bewarend beslag" gevoegd.

**Afdeling 9.** — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 betreffende de financiering van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen

**Art. 198.** Artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 betreffende de financiering van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen, wordt vervangen als volgt :

« 3° door de financiële middelen bedoeld in het koninklijk besluit van 28 september 1999 tot vaststelling van sommige rechten ten voordele van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen; » .

#### HOOFDSTUK 8. — Dier, plant, voeding

**Afdeling 1.** — Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten

**Onderafdeling 1.** — Wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen

**Art. 199.** In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, gewijzigd bij de wet van 24 december 1993 en bij de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt de tekst in de deelrubriek 31.4, onder de vermelding "Aard van de toegestane uitgaven", vervangen als volgt :

« Financiering van toelagen, voorschotten, prestaties en vergoedingen met betrekking tot de kwaliteit van planten en plantaardige producten, de fytosanitaire toestand van planten en plantaardige producten, het opsporen en bestrijden van schadelijke organismen, het uitvoeren van analyses, het opzetten van bestrijdingscampagnes, het verzamelen en verspreiden van informatie en het verstrekken van adviezen met het oog op het verhinderen van de verspreiding van deze schadelijke organismen.

Préfinanciering of financiering van de uitgaven van de overheid, gedaan in het kader van de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, en van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten. » .

Sous-Section 2. — Modification de la loi du 17 mars 1993 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux

**Art. 200.** Dans l'article 2 de la loi du 17 mars 1993 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux, les mots "ministère de l'Agriculture" sont remplacés par les mots "Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement".

**Art. 201.** L'article 3 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le Fonds a pour but d'intervenir dans le financement de subventions, d'avances, de prestations et d'indemnités en ce qui concerne :

- 1° la qualité des végétaux et produits végétaux;
- 2° la situation phytosanitaire des végétaux et produits végétaux;

3° le dépistage et la lutte contre les organismes nuisibles, l'exécution d'analyses, la réalisation de campagnes de lutte, la collecte et la diffusion d'information et la formulation d'avis en vue d'empêcher la dissémination de ces organismes nuisibles. » .

**Art. 202.** Dans la même loi il est inséré un article *3bis*, rédigé comme suit :

« Art. *3bis*. Pour l'exécution de programmes fixées par les autorités belges ou par l'Union européenne, peut être imputé au Fonds, le préfinancement ou le financement des dépenses de l'autorité effectuées dans le cadre de :

- 1° la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;
- 2° la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime. » .

**Art. 203.** L'article 4 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. A l'exception des recettes liées aux missions de contrôle de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, le Fonds est alimenté par :

1° les cotisations imposées par le Roi en application de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, à charge des personnes physiques ou morales qui produisent, commercialisent, transportent, traitent, transforment, importent ou exportent des végétaux ou des produits végétaux;

2° des sommes, des redevances et des rétributions imposées par le Roi en application de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 9, de la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 5° et 6°, et § 2, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

3° des contributions volontaires;

4° des recettes provenant du concours des Communautés européennes aux dépenses effectuées par le Fonds;

5° des augmentations et des intérêts des cotisations visées sub 1°, ainsi que les intérêts des paiements visés sub 2°;

6° les amendes administratives, imposées dans le cadre des lois visées à l'article *3bis*. ».

**Art. 204.** Dans l'article 5, alinéa 5, et l'article 6 de la même loi, les termes "ministre de l'Agriculture" sont remplacés par les termes "ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. »

**Art. 205.** A l'article 7 de la même loi, les mots "les membres de la gendarmerie et de la police communale, par les ingénieurs de l'Administration de l'agriculture et de l'horticulture du ministère de l'Agriculture et par d'autres fonctionnaires ou agents désignés par le ministre qui a l'agriculture dans ses attributions" sont remplacés par les mots : "les membres de la police fédérale et de la police locale, par les fonctionnaires et agents du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et par d'autres fonctionnaires ou agents désignés par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions".

Onderafdeling 2. — Wijziging van de wet van 17 maart 1993 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten

**Art. 200.** In artikel 2 van de wet van 17 maart 1993 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten, worden de woorden "ministerie van Landbouw" vervangen door de woorden "Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu".

**Art. 201.** Artikel 3 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. Het Fonds heeft tot doel tussen te komen in de financiering van toelagen, voorschotten, prestaties en vergoedingen met betrekking tot :

- 1° de kwaliteit van planten en plantaardige producten;
- 2° de fytosanitaire toestand van planten en plantaardige producten;

3° het opsporen en bestrijden van schadelijke organismen, het uitvoeren van analyses, het opzetten van bestrijdingscampagnes, het verzamelen en verspreiden van informatie en het verstrekken van adviezen met het oog op het verhinderen van de verspreiding van deze schadelijke organismen. » .

**Art. 202.** In dezelfde wet wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *3bis*. Voor de uitvoering van programma's opgelegd door de Belgische overheden of de Europese Unie kunnen ten laste van het Fonds de prefinanciering of de financiering van de uitgaven van de overheid aangerekend worden, gedaan in het kader van :

- 1° de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen;
- 2° de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten. » .

**Art. 203.** Artikel 4 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Met uitzondering van de inkomsten verbonden aan de controleopdrachten van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen, wordt het Fonds gestijfd door :

1° bijdragen opgelegd door de Koning met toepassing van artikel 5, eerste lid, ten laste van natuurlijke personen en rechtspersonen die planten of plantaardige producten voortbrengen, verhandelen, vervoeren, bewerken, verwerken, invoeren of uitvoeren;

2° bedragen, rechten en vergoedingen opgelegd door de Koning met toepassing van artikel 2, § 1, 9, van de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, en artikel 3, § 1, 5° en 6°, en § 2, van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten;

3° vrijwillige bijdragen;

4° de ontvangsten voortkomend uit de deelneming van de Europese Gemeenschappen in de uitgaven van het Fonds;

5° verhogingen en intresten van de bijdragen bedoeld sub 1°, alsmede de intresten van de betalingen bedoeld sub 2°;

6° de administratieve geldboeten, opgelegd in het kader van de in artikel *3bis* bedoelde wetten. ».

**Art. 204.** In artikel 5, vijfde lid, en artikel 6 van dezelfde wet, worden de woorden "minister van Landbouw" vervangen door de woorden "minister bevoegd voor de Volksgezondheid".

**Art. 205.** In artikel 7 van dezelfde wet, worden de woorden "de leden van de rijkswacht en van de gemeentelijke politie, de ingenieurs van het Bestuur van land- en tuinbouw van het ministerie van Landbouw, en andere ambtenaren of agenten, aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort" vervangen door : "de leden van de federale en van de lokale politie, de ambtenaren en agenten van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu en andere ambtenaren of agenten, aangewezen door de minister bevoegd voor de Volksgezondheid".

*Section 2. — Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux*

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Modifications de la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux

**Art. 206.** L'article 2 de la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, est complété d'un point c), libellé comme suit :

« c) l'AFSCA : l'Agence Fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, créée par la loi du 4 février 2000. » .

**Art. 207.** Dans l'article 3 de la même loi, les mots "ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture" sont remplacés par les mots "Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement".

**Art. 208.** A l'article 4 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 3° est complété par les mots "pour les actions qui appartiennent au domaine de compétence du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement";

2° le 4° est abrogé.

**Art. 209.** Dans les articles 8 et 9 de la même loi, le mot "Agriculture" est remplacé par les mots "Santé publique".

**Art. 210.** Dans l'article 11 de la même loi, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par :

- les membres de la police fédérale et locale,
- les fonctionnaires et agents du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, désignés par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions,
- les fonctionnaires et agents de l'AFSCA, désignés par le même ministre, dans le cadre de leurs missions générales de contrôle et leurs missions spécifiques exécutées pour compte du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement dans le cadre de la perception des cotisations fixées à l'article 5,

- les fonctionnaires et agents de l'Administration des douanes et accises,

- les autres fonctionnaires et agents désignés par le Roi. » .

**Art. 211.** Dans l'article 17 de la même loi, les mots "L'Administration de la santé animale et de la qualité des produits animaux du Ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture fait le nécessaire pour la perception des cotisations obligatoires" sont remplacés par les mots "L'AFSCA, pour compte du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, perçoit les cotisations obligatoires".

**Art. 212.** L'article 210 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003 conformément article 303 de la loi programme (I) du 24 décembre 2002.

Sous-Section 2. — Modification de l'arrêté royal de 24 juin 1997 relatif au cotisations obligatoires à payer au Fonds de la santé et de la production des animaux, fixées pour le secteur avicole

**Art. 213.** L'article 1<sup>er</sup>, 12° et 13°, de l'arrêté royal de 24 juin 1997 relatif au cotisations obligatoires à payer au Fonds de la santé et de la production des animaux, fixées pour le secteur avicole, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 12° l'AFSCA : l'Agence Fédérale pour la sécurité de la chaîne Alimentaire, créée par la loi du 4 février 2000;

13° inspecteur-vétérinaire : l'inspecteur-vétérinaire de l'AFSCA;".

**Art. 214.** A l'article 4, § 2, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "l'Administration" sont remplacés par les mots "l'AFSCA"

2° les points 1° et 2° sont remplacés comme suit :

« 1° le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

2° le Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie".

*Afdeling 2. — Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten*

Onderafdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten

**Art. 206.** Artikel 2 van de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en kwaliteit van de dieren en dierlijke producten, wordt aangevuld met een punt c), luidend als volgt :

« c) het FAVV : het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen, opgericht bij de wet van 4 februari 2000. » .

**Art. 207.** In artikel 3 van dezelfde wet, worden de woorden "het ministerie van Middenstand en Landbouw" vervangen door de woorden "de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu".

**Art. 208.** In artikel 4 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3° wordt aangevuld met de woorden "voor de acties die behoren tot het bevoegdheidsdomein van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu";

2° het 4° wordt opgeheven.

**Art. 209.** In de artikelen 8 en 9 van dezelfde wet, wordt het woord "Landbouw" vervangen door het woord "Volksgezondheid".

**Art. 210.** In artikel 11 van dezelfde wet, wordt de eerste zin vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, worden overtredingen van de wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door :

- de leden van de federale en lokale politie,
- de ambtenaren en agenten van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, aangeduid door de minister bevoegd voor de Volksgezondheid,
- de ambtenaren en agenten van het FAVV, aangeduid door dezelfde minister, in het kader van hun algemene controlerende opdrachten en specifieke opdrachten uitgevoerd voor rekening van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu in verband met de inning van de in artikel 5 vastgestelde bijdragen,
- de ambtenaren en agenten van de Administratie der douane en accijnzen,
- de andere ambtenaren en agenten aangewezen door de Koning. » .

**Art. 211.** In artikel 17 van dezelfde wet, worden de woorden "Het Bestuur voor de diergezondheid en de kwaliteit van de dierlijke producten van het ministerie van Middenstand en Landbouw doet het nodige voor de inning van de verplichte bijdrage" vervangen door de woorden "Het FAVV int, voor rekening van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, de verplichte bijdragen".

**Art. 212.** Artikel 210 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003 overeenkomstig artikel 303 van de programmawet (I) van 24 december 2002.

Onderafdeling 2. — Wijziging van het koninklijk besluit van 24 juni 1997 betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de productie van dieren, vastgesteld voor de sector pluimvee

**Art. 213.** Artikel 1, 12° en 13°, van het koninklijk besluit van 24 juni 1997 betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de productie van dieren, vastgesteld voor de sector pluimvee, worden vervangen als volgt :

« 12° het FAVV : het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen, opgericht bij de wet van 4 februari 2000;

13° inspecteur-dierenarts : de inspecteur-dierenarts van het FAVV;".

**Art. 214.** In artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de Dienst" worden vervangen door de woorden "het FAVV";

2° het 1° en 2° worden vervangen als volgt :

« 1° de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu;

2° de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie".

Sous-Section 3. — Modification pour la période à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 de l'arrêté royal de 24 juin 1997 relatif aux cotisations obligatoires à payer au Fonds de la santé et de la production des animaux, fixées pour le secteur avicole, modifié par l'arrêté royal du 5 octobre 2001

**Art. 215.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 24 juin 1997 relatif aux cotisations obligatoires à payer au Fonds de la santé et de la production des animaux, fixées pour le secteur avicole, modifié par l'arrêté du 5 octobre 2001, est complété par un point 16°, libellé comme suit :

« 16° déclaration de cotisation : le document au moyen duquel le contribuable est averti du montant dont il est redevable, fixé dans le cadre de cet arrêté. » .

**Art. 216.** L'article 2 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Les cotisations obligatoires du secteur avicole au Fonds sont déterminées comme suit :

1° les responsables des abattoirs de volaille agréés par l'AFSCA paient une cotisation annuelle de :

- 248,00 EUR s'ils abattent moins de 100 000 pièces par an,
- 794,00 EUR s'ils abattent de 100 000 à 2 000 000 de pièces par an, et
- 1 488,00 EUR s'ils abattent plus de 2 000 000 de pièces par an;

2° les responsables des centres d'emballage d'œufs agréés par l'AFSCA, paient une cotisation annuelle de :

- 208,00 EUR s'ils ont une capacité technique de triage de maximum 5 000 œufs à l'heure,
- 312,00 EUR s'ils ont une capacité technique de triage de plus de 5 000 jusqu'à 15 000 œufs à l'heure, et
- 486,00 EUR s'ils ont une capacité technique de triage de plus de 15 000 œufs à l'heure;

3° tous les grossistes du commerce des œufs paient une cotisation annuelle de 208,00 EUR; cependant, ceux dont la transaction moyenne hebdomadaire est inférieure à 1 800 œufs, sont exempts de la cotisation;

4° les bénéficiaires d'une autorisation sanitaire pour la vente de volailles sur les marchés, délivrée par l'AFSCA, paient une contribution annuelle de 174,00 EUR par autorisation;

5° les responsables des établissements de fabrication et de commercialisation des ovoproduits, agréés par l'AFSCA,

a) dont l'installation dispose d'une capacité réelle de pasteurisation de moins de 3 tonnes à l'heure, paient une cotisation annuelle de 348,00 EUR,

b) dont l'installation dispose d'une capacité réelle de pasteurisation de 3 tonnes à l'heure ou plus, paient une cotisation annuelle de 1 042,00 EUR;

6° les responsables des couvoirs agréés par l'AFSCA paient, si l'activité concerne l'accoupage d'œufs d'oiseaux coureurs, une cotisation annuelle de :

a) 124,00 EUR pour les couvoirs ayant une capacité de moins de 1 000 œufs,

b) 372,00 EUR pour les couvoirs ayant une capacité de 1 000 œufs ou plus;

et, si l'activité concerne l'accoupage d'œufs à couvrir d'autres espèces que les oiseaux coureurs, une cotisation annuelle de :

a) 496,00 EUR pour les couvoirs ayant une activité saisonnière ou ayant une capacité de moins de 1 000 œufs ou une activité saisonnière,

b) 1 488,00 EUR pour les couvoirs ayant une capacité de 1 000 jusqu'à 199 999 œufs,

c) 1 984,00 EUR pour les couvoirs ayant une capacité de 200 000 jusqu'à 499 999 œufs,

d) 2 726,00 EUR pour les couvoirs ayant une capacité de 500 000 jusqu'à 999 999 œufs,

e) 3.470,00 EUR pour les couvoirs ayant une capacité d'1 000 000 d'œufs ou plus;

7° les responsables des exploitations de sélection, des exploitations de multiplication et des exploitations d'élevage agréées par l'AFSCA paient une cotisation annuelle de :

a) 400,00 EUR pour une exploitation contenant moins de 2 500 animaux,

Onderafdeling 3. — Wijziging voor de periode vanaf 1 januari 2003 van het koninklijk besluit van 24 juni 1997 betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de productie van dieren, vastgesteld voor de sector pluimvee, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 oktober 2001

**Art. 215.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 juni 1997 betreffende de verplichte bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren, vastgesteld voor de sector pluimvee, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 oktober 2001, wordt aangevuld met een 16°, luidend als volgt :

« 16° het aanslagbiljet : document waardoor de bijdrageplichtige in kennis gesteld wordt van het door hem te betalen bedrag, vastgesteld in het kader van dit besluit. » .

**Art. 216.** Artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. De verplichte bijdragen van de sector pluimvee aan het Fonds worden als volgt vastgesteld :

1° de verantwoordelijken van de pluimveeslachthuizen erkend door het FAVV, betalen een jaarlijkse bijdrage van :

- 248,00 EUR indien ze per jaar minder dan 100 000 stuks slachten,
- 794,00 EUR indien ze per jaar 100 000 tot en met 2 000 000 stuks slachten, en
- 1 488,00 EUR indien ze per jaar meer dan 2 000 000 stuks slachten;

2° de verantwoordelijken van de door het FAVV erkende pakstations in de eiersector betalen een jaarlijkse bijdrage van :

- 208,00 EUR indien ze een technische sorteercapaciteit hebben tot en met 5 000 eieren per uur,
- 312,00 EUR indien ze een technische sorteercapaciteit hebben van meer dan 5 000 tot en met 15 000 eieren per uur, en
- 486,00 EUR indien ze een technische sorteercapaciteit hebben van meer dan 15 000 eieren per uur;

3° alle groothandelaars in eieren betalen een jaarlijkse bijdrage van 208,00 EUR; diegenen met een gemiddelde wekelijkse omzet van minder dan 1 800 eieren zijn evenwel vrijgesteld van de bijdrage;

4° de houders van een sanitaire vergunning voor de verkoop van pluimvee op markten, hen afgeleverd door het FAVV betalen een jaarlijkse bijdrage van 174,00 EUR per vergunning;

5° de verantwoordelijken van eiproducentenbedrijven en van de bedrijven die ovoprodukten in de handel brengen, erkend door het FAVV,

a) waarvan de inrichting beschikt over een werkelijke pasteurisatiecapaciteit van minder dan 3 ton per uur, betalen een jaarlijkse bijdrage van 348,00 EUR,

b) waarvan de inrichting beschikt over een werkelijke pasteurisatiecapaciteit van 3 ton per uur of meer, betalen een jaarlijkse bijdrage van 1 042,00 EUR;

6° de verantwoordelijken van de door het FAVV erkende broeierijen betalen, indien de activiteit het uitbroeden van loopvogeleieren betreft, een jaarlijkse bijdrage van;

a) 124,00 EUR voor broeierijen met een capaciteit van minder dan 1 000 eieren,

b) 372,00 EUR voor broeierijen met een capaciteit van 1 000 eieren of meer;

en, indien de activiteit het uitbroeden van broedeieren van andere soorten dan loopvogels betreft, een jaarlijkse bijdrage van :

a) 496,00 EUR voor broeierijen met een capaciteit van minder dan 1 000 eieren of met een seizoensgebonden activiteit,

b) 1 488,00 EUR voor broeierijen met een capaciteit van 1 000 tot en met 199 999 eieren,

c) 1 984,00 EUR voor broeierijen met een capaciteit van 200 000 tot en met 499 999 eieren,

d) 2.726,00 EUR voor broeierijen met een capaciteit van 500 000 tot en met 999 999 eieren,

e) 3 470,00 EUR voor broeierijen met een capaciteit van 1 000 000 of meer eieren;

7° de verantwoordelijken van de door het FAVV erkende pluimveeselectiebedrijven, vermeerderingsbedrijven en opfokbedrijven voor fokpluimvee betalen een jaarlijkse bijdrage van :

a) 400,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van minder dan 2 500 dieren,

b) 548,00 EUR pour une exploitation contenant de 2 500 jusqu'à 4 999 animaux,

c) 652,00 EUR pour une exploitation contenant de 5 000 jusqu'à 7 499 animaux,

d) 800,00 EUR pour une exploitation contenant de 7 500 jusqu'à 9 999 animaux,

e) 1 000,00 EUR pour une exploitation contenant de 10 000 jusqu'à 12 499 animaux,

f) 1 200,00 EUR pour une exploitation contenant de 12 500 jusqu'à 14 999 animaux,

g) 1 400,00 EUR pour une exploitation contenant de 15 000 jusqu'à 17 499 animaux,

h) 1 548,00 EUR pour une exploitation contenant de 17 500 jusqu'à 19 999 animaux,

i) 1 800,00 EUR pour une exploitation contenant de 20 000 jusqu'à 24 999 animaux,

j) 2 200,00 EUR pour une exploitation contenant de 25 000 jusqu'à 29 999 animaux,

k) 2 600,00 EUR pour une exploitation contenant de 30 000 jusqu'à 39 999 animaux,

l) 3 600,00 EUR pour une exploitation contenant 40 000 animaux ou plus;

8° les détenteurs d'un agrément pour la fabrication d'aliments composés pour volailles, délivré par l'AFSCA alimentaire paient une cotisation annuelle de 208,00 EUR; cependant, les détenteurs d'une autorisation d'importation dont la seule activité professionnelle est l'importation de produits des autres Etats membres, sont exempts de la cotisation;

9° les responsables de volailles de rente destinées à la production d'œufs de consommation, qu'elles aient déjà ou non atteint l'âge de la ponte ou qu'elles soient de réforme, paient une cotisation annuelle de :

a) 124,00 EUR pour une exploitation contenant de 200 jusqu'à 4 999 animaux,

b) 298,00 EUR pour une exploitation contenant de 5 000 jusqu'à 14 999 animaux,

c) 546,00 EUR pour une exploitation contenant de 15 000 jusqu'à 29 999 animaux,

d) 1 016,00 EUR pour une exploitation contenant de 30 000 jusqu'à 49 999 animaux,

e) 1 636,00 EUR pour une exploitation contenant 50 000 animaux ou plus;

10° les responsables de poulets de chair, exceptés les poussins d'un jour, paient une cotisation annuelle de :

a) 124,00 EUR pour une exploitation contenant de 200 jusqu'à 4.999 animaux,

b) 174,00 EUR pour une exploitation contenant de 5 000 à 9 999 animaux,

c) 422,00 EUR pour une exploitation contenant de 10 000 jusqu'à 24 999 animaux,

d) 942,00 EUR pour une exploitation contenant de 25.000 jusqu'à 49 999 animaux,

e) 1 438,00 EUR pour une exploitation contenant 50 000 animaux ou plus;

11° les responsables de volailles, autres que les oiseaux coureurs ou celles visées aux alinéas précédents, paient une cotisation annuelle de :

a) 124,00 EUR pour une exploitation contenant de 200 jusqu'à 1 999 animaux,

b) 174,00 EUR pour une exploitation contenant de 200 jusqu'à 4 999 animaux,

c) 452,00 EUR pour une exploitation contenant de 5 000 jusqu'à 9 999 animaux,

d) 694,00 EUR pour une exploitation contenant 10 000 animaux ou plus;

b) 548,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 2 500 tot en met 4 999 dieren,

c) 652,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 5 000 tot en met 7 499 dieren,

d) 800,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 7 500 tot en met 9 999 dieren,

e) 1 000,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 10 000 tot en met 12 499 dieren,

f) 1 200,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 12 500 tot en met 14 999 dieren,

g) 1 400,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 15 000 tot en met 17 499 dieren,

h) 1 548,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 17 500 tot en met 19 999 dieren,

i) 1 800,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 20 000 tot en met 24 999 dieren,

j) 2 200,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 25 000 tot en met 29 999 dieren,

k) 2 600,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 30 000 tot en met 39 999 dieren,

l) 3 600,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 40 000 of meer dieren;

8° de houders van een erkenning voor het fabriceren van mengvoeders voor pluimvee, afgeleverd door het FAVV, betalen een jaarlijkse bijdrage van 208,00 EUR; de houders van een vergunning voor de invoer, wiens enige beroepsactiviteit betrekking heeft op de invoer van producten uit andere Lidstaten, zijn evenwel vrijgesteld van de bijdrage;

9° de verantwoordelijken voor gebruikspluimvee voor de productie van consumptie-eieren, al of niet op ouderdom van de leg en reforme dieren inbegrepen, betalen een jaarlijkse bijdrage van :

a) 124,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 200 tot en met 4 999 dieren,

b) 298,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 5 000 tot en met 14 999 dieren,

c) 546,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 15 000 tot en met 29 999 dieren,

d) 1 016,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 30 000 tot en met 49 999 dieren,

e) 1 636,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 50 000 of meer dieren;

10° de verantwoordelijken voor vleeskippen, uitgezonderd ééndagskuikens, betalen een jaarlijkse bijdrage van :

a) 124,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 200 tot en met 4 999 dieren,

b) 174,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 5 000 tot en met 9.999 dieren,

c) 422,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 10 000 tot en met 24 999 dieren,

d) 942,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 25 000 tot en met 49 999 dieren,

e) 1 438,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 50 000 of meer dieren;

11° de verantwoordelijken van pluimvee, andere dan loopvogels of deze bedoeld in de vorige punten, betalen een jaarlijkse bijdrage van :

a) 124,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 200 tot en met 1 999 dieren,

b) 174,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 2 000 tot en met 4 999 dieren,

c) 452,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 5 000 tot en met 9 999 dieren,

d) 694,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 10 000 of meer dieren;

12° les responsables d'oiseaux coureurs des catégories distinctes paient une cotisation annuelle en fonction de la capacité de l'exploitation, exprimée en nombre d'unités d'oiseaux coureurs détenus, les mâles et les femelles de plus de 15 mois sont équivalents à 10 unités par animal s'il s'agit d'autruches et 5 unités par animal s'il s'agit d'émeus, nandous ou casoars et les animaux de moins de 15 mois sont équivalents à l'unité, à savoir :

- a) 74,00 EUR pour une exploitation contenant de 21 jusqu'à 199 unités,
- b) 149,00 EUR pour une exploitation contenant de 200 à 499 unités,
- c) 223,00 EUR pour une exploitation contenant de 500 à 999 unités,
- d) 297,00 EUR pour une exploitation contenant 1 000 unités ou plus.

§ 2. Les cotisations obligatoires, visées au § 1<sup>er</sup>, points 1°, 2°, 5°, 7°, 10°, 11° et 12°, sont calculés sur base des dernières données dont dispose l'AFSCA dans le cadre de l'identification et de l'enregistrement des volailles et d'oiseaux coureurs et sur les déclarations complémentaires du responsable.

§ 3. Le redevable est dispensé des cotisations obligatoires s'il présente avant la date de la déclaration de cotisation, une déclaration par écrit de cessation définitive d'activité ou, le cas échéant, s'il peut prouver que l'autorisation a été délivrée avant la date de la déclaration de cotisation par l'instance qui a délivré cette autorisation. L'inspecteur vétérinaire ou son délégué constate la cessation définitive d'activité. » .

**Art. 217.** Les articles 4 et 5 du même arrêté, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Les cotisations obligatoires sont payées au Fonds dans les 30 jours qui suivent la date de la déclaration de cotisation. A défaut de paiement dans les délais, un intérêt de retard au taux d'intérêt légal, augmenté de 25 EUR pour les frais administratifs, est dû de plein droit et sans sommation.

§ 2. Si une personne visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, redevable d'une cotisation, conteste le montant de la cotisation obligatoire, une réclamation doit être adressée par lettre recommandée au Fonds dans les 30 jours qui suivent la date de la déclaration de cotisation. Les modalités spécifiques sont communiquées avec l'envoi de la déclaration de cotisation.

L'introduction d'une réclamation ne donne pas lieu à un ajournement du paiement. Si la réclamation est déclarée recevable et fondée, le montant payé sera remboursé.

§ 3. L'inspecteur vétérinaire ou son délégué peut vérifier les données dans l'exploitation. Sur la base des constatations effectuées, l'inspecteur peut adapter les données communiquées en application du § 2.

Art. 5. Si une personne visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, ne paie pas au Fonds le montant des cotisations obligatoires et des intérêts et les frais administratifs après une première sommation, le montant de la cotisation obligatoire due sera doublé. Les sommations et les invitations de paiement du montant doublé sont envoyées au responsable par le Fonds sous pli recommandé par la poste, respectivement au moins soixante et nonante jours après la date de la déclaration de cotisation. » .

Section 3. — Modifications de la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), et des Annexes, faites à Washington le 3 mars 1973, ainsi que de l'Amendement à la Convention, adopté à Bonn le 22 juin 1979

**Art. 218.** L'article 3 de la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des Annexes, faites à Washington le 3 mars 1973, ainsi que de l'Amendement à la Convention, adopté à Bonn le 22 juin 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« Art 3. L'organe de gestion au sens de la Convention est "le Service CITES du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. » .

**Art. 219.** Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 5bis. En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci, le fonctionnaire désigné à cette fin par le Roi au sein du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement peut fixer une somme, dont

12° de verantwoordelijken van loopvogels van de onderscheiden categorieën betalen een jaarlijkse bijdrage in functie van de bedrijfsgrootte, uitgedrukt in aantal eenheden er gehouden loopvogels, waarbij hanen en hennen van meer dan 15 maanden oud gelijkgesteld worden aan 10 eenheden per dier als het struisvogels betreft en 5 eenheden per dier als het emoes, nandoes of casuarissen betreft en dieren van minder dan 15 maanden oud gelijkgesteld worden aan 1 eenheid per dier, te weten :

- a) 74,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 21 tot en met 199 eenheden,
- b) 149,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 200 tot en met 499 eenheden,
- c) 223,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 500 tot 999 eenheden,
- d) 297,00 EUR in geval van een bedrijfsgrootte van 1 000 of meer eenheden.

§ 2. De verplichte bijdragen bedoeld in § 1, onder punt 1°, 2°, 5°, 7°, 10°, 11° en 12°, worden berekend op basis van de laatste gegevens waarover het FAVV in het kader van de identificatie en registratie van pluimvee- en loopvogelbeslagen beschikt en op de aanvullende verklaringen van de verantwoordelijke.

§ 3. De bijdrageplichtige wordt vrijgesteld van de verplichte bijdragen indien hij voor de datum van het aanslagbiljet een schriftelijke verklaring van definitieve stopzetting indient of indien hij, desgevallend, kan aantonen dat de vergunning werd ingeleverd voor de datum van het aanslagbiljet bij de instantie die deze vergunning afleverde. De inspecteur-dierenarts of zijn afgevaardigde stelt de stopzetting vast. » .

**Art. 217.** De artikelen 4 en 5 van hetzelfde besluit, worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 4. § 1. De verplichte bijdragen worden betaald aan het Fonds binnen de 30 dagen die volgen op de datum van het aanslagbiljet. Bij gebreke aan tijdige betaling is van rechtswege en zonder aanmaning een verwijlinterest verschuldigd tegen de wettelijke rentevoet, vermeerderd met 25 EUR voor administratie kosten.

§ 2. Indien een bijdrageplichtige bedoeld in artikel 2, § 1, niet akkoord is met het bedrag van de verplichte bijdrage, dient een bezwaarschrift per aangetekend schrijven gericht aan het Fonds te worden ingediend binnen de 30 dagen die volgen op de datum van het aanslagbiljet. De bijzondere modaliteiten voor het indienen van een bezwaarschrift worden meegedeeld samen met het aanslagbiljet.

Het indienen van een bezwaarschrift geeft geen uitstel van betaling. Indien het bezwaarschrift onvankelijk en gegrond wordt verklaard, zal de betaalde som worden teruggestort.

§ 3. De inspecteur-dierenarts of zijn afgevaardigde kan de gegevens op de bedrijven verifiëren. Op basis van de gedane vaststellingen kan de inspecteur de medegedeelde gegevens met toepassing van § 2 aanpassen.

« Art. 5. Indien een bijdrageplichtige bedoeld in artikel 2, § 1, het bedrag van de verplichte bijdragen en intresten en de administratieve kosten na een eerste aanmaning niet betaald aan het Fonds, wordt het bedrag van de verschuldigde verplichte bijdrage verdubbeld. De aanmaningen en verzoeken tot het betalen van het verdubbelde bedrag worden door het Fonds aan de verantwoordelijke verzonden bij aangetekend schrijven, respectievelijk minstens zestig dagen en negentig dagen na de datum van het aanslagbiljet. » .

Afdeling 3. — Wijzigingen van de wet van 28 juli 1981 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantensoorten (CITES), en van de Bijlagen, opgemaakt te Washington op 3 maart 1973, alsmede van de Wijziging van de Overeenkomst, aangenomen te Bonn op 22 juni 1979

**Art. 218.** Artikel 3 van de wet van 28 juli 1981 houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantensoorten, en van de Bijlagen, opgemaakt te Washington op 3 maart 1973, alsmede van de Wijziging van de Overeenkomst, aangenomen te Bonn op 22 juni 1979, wordt vervangen als volgt :

« Art 3. Het beheersorgaan dat door de Overeenkomst bedoeld wordt is "de Dienst CITES van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. » .

**Art. 219.** In dezelfde wet wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidende :

« Art. 5bis. Bij overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan kan de ambtenaar, daartoe aangesteld door de Koning binnen de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, een

le paiement volontaire par le contrevenant éteint l'action publique. Si le paiement est refusé, le dossier sera transmis au Procureur du Roi.

Il ne peut pas être infligé d'amende administrative plus de trois ans après le fait constitutif d'une infraction aux dispositions de la présente loi.

Les actes d'instruction ou de poursuite faits dans le délai déterminé à l'alinéa précédent en interrompent le cours. Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée même à l'égard des personnes qui n'y étaient pas impliquées.

Le montant de la somme à payer ne peut être inférieur au minimum ni excéder le maximum de l'amende fixée pour l'infraction.

En cas de concours de plusieurs infractions, les montants des sommes sont additionnés, sans que le total puisse excéder le double du maximum de l'amende fixée à l'article 5.

Le montant de ces sommes est majoré des décimes additionnels, qui sont d'application aux amendes prévues par le droit pénal.

En outre, les frais d'expertise ainsi que les frais courus en exécution de l'article 6, § 4, sont mis à charge du contrevenant.

Les modalités de paiement sont déterminées par le Roi. » .

**Art. 220.** A l'article 6 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, 1<sup>re</sup> phrase, les mots, "aux organes de gestion" sont remplacés par "à l'Organe de gestion";

2° au § 2, 2<sup>e</sup> phrase, les mots "ces organes" sont remplacés par "cet organe";

3° au § 3, les mots "les organes de gestion" sont remplacés par "l'Organe de gestion".

**Art. 221.** A l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "les ingénieurs contrôleurs et aides techniques de l'Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture, les ingénieurs et les inspecteurs vétérinaires de l'Administration de l'Élevage et de l'Inspection Vétérinaire, les vétérinaires de contrôle, les ingénieurs et contrôleurs de l'Inspection des Matières Premières de l'Administration des Services Économiques, les inspecteurs et contrôleurs des Denrées Alimentaires, les inspecteurs et contrôleurs de l'Inspection générale économique et autres agents désignés par le ministre de l'Agriculture" sont remplacés par les mots "les vétérinaires statutaires et contractuels du Service Public Fédéral Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement et d'autres membres du personnel de ce Service Public Fédéral désignés par le ministre qui a la Convention dans ses attributions ainsi que par les membres du personnel statutaire ou contractuel de l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire chargés des contrôles pour autant que ces contrôles s'exercent sur les sites visés à l'article 4, § 3, 2°, de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire et s'inscrivent dans des impératifs de santé publique ou protection des plantes".

**Art. 222.** A l'article 7 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Le procès-verbal rédigé par les vétérinaires statutaires ou contractuels du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement ou d'autres membres de ce Service Public Fédéral désignés par le ministre qui a la Convention dans ses attributions, est transmis au fonctionnaire désigné en application de l'article 5bis. » .

**Art. 223.** A l'article 7, dernier alinéa, de la même loi, les mots "le ministre de l'Agriculture" sont remplacés par les mots "le ministre qui a la Convention dans ses attributions".

*Section 4. — Modifications de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux*

**Art. 224.** Dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, les mots "le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions" sont chaque fois remplacés par les mots "le ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions".

**Art. 225.** Dans la même loi, les mots "le service vétérinaire" sont chaque fois remplacés par les mots "le Service Bien-être animal du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement".

geldsom bepalen waarvan de vrijwillige betaling door de overtreder, de publieke vordering doet vervallen. Wordt de betaling geweigerd, dan wordt het dossier aan de Procureur des Konings toegezonden.

Er kan geen administratieve geldboete opgelegd worden meer dan drie jaar na de feitelijke overtreding tegen de bepalingen van deze wet.

De daden van onderzoek of van vervolging verricht binnen de in de vorige alinea gestelde termijn stuiten de loop ervan. Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.

Het bedrag van de te betalen geldsom mag niet lager zijn dan het minimum noch hoger zijn dan het maximum van de voor het misdrijf bepaalde geldboete.

Bij samenloop van verschillende misdrijven worden de bedragen van de geldsommen samengevoegd, zonder dat het totale bedrag hoger mag zijn dan het dubbele van het maximum van de boete bepaald in artikel 5.

Het bedrag van deze geldsommen wordt verhoogd met de opdecimen die van toepassing zijn op de strafrechtelijke geldboeten.

Bovendien worden de expertisecosten alsmede de kosten gemaakt in uitvoering van artikel 6, § 4, ten laste gelegd van de overtreder.

De betalingsmodaliteiten worden door de Koning vastgesteld. » .

**Art. 220.** In artikel 6 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste zin, worden de woorden "aan de beheersorganen" vervangen door "aan het Beheersorgaan";

2° in § 2, tweede zin, worden de woorden "die organen" vervangen door "dit orgaan";

3° in § 3 worden de woorden "de beheersorganen" vervangen door "het Beheersorgaan".

**Art. 221.** In artikel 7, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "de ingenieurs-controleurs en de technische helpers van het Bestuur van Land- en Tuinbouw, door de ingenieurs en de diergeneeskundige inspecteurs van het Bestuur Veeteelt en Diergeneeskundige Inspectie, door de veeartsen van de controlediensten, de ingenieurs en de controleurs van de dienst Inspectie van de Grondstoffen van het Bestuur de Economische Diensten, door de inspecteurs en controleurs van de Voedingswaren, door de inspecteurs en controleurs van de Algemene Economische Inspectie en door andere agenten die worden aangeduid door de minister van Landbouw" vervangen door de woorden "de statutaire en contractuele dierenartsen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu en andere personeelsleden van deze Federale Overheidsdienst, aangeduid door de minister tot wiens bevoegdheden de Overeenkomst behoort alsook door de statutaire of contractuele personeelsleden van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, belast met het uitvoeren van de controles voorzover deze controles van toepassing zijn op de plaatsen bedoeld in artikel 4, § 3, 2°, van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en op vereisten van de volksgezondheid, diergezondheid of plantengezondheid betrekking hebben".

**Art. 222.** In artikel 7 van dezelfde wet, wordt het volgend lid ingevoegd tussen het derde en vierde lid :

« Het proces-verbaal opgesteld door de statutaire of contractuele dierenartsen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu of andere personeelsleden van deze Federale overheidsdienst, aangeduid door de minister tot wiens bevoegdheden de Overeenkomst behoort, wordt overgemaakt aan de krachtens artikel 5bis aangestelde ambtenaar. » .

**Art. 223.** In artikel 7, laatste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "het ministerie van Landbouw" vervangen door de woorden "de minister die de Overeenkomst onder zijn bevoegdheden heeft".

*Afdeling 4. — Wijzigingen van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren*

**Art. 224.** In de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, worden de woorden "de minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort" telkens vervangen door de woorden "de minister bevoegd voor het dierenwelzijn".

**Art. 225.** In dezelfde wet worden de woorden "de diergeneeskundige dienst" telkens vervangen door de woorden "de Dienst Dierenwelzijn van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu".

**Art. 226.** L'article 7 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre des mesures pour identifier et enregistrer les chiens et les chats ainsi que pour éviter la surpopulation de ces espèces animales. Il détermine le tarif des redevances pour l'identification et l'enregistrement des chiens et chats, qui sont à la charge du propriétaire ou du responsable de l'animal. » .

**Art. 227.** Dans l'article 31 de la même loi, les mots "le Ministère de l'Agriculture" sont remplacés par les mots "le Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement".

**Art. 228.** L'article 34 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par :

- les membres de la police fédérale et locale;

- les vétérinaires statutaires et contractuels du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et d'autres membres du personnel de ce Service Public Fédéral désignés par le ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions;

- les membres du personnel statutaire et contractuel de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire chargés des contrôles.

Toutefois, seuls les vétérinaires statutaires et contractuels du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement sont compétents pour rechercher et constater les infractions commises dans les laboratoires.

Les membres du personnel du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement prêtent serment, préalablement à l'exercice de leurs fonctions, entre les mains du ministre ou de son délégué.

§ 2. Les agents de l'autorité visés au § 1<sup>er</sup> peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et procéder à toutes constatations utiles.

Ils ont, dans l'exercice de leurs fonctions, libre accès à tous moyens de transport, tous terrains, tous établissements ou tous locaux où sont détenus ou utilisés des animaux vivants. La visite de locaux servant d'habitation n'est permise qu'entre 5 heures du matin et 9 heures du soir et il ne peut y être procédé qu'avec l'autorisation du juge du tribunal de police. Cette autorisation est aussi requise pour la visite en dehors desdites heures, des locaux qui ne sont pas accessibles au public.

§ 3. Les procès-verbaux établis par les agents de l'autorité visés au § 1<sup>er</sup>, font foi jusqu'à preuve du contraire; une copie en est envoyée dans les quinze jours de la constatation, aux auteurs de l'infraction.

§ 4. Le procès-verbal rédigé par les vétérinaires statutaires et contractuels du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ou d'autres membres de ce Service Public Fédéral désignés par le ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions, est transmis au fonctionnaire désigné en application de l'article 41bis.

§ 5. Lorsqu'une infraction à la présente loi ou à un de ses arrêtés d'exécution est constatée, les agents de l'autorité visés au § 4 peuvent adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cette infraction.

L'avertissement est envoyé au contrevenant dans les quinze jours de la constatation de l'infraction, sous forme d'une copie du procès-verbal de constatation des faits.

L'avertissement mentionne :

a) les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

b) le délai dans lequel il doit y être mis fin;

c) qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, le procès-verbal sera notifié à l'agent qui est chargé de l'application de la procédure visée à l'article 41bis et que le procureur du Roi pourra être avisé.

**Art. 226.** Artikel 7 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, maatregelen treffen voor het identificeren en registreren van honden en katten evenals voor het vermijden van overbevolking bij deze diersoorten. Hij bepaalt het tarief van de retributies voor de identificatie en registratie van honden en katten, die ten laste komen van de eigenaar of verantwoordelijke van het dier. » .

**Art. 227.** In artikel 31 van dezelfde wet, worden de woorden "het Ministerie van Landbouw" vervangen door de woorden "de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu".

**Art. 228.** Artikel 34 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. § 1. Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie worden overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door :

- de leden van de federale en lokale politie;

- de statutaire en contractuele dierenartsen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu en andere personeelsleden van deze Federale Overheidsdienst aangeduid door de minister tot wiens bevoegdheid het dierenwelzijn behoort;

- de statutaire en contractuele personeelsleden van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen belast met het uitvoeren van de controles.

Evenwel zijn alleen de statutaire of contractuele dierenartsen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu bevoegd om de misdrijven gepleegd in de laboratoria op te sporen en vast te stellen.

De personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu leggen voorafgaand aan de uitoefening van hun functie de eed af in handen van de minister of van zijn aangestelde.

§ 2. De overheidspersonen bedoeld in § 1 kunnen zich alle inlichtingen en bescheiden doen verstrekken die zij tot het volbrengen van hun taak nodig achten en overgaan tot alle nuttige vaststellingen.

In uitoefening van hun opdracht mogen ze alle vervoersmiddelen, gronden, bedrijven of lokalen waar levende dieren gehouden of gebruikt worden, betreden. Het bezoek van lokalen die tot woning dienen is slechts toegestaan van 5 uurs morgens tot 9 uurs avonds en met verlof van de rechter in de politierechtbank. Dit verlof is eveneens vereist voor het bezoek, buiten die uren, van lokalen die niet voor het publiek toegankelijk zijn.

§ 3. De processen-verbaal opgemaakt door de in § 1 bedoelde overheidspersonen hebben bewijskracht tot het tegenbewijs is geleverd; een afschrift ervan wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling aan de overtreders toegezonden.

§ 4. Het proces-verbaal opgesteld door de statutaire en contractuele dierenartsen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu of andere personeelsleden van deze Federale Overheidsdienst aangeduid door de minister tot wiens bevoegdheid het dierenwelzijn behoort, wordt overgemaakt aan de krachtens artikel 41bis aangestelde ambtenaar.

§ 5. Wanneer een overtreding van deze wet of van een uitvoeringsbesluit ervan is vastgesteld, kunnen de overheidspersonen, bedoeld in § 4, een waarschuwing richten tot de overtreder waarbij die tot stopzetting van de overtreding wordt aangemaand.

De waarschuwing wordt, onder de vorm van een afschrift van het proces-verbaal waarin de feiten zijn vastgesteld, binnen de vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder toegezonden.

De waarschuwing vermeldt :

a) ten laste gelegde feiten en de overtreden wetsbepaling of -bepalingen;

b) de termijn waarin zij dienen te worden stopgezet;

c) dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, het proces-verbaal zal worden overgemaakt aan de ambtenaar die belast is met de toepassing van de procedure die is bepaald in artikel 41bis en dat de procureur des Konings zal kunnen worden ingelicht.



§ 6. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux contrôles effectués en application de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire. ».

**Art. 229.** Un article 41bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 41bis. En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris en exécution de celle-ci, le fonctionnaire désigné à cette fin par le Roi au sein du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement peut fixer une somme, dont le paiement volontaire par le contrevenant éteint l'action publique. Si le paiement est refusé, le dossier sera transmis au Procureur du Roi.

Il ne peut pas être infligé d'amende administrative plus de trois ans après le fait constitutif d'une infraction aux dispositions de la présente loi.

Les actes d'instruction ou de poursuite faits dans le délai déterminé à l'alinéa précédent interrompent le cours. Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée même à l'égard des personnes qui n'y étaient pas impliquées.

Le montant de la somme à payer ne peut être inférieur au minimum ni excéder le maximum de l'amende fixée pour l'infraction.

En cas de concours de plusieurs infractions, les montants des sommes sont additionnés, sans que le total puisse excéder le double du maximum de l'amende fixée aux articles 35, 36 et 41.

Le montant de ces sommes est majoré des décimes additionnels, qui sont d'application aux amendes prévues par le droit pénal.

En outre les frais d'expertise ainsi que les frais courus en exécution de l'article 42, § 2, sont mis à charge du contrevenant.

Les modalités de paiement sont déterminées par le Roi. » .

**Section 5.** — Modification de la loi du 26 août 2003 modifiant la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac et créant un Fonds de lutte contre le tabagisme

**Art. 230.** L'article 3 de la loi du 26 août 2003 modifiant la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac et créant un Fonds de lutte contre le tabagisme, est abrogé.

**Section 6.** — Modification de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits

**Art. 231.** A l'article 11 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par les alinéas suivants :

« Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les membres du personnel statutaire ou contractuel du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement désignés à cette fin par le Roi surveillent l'exécution des dispositions de la présente loi et de leurs arrêtés d'exécution ainsi que des règlements de l'Union européenne et qui relèvent des compétences du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement.

Les membres du personnel contractuel prêtent serment, préalablement à l'exercice de leurs fonctions, entre les mains du ministre ou de son délégué. » ;

2° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "fonctionnaires" est remplacé par les mots "personnes visées au § 1<sup>er</sup>".

**Art. 232.** Dans l'article 11bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "le fonctionnaire ou l'agent" sont remplacés par les mots "les personnes".

**Art. 233.** Dans l'article 16 de la même loi, les mots "fonctionnaires et les agents" sont remplacés par le mot "personnes".

**Art. 234.** A l'article 18 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots "fonctionnaires et les agents" sont remplacés par le mot "personnes";

2° au § 2, les mots "fonctionnaires et les agents" sont remplacés par le mot "personnes";

§ 6. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de controles die worden verricht met toepassing van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen. » .

**Art. 229.** In dezelfde wet wordt een artikel 41bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 41bis. Bij overtreding van deze wet of van de besluiten genomen ter uitvoering ervan kan de ambtenaar, daartoe aangesteld door de Koning binnen de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, een geldsom bepalen waarvan de vrijwillige betaling door de overtreder, de publieke vordering doet vervallen. Wordt de betaling geweigerd, dan wordt het dossier aan de Procureur des Konings toegezonden.

Geen administratieve geldboete kan worden opgelegd meer dan drie jaar na de feitelijke overtreding tegen de bepalingen van deze wet.

De daden van onderzoek of van vervolging verricht binnen de in de vorige alinea gestelde termijn stuiten de loop ervan. Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.

Het bedrag van de te betalen geldsom mag niet lager zijn dan het minimum noch hoger zijn dan het maximum van de voor de overtreding bepaalde geldboete.

Bij samenloop van verschillende overtredingen worden de bedragen van de geldsommen samengevoegd, zonder dat het totale bedrag hoger mag zijn dan het dubbele van het maximum van de boete bepaald in artikel 35, 36 en 41.

Het bedrag van deze geldsommen wordt verhoogd met de opdecimen die van toepassing zijn op de strafrechtelijke geldboeten.

Bovendien worden de expertisecosten alsmede de kosten gemaakt in uitvoering van artikel 42, § 2, ten laste gelegd van de overtreder.

De betalingsmodaliteiten worden door de Koning vastgesteld. » .

**Afdeling 5.** — Wijziging van de wet van 26 augustus 2003 tot wijziging van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten en tot oprichting van een Fonds ter bestrijding van het tabaksgebruik

**Art. 230.** Artikel 3 van de wet van 26 augustus 2003 tot wijziging van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten en tot oprichting van een Fonds ter bestrijding van het tabaksgebruik, wordt opgeheven.

**Afdeling 6.** — Wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten

**Art. 231.** In artikel 11 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt door de volgende leden vervangen :

« Onverminderd de ambtsbevoegdheden van de officieren van gerechtige politie, zien de daartoe door de Koning aangewezen statutaire of contractuele personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu toe op de uitvoering van de bepalingen van deze wet en van zijn uitvoeringsbesluiten evenals van de verordeningen van de Europese Unie en die behoren tot de bevoegdheden van Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

De contractuele personeelsleden leggen voorafgaand aan de uitoefening van hun functie, de eed af in handen van de minister of van zijn aangestelde. » ;

2° in § 3, eerste lid, wordt het woord "ambtenaren" vervangen door de woorden "personen, bedoeld in § 1".

**Art. 232.** In artikel 11bis, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "ambtenaar of beambte" vervangen door het woord "personen".

**Art. 233.** In artikel 16 van dezelfde wet, worden de woorden "ambtenaren en beambten" vervangen door het woord "personen".

**Art. 234.** Aan artikel 18 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "ambtenaren en beambten" vervangen door het woord "personen";

2° in § 2 worden de woorden "ambtenaren en beambten" vervangen door het woord "personen";

3° au § 3, le mot "agent" et les mots "fonctionnaires ou agents" sont respectivement remplacés par les mots "personne" et "personnes".

**Art. 235.** Dans l'article 19, alinéa 6, de la même loi, les mots "Ministère de la Santé publique et de l'Environnement" et "Inspection des denrées alimentaires" sont respectivement remplacés par les mots "Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement" et "Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation".

**Art. 236.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "Ministère de la Santé publique et de l'Environnement" sont remplacés par les mots "Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement".

**Art. 237.** Dans l'article 25, alinéa 2, de la même loi, les mots "agent" et "fonctionnaire" sont remplacés par le mot "personne".

#### CHAPITRE 9. — Sécurité Sociale - Meilleure perception des cotisations

##### Section 1<sup>re</sup>. — Caisse de Secours et de Prévoyance des Marins - Co-responsabilité de l'armateur intermédiaire

**Art. 238.** L'article 2bis, b), de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, inséré par la loi du 20 juillet 1991, est complété comme suit :

« L'armateur intermédiaire belge est considéré comme l'armateur pour le paiement des cotisations de sécurité sociale à la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins. » .

**Art. 239.** L'article 238 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

##### Section 2. — Responsabilité solidaire pour les dettes sociales - Modification du Code Judiciaire

**Art. 240.** Dans l'article 580, 16°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 20 juillet 1991, les mots "l'article 30ter" sont remplacés par les mots "l'article 30bis".

##### Section 3. — Exonération de sanctions civiles

**Art. 241.** L'article 29 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est complété par l'alinéa suivant;

« Le Roi détermine également les conditions dans lesquelles l'Office national de sécurité sociale peut accorder à l'employeur l'exonération ou la réduction de l'indemnité forfaitaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. » .

**Art. 242.** L'article 29bis de la même loi, inséré par la loi du 25 janvier 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi détermine également les conditions dans lesquelles l'Office national de sécurité sociale peut accorder à l'employeur l'exonération ou la réduction de l'indemnité forfaitaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. » .

**Art. 243.** L'article 30 de la même loi, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi détermine également les conditions dans lesquelles l'Office national de sécurité sociale peut accorder au mandataire de l'employeur l'exonération ou la réduction de l'indemnité forfaitaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. » .

**Art. 244.** Les articles 241 à 243 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Section 4. — Habilitation au Roi pour modifier la législation suite à l'intégration du régime des ouvriers mineurs dans le régime général**

**Art. 245.** Le Roi est habilité à apporter les adaptations formelles nécessaires aux lois concernant la sécurité sociale, suite à l'intégration des ouvriers mineurs et assimilés dans le régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés depuis l'abrogation de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

3° in § 3 worden de woorden "ambtenaar" en "ambtenaren of beambten" respectievelijk vervangen door de woorden "persoon" en "personen".

**Art. 235.** In artikel 19, zesde lid, van dezelfde wet, worden de woorden "Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu" en "Eetwareninspectie" respectievelijk vervangen door de woorden "Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu" en "Directoraat-generaal Dier, Plant en Voeding".

**Art. 236.** In artikel 22, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu" vervangen door de woorden "Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu".

**Art. 237.** In artikel 25, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden "beambte" en "ambtenaar" vervangen door het woord "persoon".

#### HOOFDSTUK 9. — Sociale Zekerheid - Betere inning van de bijdragen

##### Afdeling 1. — Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden - Medeaansprakelijkheid van de bemiddelende reder

**Art. 238.** Artikel 2bis, b), van de besluitwet van 7 februari 1945 de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1991, wordt aangevuld als volgt :

« De Belgische bemiddelende reder wordt als reder beschouwd voor de betaling van de socialezekerheidsbijdragen aan de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden. » .

**Art. 239.** Artikel 238 treedt in werking op 1 januari 2004.

##### Afdeling 2. — Hoofdelijke aansprakelijkheidsregeling voor de sociale schulden - Wijziging van het Gerechtelijk Wetboek

**Art. 240.** In artikel 580, 16°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1991, worden de woorden "artikel 30ter" vervangen door de woorden "artikel 30bis".

##### Afdeling 3. — Kwijtschelding van burgerlijke sancties

**Art. 241.** Artikel 29 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt aangevuld met volgend lid;

« De Koning bepaalt ook de voorwaarden waaronder de Rijksdienst voor sociale zekerheid aan de werkgever de kwijtschelding of de vermindering van de forfaitaire vergoeding beoogd in het eerste lid kan toekennen. » .

**Art. 242.** Artikel 29bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 januari 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning bepaalt ook de voorwaarden waaronder de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de werkgever de kwijtschelding of de vermindering van de forfaitaire vergoeding beoogd in het eerste lid kan toekennen. » .

**Art. 243.** Artikel 30 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning bepaalt ook de voorwaarden waaronder de Rijksdienst voor sociale zekerheid aan de lasthebber van de werkgever de kwijtschelding of de vermindering van de forfaitaire vergoeding beoogd in het eerste lid kan toekennen. » .

**Art. 244.** De artikelen 241 tot 243 treden in werking op 1 januari 2004.

**Afdeling 4. — Machtiging aan de Koning om de wetten aan te passen ingevolge de integratie van het stelsel van de mijnwerkers in het algemeen stelsel**

**Art. 245.** De Koning wordt gemachtigd om de nodige formele aanpassingen aan te brengen in de wetten die betrekking hebben op de sociale zekerheid, als gevolg van de integratie van de mijnwerkers en gelijkgestelden in de algemene regeling van de sociale zekerheid voor werknemers sinds de afschaffing van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid der mijnwerkers en gelijkgestelden.

CHAPITRE 10. — *Simplification administrative et e-government*Section 1<sup>re</sup>. — Accès au Registre national des personnes physiques et utilisation du numéro du Registre national

**Art. 246.** Dans la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, un article 113bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 113bis. Pour autant que ceci s'avère nécessaire pour l'exécution de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, les organismes de pension et les personnes morales chargées de l'exécution d'un engagement de solidarité ont :

1° accès au Registre national des personnes physiques, institué par la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;

2° le droit d'utiliser le numéro d'identification du Registre national. ».

## Section 2. — Missions de la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale

**Art. 247.** Au chapitre II, Section 1<sup>re</sup>, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, un article 2bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 2bis. La Banque-carrefour a pour mission, dans le cadre de la philosophie de la matrice virtuelle et en concertation permanente avec le Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication :

1° de développer une stratégie commune en matière d'e-government dans la sécurité sociale et d'en surveiller le respect;

2° de promouvoir et de veiller à l'homogénéité et à la cohérence de la politique avec cette stratégie commune;

3° d'assister les institutions de sécurité sociale lors de la mise en œuvre de cette stratégie commune;

4° de développer les normes, les standards et l'architecture de base nécessaires pour une mise en œuvre efficace de la technologie de l'information et de la communication à l'appui de cette stratégie et d'en surveiller le respect;

5° de développer les projets et services qui englobent potentiellement l'ensemble des institutions de sécurité sociale et qui soutiennent cette stratégie commune;

6° de gérer la collaboration avec les autres autorités en matière d'e-government et de technologie de l'information et de la communication. ».

**Art. 248.** Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 3bis. La Banque-carrefour est chargée de soutenir les institutions de sécurité sociale afin de leur permettre au moyen des nouvelles technologies d'exécuter d'une manière effective et efficace leurs missions au profit des utilisateurs de leurs services, avec un minimum de charges administratives et de frais pour les intéressés et, dans la mesure du possible, de leur propre initiative. ».

**Art. 249.** Dans l'article 17bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 24 décembre 2002 et modifié par la loi du 8 avril 2003, il est inséré un 2°bis, rédigé comme suit :

« 2°bis les institutions de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, d); ».

**Art. 250.** L'intitulé de la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale, est complété comme suit :

« et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale ».

**Art. 251.** L'article 3, § 2, 1°, de la même loi, est remplacé comme suit :

« 1° les conditions d'accès et d'utilisation du système d'information des institutions de sécurité sociale et du système d'information de l'autorité fédérale par les entreprises, leurs préposés ou mandataires, dont les standards selon lesquels les communications de données sont réalisées à l'aide d'un procédé électronique et l'adresse à laquelle les données doivent être envoyées; ».

HOOFDSTUK 10. — *Administratieve vereenvoudiging en e-government*

## Afdeling 1. — Toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en gebruik van het Rijksregisternummer

**Art. 246.** In de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid wordt een artikel 113bis ingevoegd, luidende :

« Art. 113bis. Voor zover dit noodzakelijk is voor het uitvoeren van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten hebben de pensioeninstellingen en de rechtspersonen belast met de uitvoering van een solidariteitstoezegging :

1° toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, ingesteld door de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

2° het recht om het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken. ».

## Afdeling 2. — Oprachten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid

**Art. 247.** In hoofdstuk II, afdeling 1, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidende :

« Art. 2bis. De Kruispuntbank heeft, binnen de filosofie van de virtuele matrix en in permanente afstemming met de Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie, tot opdracht :

1° het uitwerken van een gemeenschappelijke strategie inzake e-government binnen de sociale zekerheid en het opvolgen van de naleving ervan;

2° het bevorderen en bewaken van de homogeniteit en consistentie van het beleid met deze gemeenschappelijke strategie;

3° het begeleiden van de instellingen van sociale zekerheid bij de implementatie van deze gemeenschappelijke strategie;

4° het uitwerken van de nodige normen, standaarden en basisarchitectuur voor een efficiënte inzet van de informatie- en communicatietechnologie ter ondersteuning van deze strategie, en het opvolgen van de naleving ervan;

5° het uitwerken van projecten en diensten die potentieel de instellingen van sociale zekerheid overkoepelen en deze gemeenschappelijke strategie ondersteunen;

6° het beheren van de samenwerking met andere overheden inzake e-government en informatie- en communicatietechnologie. ».

**Art. 248.** In dezelfde wet wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidende :

« Art. 3bis.- De Kruispuntbank is belast met het ondersteunen van de instellingen van sociale zekerheid teneinde hen door middel van nieuwe technologieën in staat te stellen hun opdrachten ten behoeve van de gebruikers van de door hen aangeboden diensten uit te voeren op een effectieve en efficiënte wijze, met een minimum aan administratieve lasten en kosten voor de betrokkenen en, voor zover mogelijk, op hun eigen initiatief. ».

**Art. 249.** In artikel 17bis, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 december 2002 en gewijzigd bij de wet van 8 april 2003, wordt een 2°bis ingevoegd, luidende :

« 2°bis de instellingen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, d); ».

**Art. 250.** Het opschrift van de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid, wordt aangevuld als volgt :

« en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid ».

**Art. 251.** Artikel 3, § 2, 1°, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« 1° de voorwaarden voor de toegang en het gebruik van het informatiesysteem van de instellingen van sociale zekerheid en het informatiesysteem van de federale overheid door de ondernemingen, hun aangestelden of lasthebbers, waaronder de standaarden volgens dewelke de mededelingen van gegevens door middel van een elektronische techniek geschieden en het adres waarnaar de gegevens dienen te worden gestuurd; ».

CHAPITRE 11. — *Allocations familiales*

**Art. 252.** L'article 2, 2°, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, remplacé par la loi du 22 décembre 1989, est abrogé.

**Art. 253.** Dans l'article 73quinquies, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des mêmes lois, inséré par la loi du 5 janvier 1976, les mots "aux régimes de sécurité sociale des ouvriers mineurs ou assimilés ou des marins de la marine marchande" sont remplacés par les mots "au régime de sécurité sociale des marins de la marine marchande".

**Art. 254.** Dans l'article 96 des mêmes lois, modifié par la loi du 10 juin 1998, les mots "article 94, § 4, alinéa 2" sont remplacés par les mots "article 94, § 8".

**Art. 255.** L'article 157, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1936, 22 décembre 1938 et 19 décembre 1939, est abrogé.

**Art. 256.** L'article 164bis des mêmes lois, inséré par l'arrêté royal du 16 février 1952 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1957, est abrogé.

CHAPITRE 12. — *Financement alternatif de la sécurité sociale*

**Art. 257.** A l'article 66 de la loi-programme du 2 janvier 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut majorer le montant du financement alternatif du coût du complément de 5 % de l'allocation de chômage temporaire visé à l'article 114, § 6, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage. » ;

2° le § 2 est complété par un 9°, rédigé comme suit :

« 9° le montant de la majoration visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 8, destiné à l'Office national de l'Emploi. » ;

3° au § 3, 2°, les mots "66 931 milliers EUR pour les années 2003 à 2008 et 69 410 milliers EUR pour l'année 2009" sont remplacés par les mots "66 931 milliers EUR pour l'année 2003, 36 083 milliers EUR pour l'année 2004 et 73 596,4 milliers EUR pour les années 2005 à 2009";

4° un § 3bis, rédigé comme suit est inséré :

« § 3bis. Pour l'année 2004, le montant attribué à l'ONSS-gestion globale, en vertu des §§ 1<sup>er</sup> et 2 est augmenté exceptionnellement de 1 510 985 milliers EUR. » ;

5° au § 4, les mots "conformément au § 3," sont remplacés par les mots "conformément aux §§ 3 et 3bis,".

CHAPITRE 13. — *Financement alternatif des soins de santé*

**Art. 258.** Dans le Titre X de la même loi, un Chapitre VIIbis est inséré, rédigé comme suit :

« Chapitre VIIbis - Financement alternatif des soins de santé.

**Art. 67bis.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, un montant de 1 293 107 milliers EUR est prélevé du produit de la taxe sur la valeur ajoutée et est affecté à l'INAMI au profit du budget des frais d'administration. Ce montant est destiné au paiement de l'indemnité visée à l'article 47, alinéa 2, de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987, ainsi qu'au paiement de la partie du budget des moyens financiers des hôpitaux à charge de l'Etat, visée aux articles 100 et 102 de la même loi.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier le montant du prélèvement visé à l'alinéa précédent.

Ce montant est versé par tranches mensuelles égales.

**Art. 67ter.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, un montant de 144 800 milliers EUR est prélevé sur les recettes d'accises et est affecté à l'INAMI au profit de l'assurance soins de santé.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier le montant du prélèvement visé à l'alinéa précédent.

Ce montant est versé par tranches mensuelles égales.

HOOFDSTUK 11. — *Gezinsbijslag*

**Art. 252.** Artikel 2, 2°, van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, samengevoegd op 19 december 1939, vervangen bij de wet van 22 december 1989, wordt opgeheven.

**Art. 253.** In artikel 73quinquies, eerste lid, 1°, van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 5 januari 1976, worden de woorden "de regelingen betreffende de sociale zekerheid van mijnwerkers en met mijnwerkers gelijkgestellten of van zeelieden ter koopvaardij" vervangen door de woorden "de regeling van zeelieden ter koopvaardij".

**Art. 254.** In artikel 96 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 10 juni 1998, worden de woorden "artikel 94, § 4, tweede lid" vervangen door de woorden "artikel 94, § 8".

**Art. 255.** Artikel 157, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1936, 22 december 1938 en 19 december 1939, wordt opgeheven.

**Art. 256.** Artikel 164bis van dezelfde wetten, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1952 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1957, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 12. — *Alternatieve financiering van de sociale zekerheid*

**Art. 257.** In artikel 66 van de programmawet van 2 januari 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met het volgend lid :

« De Koning kan het bedrag van de alternatieve financiering verhogen met de kost van de toeslag van 5 % van de uitkering voor tijdelijke werkloosheid, bedoeld in artikel 114, § 6, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering. » ;

2° § 2 wordt aangevuld met een 9°, luidende :

« 9° het bedrag van de verhoging bedoeld in § 1, achtste lid, bestemd voor de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. » ;

3° in § 3, 2°, worden de woorden "66 931 duizend EUR voor de jaren 2003 tot 2008 en 69 410 duizend EUR voor het jaar 2009" vervangen door de woorden "66 931 duizend EUR voor het jaar 2003, 36 083 duizend EUR voor het jaar 2004 en 73 596,4 duizend EUR voor de jaren 2005 tot 2009";

4° een § 3bis wordt ingevoegd, luidende :

« § 3bis. Voor het jaar 2004, wordt het bedrag toegewezen aan de RSZ-globaal beheer, in toepassing van de §§ 1 en 2 uitzonderlijk verhoogd met 1 510 985 duizend EUR. » ;

5° in § 4 worden de woorden "overeenkomstig § 3," vervangen door de woorden "overeenkomstig de §§ 3 en 3bis,".

HOOFDSTUK 13. — *Alternatieve financiering van de geneeskundige verzorging*

**Art. 258.** In Titel X van dezelfde wet, wordt een Hoofdstuk VIIbis ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk VIIbis - Alternatieve financiering van de geneeskundige verzorging.

**Art. 67bis.** Vanaf 1 januari 2004 wordt een bedrag van 1 293 107 duizend EUR voorafgenomen van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde en toegewezen aan het RIZIV ten voordele van de begroting van de administratiekosten. Dit bedrag wordt aangewend voor de betaling van de schadeloosstelling bedoeld in artikel 47, tweede lid, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, evenals voor de betaling van het gedeelte van de begroting voor de financiële middelen van de ziekenhuizen dat ten laste genomen wordt door de Staat, bedoeld door artikelen 100 en 102 van dezelfde wet.

Vanaf 1 januari 2005 kan de Koning middels een in Ministerraad overlegd besluit het bedrag van de toewijzing bedoeld in de vorige lid wijzigen.

Dit bedrag wordt gestort in gelijke maandelijkse schijven.

**Art. 67ter.** Vanaf 1 januari 2004 wordt een bedrag van 144 800 duizend EUR voorafgenomen van de opbrengst van de accijnzen en toegewezen aan het RIZIV ten voordele van de verzekering voor geneeskundige verzorging.

Vanaf 1 januari 2005 kan de Koning middels een in Ministerraad overlegd besluit het bedrag van de toewijzing bedoeld in de vorige lid wijzigen.

Dit bedrag wordt gestort in gelijke maandelijkse schijven.

Art. 67<sup>quater</sup>. Pour l'année 2004, un montant de 500 milliers EUR est prélevé du produit de la taxe sur la valeur ajoutée et est attribué au budget des frais d'administration de l'INAMI.

Le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est destiné à l'alimentation d'un Fonds de lutte contre le tabagisme. » .

Art. 259. L'article 257 du chapitre précédent et l'article 258 du présent chapitre entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004, à l'exception de l'article 257, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

#### CHAPITRE 14. — Médicaments

Art. 260. L'article 6, § 2, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments inséré par l'arrêté royal du 8 août 1997 et modifié par les lois du 12 août 2000 et 30 décembre 2001, est complété comme suit :

« Le pharmacien hospitalier peut également, au même titre que les autres pharmaciens d'officine, délivrer sur prescription médicale des médicaments au profit des personnes traitées dans des institutions désignées par le Roi et dans les circonstances et conditions déterminées par Lui. » .

Art. 261. L'article 14 de la même loi, modifiée par les lois du 20 octobre 1998 et 12 août 2000, par l'arrêté royal du 22 février 2001 et par la loi du 30 décembre 2001, est remplacé comme suit :

« Art. 14. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les membres du personnel statutaires ou, à défaut, les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, désignés à cette fin par le Roi, surveillent l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'application.

Les membres du personnel contractuel visés à l'alinéa premier prêtent serment, préalablement à l'exercice de leurs fonctions, entre les mains du ministre ou de son délégué.

Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, désigner les membres du personnel statutaire ou contractuel d'autres Services publics fédéraux pour la surveillance des objets, appareils, substances ou compositions visés à l'article 1<sup>er</sup> bis de la présente loi.

§ 2. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les membres du personnel statutaire ou contractuel visés au § 1<sup>er</sup>, munis de pièces justificatives de leurs fonctions, peuvent dans l'exercice de leur mission :

1<sup>o</sup> pénétrer librement, entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, sans avertissement préalable, dans tous les lieux où des médicaments, des substances ou compositions, objets et appareils visés à l'article 1<sup>er</sup> et 1<sup>er</sup> bis de la présente loi sont vendus, délivrés à titre onéreux ou non, fabriqués, préparés, conservés ou entreposés, ou autres lieux soumis à leur contrôle ainsi que les fouiller même si ceux-ci ne sont pas accessibles au public et plus généralement, tous les lieux dans lesquels ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer qu'il existe des infractions aux dispositions des législations dont ils exercent la surveillance.

Toutefois, en dehors de ces heures, ils ne peuvent pénétrer dans les lieux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, qu'avec l'autorisation préalable du tribunal de police.

Dans les locaux habités, ils ne peuvent pénétrer qu'avec l'autorisation préalable du tribunal de police.

2<sup>o</sup> procéder à tout examen, contrôle et audition et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions des législations dont ils exercent la surveillance sont effectivement observées et notamment :

a) interroger toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire, sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) prendre l'identité de toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire pour l'exercice de la surveillance; à cet effet, exiger des personnes la présentation de documents officiels d'identification ou rechercher l'identité de ces personnes par d'autres moyens, y compris en faisant des photos et des prises de vues par film et vidéo;

c) se faire produire, sans déplacement, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information contenant des données ou l'établissement, la tenue ou la conservation sont prescrits par les législations dont ils exercent la surveillance et en prendre des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies, ou se faire

Art. 67<sup>quater</sup>. Voor het jaar 2004 wordt een bedrag van 500 duizend EUR voorafgenomen van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde en toegekend aan de begroting van de administratiekosten van het RIZIV.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid is bestemd voor een Fonds tot bestrijding van het tabaksgebruik. » .

Art. 259. Artikel 257 van het vorige hoofdstuk en artikel 258 van dit hoofdstuk treden in werking op 1 januari 2004, met uitzondering van artikel 257, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, dat uitwerking heeft op 1 juli 2003.

#### HOOFDSTUK 14. — Geneesmiddelen

Art. 260. Artikel 6, § 2, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 en gewijzigd bij de wetten van 12 augustus 2000 en 30 december 2001, wordt aangevuld als volgt :

« De ziekenhuisapotheker mag eveneens op doktersvoorschrift, tegelijk met andere officina-apothekers, geneesmiddelen afleveren ten behoeve van personen, behandeld in instellingen die door de Koning zijn aangeduid, en onder de omstandigheden en voorwaarden die door Hem zijn bepaald. » .

Art. 261. Artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 20 oktober 1998 en 12 augustus 2000, bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 en bij de wet van 30 december 2001, wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, oefenen de daartoe door de Koning aangewezen statutaire, of bij gebreke daarvan, contractuele personeelsleden aangeworven door middel van een contract van onbepaalde duur van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu het toezicht uit op de toepassing van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten.

De contractuele personeelsleden bedoeld in het eerste lid, leggen, voorafgaand aan de uitoefening van hun functie, de eed af in handen van de minister of zijn afgevaardigd.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, statutaire of contractuele personeelsleden van andere Federale Overheidsdiensten aanwijzen voor het toezicht op de voorwerpen, apparaten, enkelvoudige of samengestelde substanties bedoeld in artikel 1 bis van deze wet.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie mogen de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in § 1, voorzien van behoorlijke legitimatiebewijzen, bij de uitoefening van hun opdracht :

1<sup>o</sup> tussen 5 uur 's ochtends en 9 uur 's avonds, zonder voorafgaande verwittiging, alle plaatsen betreden en doorzoeken waar geneesmiddelen, enkelvoudige of samengestelde substanties, voorwerpen of apparaten bedoeld in de artikelen 1 en 1 bis van deze wet worden verkocht, afgeleverd, afgestaan onder bezwarende titel of om niet, vervaardigd, bereid, bewaard of opgeslagen, of andere plaatsen die aan hun toezicht onderworpen zijn, zelfs indien deze voor het publiek niet toegankelijk zijn en meer in het algemeen alle plaatsen waar zij redelijkerwijze vermoeden dat er inbreuken gepleegd worden op de bepalingen van de wetgevingen waarop zij toezicht uitoefenen.

Evenwel mogen zij de in het eerste lid bedoelde plaatsen buiten deze uren betreden, mits zij over een voorafgaande toelating van de politierechtbank beschikken.

Tot de bewoonde lokalen hebben zij enkel toegang wanneer de politierechtbank daartoe vooraf toelating heeft verleend.

2<sup>o</sup> overgaan tot elk onderzoek, elke controle, en elk verhoor, alsook alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de wetgeving waarop zij toezicht uitoefenen, werkelijk worden nageleefd, en inzonderheid :

a) gelijk welke persoon wiens verhoor zij nodig achten, ondervragen over alle feiten die dienstig kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht;

b) de identiteit opnemen van gelijk welke persoon, wiens verklaring zij nodig achten voor de uitoefening van het toezicht; daartoe kunnen zij van deze personen de overlegging vorderen van officiële identiteitsdocumenten, of deze identiteit trachten te achterhalen met andere middelen, met inbegrip van het maken van foto's, film- en video-opnamen;

c) zich, zonder verplaatsing, alle boeken, registers, documenten, schijven, banden of gelijk welke andere informatiedragers, die ingevolge de wetgeving waar zij toezicht op uitoefenen, dienen te worden opgemaakt, bijgehouden of bewaard, alsmede alle andere boeken, registers, documenten, schijven, banden of gelijk welke andere informatiedragers die zij nodig achten voor de uitoefening van het toezicht,

fournir ceux-ci sans frais, ou même saisir n'importe quels supports d'information visés par le présent litera contre récépissé;

d) se faire produire, sans déplacement, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission et en prendre des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies ou se faire fournir ceux-ci sans frais, ou même saisir n'importe quels supports d'information visés par le présent litera contre récépissé;

e) sans préjudice de leurs compétences en vertu de l'article 15 de la présente loi, saisir contre récépissé ou mettre sous scellés d'autres biens mobiliers que ceux visés aux literas c et d en ce compris les biens mobiliers qui sont immeubles par incorporation ou par destination, que le contrevenant en soit propriétaire ou pas, qui sont soumis à leur contrôle ou par lesquels des infractions aux législations dont ils exercent la surveillance peuvent être constatées lorsque cela est nécessaire à l'établissement de la preuve de ces infractions, lorsque cela peut permettre de déceler les coauteurs ou les complices de l'infraction ou lorsque le danger existe qu'avec ces biens, les infractions persistent ou que de nouvelles infractions soient commises ou encore lorsque les objets semblent former les choses ou les avantages patrimoniaux visés à l'article 42 du Code Pénal;

f) faire des constatations en faisant des photos et des prises de vues par film ou vidéo;

§ 3. Les membres du personnel statutaires et contractuels visés au § 1<sup>er</sup>, ont le droit de faire toutes les constatations utiles, de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai pour se mettre en règle et de dresser des procès-verbaux.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie de ceux-ci est portée à la connaissance du contrevenant endéans un délai de vingt jours, qui prend cours le lendemain du jour de la constatation de l'infraction. Lorsque le jour d'échéance qui est compris dans ce délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié il est déplacé au jour ouvrable suivant.

Pour l'application du délai déterminé à l'alinéa précédent, l'avertissement donné au contrevenant ou la fixation d'un délai pour se mettre en règle n'emporte pas la constatation de l'infraction.

Lors de l'établissement des procès-verbaux les constatations matérielles faites par eux, peuvent être utilisées, avec leur force probante, par les autres membres du personnel statutaires ou contractuels du même service, des autres services d'inspection ou par les membres du personnel statutaires ou contractuels chargés de la surveillance du respect d'autres législations.

§ 4. Les membres du personnel statutaire et contractuel visés au § 1<sup>er</sup>, dans l'exercice de leur fonction, peuvent requérir l'assistance de la force publique.

§ 5. Le présent article n'est pas applicable aux contrôles effectués en application de la loi du 4 février 2000 portant création de l'Agence Fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire. »

**Art. 262.** Dans la même loi, un article 14bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 14bis. § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel statutaire ou contractuel visés à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, doivent prendre les mesures nécessaires afin de respecter le caractère confidentiel des données à caractère personnel dont ils ont obtenu connaissance dans l'exercice de leur mission et assurer que ces données sont utilisées exclusivement pour l'exercice de leur mission de surveillance.

§ 2. Lorsqu'ils l'estiment nécessaire, les membres du personnel statutaire ou contractuel visés à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, communiquent les renseignements recueillis lors de leur enquête à tous les membres du personnel chargés de la surveillance d'autres législations, dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés.

Il y a obligation de communiquer ces renseignements lorsque les autres membres du personnel visés à l'alinéa précédent les demandent.

Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation de celle-ci.

Les renseignements concernant des données médicales à caractère personnel ne peuvent être communiqués ou utilisés que dans le respect du secret médical.

ter inzage doen voorleggen, alsook uittreksels, afschriften, afdrucken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën daarvan nemen of zich kosteloos laten verstrekken of zelfs gelijk welke van de in dit litera bedoelde informatiedragers tegen ontvangstbewijs in beslag nemen;

d) zich, zonder verplaatsing, alle andere boeken, registers, documenten, schijven, banden of gelijk welke andere informatiedragers ter inzage doen voorleggen die zij nodig achten voor het volbrengen van hun opdracht en uittreksels, afschriften, afdrucken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën ervan nemen of zich kosteloos laten verstrekken of zelfs gelijk welke van de in dit litera bedoelde informatiedragers tegen ontvangstbewijs in beslag nemen;

e) onverminderd hun bevoegdheden krachtens artikel 15 van deze wet, andere roerende goederen dan deze bedoeld in literas c en d, met inbegrip van roerende goederen die onroerend zijn geworden door incorporatie of door bestemming, ongeacht of de overtreder al dan niet de eigenaar is van deze goederen, die aan hun toezicht onderworpen zijn of aan de hand waarvan overtredingen van de wetgeving waarop zij toezicht uitoefenen, kunnen worden vastgesteld, tegen ontvangstbewijs in beslag nemen of deze verzegelen wanneer dit nodig is om een inbreuk te bewijzen of om de mededaders of medeplichtigen van de overtredders op te sporen, of wanneer het gevaar bestaat dat met deze goederen de overtredingen worden voortgezet of nieuwe overtredingen zullen worden gepleegd, of nog wanneer het voorwerpen betreft die zaken of vermogensvoordelen bedoeld in artikel 42 van het Strafwetboek schijnen te vormen;

f) vaststellingen doen door middel van het maken van foto's, film- en video-opnamen;

§ 3. De statutaire en contractuele personeelsleden bedoeld in § 1, hebben het recht alle dienstige vaststellingen te doen, waarschuwingen te geven, voor de overtreder een termijn te bepalen om zich in regel te stellen en processen-verbaal op te stellen.

Deze processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegendeel bewezen is. Een afschrift ervan wordt ter kennis gebracht van de overtreder uiterlijk binnen een termijn van twintig dagen, die aanvang neemt de dag na de vaststelling van de overtreding. Wanneer de vervalddag, die in deze termijn is inbegrepen, een zaterdag, een zondag of een feestdag is, dan wordt deze verplaatst naar de eerstvolgende werkdag.

Voor de toepassing van de termijn bepaald in het vorige lid, vormen het geven aan de overtreder van een waarschuwing of van een termijn om zich in regel te stellen, geen vaststelling van de overtreding.

Bij het opmaken van de processen-verbaal kunnen de door hen verrichte materiële vaststellingen, met bewijskracht, gebruikt worden door statutaire of contractuele personeelsleden van dezelfde dienst, van andere inspectiediensten of door statutaire of contractuele personeelsleden belast met het toezicht op de naleving van andere wetgevingen.

§ 4. In de uitoefening van hun ambt kunnen de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in § 1, de bijstand van de openbare macht vorderen.

§ 5. Dit artikel is niet van toepassing op de controles die worden verricht met toepassing van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen. »

**Art. 262.** In dezelfde wet wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14bis. § 1. De statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 14, § 1, moeten de nodige maatregelen nemen om het vertrouwelijk karakter te respecteren van de gegevens van persoonlijke aard waarvan ze kennis hebben gekregen in de uitoefening van hun opdracht en om te verzekeren dat deze gegevens uitsluitend worden aangewend voor de uitoefening van hun toezichtsoverdracht.

§ 2. Wanneer zij zulks nodig achten, delen de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 14, § 1, de inlichtingen die zij bij hun onderzoek hebben ingewonnen mee, aan alle personeelsleden belast met het toezicht op andere wetgevingen, in zoverre die inlichtingen deze laatsten kunnen aanbelangen bij de uitoefening van het toezicht waarmee ze belast zijn.

Het is verplicht om deze inlichtingen mee te delen wanneer de andere in het vorige lid bedoelde personeelsleden erom verzoeken.

Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegedeeld mits toestemming van deze laatste.

Inlichtingen betreffende medische gegevens van persoonlijke aard mogen slechts worden meegedeeld of gebruikt met inachtneming van het medisch beroepsgeheim.

§ 3. Tous les services de l'Etat, y compris les parquets et les greffes des cours et de toutes les juridictions, des communautés, des régions, des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes, des communes, des associations dont elles font partie, des institutions publiques qui en dépendent, ainsi que de toutes les institutions publiques qui en dépendent, sont tenus, vis-à-vis des membres du personnel statutaire ou contractuel visés à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, et à leur demande, de leur fournir tous renseignements, ainsi que de leur produire, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information et de leur en fournir des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, de laisser prendre des copies ou des photocopies que ces derniers estiment utiles à la surveillance du respect des législations dont ils sont chargés.

Tous les services précités, à l'exception des services des communautés et des régions, sont tenus de fournir sans frais ces renseignements, extraits, duplicata, impressions, listages, copies ou photocopies.

Toutefois, les actes, pièces, registres, documents ou renseignements relatifs à des procédures judiciaires ne peuvent être communiqués sans l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général.

§ 4. Les membres du personnel statutaire ou contractuel visés à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, ne peuvent avoir un intérêt quelconque, direct ou indirect, dans les entreprises ou institutions qu'ils sont chargés de contrôler. » .

**Art. 263.** A l'article 15 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots "fonctionnaires ou agents dont question à l'article 14" sont remplacés par les mots "membres du personnel statutaire ou contractuel visés à l'article 14";

2° au § 3, les mots "fonctionnaires ou agents précités" sont remplacés par les mots "membres du personnel statutaires ou contractuels visés à l'article 14".

**Art. 264.** A l'article 16 de la même loi, remplacé par la loi du 21 juin 1983 et modifié par les lois du 29 décembre 1990, 10 juillet 1997, 20 octobre 1998 et 2 août 2002 sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase préliminaire du § 1<sup>er</sup>, le mot "vingt-six" est remplacé par le mot "cinquante";

2° au § 1<sup>er</sup>, 1°, les mots "et 4" sont supprimés;

3° au § 2, les mots "6, alinéa 3" sont remplacés par "6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3";

4° dans la phrase préliminaire du § 3, le mot "cinq cent" est modifié par le mot "deux cent";

5° au § 3, 1°, les mots "de l'article 16" sont insérés entre les mots "à l'exception de ceux du §§ 1<sup>er</sup> et 2" et les mots "des articles 9 et 10";

6° dans le § 3, 2°, les mots "les fonctionnaires ou agents" sont remplacés par les mots "des membres du personnel statutaire ou contractuel visés à l'article 14";

7° le § 6 est abrogé.

**Art. 265.** A l'article 17 de la même loi, remplacée par la loi du 20 octobre 1998 et modifiée par l'arrêté royal du 22 février 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots "ni supérieur au quintuple de ce minimum" sont remplacés par les mots "ni supérieur au maximum fixé";

2° entre les alinéas 4 et 5, l'alinéa suivant est inséré :

« En cas de récidive endéans un délai de trois ans après paiement de la somme qui éteint l'action publique, fixé en vertu de la violation de cette loi et de ses arrêtés d'exécution, la somme peut être doublée. » .

**Art. 266.** A l'article 19 de la même loi, remplacé par la loi du 21 juin 1983, les mots "article 42 et" sont supprimés.

**Art. 267.** A l'article 19bis, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 21 juin 1983, le mot "vingt-six" est remplacé par le mot "cinquante".

§ 3. Alle diensten van de Staat, met inbegrip van de parketten en de griffies der hoven en van alle rechtscolleges, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de gemeenten, de verenigingen waartoe ze behoren, en van de openbare instellingen die ervan afhangen, zijn gehouden aan de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 14, § 1, op hun verzoek, alle in hun bezit zijnde inlichtingen te verstrekken, hen inzage te verlenen van alle akten, stukken, boeken, registers, documenten, schijven, banden of van gelijk welke andere informatiedragers en hen alle uittreksels, afschriften, afdrucken, uitdraaien, kopies of fotokopies te laten nemen die zij nuttig achten voor het toezicht op de naleving van de wetgevingen waarmee zij belast zijn.

Alle voornoemde diensten, met uitzondering van de diensten van de gemeenschappen en gewesten, zijn gehouden die inlichtingen, uittreksels, afschriften, afdrucken, uitdraaien, kopies of fotokopies kosteloos te verstrekken.

Evenwel mogen de akten, stukken, registers, documenten of inlichtingen betreffende gerechtelijke procedures enkel worden meegedeeld met de uitdrukkelijke toelating van de procureur-generaal of de auditeur-generaal.

§ 4. De statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 14, § 1, mogen geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben in de ondernemingen of instellingen waarop zij toezicht dienen uit te oefenen. » .

**Art. 263.** In artikel 15 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden "de in artikel 14 bedoelde ambtenaren of beambten" vervangen door de woorden "de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 14";

2° in § 3 worden de woorden "de bovengenoemde ambtenaren of beambten" vervangen door de woorden "de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 14".

**Art. 264.** In artikel 16 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 juni 1983 en gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 10 juli 1997, 20 oktober 1998 en 2 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin van § 1 wordt het woord "zesentwintig" vervangen door het woord "vijftig";

2° in § 1, 1°, vervallen de woorden "en vierde";

3° in § 2 worden de woorden "6, derde lid," vervangen door de woorden "6, § 1, derde lid,";

4° in de inleidende zin van § 3 wordt het woord "vijfhonderd" vervangen door het woord "tweehonderd";

5° in § 3, 1°, worden de woorden "van artikel 16" ingevoegd tussen de woorden "met uitzondering van die van §§ 1 en 2" en de woorden ", van de artikelen 9 en 10";

6° in § 3, 2°, worden de woorden "de ambtenaren of beambten" vervangen door de woorden "de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 14";

7° § 6 wordt opgeheven.

**Art. 265.** In artikel 17 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 oktober 1998 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid de woorden "noch hoger dan het vijfvoudige van dit minimum" vervangen door de woorden "noch hoger dan het bepaalde maximum";

2° tussen het vierde en het vijfde lid wordt volgend lid ingevoegd :

« Bij herhaling binnen een termijn van drie jaren na de betaling van de som die de strafvordering doet vervallen, vastgesteld wegens overtreding van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, kan de som worden verdubbeld. » .

**Art. 266.** In artikel 19 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 juni 1983, vervallen de woorden "artikel 42 en".

**Art. 267.** In artikel 19bis, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 juni 1983, wordt het woord "zesentwintig" vervangen door het woord "vijftig".

**Art. 268.** A l'article 7 de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances qui peuvent être utilisées pour la production illégale de stupéfiants et psychotropes, modifié par la loi du 3 mai 2003, les §§ 1<sup>er</sup> à 3 sont remplacés comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires ou agents des douanes et accises et les membres du personnel statutaire, ou, à défaut, les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, désignés à cet effet par le Roi, exercent la surveillance de l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution et du Règlement (CEE) N° 3677/90 du Conseil du 13 décembre 1990 relatif aux mesures à prendre afin d'empêcher le détournement de certaines substances pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et des règlements en portant application.

Les membres du personnel contractuel visés à l'alinéa premier prêtent serment, préalablement à l'exercice de leurs fonctions, entre les mains du ministre ou de son délégué.

§ 2. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire les membres du personnel statutaire ou contractuel visés au § 1<sup>er</sup>, munis de pièces justificatives de leurs fonctions, peuvent dans l'exercice de leur mission :

1° Pénétrer librement, entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, sans avertissement préalable, dans tous les lieux où les substances visées dans la présente loi sont vendues, délivrées à titre onéreux ou non, fabriquées, préparées, conservées ou entreposées, ou autres lieux soumis à leur contrôle ainsi que les fouiller même si ceux-ci ne sont pas accessibles au public et plus généralement tous les lieux dans lesquels ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer qu'il existe des infractions aux dispositions des législations dont ils exercent la surveillance.

Toutefois, en dehors de ces heures, ils ne peuvent pénétrer dans les lieux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, qu'avec l'autorisation préalable du tribunal de police.

Ils sont investis des mêmes pouvoirs à l'égard des locaux où il est fait usage, en présence de mineurs d'âge, des substances visées à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>.

Dans les locaux habités, ils ne peuvent pénétrer qu'avec l'autorisation préalable du tribunal de police.

2° Procéder à tout examen, contrôle, audition et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions des législations dont ils exercent la surveillance, sont effectivement observées et notamment :

a) interroger toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire, sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) prendre l'identité de toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire pour l'exercice de la surveillance; à cet effet, exiger des personnes la présentation de documents officiels d'identification ou rechercher l'identité de ces personnes par d'autres moyens, y compris en faisant des photos et des prises de vues par film et vidéo;

c) se faire produire, sans déplacement, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information contenant des données dont l'établissement, la tenue ou la conservation sont prescrits par les législations dont ils exercent la surveillance et en prendre des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies, ou se faire fournir ceux-ci sans frais, ou même saisir n'importe quels supports d'information visés par le présent littera contre récépissé,

d) se faire produire, sans déplacement, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission et en prendre des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies ou se faire fournir ceux-ci sans frais, ou même saisir n'importe quels supports d'information visés par le présent littera contre récépissé,

e) saisir contre récépissé ou mettre sous scellés tous les biens mobiliers autres que ceux visés dans les litteras c et d, en ce compris les biens mobiliers qui sont immeubles par incorporation ou par destination, que le contrevenant en soit propriétaire ou pas, qui sont soumis à leur contrôle ou par lesquels des infractions aux législations dont ils exercent la surveillance peuvent être constatées lorsque cela est nécessaire à l'établissement de la preuve de ces infractions ou lorsque

**Art. 268.** In artikel 7 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, gewijzigd bij de wet van 3 mei 2003, worden de §§ 1 tot 3 vervangen als volgt :

« § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, oefenen de ambtenaren van de douane en accijnzen en de daartoe door de Koning aangewezen statutaire, of bij gebreke daarvan, contractuele personeelsleden aangeworven door middel van een contract van onbeperkte duur van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu het toezicht uit op de toepassing van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten en van de Verordening (EEG) Nr 3677/90 van de Raad van 13 december 1990 houdende maatregelen om te voorkomen dat bepaalde stoffen worden misbruikt voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en van de desbetreffende ter uitvoering ervan genomen Verordeningen.

De contractuele personeelsleden bedoeld in het eerste lid leggen, voorafgaand aan de uitoefening van hun functie, de eed af in handen van de minister of zijn afgevaardigde.

§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie mogen de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in § 1, voorzien van behoorlijke legitimatiebewijzen, bij de uitoefening van hun opdracht :

1° Tussen 5 uur 's ochtends en 9 uur 's avonds, zonder voorafgaande verwittiging, alle plaatsen betreden en doorzoeken waar de in deze wet genoemde stoffen worden verkocht, afgeleverd, afgestaan onder bezwarende titel of om niet, vervaardigd, bereid, bewaard of opgeslagen, of andere plaatsen die aan hun toezicht onderworpen zijn, zelfs indien deze voor het publiek niet toegankelijk zijn en meer in het algemeen alle plaatsen waar zij redelijkerwijze vermoeden dat er inbreuken gepleegd worden op de bepalingen van de wetgevingen waarop zij toezicht uitoefenen.

Evenwel mogen zij de in het eerste lid bedoelde plaatsen buiten deze uren betreden, mits zij over een voorafgaande toelating van de politierechtbank beschikken.

Hetzelfde geldt voor de plaatsen waarin de in artikel 2bis, § 1, bedoelde stoffen in aanwezigheid van minderjarigen worden gebruikt.

Tot de bewoonde lokalen hebben zij enkel toegang wanneer de rechter in de politierechtbank daartoe vooraf toelating heeft verleend.

2° Overgaan tot elk onderzoek, elke controle, en elk verhoor, alsook alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de wetgeving waarop zij toezicht uitoefenen, werkelijk worden nageleefd, en inzonderheid :

a) gelijk welke persoon wiens verhoor zij nodig achten, ondervragen over alle feiten die dienstig kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht;

b) de identiteit opnemen van gelijk welke persoon, wiens verklaring zij nodig achten voor de uitoefening van het toezicht; daartoe kunnen zij van deze personen de overlegging vorderen van officiële identiteitsdocumenten, of deze identiteit trachten te achterhalen met andere middelen, met inbegrip van het maken van foto's, film- en video-opnamen;

c) zich, zonder verplaatsing, alle boeken, registers, documenten, schijven, banden of gelijk welke andere informatiedragers, die ingevolge de wetgeving waar zij toezicht op uitoefenen, dienen te worden opgemaakt, bijgehouden of bewaard, alsmede alle andere boeken, registers, documenten, schijven, banden of gelijk welke andere informatiedragers die zij nodig achten voor de uitoefening van het toezicht, ter inzage doen voorleggen, alsook uittreksels, afschriften, afdrucken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën daarvan nemen, en zelfs gelijk welke van de in dit littera bedoelde informatiedragers tegen ontvangstbewijs in beslag nemen;

d) zich, zonder verplaatsing, alle andere boeken, registers, documenten, schijven, banden of gelijk welke andere informatiedragers ter inzage doen voorleggen die zij nodig achten voor het volbrengen van hun opdracht en uittreksels, afschriften, afdrucken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën ervan nemen of zich kosteloos laten verstrekken of zelfs gelijk welke van de in dit littera bedoelde informatiedragers tegen ontvangstbewijs in beslag nemen;

e) alle andere roerende goederen dan deze bedoeld in littera c en d, met inbegrip van roerende goederen die onroerend zijn geworden door incorporatie of door bestemming, ongeacht of de overtreder al dan niet de eigenaar is van deze goederen, die aan hun toezicht onderworpen zijn of aan de hand waarvan overtredingen van de wetgeving waarop zij toezicht uitoefenen, kunnen worden vastgesteld, tegen ontvangstbewijs in beslag nemen of deze verzegelen wanneer dit nodig is om een



cela peut permettre de déceler les coauteurs ou les complices de l'infraction ou lorsque le danger existe qu'avec ces biens, les infractions persistent ou que de nouvelles infractions soient commises ou encore quand les objets semblent former les choses ou les avantages patrimoniaux visés à l'article 42 du Code Pénal;

f) faire des constatations en faisant des photos et des prises de vues par film ou vidéo;

§ 3. Les membres du personnel statutaire et contractuel visés au § 1<sup>er</sup>, ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai pour se mettre en règle et dresser des procès-verbaux.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie de ceux-ci est portée à la connaissance du contrevenant endéans un délai de vingt jours, qui prend cours le lendemain du jour de la constatation de l'infraction. Lorsque le jour d'échéance qui est compris dans ce délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié il est déplacé au jour ouvrable suivant.

Pour l'application du délai déterminé à l'alinéa précédent, l'avertissement donné au contrevenant ou la fixation d'un délai pour se mettre en règle n'emportent pas la constatation de l'infraction.

Lors de l'établissement des procès-verbaux les constatations matérielles faites par eux peuvent être utilisées, avec leur force probante, par les autres membres du personnel statutaires ou contractuels du même service, des autres services d'inspection ou par les membres du personnel statutaires ou contractuels chargés de la surveillance du respect d'autres législations.

Les membres du personnel statutaire et contractuel visés au § 1<sup>er</sup>, dans l'exercice de leur fonction, peuvent requérir l'assistance de la force publique. » .

**Art. 269.** Dans la même loi, un article 7bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art.7bis. Les membres du personnel statutaires ou contractuels visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, doivent prendre les mesures nécessaires afin de respecter le caractère confidentiel des données à caractère personnel dont ils ont pris connaissance dans l'exercice de leur mission et assurer que ces données soient utilisées exclusivement pour l'exercice de leur mission de surveillance.

§ 2. Lorsqu'ils l'estiment nécessaire, les membres du personnel statutaire ou contractuel visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, communiquent les renseignements recueillis lors de leur enquête à tous les fonctionnaires chargés de la surveillance d'autres législations, dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés.

Il y a obligation de communiquer ces renseignements lorsque les autres membres du personnel visés à l'alinéa précédent les demandent.

Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation de celle-ci.

Les renseignements concernant des données médicales à caractère personnel ne peuvent être communiqués ou utilisés que dans le respect du secret médical.

§ 3. Tous les services de l'Etat, y compris les parquets et les greffes des cours et de toutes les juridictions, des communautés, des régions, des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes, des communes, des associations dont elles font partie, des institutions publiques qui en dépendent, ainsi que de toutes les institutions publiques qui en dépendent, sont tenus, vis-à-vis des membres du personnel statutaires ou contractuels visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, et à leur demande, de leur fournir tous renseignements, ainsi que de leur produire, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information et de leur en fournir des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies que ces derniers estiment utiles à la surveillance du respect des législations dont ils sont chargés.

Tous les services précités, à l'exception des services des communautés et des régions, sont tenus de fournir sans frais ces renseignements, extraits, duplicata, impressions, listages, copies ou photocopies.

Toutefois, les actes, pièces, registres, documents ou renseignements relatifs à des procédures judiciaires ne peuvent être communiqués sans l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général.

inbreuk te bewijzen of om de mededaders of medeplichtigen van de overtreders op te sporen, of wanneer het gevaar bestaat dat met deze goederen de overtredingen worden voortgezet of nieuwe overtredingen zullen worden gepleegd, of nog wanneer het voorwerpen betreft die zaken of vermogensvoordelen bedoeld in artikel 42 van het Strafwetboek schijnen te vormen;

f) vaststellingen doen door middel van het maken van foto's, film- en video-opnamen;

§ 3. De statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in § 1, hebben het recht alle dienstige vaststellingen te doen, waarschuwingen te geven, voor de overtreder een termijn te bepalen om zich in regel te stellen en processen-verbaal op te stellen.

Deze processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegendeel bewezen is. Een afschrift ervan wordt ter kennis gebracht van de overtreder uiterlijk binnen een termijn van twintig dagen, die een aanvang neemt de dag na de vaststelling van de overtreding. Wanneer de vervaldag, die in deze termijn is inbegrepen, een zaterdag, een zondag of een feestdag is, dan wordt deze verplaatst naar de eerstvolgende werkdag.

Voor de toepassing van de termijn bepaald in het vorige lid, vormen het geven aan de overtreder van een waarschuwing of van een termijn om zich in regel te stellen, geen vaststelling van de overtreding.

Bij het opmaken van de processen-verbaal kunnen de door hen verrichte materiële vaststellingen, met bewijskracht, gebruikt worden door statutaire of contractuele personeelsleden van dezelfde dienst, van andere inspectiediensten of door statutaire of contractuele personeelsleden belast met het toezicht op de naleving van andere wetgevingen.

In de uitoefening van hun ambt kunnen de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in § 1, de bijstand van de openbare macht vorderen. » .

**Art. 269.** In dezelfde wet wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7bis. § 1. De statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 7, § 1, moeten de nodige maatregelen nemen om het vertrouwelijk karakter te respecteren van de gegevens van persoonlijke aard waarvan ze kennis hebben gekregen in de uitoefening van hun opdracht en om te verzekeren dat deze gegevens uitsluitend worden aangewend voor de uitoefening van hun toezichtsoverdracht.

§ 2. Wanneer zij zulks nodig achten, delen de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 7, § 1, de inlichtingen die zij bij hun onderzoek hebben ingewonnen mee, aan alle ambtenaren belast met het toezicht op andere wetgevingen, in zoverre die inlichtingen deze laatsten kunnen aanbelangen bij de uitoefening van het toezicht waarmee ze belast zijn.

Het is verplicht om deze inlichtingen mee te delen wanneer de andere met toezicht belaste de in het vorige lid bedoelde personeelsleden erom verzoeken.

Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegedeeld mits toestemming van deze laatste.

Inlichtingen betreffende medische gegevens van persoonlijke aard mogen slechts worden meegedeeld of gebruikt met inachtneming van het medisch beroepsgeheim.

§ 3. Alle diensten van de Staat, met inbegrip van de parketten en de griffies der hoven en van alle rechtscolleges, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de gemeenten, de verenigingen waartoe ze behoren, en van de openbare instellingen die ervan afhangen, zijn gehouden aan de statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 7, § 1, op hun verzoek, alle in hun bezit zijnde inlichtingen te verstrekken, hen inzage te verlenen van alle akten, stukken, boeken, registers, documenten, schijven, banden of van gelijk welke andere informatiedragers en hen alle uittreksels, afschriften, afdrucken, uitdraaien, kopies of fotokopies te laten nemen die zij nuttig achten voor het toezicht op de naleving van de wetgevingen waarmee zij belast zijn.

Alle voornoemde diensten, met uitzondering van de diensten van de gemeenschappen en gewesten, zijn gehouden die inlichtingen, uittreksels, afschriften, afdrucken, uitdraaien, kopies of fotokopies kosteloos te verstrekken.

Evenwel mogen de akten, stukken, registers, documenten of inlichtingen betreffende gerechtelijke procedures enkel worden meegedeeld met de uitdrukkelijke toelating van de procureur-generaal of de auditeur-generaal.

§ 4. Les membres du personnel statutaire ou contractuel visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, ne peuvent avoir un intérêt quelconque, direct ou indirect, dans les entreprises ou institutions qu'ils sont chargés de contrôler. » .

**Art. 270.** A l'article 8 de la même loi, modifié par les lois du 9 juillet 1975 et 3 mai 2003 sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots "ou les agents" sont remplacés par les mots "ou les membres du personnel contractuel ou statutaire";

2° au § 2, après les mots "les mêmes agents" les mots "les membres du personnel contractuel ou statutaire" sont ajoutés.

**Art. 271.** Dans la même loi, un article 12 est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 12. § 1<sup>er</sup>. En cas d'infractions aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'application, le fonctionnaire-juriste du Service public fédéral Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement, désigné par le Roi, peut fixer une somme dont le paiement volontaire par le contrevenant éteint l'action publique. En cas de non-paiement ainsi que dans le cas où aucune proposition de paiement n'est faite par le fonctionnaire-juriste, le procès-verbal sera transmis au Procureur du Roi.

Un rapport annuel des résultats d'activités visées à l'alinéa précédent sera effectué.

Le montant dont le paiement éteint l'action publique ne peut être ni inférieur au montant minimum, ni être supérieur au montant maximum de l'amende fixée pour l'infraction à la disposition légale concernée.

En cas de concours de différentes infractions, les montants, dont le paiement éteint l'action publique, sont cumulés sans toutefois excéder le double du montant maximal comme visé à l'alinéa précédent.

En cas de récidive endéans un délai de trois ans après paiement de la somme qui éteint l'action publique, fixée en vertu de la violation de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, la somme du montant maximal peut être doublée.

Le montant des sommes est majoré des décimes additionnels en application de ce qui est prévu en matière d'amendes dans le Code pénal et éventuellement majoré des frais de l'expertise.

Les modalités de paiement sont déterminées par le Roi.

La somme est versée sur le compte particulier du budget du Service Public Fédéral Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement. Ce compte sert à couvrir les frais de fonctionnement de la Direction Générale de la Protection de la Santé Publique : Médicaments conformément aux règles à déterminer par le Roi. Tant que ces règles ne sont pas déterminées, les dispositions concernant la comptabilité de l'Etat restent d'application.

§ 2. Le présent article n'est pas applicable aux infractions prévues en application de l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence Fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales. » .

#### CHAPITRE 15. — *Personnes handicapées*

**Art. 272.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, les mots "la personne handicapée qui, au moment de l'introduction de la demande, est âgée d'au moins 21 ans et de moins de 65 ans" sont remplacés par les mots "la personne handicapée qui est âgée d'au moins 21 ans et qui, au moment de l'introduction de la demande, est âgée de moins de 65 ans".

**Art. 273.** L'article 6, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Pour l'allocation d'intégration, les catégories et montants sont définis comme suit :

1° à la catégorie 1 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé à 7 ou 8 points. Elle perçoit une allocation d'intégration qui s'élève à 870,60 EUR;

2° à la catégorie 2 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé de 9 à 11 points. Elle perçoit une allocation d'intégration qui s'élève à 2 966,67 EUR;

3° à la catégorie 3 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé de 12 à 14 points. Elle perçoit une allocation d'intégration qui s'élève à 4 740,37 EUR;

§ 4. De statutaire of contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 7, § 1, mogen geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben in de ondernemingen of instellingen waarop zij toezicht dienen uit te oefenen. » .

**Art. 270.** In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 9 juli 1975 en 3 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "of beambten" vervangen door de woorden "of statutaire of contractuele personeelsleden";

2° in § 2 worden na de woorden "diezelfde ambtenaren" de woorden "en statutaire of contractuele personeelsleden" toegevoegd.

**Art. 271.** In dezelfde wet wordt een artikel 12 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12. § 1. In geval van inbreuken op de bepalingen van deze wet of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten kan de daartoe door de Koning aangewezen ambtenaar - jurist binnen de Federale Overheidsdienst, Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu een som vaststellen, waarvan de vrijwillige betaling door de dader van de inbreuk een einde maakt aan de openbare vordering. In geval van niet - betaling alsook in het geval de ambtenaar-jurist geen voorstel tot betaling doet, zal het dossier aan de Procureur des Konings worden overgemaakt.

Een jaarlijks verslag dat de resultaten van de activiteiten vermeld in het vorige lid uiteenzet, zal worden vermeld.

Het bedrag waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen, mag niet lager zijn dan het minimum van de geldboete bepaald voor de overtreding van de betrokken wetsbepaling, noch hoger dan het bepaalde maximum.

Bij samenloop van verschillende overtredingen, worden de bedragen waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen samengevoegd, zonder dat ze evenwel hoger mogen zijn dan het dubbel van het maximumbedrag als bedoeld in voorgaand lid.

Bij herhaling binnen een termijn van drie jaren na de betaling van de som die de strafvordering doet vervallen, vastgesteld wegens overtreding van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, kan de som worden verdubbeld.

Het bedrag van de sommen wordt vermeerderd met de opdecimen die van toepassing zijn op de boetes voorzien in het Strafwetboek en, eventueel verhoogd met de kosten van de expertise.

De modaliteiten van betaling worden bepaald door de Koning.

De som wordt gestort op de bijzondere rekening van het budget van de Federale Overheidsdienst, Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. Deze rekening strekt ertoe de kosten van de werking van de Algemene Directe Bescherming van de Gezondheid te dekken overeenkomstig de regels nader te bepalen door de Koning. Zolang die regels niet bepaald zijn, zijn de bepalingen betreffende de Rijkscomptabiliteit van toepassing.

§ 2. Dit artikel is niet van toepassing op de inbreuken die zijn vastgesteld ter uitvoering van het Koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen. » .

#### HOOFDSTUK 15. — *Personen met een handicap*

**Art. 272.** In artikel 2, § 1, eerste lid, en § 2, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, worden de woorden "die op het ogenblik van het indienen van de aanvraag ten minste 21 jaar en minder dan 65 jaar is" vervangen door de woorden "die ten minste 21 jaar is en op het ogenblik van het indienen van de aanvraag minder dan 65 jaar is".

**Art. 273.** Artikel 6, § 4, eerste lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 4. Voor de integratietegemoetkoming worden de categorieën en de bedragen als volgt bepaald :

1° tot de categorie 1 behoort de persoon met een handicap wiens graad van zelfredzaamheid op 7 of 8 punten wordt vastgesteld. Hij ontvangt een integratietegemoetkoming gelijk aan 870,60 EUR;

2° tot de categorie 2 behoort de persoon met een handicap wiens graad van zelfredzaamheid op 9 tot 11 punten wordt vastgesteld. Hij ontvangt een integratietegemoetkoming gelijk aan 2 966,67 EUR;

3° tot de categorie 3 behoort de persoon met een handicap wiens graad van zelfredzaamheid op 12 tot 14 punten wordt vastgesteld. Hij ontvangt een integratietegemoetkoming gelijk aan 4 740,37 EUR;

4° à la catégorie 4 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé à 15 ou 16 points. Elle perçoit une allocation d'intégration qui s'élève à 6 906,12 EUR;

5° à la catégorie 5 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé à 17 points au moins. Elle perçoit une allocation d'intégration qui s'élève à 7 834,56 EUR. » .

**Art. 274.** A l'article 7, § 3, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "par la personne handicapée ou par la direction d'administration des prestations aux personnes handicapées" sont insérés après les mots "par tous les moyens possibles";

2° le paragraphe est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'article 2, la personne handicapée qui est détenue en prison ou dans un établissement de défense sociale, ou qui séjourne jour et nuit depuis trois mois au moins dans une institution de soins, ne fait plus partie du ménage auquel elle appartenait auparavant. » .

**Art. 275.** L'article 134, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Les articles 115, 118, 122, 123, 125, 126, 127, 130, 131, 132 en 133 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

L'article 128 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Les articles 116, 117, 119, 120, 121, 124 et 129 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2004. » .

**Art. 276.** Le recours contre les examens médicaux effectués en vue de l'attribution d'avantages sociaux et fiscaux, qui découlent directement ou indirectement d'un droit social ou de l'assistance sociale, visés à l'article 582, 1°, du Code judiciaire, doit être formé dans les trois mois de la notification de la décision.

**Art. 277.** Dans les contestations en matière d'examens médicaux visés à l'article 276, pour lesquelles un expert médical est désigné, les provisions, les honoraires et les frais de cet expert, contenus dans le relevé qu'il établit conformément aux dispositions du Code judiciaire, sont indiqués en appliquant le tarif fixé par le Roi.

**Art. 278.** Les articles 272 et 274 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Les articles 275 à 277 entrent en vigueur le 10 janvier 2003.

L'article 273 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003 et arrête à produire ses effets le 30 juin 2004.

**CHAPITRE 16. — Modification de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, en ce qui concerne l'instauration d'une cotisation annuelle à charge des sociétés destinée au statut social des travailleurs indépendants**

**Art. 279.** L'article 91 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, remplacé par l'arrêté royal du 18 novembre 1996 et modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé comme suit :

« Art. 91. Les sociétés sont tenues de verser une cotisation annuelle forfaitaire.

Le Roi fixe, pour ce que ce soit d'application à partir de 2004, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les cotisations dues par les sociétés, sans que celles-ci ne puissent toutefois dépasser 868 EUR. Pour ce faire, il peut opérer une distinction sur la base de critères qui tiennent notamment compte de la taille de la société. » .

**Art. 280.** L'article 279 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### TITRE V. — Finances

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Impôts sur les revenus

###### Section 1<sup>re</sup>. — Exonération du revenu ALE

**Art. 281.** Dans l'article 38, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 13° du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 7 avril 1999 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, les mots "3,72 EUR" sont remplacés par les mots "4,10 EUR".

4° tot de categorie 4 behoort de persoon met een handicap wiens graad van zelfredzaamheid op 15 of 16 punten wordt vastgesteld. Hij ontvangt een integratietegemoetkoming gelijk aan 6 906,12 EUR;

5° tot de categorie 5 behoort de persoon met een handicap wiens graad van zelfredzaamheid op ten minste 17 punten wordt vastgesteld. Hij ontvangt een integratietegemoetkoming gelijk aan 7 834,56 EUR. » .

**Art. 274.** In artikel 7, § 3, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden na de woorden "met alle mogelijke middelen worden geleverd" de woorden "door de persoon met een handicap of door de bestuursdirectie van de uitkeringen aan personen met een handicap" toegevoegd;

2° de paragraaf wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Onverminderd hetgeen bepaald is in het tweede lid, maakt de persoon met een handicap die is opgesloten in een gevangenis of die is opgenomen in een instelling van sociaal verweer of die sedert ten minste drie maanden dag en nacht verblijft in een verzorgingsinstelling, geen deel meer uit van het huishouden waarvan hij voorheen deel uitmaakte. » .

**Art. 275.** Artikel 134, eerste lid, van de programmawet (I) van 24 december 2002 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De artikelen 115, 118, 122, 123, 125, 126, 127, 130, 131, 132 en 133 treden in werking op 1 juli 2003.

Het artikel 128 treedt in werking op 1 januari 2003.

De artikelen 116, 117, 119, 120, 121, 124 en 129 treden in werking op 1 juli 2004. » .

**Art. 276.** Het beroep tegen de medische onderzoeken uitgevoerd met het oog op de toekenning van sociale en fiscale voordelen, die rechtstreeks of onrechtstreeks zijn afgeleid van een sociaal recht of van de sociale bijstand, bedoeld in artikel 582, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, dient te gebeuren binnen de 3 maanden na de kennisgeving van de beslissing.

**Art. 277.** In de geschillen betreffende de in artikel 276 bedoelde medische onderzoeken waarin een medisch expert wordt aangewezen, worden de voorschotten, de erelonen en de kosten van deze expert, die vervat zijn in de nota die wordt opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, aangeduid met toepassing van het door de Koning vastgesteld tarief.

**Art. 278.** De artikelen 272 en 274 treden in werking op 1 juli 2004.

De artikelen 275 tot 277 treden in werking op 10 januari 2003.

Artikel 273 treedt in werking op 1 juli 2003 en houdt op werking te hebben op 30 juni 2004. » .

**HOOFDSTUK 16. — Wijziging van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, wat betreft de invoering van een jaarlijkse bijdrage ten laste van de vennootschappen bestemd voor het sociaal statuut der zelfstandigen**

**Art. 279.** Artikel 91 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, vervangen bij koninklijk besluit van 18 november 1996 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 91. De vennootschappen zijn een jaarlijkse forfaitaire bijdrage verschuldigd.

De Koning stelt, opdat het van toepassing zal zijn vanaf 2004, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de door vennootschappen verschuldigde bijdragen vast, maar zonder dat deze de 868 EUR kunnen overschrijden. Hierbij kan Hij een onderscheid maken op basis van criteria die rekening houden met inzonderheid de omvang van de vennootschap. » .

**Art. 280.** Artikel 279 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

#### TITEL V. — Financiën

##### HOOFDSTUK I. — Inkomstenbelastingen

###### Afdeling 1. — Vrijstelling van de PWA-vergoeding

**Art. 281.** In artikel 38, § 1, eerste lid, 13°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 7 april 1999 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, worden de woorden "3,72 EUR" vervangen door de woorden "4,10 EUR".

**Art. 282.** L'article 281 est applicable aux indemnités obtenues à partir du 1<sup>er</sup> mars 2003.

*Section 2. — Libéralités*

**Art. 283.** A l'article 104, 3<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans le texte français du littera h, les mots "ateliers protégés" sont remplacés par les mots "entreprises de travail adapté";

2<sup>o</sup> le deuxième littera j, inséré par la loi du 21 avril 1999, devient le littera k.

**Art. 284.** A l'article 110 du même Code, remplacé par la loi du 22 février 1995 et modifié par les lois des 14 juillet 1997 et 22 décembre 1998, la lettre "k," est insérée entre la lettre "j," et le chiffre "4<sup>o</sup>".

**Art. 285.** A l'article 181, 7<sup>o</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998, la lettre "k," est insérée entre la lettre "j," et le chiffre "4<sup>o</sup>".

**Art. 286.** A l'article 241, 2<sup>o</sup>, du même Code, modifié par les lois des 6 juillet 1994, 14 juillet 1997 et 22 décembre 1998, la lettre "j," est remplacée par la lettre "k,".

**Art. 287.** Les articles 283 à 286 entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

*Section 3. — Réduction d'impôt pour dépenses faites pour des prestations payées avec des titres-services*

**Art. 288.** A l'article 145<sup>21</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 30 mars 1994, remplacé par la loi du 21 décembre 1994 et modifié par la loi du 7 avril 1999, par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000 et 13 juillet 2001 et par la loi du 20 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "Dans les limites et aux conditions prévues par les articles 145<sup>2</sup> et 145<sup>22</sup>," sont remplacés par les mots "Aux conditions prévues à l'article 145<sup>22</sup>,";

2<sup>o</sup> dans le même alinéa, les mots "ou sur les dépenses qui sont effectivement payées pendant la période imposable pour des prestations payées avec des titres-services." sont remplacés par les mots "ou pour des prestations payées avec des titres-services.";

3<sup>o</sup> entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont insérés les alinéas suivants :

« La réduction d'impôt pour dépenses payées pour des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi est accordée dans les limites déterminées à l'article 145<sup>2</sup>.

La réduction d'impôt pour dépenses faites pour des prestations payées avec des titres-services est égale à 30 p.c. » .

**Art. 289.** L'article 288, 2<sup>o</sup>, est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2004.

L'article 288, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2005.

*Section 4. — La réduction d'impôt pour l'acquisition d'obligations émises par le Fonds Starter*

**Art. 290.** A l'article 145<sup>27</sup> du même Code, inséré par la loi-programme du 8 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "à soixante mois" sont remplacés par les mots "à 60 mois au moins";

2<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, les mots "durant toute la période" sont remplacés par les mots "pendant au moins 60 mois sans interruption";

3<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, les mots "pendant la période de 60 mois" sont supprimés;

4<sup>o</sup> au § 3, 4<sup>e</sup> tiret, les mots "lorsque celle-ci a lieu au cours d'une année qui précède celle de l'expiration du délai de 60 mois" sont insérés entre les mots "pour l'année de la cession" et "le nombre de mois non encore expirés".

**Art. 282.** Artikel 281 is van toepassing op de vanaf 1 maart 2003 verkregen vergoedingen.

*Afdeling 2. — Giften*

**Art. 283.** In artikel 104, 3<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in de Franse tekst van littera h, worden de woorden "ateliers protégés" vervangen door de woorden "entreprises de travail adapté";

2<sup>o</sup> de tweede littera j, ingevoegd bij de wet van 21 april 1999, wordt littera k.

**Art. 284.** In artikel 110 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 februari 1995 en gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1997 en van 22 december 1998, wordt tussen de letter "j," en het cijfer "4<sup>o</sup>", de letter "k," ingevoegd.

**Art. 285.** In artikel 181, 7<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998, wordt tussen de letter "j," en het cijfer "4<sup>o</sup>", de letter "k," ingevoegd.

**Art. 286.** In artikel 241, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1994, 14 juli 1997 en 22 december 1998, wordt de letter "j," vervangen door de letter "k,".

**Art. 287.** De artikelen 283 tot 286 treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

*Afdeling 3. — Belastingsvermindering voor uitgaven gedaan voor prestaties betaald met dienstencheques*

**Art. 288.** In artikel 145<sup>21</sup> van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994, vervangen bij de wet van 21 december 1994 en gewijzigd bij de wet van 7 april 1999, bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 13 juli 2001 en bij de wet van 20 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid worden de woorden "Binnen de perken en onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 145<sup>2</sup> en 145<sup>22</sup>," vervangen door de woorden "Onder de voorwaarden bepaald in artikel 145<sup>22</sup>,";

2<sup>o</sup> in hetzelfde lid worden de woorden "of op de uitgaven die tijdens het belastbaar tijdperk werkelijk zijn betaald voor prestaties betaald met dienstencheques." vervangen door de woorden "of voor prestaties betaald met dienstencheques.";

3<sup>o</sup> tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende leden ingevoegd :

« De belastingvermindering voor uitgaven betaald voor prestaties in het kader van plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen wordt verleend binnen de perken bepaald in artikel 145<sup>2</sup>.

De belastingvermindering voor uitgaven gedaan voor prestaties betaald met dienstencheques is gelijk aan 30 pct. » .

**Art. 289.** Artikel 288, 2<sup>o</sup>, is van toepassing vanaf aanslagjaar 2004.

Artikel 288, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, is van toepassing vanaf aanslagjaar 2005.

*Afdeling 4. — Belastingvermindering voor de verwerving van obligaties uitgegeven door het Startersfonds*

**Art. 290.** In artikel 145<sup>27</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 8 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 1, eerste lid, worden de woorden "van zestig maanden" vervangen door de woorden "van minstens 60 maanden";

2<sup>o</sup> in § 1, tweede lid, 1<sup>o</sup>, worden de woorden "gedurende de volledige periode" vervangen door de woorden "gedurende ten minste 60 maanden ononderbroken";

3<sup>o</sup> in § 1, tweede lid, 2<sup>o</sup>, worden de woorden "binnen de periode van 60 maanden" weggelaten;

4<sup>o</sup> in § 3, vierde streepje, worden de woorden "wanneer deze gebeurt in de loop van een jaar dat het verstrijken van de termijn van 60 maanden voorafgaat" ingelast tussen de woorden "voor het jaar van vervreemding" en "het aantal nog niet verlopen maanden".

**Section 5.** — Modification des articles 194<sup>ter</sup> et 416 du Code des impôts sur les revenus 1992, organisant un régime d'incitation fiscale à l'investissement dans la production d'œuvres audiovisuelles

**Art. 291.** L'article 194<sup>ter</sup> du même Code, inséré par la loi du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 194<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent article, on entend par :

1° société résidente de production audiovisuelle :

- la société dont l'objet principal est le développement et la production d'œuvres audiovisuelles;

- autre qu'une entreprise de télédiffusion ou qu'une entreprise liée à des entreprises belges ou étrangères de télédiffusion;

2° convention-cadre destinée à la production d'une œuvre audiovisuelle : l'accord de base conclu, selon le cas, entre une société résidente de production audiovisuelle, d'une part, et une ou plusieurs sociétés résidentes et/ou un ou plusieurs contribuables visés à l'article 227, 2°, d'autre part, en vue du financement de la production d'une œuvre audiovisuelle belge agréée en exonération des bénéfices imposables;

3° œuvre audiovisuelle belge agréée :

- un long métrage de fiction, documentaire ou d'animation, destiné à une exploitation cinématographique, une collection télévisuelle d'animation, un programme télévisuel documentaire et agréé par les services compétents de la Communauté concernée comme œuvre européenne telle que définie par la directive "Télévision sans frontières" du 3 octobre 1989 (89/552/EEC), amendée par la directive 97/36/EG du 30 juin 1997 et ratifiée par la Communauté française le 4 janvier 1999, la Communauté flamande le 25 janvier 1995 et la Région de Bruxelles-Capitale le 30 mars 1995;

- pour laquelle les dépenses de production et d'exploitation, effectuées en Belgique dans un délai maximum de 18 mois à partir de la date de conclusion de la convention-cadre destinée à la production d'une œuvre audiovisuelle, s'élèvent au moins à 150 p.c. des sommes globales affectées en principe, autrement que sous la forme de prêts, à l'exécution d'une convention-cadre en exonération des bénéfices conformément au § 2;

4° dépenses de production et d'exploitation effectuées en Belgique : les charges d'exploitation et les charges financières constitutives de revenus professionnels imposables, dans le chef du bénéficiaire, à l'impôt des personnes physiques, à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents, à l'exclusion des frais visés à l'article 57 qui ne sont pas justifiés par la production de fiches individuelles et par un relevé récapitulatif, des frais visés à l'article 53, 9° et 10°, ainsi que de tout autre frais qui n'est pas engagé aux fins de production ou d'exploitation de l'œuvre agréée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque la dépense constitue, pour le bénéficiaire, la rémunération de prestations de services et lorsque le bénéficiaire fait appel à un ou plusieurs sous-traitants pour la réalisation de ces prestations de services, cette dépense n'est considérée comme une dépense effectuée en Belgique que si la rémunération des prestations de services du ou des sous-traitants n'excède pas 10 p.c. de la dépense. Cette condition est présumée remplie si le bénéficiaire s'y est engagé par écrit, tant envers la société de production qu'envers l'autorité fédérale.

Pour le calcul du pourcentage prévu à l'alinéa précédent, il n'est pas tenu compte des rémunérations des sous-traitants qui auraient pu être considérées comme des dépenses effectuées en Belgique si ces sous-traitants avaient contracté directement avec la société de production.

§ 2. Dans le chef de la société, autre qu'une société résidente de production audiovisuelle, qui conclut en Belgique une convention-cadre destinée à la production d'une œuvre audiovisuelle belge agréée, les bénéfices imposables sont exonérés jusqu'à concurrence de 150 p.c. des sommes effectivement versées par cette société en exécution de la convention-cadre, aux conditions et dans les limites déterminées ci-après.

Les sommes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être affectées à l'exécution de la convention-cadre soit par l'octroi de prêts pour autant que la société ne soit pas un établissement de crédit, soit par l'acquisition de droits liés à la production et à l'exploitation de l'œuvre audiovisuelle.

**Afdeling 5.** — Wijziging van de artikelen 194<sup>ter</sup> en 416 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, tot instelling van een fiscaal stelsel ter bevordering van de investering in de productie van audiovisuele werken

**Art. 291.** Artikel 194<sup>ter</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 194<sup>ter</sup>. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

1° binnenlandse vennootschap voor de productie van audiovisuele werken :

- de vennootschap die als voornaamste doel de ontwikkeling en de productie van audiovisuele werken heeft;

- niet zijnde een televisieomroep of een onderneming die verbonden is met Belgische of buitenlandse televisieomroepen;

2° raamovereenkomst voor de productie van een audiovisueel werk : de basisovereenkomst gesloten, naargelang het geval, tussen een binnenlandse vennootschap voor de productie van audiovisuele werken, enerzijds, en één of meerdere binnenlandse vennootschappen en/of één of meerdere belastingplichtigen bedoeld in artikel 227, 2°, anderzijds, voor de financiering van de productie van een erkend Belgisch audiovisueel werk met vrijstelling van de belastbare winst;

3° erkend Belgisch audiovisueel werk :

- een langspeelfilm, een documentaire of een animatiefilm bestemd om in de bioscoop te worden vertoond, een animatieserie of een documentaire voor televisie en die door de bevoegde diensten van de betrokken gemeenschap zijn erkend als Europees werk zoals bedoeld in de richtlijn "Televisie zonder grenzen" van 3 oktober 1989 (89/552/EEG), gewijzigd bij richtlijn 97/36/EG van 30 juni 1997 en bekrachtigd door de Franse Gemeenschap op 4 januari 1999, door de Vlaamse Gemeenschap op 25 januari 1995 en door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 30 maart 1995;

- waarvoor de productie- en exploitatiekosten die in België werden gedaan binnen een periode van ten hoogste 18 maanden vanaf de datum van afsluiting van de raamovereenkomst voor de productie van een audiovisueel werk, ten minste 150 pct. belopen van de totale sommen, die, anders dan in de vorm van leningen, in beginsel zijn aangewend voor de uitvoering van de raamovereenkomst met vrijstelling van winst overeenkomstig § 2;

4° de productie- en exploitatiekosten die in België werden gedaan : de exploitatiekosten en de financiële kosten waaruit beroepsinkomsten voortvloeien welke, ten name van de begunstigde, belastbaar zijn in de personenbelasting, in de vennootschapsbelasting of in de belasting van niet-inwoners, met uitzondering van de kosten vermeld in artikel 57 die niet worden verantwoord door individuele fiches en een samenvattende opgave, van de kosten vermeld in artikel 53, 9° en 10°, alsmede alle andere kosten die niet werden gedaan voor de productie of de exploitatie van het erkend werk.

In afwijking van het vorige lid, worden, wanneer de kosten, voor de begunstigde, de vergoeding van dienstverrichtingen vertegenwoordigen en wanneer de begunstigde een beroep doet op één of meerdere onderaannemers voor de verwezenlijking van deze dienstverrichtingen, deze kosten slechts als in België gedane kosten aangemerkt indien de vergoeding van de dienstverrichtingen van de onderaannemer of onderaannemers 10 pct. van de kosten niet overschrijdt. Deze voorwaarde wordt geacht te zijn vervuld wanneer de begunstigde zich hiertoe schriftelijk heeft verbonden, zowel ten aanzien van de vennootschap voor de productie als ten aanzien van de federale overheid.

Voor de berekening van het percentage bepaald in het vorige lid, wordt er geen rekening gehouden met de vergoedingen van de onderaannemers welke hadden kunnen worden beschouwd als in België gedane kosten indien deze onderaannemers rechtstreeks een contract zouden hebben aangegaan met de vennootschap voor de productie.

§ 2. Ten name van de vennootschap, niet zijnde een binnenlandse vennootschap voor de productie van audiovisuele werken, die in België een raamovereenkomst afsluit voor de productie van een erkend Belgisch audiovisueel werk, wordt de belastbare winst binnen de grenzen en onder de hierna gestelde voorwaarden vrijgesteld ten belope van 150 pct. van de door die vennootschap effectief betaalde sommen in uitvoering van de raamovereenkomst.

De in het eerste lid bedoelde sommen kunnen worden aangewend voor de uitvoering van de raamovereenkomst, hetzij door de toekenning van leningen, voor zover de vennootschap geen kredietinstelling is, hetzij door het verwerven van rechten verbonden aan de productie en de exploitatie van het audiovisueel werk.

§ 3. Par période imposable, l'immunité prévue au § 2 est accordée à concurrence d'un montant limité à 50 p.c., plafonnés à 750 000 EUR, des bénéfices réservés imposables de la période imposable, déterminés avant la constitution de la réserve immunisée visée au § 4.

En cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices d'une période imposable pour laquelle les sommes sont affectées à l'exécution de la convention-cadre, l'exonération non accordée pour cette période imposable est reportée successivement sur les bénéfices des périodes imposables suivantes, sans que, par période imposable, l'immunité puisse excéder les limites visées à l'alinéa précédent.

§ 4. L'immunité n'est accordée et maintenue que si :

1° les bénéfices immunisés sont et restent comptabilisés à un compte distinct au passif du bilan;

2° les bénéfices immunisés ne servent pas de base au calcul de rémunérations ou attributions quelconques;

3° les créances et les droits de propriété obtenus à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution de la convention-cadre sont conservés, sans remboursement ni rétrocession, en pleine propriété par le titulaire initial de ces droits jusqu'à la réalisation du produit fini qu'est l'œuvre audiovisuelle terminée; la durée maximale d'incessibilité des droits qui résulte de ce qui précède est toutefois limitée à une période de 18 mois à partir de la date de conclusion de la convention-cadre destinée à la production d'une œuvre audiovisuelle;

4° le total des sommes effectivement versées en exécution de la convention-cadre en exonération des bénéfices conformément au § 2, par l'ensemble des sociétés résidentes ou des établissements belges de contribuables visés à l'article 227, 2°, qui ont conclu cette convention, n'excède pas 50 p.c. du budget global des dépenses de l'œuvre audiovisuelle belge agréée et a été effectivement affecté à l'exécution de ce budget;

5° le total des sommes affectées, sous la forme de prêts, à l'exécution de la convention-cadre n'excède pas 40 p.c. des sommes affectées à l'exécution de la convention-cadre en exonération des bénéfices, conformément au § 2, par l'ensemble des sociétés résidentes ou des établissements belges de contribuables visés à l'article 227, 2°, qui ont conclu cette convention;

6° la société qui revendique l'exonération remet une copie de la convention-cadre dans le délai prescrit pour le dépôt de déclaration aux impôts sur les revenus de la période imposable et l'annexe à la déclaration;

7° la société qui revendique le maintien de l'exonération remet un document par lequel le contrôle dont dépend le producteur de l'œuvre audiovisuelle belge agréée atteste le respect des conditions de dépenses en Belgique conformément au § 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, aux fins prévues par la convention-cadre de production d'une œuvre audiovisuelle, ainsi que des conditions et plafonds prévus au 4° et au 5° du présent paragraphe, au plus tard dans les deux ans de la conclusion de ladite convention-cadre;

8° la société résidente de production audiovisuelle n'a pas d'arriérés auprès de l'Office national de sécurité sociale au moment de la conclusion de la convention-cadre;

9° les conditions visées aux 1° à 5° du présent paragraphe sont respectées de manière ininterrompue.

Si l'une ou l'autre de ces conditions cesse d'être observée ou fait défaut pendant une période imposable quelconque, les bénéfices antérieurement immunisés sont considérés comme des bénéfices obtenus au cours de cette période imposable.

§ 5. La convention-cadre destinée à la production d'une œuvre audiovisuelle mentionne obligatoirement :

1° la dénomination et l'objet social de la société résidente de production audiovisuelle;

2° la dénomination et l'objet social des sociétés résidentes ou des établissements belges de contribuables visés à l'article 227, 2°, qui ont conclu la convention-cadre avec la société visée au 1°;

3° le montant global des sommes affectées en application du § 2 et la forme juridique, détaillée par montant, que revêtent ces affectations dans le chef de chaque participant visé au 2°;

4° une identification et une description de l'œuvre audiovisuelle agréée faisant l'objet de la convention-cadre;

§ 3. Per belastbaar tijdperk wordt de vrijstelling als bedoeld in § 2 verleend ten belope van een bedrag beperkt tot 50 pct., met een maximum van 750 000 EUR, van de belastbare gereserveerde winst van het belastbaar tijdperk vastgesteld vóór de samenstelling van de vrijgestelde reserve bedoeld in § 4.

Indien een belastbaar tijdperk geen of onvoldoende winst oplevert om de sommen ter uitvoering van de raamovereenkomst te kunnen aanwenden, wordt de voor dat belastbaar tijdperk niet verleende vrijstelling achtereenvolgens overgedragen op de winst van de volgende belastbare tijdperken, waarbij de vrijstelling per belastbaar tijdperk nooit hoger mag zijn dan de in het vorige lid gestelde grenzen.

§ 4. De vrijstelling wordt slechts verleend en behouden wanneer :

1° de vrijgestelde winst op een afzonderlijke rekening van het passief van de balans geboekt is en blijft;

2° de vrijgestelde winst niet tot grondslag dient voor de berekening van enige beloning of toekenning;

3° de schuldvorderingen en de eigendomsrechten die werden verkregen bij het afsluiten of de uitvoering van de raamovereenkomst blijven behouden, zonder terugbetaling of retrocessie, in volle eigendom door de oorspronkelijke houder van deze rechten tot de verwezenlijking van het gereed product welke het afgewerkte audiovisueel werk is; de maximale duur van de onoverdraagbaarheid van de rechten welke voortvloeit uit hetgeen voorafgaat is evenwel beperkt tot een periode van 18 maanden vanaf de datum van het afsluiten van de raamovereenkomst bestemd voor de productie van een audiovisueel werk;

4° het totaal van de door het geheel van de binnenlandse vennootschappen of de Belgische inrichtingen van de belastingplichtigen bedoeld in artikel 227, 2°, die de overeenkomst hebben afgesloten daadwerkelijk gestorte sommen in uitvoering van de raamovereenkomst met vrijstelling van winst overeenkomstig § 2, niet meer bedraagt dan 50 pct. van het totale budget van de kosten voor het erkend Belgisch audiovisueel werk en het daadwerkelijk voor de uitvoering van dat budget werd aangewend;

5° het totaal van de sommen die ter uitvoering van de raamovereenkomst, in de vorm van leningen, zijn aangewend door het geheel van de binnenlandse vennootschappen of Belgische inrichtingen van de belastingplichtigen bedoeld in artikel 227, 2°, die de overeenkomst hebben gesloten, niet meer bedraagt dan 40 pct. van de sommen die ter uitvoering van de raamovereenkomst met vrijstelling van winst overeenkomstig § 2 zijn aangewend;

6° de vennootschap die de vrijstelling verzoekt een afschrift van de raamovereenkomst overlegt binnen de termijn bepaald voor het indienen van de aangifte in de inkomstenbelasting voor het belastbaar tijdperk, en het bij de aangifte voegt;

7° de vennootschap die aanspraak maakt op het behoud van de vrijstelling uiterlijk binnen twee jaar na de afsluiting van de raamovereenkomst voor de productie van een audiovisueel werk een document overlegt waarin de controle waarvan de binnenlandse vennootschap voor de productie van een erkend Belgisch audiovisueel werk afhangt, verklaart dat de voorwaarden inzake de kosten in België overeenkomstig § 1, 3° en 4°, voor de doeleinden voorzien in voornoemde raamovereenkomst, alsmede de voorwaarden en grenzen bepaald in 4° en 5° van deze paragraaf zijn nageleefd;

8° de binnenlandse vennootschap voor de productie van audiovisuele werken geen achterstallen heeft bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid op het moment van het afsluiten van de raamovereenkomst;

9° de in 1° tot 5° van deze paragraaf bedoelde voorwaarden op een ononderbroken wijze worden nageleefd.

Ingeval één of andere van deze voorwaarden gedurende enig belastbaar tijdperk niet langer wordt nageleefd of ontbreekt, wordt de voorheen, vrijgestelde winst als winst van dat belastbaar tijdperk aangemerkt.

§ 5. De raamovereenkomst voor de productie van een audiovisueel werk bevat de volgende verplichte vermeldingen :

1° de benaming en het maatschappelijk doel van de binnenlandse vennootschap voor de productie van audiovisuele werken;

2° de benaming en het maatschappelijk doel van de binnenlandse vennootschappen of de Belgische inrichtingen van belastingplichtigen bedoeld in artikel 227, 2°, die de raamovereenkomst hebben gesloten met de in 1° bedoelde vennootschap;

3° het totaal van de met toepassing van § 2 aangewende sommen evenals de juridische vorm, met een gedetailleerde opgave per bedrag, van die aangewende sommen ten name van elke deelnemende vennootschap vermeld onder 2°;

4° de identificatie en de beschrijving van het erkend audiovisueel werk dat het voorwerp uitmaakt van de raamovereenkomst;

5° le budget des dépenses nécessitées par ladite œuvre audiovisuelle, en distinguant la part prise en charge par la société résidente de production audiovisuelle et la part de financement prise en charge par chaque société résidente ou établissement belge d'un contribuable visé à l'article 227, 2°, revendiquant l'exonération visée au § 2;

6° le mode de rémunération convenu des sommes affectées, selon leur nature, à l'exécution de la convention-cadre;

7° la garantie que chaque société résidente ou établissement belge d'un contribuable visé à l'article 227, 2°, identifié conformément au 2° n'est pas une entreprise belge ou étrangère de télédiffusion et n'est pas liée à une telle entreprise et que les prêteurs ne sont pas des établissements de crédit;

8° l'engagement de la société résidente de production audiovisuelle :

- de dépenser en Belgique 150 p.c. du montant investi autrement que sous la forme de prêts, conformément au § 1<sup>er</sup>;

- de limiter le montant définitif des sommes affectées en principe à l'exécution de la convention-cadre en exonération des bénéfices à un maximum de 50 p.c. du budget des dépenses globales de l'œuvre audiovisuelle belge agréée pour l'ensemble des sociétés résidentes et des établissements belges de contribuables visés à l'article 227, 2°, concernés et d'affecter effectivement la totalité des sommes versées conformément au § 2 à l'exécution de ce budget;

- de limiter le total des sommes affectées sous la forme de prêts à l'exécution de la convention-cadre à un maximum de 40 p.c. des sommes affectées en principe à l'exécution de la convention-cadre en exonération des bénéfices par l'ensemble des sociétés résidentes et des établissements belges de contribuables visés à l'article 227, 2°, concernés.

§ 6. Les dispositions qui précèdent ne portent pas préjudice au droit de la société de revendiquer la déduction éventuelle, au titre de frais professionnels et dans le respect des conditions visées aux articles 49 et suivants, d'autres montants que ceux visés au § 2 et destinés eux aussi à promouvoir la production d'œuvres audiovisuelles.

Par dérogation aux articles 23, 48, 49 et 61, les frais et les pertes, ainsi que les réductions de valeur, provisions et amortissements portant, selon le cas, sur les droits de créance et sur les droits de production et d'exploitation de l'œuvre audiovisuelle, résultant de prêts ou d'opérations visés au § 2, ne sont pas déductibles à titre de frais ou de pertes professionnelles, ni exonérés. » .

**Art. 292.** L'article 416, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'article 414 et sans préjudice de l'application des articles 444 et 445, il est dû sur la partie de l'impôt qui se rapporte proportionnellement aux montants réservés qui deviennent imposables en vertu de l'article 194<sup>ter</sup>, § 4, alinéa 2, du fait du non-respect des conditions visées au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 7°, du même article, un intérêt de retard, calculé conformément à l'article 414, à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année portant le millésime de l'exercice d'imposition pour lequel l'immunité a été accordée. » .

**Art. 293.** Les articles 291 et 292 sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2004.

#### Section 6. — Impôts des non-résidents (personnes physiques)

**Art. 294.** A l'article 243, dernier alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par la loi du 21 décembre 1994, les mots "145<sup>17</sup> à 145<sup>23</sup>" sont remplacés par les mots "145<sup>17</sup> à 145<sup>27</sup>".

**Art. 295.** L'article 294 est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2004.

#### Section 7. — Recouvrement

**Art. 296.** Dans l'article 412, alinéa 5, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 28 juillet 1992, les mots "cet acompte s'élève à 66 p.c. du précompte professionnel afférent au second trimestre de l'année courante." sont remplacés par les mots "cet acompte est égal au précompte professionnel réellement dû pour les mois d'octobre et de novembre de l'année courante."

5° het budget van de uitgaven die nodig zijn voor het audiovisueel werk in kwestie, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen het gedeelte dat ten laste wordt genomen door de binnenlandse vennootschap voor de productie van audiovisuele werken en het gedeelte dat gefinancierd wordt door elke binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting van een belastingplichtige bedoeld in artikel 227, 2°, die aanspraak maakt op de vrijstelling bedoeld in § 2;

6° de overeengekomen wijze waarop de bedragen worden vergoed die, naar gelang van hun aard, worden aangewend bij de uitvoering van de raamovereenkomst;

7° de waarborg dat elke binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting van een belastingplichtige bedoeld in artikel 227, 2°, geïdentificeerd overeenkomstig 2° geen Belgische of buitenlandse televisieomroep is en niet verbonden is met een dergelijke onderneming evenals dat de gedschietters geen kredietinstellingen zijn;

8° de verbintenissen van de binnenlandse vennootschap voor de productie van audiovisuele werken :

- overeenkomstig § 1 in België uitgaven te doen ten belope van 150 pct. van het geïnvesteerde bedrag anders dan in de vorm van leningen;

- het definitieve bedrag dat in beginsel wordt aangewend tot uitvoering van de raamovereenkomst met vrijstelling van winst te beperken tot ten hoogste 50 pct. van het budget van de totale uitgaven van het erkend Belgisch audiovisueel werk voor alle betrokken binnenlandse vennootschappen en Belgische inrichtingen van belastingplichtigen bedoeld in artikel 227, 2°, en om alle overeenkomstig § 2 gestorte bedragen daadwerkelijk aan te wenden voor de uitvoering van dit budget;

- het totaal van de sommen die in de vorm van leningen zullen worden aangewend voor de uitvoering van de raamovereenkomst te beperken tot ten hoogste 40 pct. van de sommen die in beginsel zijn bestemd voor de uitvoering van de raamovereenkomst met vrijstelling van de winst voor alle betrokken binnenlandse vennootschappen en Belgische inrichtingen van belastingplichtigen bedoeld in artikel 227, 2°.

§ 6. De voorgaande bepalingen laten onverlet het recht van de vennootschap aanspraak te maken op de eventuele aftrek als beroepskosten van andere bedragen dan die vermeld in § 2 die eveneens besteed werden aan de productie van audiovisuele werken en dat binnen de voorwaarden vermeld in de artikelen 49 en volgende.

In afwijking van de artikelen 23, 48, 49 en 61, zijn kosten en verliezen, en ook waardeverminderingen, voorzieningen en afschrijvingen met betrekking tot, naargelang van het geval, de schuldvorderingen en de eigendoms- en exploitatierechten op het audiovisueel werk, die voortvloeien uit leningen of verrichtingen vermeld in § 2, niet aftrekbaar als beroepskosten of -verliezen, noch vrijgesteld. » .

**Art. 292.** Artikel 416, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van artikel 414 en onverminderd de toepassing van de artikelen 444 en 445, is op het gedeelte van de belasting dat proportioneel verband houdt met de gereserveerde sommen welke belastbaar worden overeenkomstig artikel 194<sup>ter</sup>, § 4, tweede lid, tengevolge van het niet naleven van de voorwaarden als bedoeld in § 4, eerste lid, 3° tot 7°, van hetzelfde artikel, een nalatigheidsinterest verschuldigd, berekend overeenkomstig artikel 414, vanaf 1 januari van het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd waarvoor de vrijstelling werd toegestaan. » .

**Art. 293.** De artikelen 291 en 292 zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2004.

#### Afdeling 6. — Belasting van niet-inwoners (natuurlijke personen)

**Art. 294.** In artikel 243, laatste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, worden de woorden "145<sup>17</sup> tot 145<sup>23</sup>" vervangen door de woorden "145<sup>17</sup> tot 145<sup>27</sup>".

**Art. 295.** Artikel 294 is van toepassing vanaf het aanslagjaar 2004.

#### Afdeling 7. — Invordering

**Art. 296.** In artikel 412, vijfde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd door de wet van 28 juli 1992, worden de woorden "dat voorschot bedraagt 66 pct. van de bedrijfsvoorheffing die op het tweede trimester van het lopende jaar betrekking heeft." vervangen door de woorden "dat voorschot is gelijk aan de werkelijk verschuldigde bedrijfsvoorheffing voor de maanden oktober en november van het lopende jaar."

**Art. 297.** Il est inséré dans le Titre VII du même Code, un Chapitre *IXbis*, comprenant les articles 443*bis* et 443*ter*, rédigé comme suit :

« Chapitre *IXbis*. Prescription des droits du Trésor.

Art. 443*bis*. § 1<sup>er</sup>. Les impôts directs ainsi que le précompte immobilier se prescrivent par cinq ans à compter de la date à laquelle ils doivent être payés conformément à l'article 413.

Le précompte mobilier et le précompte professionnel se prescrivent par cinq ans à compter de la date d'exécutoire du rôle auquel ils sont portés conformément à l'article 304, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 2. Le délai visé au § 1<sup>er</sup> peut être interrompu de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil ou par une renonciation au temps couru de la prescription. En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription s'il n'y a instance en justice.

Art. 443*ter*. § 1<sup>er</sup>. Toute instance en justice relative à l'établissement ou au recouvrement des impôts et des précomptes qui est introduite par l'Etat belge, par le redevable de ces impôts ou précomptes ou par toute autre personne tenue au paiement de la dette en vertu du présent Code, des arrêtés pris pour son exécution ou du droit commun, suspend le cours de la prescription.

La réclamation et la demande de dégrèvement visée à l'article 376 suspendent également le cours de la prescription.

§ 2. La suspension débute avec l'acte introductif d'instance et se termine lorsque la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

Toutefois, en cas de réclamation ou de demande de dégrèvement d'office visée à l'article 376, la suspension débute avec la demande introductive du recours administratif. Elle se termine :

- lorsque le contribuable a introduit une action en justice, au jour où la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée;

- dans les autres cas, à l'expiration du délai ouvert au contribuable pour introduire un recours contre la décision administrative. » .

#### Section 8. — Confirmation d'arrêtés royaux

**Art. 298.** Sont confirmées avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° l'arrêté royal du 27 mars 2003 instaurant un système de déclaration électronique;

2° l'arrêté royal du 31 mars 2003 instaurant un système de notifications électroniques entre le Service public fédéral Finances et certains officiers ministériels, fonctionnaires publics et autres personnes;

3° l'arrêté royal du 4 avril 2003 portant modification de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente et de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs;

4° l'arrêté royal du 11 juillet 2003, modifiant, en matière de précompte professionnel, l'AR/CIR 92.

Section 9. — Régularisation des rémunérations et primes imposables des membres du personnel de la police locale

**Art. 299.** Dans l'article 408 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, les mots "au plus tard le 30 avril 2003" sont remplacés par les mots "au plus tard le 31 décembre 2003".

**Art. 300.** L'article 299 produit ses effets le 10 janvier 2003.

Section 10. — Primes pour travail de nuit ou travail en équipe

**Art. 301.** § 1<sup>er</sup>. Les entreprises où s'effectue un travail en équipe ou un travail de nuit, qui paient ou attribuent une prime d'équipe et qui sont redevables du précompte professionnel sur cette prime en vertu de l'article 270, 1<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont dispensées de verser au Trésor un montant de précompte professionnel égal à 1 p.c. des rémunérations imposables, primes d'équipe comprises, à condition de retenir sur ces rémunérations et primes la totalité dudit précompte.

**Art. 297.** In Titel VII van hetzelfde Wetboek, wordt een Hoofdstuk *IXbis* ingevoegd, dat de artikelen 443*bis* en 443*ter* omvat, luidende :

« Hoofdstuk *IXbis*. Verjaring van de rechten van de schatkist.

Art. 443*bis*. § 1. Directe belastingen zomede de onroerende voorheffing verjaren door verloop van vijf jaren vanaf de datum waarop ze dienen betaald te zijn krachtens artikel 413.

De roerende voorheffing en de bedrijfsvoorheffing verjaren door verloop van vijf jaren vanaf de datum van uitvoerbaarverklaring van het kohier waarin ze zijn opgenomen krachtens artikel 304, § 1, tweede lid.

§ 2. De termijn bedoeld in § 1 kan worden gestuit op de wijze bepaald in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek of door afstand te doen van de op de verjaring verlopen termijn. In geval van stuiting van de verjaring treedt een nieuwe verjaring in, die op dezelfde wijze kan worden gestuit, door verloop van vijf jaren na de laatste akte of handeling waardoor de vorige verjaring is gestuit, indien geen geding voor het gerecht aanhangig is.

Art. 443*ter*. § 1. Elk rechtsgeding met betrekking tot de toepassing of de invordering van de belastingen en voorheffingen dat wordt ingesteld door de Belgische Staat, door de schuldenaar van deze belastingen of voorheffingen of door ieder ander persoon die gehouden is tot de betaling van de schuld op grond van dit Wetboek, van de besluiten genomen ter uitvoering ervan of van het gemeen recht, schorst de verjaring.

Het bezwaar en de in artikel 376 bedoelde aanvraag tot ontheffing schorsen eveneens de verjaring.

§ 2. De schorsing vangt aan met de inleidende vordering en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

Evenwel in geval van bezwaarschrift of aanvraag tot ambtshalve ontheffing bedoeld in artikel 376, vangt de schorsing aan met het verzoek waarbij het administratief beroep wordt ingeleid. Zij eindigt :

- wanneer de belastingplichtige een rechtsvordering heeft ingesteld, op de dag dat de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan;

- in de andere gevallen, na verloop van de termijn die voor de belastingplichtige openstaat om een beroep in te stellen tegen de administratieve beslissing. » .

#### Afdeling 8. — Bekrachtiging van koninklijke besluiten

**Art. 298.** Worden bekrachtigd op de datum van hun inwerkingtreding :

1° het koninklijk besluit van 27 maart 2003 houdende invoering van een elektronisch systeem;

2° het koninklijk besluit van 31 maart 2003 houdende invoering van een elektronisch systeem van notificaties tussen de Federale Overheidsdienst Financiën en sommige ministeriële officieren, openbare ambtenaren en andere personen;

3° het koninklijk besluit van 4 april 2003 tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht en van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers;

4° het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot wijziging van het KB/WIB 92, op het stuk van de bedrijfsvoorheffing.

Afdeling 9. — Regularisatie van de belastbare bezoldigingen en vergoedingen van personeelsleden van de lokale politie

**Art. 299.** In artikel 408 van de programmawet (I) van 24 december 2002 worden de woorden, "uiterlijk op 30 april 2003", vervangen door de woorden "uiterlijk op 31 december 2003".

**Art. 300.** Artikel 299 heeft uitwerking met ingang van 10 januari 2003.

Afdeling 10. — Nacht- of ploegenpremies

**Art. 301.** § 1. De ondernemingen waarin ploegenarbeid of nachtarbeid wordt verricht, die een ploegenpremie betalen of toekennen en die krachtens artikel 270, 1<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, schuldenaar zijn van de bedrijfsvoorheffing op die premie, worden ervan vrijgesteld een bedrag aan bedrijfsvoorheffing gelijk aan 1 pct. van de belastbare bezoldigingen waarin die ploegenpremies zijn begrepen, in de Schatkist te storten, op voorwaarde dat de genoemde voorheffing volledig op die bezoldigingen en premies wordt ingehouden.



Les rémunérations imposables, primes d'équipe comprises, visées à l'alinéa précédent sont les rémunérations imposables des travailleurs déterminées conformément à l'article 31, alinéa 2, 1° et 2°, du même Code, à l'exclusion du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et des arriérés de rémunérations.

Pour bénéficier de la dispense de versement du précompte professionnel visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'employeur doit fournir, à l'occasion de sa déclaration au précompte professionnel, la preuve que les travailleurs pour lesquels la dispense est invoquée ont effectué un travail en équipe pendant la période à laquelle se rapporte la déclaration au précompte professionnel. Le Roi fixe les modalités d'administration de cette preuve.

§ 2. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, on entend :

1° par entreprises où s'effectue un travail en équipe : les entreprises où le travail est effectué par des travailleurs de catégorie 1 visés à l'article 330 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, en au moins deux équipes comprenant deux travailleurs au moins, lesquelles font le même travail tant en ce qui concerne son objet qu'en ce qui concerne son ampleur et qui se succèdent dans le courant de la journée sans qu'il n'y ait d'interruption entre les équipes successives et sans que le chevauchement excède un quart de leurs tâches journalières;

2° par entreprises où s'exerce un travail de nuit : les entreprises où des travailleurs de catégorie 1 visés à l'article 330 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, effectuent, conformément au règlement de travail applicable dans l'entreprise, des prestations entre 20 heures et 6 heures, à l'exclusion des travailleurs qui exercent des prestations uniquement entre 6 heures et 24 heures et des travailleurs qui commencent habituellement à travailler à partir de 5 heures;

3° par prime d'équipe, la prime qui est attribuée à l'occasion du travail en équipe visé au 1°, ou du travail de nuit visé au 2°.

**Art. 302.** Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

- la date d'entrée en vigueur de l'article 301;

- pour l'année 2004, par dérogation à l'article 301, § 1<sup>er</sup>, le pourcentage visé au même paragraphe de telle manière que ce dernier, vu la date d'entrée en vigueur de l'article 301, corresponde, sur base annuelle à 0,5 p.c.

#### CHAPITRE 2. — Impôts indirects

*Section 1<sup>re</sup>.* — Confirmation d'un arrêté royal pris en exécution de l'article 37, § 1<sup>er</sup>, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée

**Art. 303.** L'arrêté royal du 11 juillet 2003 modifiant l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, est confirmé avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

#### *Section 2.* — Organismes de placement

**Art. 304.** L'article 160 du Code des taxes assimilées au timbre, abrogé et rétabli par l'arrêté royal du 18 novembre 1996, est remplacé comme suit :

« Art. 160. Le tarif de la taxe est fixé à 0,6 p.c. » .

**Art. 305.** Les articles 20, 21 et 22 de la loi-programme du 5 août 2003 sont abrogés.

**Art. 306.** Les articles 304 et 305 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 307.** L'article 161 du Code des droits de succession, inséré par la loi du 22 juillet 1993 et remplacé par l'arrêté royal du 18 novembre 1996, est remplacé comme suit :

« Art. 161. Sont assujettis à une taxe annuelle à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit leur inscription auprès de la Commission bancaire, financière et des assurances :

1° les organismes de placement qui revêtent la forme statutaire, visés à l'article 108, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers;

2° les sociétés de gestion responsables de la gestion des organismes de placement qui revêtent la forme contractuelle, visés à l'article 108, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers;

3° les organismes de placement de droit étranger visés à l'article 137 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, à l'exception des organismes de placement en créances;

De in het vorige lid bedoelde belastbare bezoldigingen, ploegenpremies inbegrepen, zijn de overeenkomstig artikel 31, tweede lid, 1° en 2°, van hetzelfde Wetboek vastgestelde belastbare bezoldigingen van de werknemers met uitsluiting van het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de achterstallige bezoldigingen.

Om de in het eerste lid bedoelde vrijstelling van storting van de bedrijfsvoorheffing te verkrijgen, moet de werkgever, ter gelegenheid van zijn aangifte in de bedrijfsvoorheffing, het bewijs leveren dat de werknemers in hoofde van wie de vrijstelling wordt gevraagd ploegenarbeid hebben verricht tijdens de periode waarop die aangifte betrekking heeft. De Koning bepaalt de nadere modaliteiten voor het leveren van dit bewijs.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt verstaan onder :

1° ondernemingen waar ploegenarbeid wordt verricht : de ondernemingen waar het werk wordt verricht door werknemers van categorie 1 bedoeld in artikel 330 van de programmawet (I) van 24 december 2002, in minstens twee ploegen van minstens twee werknemers, die hetzelfde werk doen zowel qua inhoud als qua omvang en die elkaar in de loop van de dag opvolgen zonder dat er een onderbreking is tussen de opeenvolgende ploegen en zonder dat de overlapping meer bedraagt dan een vierde van hun dagtaak;

2° ondernemingen waar nachtarbeid wordt verricht : de ondernemingen waar werknemers van categorie 1 bedoeld in artikel 330 van de programmawet (I) van 24 december 2002, overeenkomstig de in de onderneming toepasselijke arbeidsregeling, prestaties verrichten tussen 20 uur en 6 uur, met uitsluiting van de werknemers die enkel prestaties verrichten tussen 6 uur en 24 uur en de werknemers die gewoonlijk beginnen te werken vanaf 5 uur;

3° ploegenpremie, de premie die wordt toegekend naar aanleiding van de in 1° bedoelde ploegenarbeid of van de in 2° bedoelde nachtarbeid.

**Art. 302.** De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad :

- de datum van inwerkingtreding van artikel 301;

- voor het jaar 2004, in afwijking van artikel 301, § 1, het in dezelfde paragraaf bedoelde percentage zodat dit laatste, gelet op de datum van inwerkingtreding van artikel 301, op jaarbasis overeenstemt met 0,5 pct.

#### HOOFDSTUK 2. — Indirecte belastingen

*Afdeling 1.* — Bekrachtiging van een koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 37, § 1, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

**Art. 303.** Het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit nr 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, wordt bekrachtigd met ingang van 1 juli 2003.

#### *Afdeling 2.* — Beleggingsinstellingen

**Art. 304.** Artikel 160 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, opgeheven en opnieuw ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 160. Het tarief van de taks wordt vastgesteld op 0,6 pct. » .

**Art. 305.** De artikelen 20, 21 en 22 van de programmawet van 5 augustus 2003 worden opgeheven.

**Art. 306.** De artikelen 304 en 305 treden in werking op 1 januari 2004.

**Art. 307.** Artikel 161 van het Wetboek der successierechten, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993 en vervangen bij het koninklijk besluit van 18 november 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 161. Onderworpen aan een jaarlijkse taks vanaf de eerste januari volgend op hun inschrijving bij de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen zijn :

1° de beleggingsinstellingen die geregeld zijn bij statuten, bedoeld in artikel 108, eerste lid, 1° en 2°, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten;

2° de beheersvennootschappen die instaan voor het beheer van de beleggingsinstellingen die geregeld zijn bij overeenkomst, bedoeld in artikel 108, eerste lid, 1° en 2°, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten;

3° de beleggingsinstellingen naar buitenlands recht bedoeld in artikel 137 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, met uitzondering van de instellingen voor belegging in schuldvorderingen;

4° les établissements de crédit régis par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, qui attribuent des revenus ou des dividendes visés à l'article 21, 5° et 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992;

5° les entreprises d'assurances visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances qui attribuent des dividendes ou des revenus visés à l'article 21, 6° et 9°, du Code des impôts sur les revenus 1992;

6° les entreprises d'assurances visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, qui effectuent des opérations d'assurance telles que visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie. » .

**Art. 308.** L'article 161bis du Code des droits de succession, inséré par la loi du 22 juillet 1993 et remplacé par l'arrêté royal du 18 novembre 1996, est remplacé comme suit :

« Art. 161bis. § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les organismes de placement visés à l'article 161, 1° et 2°, la taxe est due sur le total, au 31 décembre de l'année précédente, des montants nets placés en Belgique.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° sont considérées comme placées en Belgique, les parts qui sont acquises à l'étranger pour le compte d'un habitant du Royaume;

2° lorsque l'organisme de placement a omis de fournir à l'administration les éléments utiles et nécessaires pour la perception de la taxe, et sans préjudice de l'application de l'article 162, la taxe est due sur la valeur totale du patrimoine géré au 31 décembre de l'année précédente. Le Roi peut déterminer les éléments utiles et nécessaires pour la perception de la taxe.

§ 2. En ce qui concerne les organismes de placement visés à l'article 161, 3°, la taxe est due sur le total au 31 décembre de l'année précédente des montants nets placés en Belgique, à partir de leur inscription auprès de la Commission bancaire, financière et des assurances.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° les parts qui ont été placées à l'étranger par un intermédiaire financier ne peuvent être déduites des montants bruts placés en Belgique en cas d'achat à l'intervention d'un intermédiaire financier en Belgique;

2° lorsque l'organisme de placement a omis de fournir à l'administration les éléments utiles et nécessaires pour la perception de la taxe, et sans préjudice de l'application de l'article 162, la taxe est due sur le total au 31 décembre de l'année précédente des montants bruts placés en Belgique. Le Roi peut fixer les éléments utiles et nécessaires pour la perception de la taxe.

§ 3. Pour l'application des §§ 1<sup>er</sup> et 2, ne sont pas repris dans la base imposable d'un organisme de placement qui détient des parts dans un autre organisme de placement, les montants qui ont déjà été compris dans la base imposable de cet autre organisme de placement.

§ 4. En ce qui concerne les établissements de crédit, la taxe est due sur une quotité du montant total, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, des dépôts d'épargne visés à l'article 21, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, non compris les intérêts afférents à l'année précédente. Cette quotité est égale à la proportion entre le total des revenus non imposables sur base dudit article 21, 5°, et le total des revenus attribués pour l'année précédant l'année d'imposition.

§ 5. En ce qui concerne les entreprises d'assurances, la taxe est due sur le montant total des provisions mathématiques du bilan et des provisions techniques au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, afférentes :

- aux contrats d'assurance-vie qui répondent aux conditions fixées par l'article 21, 9°, du Code des impôts sur les revenus 1992;

- aux opérations d'assurance liées à un fonds d'investissement.

§ 6. Dans le cas où un établissement ou une entreprise visés à l'article 161, 4°, 5° ou 6°, a adopté la forme d'une société coopérative agréée par le Conseil national de la coopération, la taxe est en outre due sur une quotité du capital social au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition. Cette quotité est égale à la proportion entre le total des dividendes non imposables sur base de l'article 21, 6°, du Code des impôts sur les

4° de kredietinstellingen beheerst door de wet van 22 maart 1993 op het statuut en het toezicht op de kredietinstellingen die inkomsten of dividenden toekennen als bedoeld in artikel 21, 5° en 6°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

5° de verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, die dividenden of inkomsten toekennen als bedoeld in artikel 21, 6° en 9°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

6° de verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, die verzekeringsverrichtingen doen als bedoeld in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit. » .

**Art. 308.** Artikel 161bis van het Wetboek der successierechten, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993 en vervangen bij het koninklijk besluit van 18 november 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 161bis. § 1. Wat de beleggingsinstellingen bedoeld in artikel 161, 1° en 2°, betreft, is de taks verschuldigd op het totaal van de in België op 31 december van het voorafgaande jaar netto uitstaande bedragen.

Voor de toepassing van het eerste lid :

1° worden de in het buitenland voor rekening van een rijksinwoner verworven rechten van deelneming, geacht uit te staan in België;

2° is, indien de beleggingsinstelling verzuimd heeft de elementen die nuttig en noodzakelijk zijn voor de heffing van de taks aan de administratie te verstrekken en onverminderd de toepassing van artikel 162, de taks verschuldigd op de totaalwaarde van het beheerd vermogen op 31 december van het voorafgaande jaar. De Koning kan de voor de heffing van de taks nuttige en noodzakelijke elementen bepalen.

§ 2. Wat betreft de beleggingsinstellingen, bedoeld in artikel 161, 3°, is de taks verschuldigd op het totaal van de in België netto uitstaande bedragen op 31 december van het voorafgaande jaar, vanaf hun inschrijving bij de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantie-  
wezen.

Voor de toepassing van het eerste lid :

1° kunnen de rechten van deelneming die door een financiële tussenpersoon in het buitenland werden geplaatst, niet afgetrokken worden van de in België bruto uitstaande bedragen in geval van de inkoop door de tussenkomst van een financiële tussenpersoon in België;

2° is, indien de beleggingsinstelling verzuimd heeft de elementen die nuttig en noodzakelijk zijn voor de heffing van de taks aan de administratie te verstrekken en onverminderd de toepassing van artikel 162, de taks verschuldigd op het totaal van de in België bruto uitstaande bedragen op 31 december van het voorafgaande jaar. De Koning kan de voor de heffing van de taks nuttige en noodzakelijke elementen bepalen.

§ 3. Voor de toepassing van de §§ 1 en 2 worden voor een beleggingsinstelling die rechten van deelneming heeft in een andere beleggingsinstelling, de bedragen die bij die andere beleggingsinstelling waren opgenomen in de belastbare grondslag, niet meegerekend.

§ 4. Wat betreft de kredietinstellingen, is de taks verschuldigd op een quotiteit van het totaal bedrag van de in artikel 21, 5°, van het Wetboek der inkomstenbelastingen 1992 bedoelde spaardeposito's op 1 januari van het aanslagjaar, de interesten voor het vorig jaar niet inbegrepen. Die quotiteit is gelijk aan de verhouding van het totaal van de op grond van vermeld artikel 21, 5°, niet-belastbare inkomsten, tot het totaal van de toegekende inkomsten voor het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

§ 5. Wat betreft de verzekeringsondernemingen, is de taks verschuldigd op het totaal bedrag op 1 januari van het aanslagjaar van de wiskundige balansprovisies en de technische provisies die betrekking hebben op :

- de levensverzekeringsovereenkomsten die beantwoorden aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 21, 9°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

- de verzekeringsverrichtingen die met een beleggingsfonds verbonden zijn.

§ 6. In geval een kredietinstelling of een verzekeringsonderneming bedoeld in artikel 161, 4°, 5° of 6°, de vorm heeft aangenomen van een coöperatieve vennootschap erkend door de Nationale Raad van de Coöperatie, is de taks bovendien verschuldigd op een quotiteit van het maatschappelijk kapitaal op 1 januari van het aanslagjaar. Die quotiteit is gelijk aan de verhouding van het totaal van de op grond van artikel

revenus 1992, et le total des dividendes attribués pour l'exercice social qui précède. » .

**Art. 309.** L'article 161<sup>ter</sup> du même Code, inséré par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001 et la loi du 5 août 2003, est remplacé comme suit :

« Art. 161<sup>ter</sup>. Le tarif de la taxe est fixé :

1° à 0,06 p.c. pour les montants visés à l'article 161<sup>bis</sup>, §§ 1<sup>er</sup> et 2, des organismes de placement;

2° à 0,06 p.c. de la quotité visée à l'article 161<sup>bis</sup>, § 4, des dépôts d'épargne auprès des établissements de crédit;

3° à 0,06 p.c. du montant total visé à l'article 161<sup>bis</sup>, § 5, des provisions mathématiques du bilan et des provisions techniques, afférentes aux contrats d'assurance-vie et aux opérations d'assurance liées à un fonds de placement;

4° à 0,06 p.c. de la quotité du capital social visée à l'article 161<sup>bis</sup>, § 6, des organismes visés à l'article 161, 4°, 5° ou 6°, qui ont adopté le forme d'une société coopérative agréée par le Conseil national de la coopération;

5° à 0,01 p.c. des montants visés à l'article 161<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup>, dans la mesure où les moyens financiers de l'organisme de placement, d'un ou de plusieurs de ses compartiments ou des classes de titres, sont recueillis exclusivement auprès d'investisseurs institutionnels ou professionnels agissant pour leur propre compte, et dont les titres ne peuvent être acquis que par ces investisseurs. » .

**Art. 310.** L'article 162 du même Code, inséré par la loi du 22 juillet 1993, est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Lorsque les organismes de placement visés à l'article 161, 3°, contreviennent aux dispositions du présent livre, le juge peut leur interdire d'encore placer à l'avenir des parts en Belgique. Cette interdiction est signifiée à l'organisme de placement, à la Commission bancaire, financière et des assurances et à l'organisme désigné en Belgique par l'organisme de placement pour veiller aux versements aux participants, à la vente ou à l'achat de parts et à la diffusion d'informations dans au moins une des langues du pays. » .

**Art. 311.** Par dérogation à l'article 309 le tarif "0,06 p.c." est remplacé par :

- "0,07 p.c." le 1<sup>er</sup> janvier 2005;

- "0,08 p.c." le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 312.** Les articles 307 à 311 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### CHAPITRE 3. — *Fonds de participation*

**Art. 313.** Dans l'article 74, § 2, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, les mots "et les comptes annuels" sont supprimés.

#### CHAPITRE 4. — *Produits d'accise*

**Art. 314.** Dans la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, il est inséré un article 6<sup>bis</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 6<sup>bis</sup>. § 1<sup>er</sup>. Outre les personnes visées à l'article 266 de la loi générale du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises, sont également considérés comme débiteurs de l'accise :

1° pour l'application de l'article 6, alinéa 2, 1<sup>er</sup> tiret :

- l'entrepositaire agréé, lors de la sortie, y compris irrégulière, de produits d'accise, fabriqués, transformés ou détenus dans son entrepôt fiscal;

- l'opérateur enregistré, lors de la réception de produits d'accise;

- les personnes visées aux articles 18, § 3, 19 ou 25, § 1<sup>er</sup>.

2° pour l'application de l'article 6, alinéa 2, 2<sup>e</sup> tiret :

- le fabricant, lors de la fabrication, y compris irrégulière, de produits d'accise hors d'un régime suspensif.

3° pour l'application de l'article 6, alinéa 2, 3<sup>e</sup> tiret :

- la personne qui, en vertu de la réglementation douanière, doit exécuter les obligations qu'entraîne le séjour en dépôt temporaire de produits d'accise ou l'utilisation du régime douanier sous lequel les produits d'accise ont été placés, ou la personne qui doit respecter les conditions liées au placement de produits d'accises sous le régime douanier.

21, 6°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 niet-belastbare dividenden, tot het totaal van de toegekende dividenden voor het boekjaar dat voorafgaat. » .

**Art. 309.** Artikel 161<sup>ter</sup>, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001 en de wet van 5 augustus 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 161<sup>ter</sup>. Het tarief van de taks wordt vastgesteld :

1° op 0,06 pct. voor de in artikel 161<sup>bis</sup>, §§ 1 en 2, bedoelde bedragen van de beleggingsinstellingen;

2° op 0,06 pct. voor de in artikel 161<sup>bis</sup>, § 4, bedoelde quotiteit van de spaardeposito's bij kredietinstellingen;

3° op 0,06 pct. voor het in artikel 161<sup>bis</sup>, § 5, bedoelde totaal bedrag van de wiskundige balansprovisies en de technische provisie die betrekking hebben op levensverzekeringscontracten en op verzekeringsverrichtingen die verbonden zijn aan beleggingsfondsen;

4° op 0,06 pct. voor de in artikel 161<sup>bis</sup>, § 6, bedoelde quotiteit van het maatschappelijk kapitaal van de in artikel 161, 4°, 5° of 6°, bedoelde instellingen die de vorm van een coöperatieve vennootschap hebben, erkend door de Nationale Raad van de Coöperatie;

5° op 0,01 pct. voor de in artikel 161<sup>bis</sup>, § 1, bedoelde bedragen, in de mate dat de financieringsmiddelen van de beleggingsinstelling, één of meerdere van haar compartimenten of klassen van aandelen, uitsluitend worden aangetrokken bij institutionele of professionele beleggers die voor eigen rekening handelen, en waarvan de effecten uitsluitend door deze beleggers kunnen worden verworven. » .

**Art. 310.** Artikel 162 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1993, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« Wanneer de beleggingsinstellingen bedoeld in artikel 161, 3°, de bepalingen van dit boek overtreden, kan de rechter hen het verbod opleggen nog langer rechten van deelneming in België te plaatsen. Dit verbod wordt betekend aan de beleggingsinstelling, aan de Commissie voor het Bank-, Financie-, en Assurantiewezen en aan de instelling die door de beleggingsinstelling in België werd aangeduid om te zorgen voor de uitkeringen aan de deelnemers, de verkoop of de inkoop van de rechten van deelneming en voor de verplichte informatieverstrekking in ten minste één van de landstalen. » .

**Art. 311.** In afwijking van artikel 309 wordt het tarief "0,06 pct." vervangen door :

- "0,07 pct." op 1 januari 2005;

- "0,08 pct." op 1 januari 2007.

**Art. 312.** De artikelen 307 tot 311 treden in werking op 1 januari 2004.

#### HOOFDSTUK 3. — *Participatiefonds*

**Art. 313.** In artikel 74, § 2, van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, vervallen de woorden "en de jaarrekening".

#### HOOFDSTUK 4. — *Accijnsproducten*

**Art. 314.** In de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop, wordt een artikel 6<sup>bis</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 6<sup>bis</sup>. § 1. Onverminderd de personen bedoeld in artikel 266 van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977, worden eveneens aangemerkt als schuldenaar van de accijns :

1° voor de toepassing van artikel 6, tweede lid, eerste streepje :

- de erkend entrepouder, bij de uitslag, ook op onregelmatige wijze, van gefabriceerde, verwerkte of voorhanden gehouden accijnsproducten in zijn belastingentrepot;

- het geregistreerd bedrijf, bij de ontvangst van accijnsproducten;

- de personen bedoeld bij de artikelen 18, § 3, 19 of 25, § 1.

2° voor de toepassing van artikel 6, tweede lid, 2<sup>de</sup> streepje :

- de fabrikant, bij de fabricage, ook op onregelmatige wijze, van accijnsproducten buiten een schorsingsregeling.

3° voor de toepassing van artikel 6, tweede lid, derde streepje :

- de persoon die op basis van de douanewetgeving de verplichtingen moet naleven die voortvloeien uit de tijdelijke opslag van de accijnsproducten of uit het gebruik van de douaneregeling waaronder de accijnsproducten werden geplaatst of de persoon die de aan de plaatsing van de accijnsproducten onder de douaneregeling verbonden voorwaarden moet naleven.

§ 2. Lorsqu'il existe plusieurs débiteurs, ils sont tenus au paiement de l'accise à titre solidaire. » .

**Art. 315.** A l'article 9, § 2, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le texte néerlandais du § 2 est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Om vast te stellen of de in artikel 8 bedoelde producten die door particulieren worden binnengebracht voor commerciële doeleinden bestemd zijn, moet onder andere rekening worden gehouden met de volgende elementen :

1° de commerciële status en de beweegredenen van degene die de producten voorhanden heeft;

2° de plaats waar deze producten zich bevinden of, in voorkomend geval, de gebruikte wijze van vervoer;

3° elk document betreffende deze producten;

4° de aard van deze producten;

5° de hoeveelheid van deze producten. »;

2° dans le § 3, les mots "au-delà desquelles la transaction est considérée comme présentant un caractère commercial, sauf si la personne concernée peut établir, à la satisfaction de l'administration, qu'elle ne présente pas un tel caractère" sont supprimés.

**Art. 316.** L'article 15 de la même loi est complété par un § 6, libellé comme suit :

« § 6. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, la circulation en régime suspensif de produits d'accise mis en libre pratique en Belgique doit s'effectuer entre le lieu où se trouvent les produits au moment de la mise en libre pratique et un entrepôt fiscal situé en Belgique.

Dans ce cas, une garantie suffisante dont le montant est destiné à couvrir, en matière d'accise, le risque inhérent à la circulation des produits d'accise circulant en régime suspensif de l'accise doit être fournie, soit personnellement, soit solidairement avec le transporteur, par la personne qui expédie ces produits, préalablement à l'expédition des produits.

Le ministre des Finances peut, aux conditions qu'il détermine, prévoir que, lorsque la personne qui expédie ces produits possède la qualité d'entrepositaire agréé, la garantie fournie en application de l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, couvre également, en matière d'accise, le risque mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>, inhérent à la circulation des produits d'accise circulant en régime suspensif de l'accise à destination de son propre entrepôt fiscal, en lieu et place de la garantie mentionnée à l'alinéa 2.

La personne qui expédie ces produits a, en matière d'accise, les mêmes droits, les mêmes obligations et la même responsabilité que l'entrepositaire agréé expéditeur pour ce qui concerne la situation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. » .

**Art. 317.** A l'article 21 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais du § 1<sup>er</sup>, le mot "nietigverklaard" est remplacé par les mots "nietig verklaard";

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'annulation prend effet à compter de la date d'entrée en vigueur de l'autorisation en cause. » .

**Art. 318.** L'article 25, § 1<sup>er</sup>, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une irrégularité ou une infraction a été commise dans le pays en cours de circulation entraînant l'exigibilité de l'accise, celle-ci y est due, sous réserve d'application des pénalités éventuellement encourues, par :

1° la personne physique ou morale qui en a garanti le paiement;

2° l'entrepositaire agréé expéditeur, lorsqu'une dispense de garantie a été accordée. » .

**Art. 319.** A l'article 34 de la même loi, le chiffre ",15" est inséré après le chiffre ",13".

§ 2. Indien er meerdere schuldenaars zijn, zijn zij hoofdelijk gehouden tot betaling van de accijns. » .

**Art. 315.** In artikel 9 van dezelfde wet, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Om vast te stellen of de in artikel 8 bedoelde producten die door particulieren worden binnengebracht voor commerciële doeleinden bestemd zijn, moet onder andere rekening worden gehouden met de volgende elementen :

1° de commerciële status en de beweegredenen van degene die de producten voorhanden heeft;

2° de plaats waar deze producten zich bevinden of, in voorkomend geval, de gebruikte wijze van vervoer;

3° elk document betreffende deze producten;

4° de aard van deze producten;

5° de hoeveelheid van deze producten. »;

2° in § 3 vervallen de woorden "waarboven de handeling wordt beschouwd als voor commerciële doeleinden, tenzij de belanghebbende ten genoegen van de ambtenaren van de administratie kan aantonen dat dit niet het geval is".

**Art. 316.** Artikel 15 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 6, luidende :

« § 6. In afwijking van § 1 moet het verkeer onder de schorsingsregeling van accijnsproducten die in het vrije verkeer zijn gebracht in België, geschieden tussen de plaats waar de producten zich bevinden op het ogenblik dat ze in het vrije verkeer worden gebracht en een belastingentrepot gevestigd in België.

In dit geval moet door de persoon die deze producten verzendt, vóór de verzending van de producten, hetzij persoonlijk, hetzij hoofdelijk aansprakelijk met de vervoerder, voldoende zekerheid worden gesteld om, inzake accijns, het risico te dekken dat verbonden is aan het verkeer van de accijnsproducten onder de schorsingsregeling van accijnsproducten.

De minister van Financiën kan, onder de door hem te bepalen voorwaarden, bepalen dat, indien de persoon die deze producten verzendt de hoedanigheid van erkend entrepouhouder bezit, de zekerheid gesteld bij toepassing van artikel 13, eerste lid, 2°, eveneens, inzake accijns, het in het eerste lid bedoelde risico dekt dat verbonden is aan het verkeer van de accijnsproducten die onder de schorsingsregeling van accijnsproducten worden verzonden ter bestemming van zijn eigen belastingentrepot, en dit in plaats van de zekerheid vermeld in het tweede lid.

De persoon die deze producten verzendt, heeft, inzake accijnzen, dezelfde rechten, dezelfde verplichtingen en dezelfde aansprakelijkheid als de erkend entrepouhouder-verzender voor wat betreft de situatie vermeld in het eerste lid. » .

**Art. 317.** In artikel 21 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Nederlandse tekst van § 1, wordt het woord "nietigverklaard" vervangen door de woorden "nietig verklaard";

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De nietigverklaring geldt vanaf de datum van inwerkingtreding van de betrokken vergunning. » .

**Art. 318.** Artikel 25, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Wanneer tijdens het verkeer hier te lande een onregelmatigheid of een overtreding is begaan waardoor de accijns verschuldigd wordt, moet, onder voorbehoud van de toepassing van eventueel opgelopen straffen, deze accijns worden betaald door :

1° de natuurlijke- of rechtspersoon die zekerheid heeft gesteld voor de betaling;

2° de erkend entrepouhouder-verzender, wanneer een vrijstelling van zekerheidstelling werd toegestaan. » .

**Art. 319.** In artikel 34 van dezelfde wet, wordt het cijfer ",15" ingevoegd na het cijfer ",13".

**Art. 320.** L'article 42 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 42. Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 39, 40 et 41, l'accise est toujours exigible, à l'exception de l'accise due sur les produits d'accise qui, suite à la constatation d'une infraction sur la base de l'article 39, sont effectivement saisis et ultérieurement confisqués ou, ensuite d'une transaction, sont abandonnés au Trésor.

L'accise qui n'est plus exigible sur les marchandises confisquées ou abandonnées servira néanmoins de base au calcul des amendes à infliger conformément à l'article 39. »

**Art. 321.** L'article 9 de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales est complété comme suit :

« Dans ce cas, l'accise est due par :

1° l'auteur de ce fait générateur;

2° la personne qui a acquis, a détenu ou détient un produit visé à l'article 5, qui savait ou devait raisonnablement savoir au moment où elle a acquis ou reçu ce produit qu'il s'agissait d'un produit pour lequel l'accise était due et n'a pas été acquittée.

Lorsqu'il y a plusieurs débiteurs, ils sont tenus au paiement de l'accise à titre solidaire. » .

**Art. 322.** L'article 10 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Dans ce cas, l'accise est due par le détenteur de l'huile minérale. » .

**Art. 323.** L'article 26 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 23, 24 et 25, l'accise est toujours exigible, à l'exception de l'accise due sur les produits d'accise qui, suite à la constatation d'une infraction sur la base de l'article 23, sont effectivement saisis et ultérieurement confisqués ou, ensuite d'une transaction, sont abandonnés au Trésor.

L'accise qui n'est plus exigible sur les marchandises confisquées ou abandonnées servira néanmoins de base au calcul des amendes à infliger conformément à l'article 23. » .

**Art. 324.** L'article 15 de la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 13 et 14, l'accise est toujours exigible, à l'exception de l'accise due sur les produits d'accise qui, suite à la constatation d'une infraction sur la base de l'article 13, sont effectivement saisis et ultérieurement confisqués ou, ensuite d'une transaction, sont abandonnés au Trésor.

L'accise qui n'est plus exigible sur les marchandises confisquées ou abandonnées servira néanmoins de base au calcul des amendes à infliger conformément à l'article 13. » .

**Art. 325.** L'article 30 de la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. Sans préjudice des sanctions prévues aux articles 27, 28 et 29, l'accise est toujours exigible, à l'exception de l'accise due sur les produits d'accise qui, suite à la constatation d'une infraction sur la base des articles 27 et 28, sont effectivement saisis et ultérieurement confisqués ou, ensuite d'une transaction, sont abandonnés au Trésor.

L'accise qui n'est plus exigible sur les marchandises confisquées ou abandonnées servira néanmoins de base au calcul des amendes à infliger conformément aux articles 27 et 28. » .

**Art. 326.** L'article 5, § 3, de la loi du 13 février 1995 relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Sans préjudice des sanctions prévues au présent article, l'accise éludée est toujours exigible, à l'exception du cas où il est fait application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ainsi qu' à l'exception de l'accise due sur les produits d'accise qui suite à la constatation d'une infraction sur la base du § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 sont saisis et ultérieurement confisqués ou, ensuite d'une transaction, sont abandonnés au Trésor.

**Art. 320.** Artikel 42 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 42. Onverminderd de bij de artikelen 39, 40 en 41 bepaalde straffen, is de accijns altijd opeisbaar, met uitzondering van de accijns verschuldigd op de accijnsproducten die, naar aanleiding van de vaststelling van een overtreding op basis van artikel 39, effectief worden in beslag genomen en naderhand worden verbeurdverklaard of, bij wege van transactie, aan de Schatkist worden afgestaan.

De op de verbeurd verklaarde of afgestane goederen niet meer opeisbare accijns zal niettemin als basis dienen voor de berekening van de overeenkomstig artikel 39 op te leggen boeten. »

**Art. 321.** Artikel 9 van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie, wordt aangevuld als volgt :

« In dit geval is de accijns verschuldigd door :

1° de persoon die dit belastbaar feit heeft gesteld;

2° de persoon die een product genoemd in artikel 5 heeft verkregen, voorhanden had of heeft en die, op het moment dat hij dit product heeft verkregen of ontvangen, wist of redelijkerwijze had moeten weten, dat het een product betrof waarvoor accijns verschuldigd was die nog niet werd geïnd.

Indien er meerdere schuldenaars zijn, zijn zij hoofdelijk gehouden tot betaling van de accijns. » .

**Art. 322.** Artikel 10 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« In dit geval is de accijns verschuldigd door de persoon die de minerale olie voorhanden heeft. » .

**Art. 323.** Artikel 26 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 26. Onverminderd de bij de artikelen 23, 24 en 25 bepaalde straffen is de accijns altijd opeisbaar, met uitzondering van de accijns verschuldigd op de accijnsproducten die, naar aanleiding van de vaststelling van een overtreding op basis van artikel 23, effectief worden in beslag genomen en naderhand worden verbeurdverklaard of bij wege van transactie aan de Schatkist worden afgestaan.

De op de verbeurdverklaarde of afgestane goederen niet meer opeisbare accijns zal niettemin als basis dienen voor de berekening van de overeenkomstig artikel 23 op te leggen boeten. » .

**Art. 324.** Artikel 15 van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak, wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. Onverminderd de bij de artikelen 13 en 14 bepaalde straffen is de accijns altijd opeisbaar, met uitzondering van de accijns verschuldigd op de accijnsproducten die, naar aanleiding van de vaststelling van een overtreding op basis van artikel 13, effectief worden in beslag genomen en naderhand worden verbeurdverklaard of bij wege van transactie aan de Schatkist worden afgestaan.

De op de verbeurdverklaarde of afgestane goederen niet meer opeisbare accijns zal niettemin als basis dienen voor de berekening van de overeenkomstig artikel 13 op te leggen boeten. » .

**Art. 325.** Artikel 30 van de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de accijnstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken, wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. Onverminderd de bij de artikelen 27, 28 en 29 bepaalde straffen is de accijns altijd opeisbaar, met uitzondering van de accijns verschuldigd op de accijnsproducten die, naar aanleiding van de vaststelling van een overtreding op basis van de artikelen 27 en 28, effectief worden in beslag genomen en naderhand worden verbeurdverklaard of bij wege van transactie aan de Schatkist worden afgestaan.

De op de verbeurdverklaarde of afgestane goederen niet meer opeisbare accijns zal niettemin als basis dienen voor de berekening van de overeenkomstig de artikelen 27 en 28 op te leggen boeten. » .

**Art. 326.** Artikel 5, § 3, van de wet van 13 februari 1995 betreffende het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken wordt vervangen als volgt :

« § 3. Onverminderd de bij dit artikel gestelde straffen is de ontdoken accijns altijd opeisbaar, met uitzondering van het geval waarin toepassing wordt gemaakt van het tweede lid van § 1 en met uitzondering van de accijns verschuldigd op de accijnsproducten die, naar aanleiding van de vaststelling van een overtreding op basis van het vierde lid van § 1, worden verbeurdverklaard of bij wege van transactie aan de Schatkist worden afgestaan.

L'accise qui n'est plus exigible sur les marchandises confisquées ou abandonnées servira néanmoins de base au calcul des amendes à infliger conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. » .

**Art. 327.** L'article 395 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, remplacé par la loi du 30 décembre 2002, est complété par les alinéas suivants :

« Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, la saisie et la confiscation ultérieure de marchandises soumises à écotaxe ou à la cotisation d'emballage, ou leur abandon au Trésor, en vertu d'une transaction, ont pour conséquence que ces taxes ne sont plus exigibles.

L'écotaxe et/ou la cotisation d'emballage qui n'est ou ne sont plus exigible(s) sur les marchandises confisquées ou abandonnées servira ou serviront néanmoins de base pour le calcul des amendes à infliger conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>. » .

CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances*

**Art. 328.** L'article 3 de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, est remplacé comme suit :

« Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le Service des créances alimentaires a pour mission de percevoir ou de recouvrer les créances alimentaires à charge du débiteur d'aliments.

§ 2. Le Service octroie des avances afférentes à un ou plusieurs termes déterminés de pensions alimentaires visées à l'article 2, 1<sup>o</sup>, a).

Le paiement des avances des créances alimentaires par le Service des créances alimentaires ne porte pas atteinte à l'application des dispositions pénales prévues en cas de non-paiement de ces créances par le débiteur d'aliments et, notamment, les articles 391bis et 391ter du Code pénal.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre l'attribution des avances aux pensions alimentaires visées à l'article 2, 1<sup>o</sup>, b). » .

**Art. 329.** L'article 4 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Le droit aux avances sur pension alimentaire mentionné à l'article 2, 1<sup>o</sup>, a), est attribué quand les ressources mensuelles, soit du père ou de la mère non débiteur d'aliments ou de la personne s'étant vu attribuer par décision judiciaire la garde de l'enfant, soit de l'enfant si celui-ci est majeur et ne vit pas avec la personne précitée, ne sont pas supérieures au montant visé à l'article 1409, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, majoré le cas échéant du montant fixé par l'article 1409, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, précité et indexé conformément aux dispositions du Code Judiciaire.

Seules les ressources propres des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à l'exclusion des ressources de son conjoint ou de son partenaire, sont prises en compte.

Le montant des moyens d'existence visé au 1<sup>er</sup> alinéa est calculé conformément à l'article 1411 du Code Judiciaire.

§ 2. Le montant de chacune des avances est égal à celui de la pension alimentaire, le cas échéant, indexé, avec un maximum de 175 euros par mois et par créancier d'aliments.

En cas de paiement partiel d'un terme de la pension alimentaire par le débiteur d'aliments d'un montant inférieur à celui fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'avance est limitée à la différence entre le montant fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et le montant effectivement perçu.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier le montant maximal et les modalités de l'octroi de l'avance. » .

**Art. 330.** L'article 5 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 5. L'intervention du Service des créances alimentaires entraîne le paiement d'une contribution aux frais de fonctionnement de ce service.

Le montant de cette contribution est fixé comme suit :

1) à charge du débiteur d'aliments : 10 % du montant des sommes à percevoir ou à recouvrer en principal;

2) à charge du créancier d'aliments : 5 % du montant de la créance alimentaire perçue ou recouvrées. Si le Service des créances alimentaires a attribué des avances au créancier d'aliments, la contribution est

De op de verbeurdverklaarde of afgestane goederen niet meer opeisbare accijns zal niettemin als basis dienen voor de berekening van de overeenkomstig het eerste lid van § 1 op te leggen boeten. » .

**Art. 327.** Artikel 395 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervolgediging van de federale staatsstructuur, vervangen bij de wet van 30 december 2002, wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het bepaalde in het eerste lid heeft de inbeslag-neming en de daaropvolgende verbeurdverklaring van de goederen waarop de milieutaks of verpakkingshelling verschuldigd is of de afstand ervan bij wege van transactie aan de Schatkist, tot gevolg dat de milieutaks of de verpakkingshelling op die goederen niet langer opeisbaar zijn.

De op de verbeurdverklaarde of afgestane goederen niet meer opeisbare milieutaks en/of verpakkingshelling zullen niettemin als basis dienen voor de berekening van de overeenkomstig lid 1 op te leggen boeten. »

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën*

**Art. 328.** Artikel 3 van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. § 1. De Dienst voor alimentatievorderingen is belast met de inning of invordering van het onderhoudsgeld ten laste van de onderhoudsplichtige.

§ 2. De Dienst betaalt voorschotten op één of verscheidene en welbepaalde termijnen van de onderhoudsgelden bedoeld in artikel 2, 1<sup>o</sup>, a).

De betaling van de voorschotten op onderhoudsgeld door de Dienst voor alimentatievorderingen doet geen afbreuk aan de toepassing van de strafbepalingen voorgeschreven in geval van niet-betaling van die vorderingen door de onderhoudsplichtige en, met name, van de artikelen 391bis en 391ter van het Strafwetboek.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de toekenning van voorschotten uitbreiden tot de onderhoudsgelden bedoeld in artikel 2, 1<sup>o</sup>, b). » .

**Art. 329.** Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Het recht op voorschotten op het onderhoudsgeld bedoeld in artikel 2, 1<sup>o</sup>, a), wordt toegekend wanneer de maandelijke bestaansmiddelen, hetzij van de niet-onderhoudsplichtige vader of moeder of van de persoon aan wie bij rechterlijke beslissing de bewaarding van het kind werd toegekend, hetzij van het kind indien het meerderjarig is en niet met bovenvermelde persoon leeft, niet hoger zijn dan het bedrag vermeld in artikel 1409, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, in voorkomend geval verhoogd met het bedrag vastgesteld in artikel 1409, § 1, vierde lid, en geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Enkel de persoonlijke bestaansmiddelen van de personen bedoeld in het eerste lid, met uitsluiting van de bestaansmiddelen van zijn of haar echtgenoot of partner, worden in aanmerking genomen.

Het bedrag van de bestaansmiddelen van de personen bedoeld in het eerste lid, wordt berekend overeenkomstig artikel 1411 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. Het bedrag van elk van de voorschotten is gelijk aan het onderhoudsgeld, in voorkomend geval geïndexeerd, met een maximum van 175 euro per maand en per onderhoudsgerechtigde.

In geval van gedeeltelijke betaling van een termijn van het onderhoudsgeld door de onderhoudsplichtige ten belope van een bedrag dat lager is dan het bedrag vastgesteld in het eerste lid, wordt het voorschot beperkt tot het verschil tussen het bedrag vastgesteld in eerste lid en het werkelijk ontvangen bedrag.

§ 3. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het maximumbedrag en de toekenningsmodaliteiten van het voorschot wijzigen. » .

**Art. 330.** Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De tegemoetkoming van de Dienst voor alimentatievorderingen geeft aanleiding tot de betaling van een bijdrage in de werkingskosten van deze dienst

Het bedrag van die bijdrage wordt bepaald als volgt :

1) ten laste van de onderhoudsplichtige : 10 % van het bedrag van de te innen of in te vorderen hoofdsommen;

2) ten laste van de onderhoudsgerechtigde : 5 % van het bedrag de geïnde of ingevorderde sommen. Indien de Dienst voor alimentatievorderingen aan de onderhoudsgerechtigde voorschotten heeft toegekend,

uniquement calculée sur le montant du solde de la créance et sur le montant des arriérés recouverts.

Pour l'application de l'article 1992 du Code civil, la contribution aux frais de fonctionnement du Service n'est pas considérée comme salaire. » .

**Art. 331.** L'article 6 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 6. Le créancier d'aliments peut demander l'intervention du Service des créances alimentaires lorsque le débiteur d'aliments s'est soustrait à l'obligation de paiement des aliments en tout ou en partie, pour deux termes consécutifs ou non, au cours des douze mois qui précèdent la demande.

Le Service des créances alimentaires octroie son intervention si le créancier d'aliments est domicilié en Belgique et si le débiteur d'aliments est domicilié en Belgique ou y perçoit des revenus. » .

**Art. 332.** L'article 7 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 7. § 1<sup>er</sup> La demande est introduite en deux exemplaires auprès du Service des créances alimentaires.

La demande est signée par le créancier d'aliments, son représentant légal ou son avocat et comprend :

1° les nom, prénoms, date de naissance, lieu de naissance et domicile du créancier d'aliments;

2° les nom, prénoms, date de naissance, lieu de naissance et dernier domicile connu du débiteur d'aliments;

3° le montant de la créance alimentaire et l'indication de la date et du montant des termes au paiement desquels le débiteur d'aliments s'est soustrait en tout ou en partie durant au moins les cinq ans précédant la demande;

4° l'ordre donné au Service des créances alimentaires de percevoir ou de recouvrer l'intégralité des termes de la pension alimentaire ainsi que les arriérés;

5° le cas échéant, les pièces relatives à une mise en demeure ou à d'autres mesures d'exécution que le créancier d'aliments a prises pour assurer le recouvrement des montants dus.

Est jointe à la demande, l'expédition ou la minute, revêtue de la formule exécutoire, de la décision judiciaire ou de l'acte visé à l'article 1288, 3° ou 4°, du Code judiciaire, de la décision judiciaire exécutoire ou de l'accord exécutoire, fixant ou modifiant la pension alimentaire, les pièces relatives à la signification de la décision judiciaire, ainsi que les pièces relatives à l'exécution.

§ 2. Si le créancier d'aliments demande l'octroi d'avances, il mentionne lors de sa demande le montant de ses revenus mensuels et y joint l'extrait de rôle le plus récent ou, s'il n'en dispose pas, tout autre élément de preuve matérielle.

Il accorde au Service l'autorisation expresse de demander tout renseignement utile concernant ses moyens d'existence auprès des services publics ou des institutions chargées de tâches d'utilité publique. » .

**Art. 333.** A l'article 9 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots "par courrier ordinaire" sont remplacés "par lettre recommandée à la poste";

2° le § 3 est remplacé comme suit :

« § 3. Le créancier d'aliments peut former un recours devant le juge des saisies par requête à introduire, à peine de déchéance, dans le mois à compter de la date de l'envoi de la lettre recommandée de la notification visée au § 2, quand la décision n'est pas favorable à sa demande ou lorsqu'aucune décision n'a été prise dans le délai visé au § 1<sup>er</sup>. » .

dan wordt de bijdrage in de werkingskosten enkel berekend op het bedrag van het saldo van de ingevorderde onderhoudsuitkering en op het bedrag van de ingevorderde achterstallen.

Voor de toepassing van artikel 1992 van het Burgerlijk Wetboek wordt de bijdrage in de werkingskosten van de Dienst niet beschouwd als loon. » .

**Art. 331.** Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De onderhoudsgerechtigde kan de tegemoetkoming van de Dienst voor alimentatievorderingen aanvragen indien de onderhoudsplichtige zich gedurende twee, al dan niet opeenvolgende termijnen in de loop van de twaalf maanden die aan de aanvraag voorafgaan, geheel of ten dele onttrokken heeft aan de verplichting tot betaling van het onderhoudsgeld.

De Dienst voor alimentatievorderingen verleent haar tegemoetkoming indien de onderhoudsgerechtigde zijn woonplaats in België heeft en indien de onderhoudsplichtige zijn woonplaats in België heeft of er een inkomen verwerft. » .

**Art. 332.** Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. § 1. De aanvraag wordt in twee exemplaren ingediend bij de Dienst voor alimentatievorderingen.

De aanvraag is ondertekend door de onderhoudsgerechtigde, zijn wettelijke vertegenwoordiger of zijn advocaat en bevat :

1° de naam, voornamen, geboortedatum, geboorteplaats en de woonplaats van de onderhoudsgerechtigde;

2° de naam, voornamen, geboortedatum, geboorteplaats en de laatst gekende woonplaats van de onderhoudsplichtige;

3° het bedrag van de onderhoudsuitkering en de opgave van de datum en het bedrag van de termijnen waaraan de onderhoudsplichtige zich geheel of ten dele heeft onttrokken gedurende ten minste vijf jaren die de aanvraag voorafgaan;

4° de opdracht aan de Dienst voor alimentatievorderingen om de integrale termijnen van de onderhoudsuitkering en om de achterstallen te innen of in te vorderen;

5° in voorkomend geval, de stukken met betrekking tot een ingebrekestelling of andere uitvoeringsmaatregelen die de onderhoudsgerechtigde heeft ondernomen om de verschuldigde bedragen in te vorderen.

Bij de aanvraag wordt gevoegd de uitgifte of de minuut, voorzien van het formulier van tenuitvoerlegging, van de gerechtelijke beslissing of van de akte bedoeld in artikel 1288, 3° of 4°, van het Gerechtelijk Wetboek, van de uitvoerbare rechtelijke beslissing of van de uitvoerbare schikking, waarin de onderhoudsuitkering wordt vastgesteld of gewijzigd, de stukken van betekening van de gerechtelijke beslissing, evenals de stukken van tenuitvoerlegging.

§ 2. Indien de onderhoudsgerechtigde om de toekenning van voorschotten verzoekt, dan vermeldt hij bij de aanvraag het bedrag van zijn maandelijkse bestaansmiddelen en voegt er het meest recente aanslagbiljet van de inkomstenbelastingen of, indien hij daarover niet beschikt, andere materiële bewijsstukken bij.

Hij geeft aan de Dienst de uitdrukkelijke toestemming om alle nuttige inlichtingen betreffende zijn bestaansmiddelen op te vragen bij openbare besturen of instellingen belast met een taak van openbaar nut. » .

**Art. 333.** In artikel 9 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden "bij gewone brief" vervangen door de woorden "bij een ter post aangetekende brief";

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De onderhoudsgerechtigde kan beroep aantekenen bij de beslagrechter door middel van een verzoekschrift dat, op straffe van verval, moet zijn ingediend binnen een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van het aangetekend verzenden van de kennisgeving bedoeld in § 2, wanneer de beslissing niet gunstig beschikt op zijn aanvraag of wanneer geen beslissing is genomen binnen de bij § 1 bedoelde termijn. » .

**Art. 334.** A l'article 10 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété comme suit :

« Sous réserve de l'interruption de la prescription de la manière et aux conditions prévues aux articles 2244 et suivants du Code Civil, la prescription sera interrompue par cette notification. » ;

2° le § 3 est modifié comme suit :

« § 3. A partir de la date de la notification et sous réserve de l'application de l'article 11, § 3, seuls les paiements effectués auprès du Service des créances alimentaires sont libératoires. » .

**Art. 335.** L'article 11 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Le créancier d'aliments peut à tout moment renoncer à l'intervention du Service des créances alimentaires.

§ 2. Lorsque le débiteur d'aliments aura payé tous les termes échus de la pension alimentaire au moins pendant six mois consécutifs, augmentés de ses frais de fonctionnement visés à l'article 5 et, le cas échéant, augmentés des frais de poursuites payés par le Service des créances alimentaires, le Service des créances alimentaires cesse le paiement des avances sur pension alimentaire et la perception ou le recouvrement des termes de la pension alimentaire qui expirent après la date de la fin de cette intervention.

Le Service des créances alimentaires recouvre néanmoins les termes échus et impayés à cette date et ceux échus entre la date de la demande et la date de la fin de cette intervention, visée dans le premier alinéa, à moins que le créancier ne renonce à cette intervention ou ne demande la restitution de l'acte ou de la décision judiciaire exécutoire prévus à l'article 7, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le Service des créances alimentaires notifie la fin de son intervention par lettre ordinaire au créancier d'aliments et par lettre recommandée au débiteur d'aliments, et, le cas échéant, au tiers-saisi. La notification au débiteur mentionne, en outre, à partir de quelle date quels montants devront être payés uniquement au Service des créances alimentaires ou au créancier d'aliments pour être libératoires.

§ 4. Si, ultérieurement, le créancier d'aliments introduit une nouvelle demande, le Service des créances alimentaires n'accorde plus son intervention pour la perception et le recouvrement des arriérés existants à la date de la demande précédente et pour les termes impayés échus entre la date de l'ancienne demande et la date de la fin de l'intervention, si le créancier d'aliments a lui-même renoncé à l'intervention du Service des créances alimentaires en application du § 1<sup>er</sup> ou § 2, alinéa 2. » .

**Art. 336.** L'article 12 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Pour la perception et le recouvrement de la créance alimentaire, le Service des créances alimentaires agit pour le compte et au nom du créancier d'aliments.

§ 2. A concurrence du montant des avances qu'il a octroyées au créancier d'aliments, le Service des créances alimentaires est subrogé de plein droit au créancier d'aliments, et notamment aux actions et droits civils, ainsi qu'aux garanties dont le créancier dispose en vue de la perception et du recouvrement de sa créance alimentaire. » .

**Art. 337.** Dans l'article 16, § 3, de la même loi les mots "lorsqu'il agit en vertu de l'article 6 ou de l'article 8," sont supprimés.

**Art. 338.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots "du créancier d'aliments et" sont insérés entre les mots "du domicile" et les mots "du débiteur d'aliments"

**Art. 334.** In artikel 10 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« Onverminderd de stuiting van de verjaring op de wijze en onder de voorwaarden bepaald bij de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, wordt de verjaring gestuit door deze kennisgeving. » ;

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Vanaf de datum van de kennisgeving en onverminderd de toepassing van artikel 11, § 3, zijn enkel de betalingen aan de Dienst voor alimentatievorderingen bevrijdend. » .

**Art. 335.** Artikel 11 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. § 1. De onderhoudsgerechtigde kan op elk ogenblik afzien van de tegemoetkoming van de Dienst voor alimentatievorderingen.

§ 2. Wanneer de onderhoudsplichtige alle vervallen termijnen van het onderhoudsgeld gedurende ten minste zes opeenvolgende maanden, verhoogd met zijn bijdrage in de werkingskosten bedoeld in artikel 5, en, in voorkomend geval, vermeerderd met de door de Dienst voor alimentatievorderingen betaalde invorderingskosten, heeft betaald, beëindigt de Dienst voor alimentatievorderingen de betaling van voorschotten op het onderhoudsgeld en de inning of de invordering van de termijnen van het onderhoudsgeld die na de datum van beëindiging van deze vorm van tegemoetkoming vervallen.

De Dienst voor alimentatievorderingen vordert echter de op die datum bestaande achterstallen en de tussen de datum van de aanvraag en de datum van de beëindiging van de vorm van tegemoetkoming, bedoeld in het eerste lid, niet betaalde vervallen termijnen verder in, tenzij de onderhoudsgerechtigde van deze vorm van tegemoetkoming afziet of indien hij de uitvoerbare gerechtelijke beslissing of akte, bedoeld in artikel 7, § 1, terug vraagt.

§ 3. De Dienst voor alimentatievorderingen geeft van de beëindiging van haar tegemoetkoming bij gewone brief kennis aan de onderhoudsgerechtigde en bij een ter post aangetekende brief aan de onderhoudsplichtige en, in voorkomend geval, aan de derden-schuldenaars. De kennisgeving aan de onderhoudsplichtige vermeldt bovendien vanaf welke datum welke bedragen enkel aan de Dienst voor alimentatievorderingen of aan de onderhoudsgerechtigde, bevrijdend kunnen worden betaald.

§ 4. Indien de onderhoudsgerechtigde nadien een volgende aanvraag indient, verleent de Dienst voor alimentatievorderingen geen tegemoetkoming meer voor de inning of invordering van de op datum van de vorige aanvraag bestaande achterstallen en de tussen de datum van die aanvraag en de datum van de beëindiging van de tegemoetkoming, niet betaalde vervallen termijnen, indien de onderhoudsgerechtigde zelf de tegemoetkoming van de Dienst voor alimentatievorderingen heeft beëindigd bij toepassing van § 1 of van § 2, tweede lid. » .

**Art. 336.** Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. § 1. Voor de inning en de invordering van de alimentatievordering treedt de Dienst voor alimentatievorderingen op voor rekening en in naam van de onderhoudsgerechtigde.

§ 2. Indien de Dienst voor alimentatievorderingen voorschotten op onderhoudsgeld heeft toegekend aan de onderhoudsgerechtigde, treedt de Dienst, ten belope van de toegekende voorschotten, van rechtswege in de plaats van de onderhoudsgerechtigde, met name in de burgerlijke rechten en vorderingen en in de waarborgen waarover die met het oog op de inning en de invordering van zijn alimentatievordering beschikt. » .

**Art. 337.** In artikel 16, § 3, van dezelfde wet vervallen de woorden "wanneer hij optreedt krachtens artikel 6 of artikel 8,".

**Art. 338.** In artikel 22, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "van de onderhoudsgerechtigde en" ingevoegd tussen de woorden "de verblijfplaats" en de woorden "van de onderhoudsplichtige".



**Art. 339.** Dans la même loi, il est inséré un chapitre *VIIbis*, comprenant un article *29bis*, rédigé comme suit :

« CHAPITRE *VIIbis*. Dispositions transitoires

Art. *29bis*. § 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> juin 2004 les centres publics d'aide sociale sont déchargés de leur mission de recouvrement de l'intégralité des pensions alimentaires pour lesquelles ils ont effectués des avances en application de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. Le recouvrement de l'intégralité des termes est réglé comme suit :

a) recouvrement de la partie correspondant au montant des avances octroyées par les centres publics d'aide sociale : ces sommes sont directement recouvrées par le Service des créances alimentaires auprès du débiteur d'aliments et ce aux conditions de la présente loi et comme si le Service des créances alimentaires avait lui-même octroyé les avances. Dans ce cas, aucune contribution visée à l'article 5 n'est due par le créancier d'aliments.

Le Roi fixe les conditions et les modalités du transfert de ces dossiers;

b) recouvrement du solde de la créance alimentaire : les centres publics d'aide sociale notifient au créancier d'aliments la fin du recouvrement par le centre public d'aide sociale et de la possibilité de faire appel à l'intervention du Service des créances alimentaires pour le recouvrement des excédents. Le recouvrement de ces montants se fait aux conditions prévues par la présente loi.

§ 2. La partie correspondant au montant des avances octroyées par les centres publics d'aide sociale sont considérées dans le chef des centres publics d'aide sociale comme avances non recouvrables comme visé à l'article *68quater* de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Les montants recouverts concernant les dossiers visés au § 1<sup>er</sup>, a), seront versés au Trésor.

§ 3. En cas de recouvrement simultané auprès du débiteur d'aliments tant de sommes afférentes à des dossiers d'avances octroyées par les centres publics d'aide sociale visés au § 1<sup>er</sup>, a), que sur la base de l'article 12, les règles suivantes sont d'application :

a) le recouvrement des avances octroyées par les centres publics d'aide sociale et visées au § 1<sup>er</sup>, a), tant en ce qui concerne le montant principal que les frais et les intérêts, a priorité.

En cas d'application de l'article 23, ces montants seront imputés sur les paiements effectués par le débiteur d'aliments avant le 1<sup>o</sup> de l'article 23;

b) l'application des règles visées sub a), n'a, le cas échéant, pas d'influence sur ce qui est prévu à l'article 11, § 2. » .

**Art. 340.** L'article 31 de la même loi, modifié par l'article 19 de la loi-programme du 5 août 2003, est remplacé comme suit :

« Art. 31. La loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2004, à l'exception des articles 3, § 2, 4, 7, § 2, et 30, qui entreront en vigueur à une date déterminée par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. » .

**Art. 341.** L'article *68ter*, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, §§ 3 à 9, ainsi que l'article *68quater*, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, sont abrogés au 1<sup>er</sup> juin 2004.

**Art. 342.** § 1<sup>er</sup>. Les avances octroyées par les CPAS avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 sont remboursées par l'Etat à 90 % et au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2006.

§ 2. Les avances octroyées par les CPAS depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et avant le 1<sup>er</sup> juin 2004 sont remboursées par l'Etat à 95 % au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2006.

§ 3. Les avances octroyées par les CPAS à partir du 1<sup>er</sup> juin 2004 sont remboursées à 95 % par l'Etat sur la base de leurs états de frais mensuels.

Le Roi peut fixer les règles suivant lesquelles l'Etat s'acquitte de l'obligation précitée.

**Art. 339.** In dezelfde wet wordt een hoofdstuk *VIIbis* ingevoegd, dat een artikel *29bis* omvat, luidende :

« HOOFDSTUK *VIIbis*. Overgangsbepalingen

« Art. *29bis*. § 1. Vanaf 1 juni 2004 zijn de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ontlast van de invorderingsopdracht met betrekking tot de integrale termijnen van het onderhoudsgeld waarvoor zij voorschotten hebben toegekend krachtens de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. De invordering van die integrale termijnen wordt geregeld als volgt :

a) invordering van het gedeelte dat overeenstemt met de door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekende voorschotten : deze sommen worden door de Dienst voor alimentatievorderingen rechtstreeks ingevorderd bij de onderhoudsplichtige onder de voorwaarden van deze wet en alsof de Dienst voor alimentatievorderingen zelf de voorschotten heeft toegekend. In dit geval is geen enkele bijdrage bedoeld in artikel 5 ten laste van de onderhoudsgerechtigde, verschuldigd.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels met betrekking tot de overdracht van deze dossiers;

b) invordering van het saldo van het onderhoudsgeld : de openbare centra voor maatschappelijk welzijn stellen de onderhoudsgerechtigde in kennis van de stopzetting van de invordering door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van de mogelijkheid om voor de invordering van deze achterstallen een beroep te doen op de tegemoetkoming van de Dienst voor alimentatievorderingen. De invordering van deze bedragen geschiedt onder de voorwaarden bedoeld in deze wet.

§ 2. Het gedeelte dat overeenstemt met de door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekende voorschotten wordt in hoofde van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn beschouwd als niet-terugvorderbare voorschotten zoals bedoeld in artikel *68quater* van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De ingevorderde bedragen inzake de dossiers bedoeld in § 1, a), worden aan de Schatkist gestort.

§ 3. Indien er bij een onderhoudsplichtige tegelijkertijd sommen worden ingevorderd op grond van de dossiers inzake de door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekende voorschotten, bedoeld in § 1, a), en op grond van artikel 12, dan gelden de volgende regels :

a) de invordering van de door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekende voorschotten bedoeld in § 1, a), zowel wat betreft de hoofdsom als de kosten en interesten, heeft voorrang.

Indien toepassing wordt gemaakt van artikel 23 worden deze bedragen vóór het 1<sup>o</sup> van artikel 23 in mindering gebracht van de betalingen door de onderhoudsplichtige;

b) de toepassing van de regels bedoeld onder a) heeft, in voorkomend geval, geen invloed op hetgeen in artikel 11, § 2, wordt bepaald. » .

**Art. 340.** Artikel 31 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 19 van de programmawet van 5 augustus 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. Deze wet treedt in werking op 1 juni 2004, met uitzondering van de artikelen 3, § 2, 4, 7, § 2, en 30, die in werking treden op een door de Koning te bepalen datum, bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. » .

**Art. 341.** Artikel *68ter*, § 2, eerste lid, §§ 3 tot 9, alsook artikel *68quater*, eerste en tweede lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra, worden opgeheven op 1 juni 2004.

**Art. 342.** § 1. De voorschotten die door de OCMW's vóór 1 januari 2002 werden toegekend, worden aan 90 % terugbetaald door de Staat, ten laatste op 1 juni 2006.

§ 2. De voorschotten toegekend door de OCMW's sinds 1 januari 2002 en vóór 1 juni 2004, worden voor 95 % terugbetaald door de Staat, ten laatste op 1 juni 2006.

§ 3. De voorschotten die door de OCMW's vanaf 1 juni 2004 werden toegekend, worden voor 95 % terugbetaald door de Staat op basis van hun maandelijks kostenstaten.

De Koning kan de regels vaststellen volgens welke de Staat zich van voormelde verplichting kwijft.

CHAPITRE 6. — *Adaptation taxe sur l'énergie*

**Art. 343.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 2, B, de la loi du 22 juillet 1993 instaurant une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi, remplacé par la loi-programme du 5 août 2003, la cotisation sur l'énergie à laquelle est soumis le gasoil de chauffage (fuel domestique) est fixée à 12,1022 EUR par 1 000 litres à 15°C, lorsque ce gasoil ne dépasse pas la limite suivante :

Paramètre	Unité	Limite (1)	
		Minimum	Maximum
Teneur en soufre (2)	mg/kg	50	
Parameter	Eenheid	Grenswaarde (1)	
		Minimum	Maximum
Zwavelgehalte (2)	mg/kg	50	

(1) Les valeurs mentionnées dans la spécification sont des « valeurs vraies ». Pour établir leurs valeurs limites, on a appliqué les conditions de la norme ISO 4259 « Produits pétroliers : détermination et application des valeurs de fidélités relatives aux méthodes d'essai »; pour fixer une valeur minimale, on a tenu compte d'une différence minimale de 2R au-dessus de 0 (R = reproductibilité). Les résultats des mesures individuelles sont interprétés sur la base des critères définis dans la norme ISO 4259 (publiée en 1995).

(2) En cas de litige, on utilise la norme EN ISO 14596 : 1998.

§ 2. La présente mesure entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

CHAPITRE 7. — *Dispositions modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers en vue notamment d'accentuer la lutte contre la délinquance financière*

**Art. 344.** L'article 2, 14<sup>o</sup>, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les personnes chargées de l'exécution d'ordres concernant des instruments financiers, il y a lieu d'entendre également par "information privilégiée", toute information transmise par un client et ayant trait aux ordres en attente du client, qui a un caractère précis et qui concerne, directement ou indirectement, un ou plusieurs émetteurs d'instruments financiers ou un ou plusieurs instruments financiers et qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'influencer de façon sensible le cours des instruments financiers concernés ou celui d'instruments financiers connexes. » .

**Art. 345.** A l'article 25, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au 1<sup>o</sup>, la phrase liminaire est remplacée par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> qui dispose d'une information dont elle sait ou devrait savoir qu'elle a un caractère privilégié »;

2<sup>o</sup> au 1<sup>o</sup>, a), les mots "d'utiliser cette information en acquérant ou en cédant, ou en tentant d'acquérir ou de céder" sont remplacés par les mots "d'acquérir ou de céder, ou de tenter d'acquérir ou de céder,".

**Art. 346.** Les articles 344 et 345 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

L'article 25 de la loi précitée du 2 août 2002, modifié par l'article 345, est applicable au faits commis à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi. Les faits qui se sont produits entre le 1<sup>er</sup> juin 2003 et cette date restent soumis à l'article 25 de la loi du 2 août 2002 tel qu'il existait avant sa modification par la présente loi.

HOOFDSTUK 6. — *Aanpassing energietaks*

**Art. 343.** § 1. In afwijking van artikel 2, B, van de wet van 22 juli 1993 tot instelling van een bijdrage op de energie ter vrijwaring van het concurrentievermogen en de werkgelegenheid, vervangen bij de programmawet van 5 augustus 2003, wordt de bijdrage op de energie op verwarmingsolie (huisbrandolie) vastgesteld op 12,1022 EUR per 1 000 liter bij 15°C, wanneer deze gasolie de volgende grenswaarden niet overschrijdt :

Essai	Date de publication
EN ISO 14596	1998
EN ISO 8754	1995
EN 24260	1994
Test	Datum
EN ISO 14596	1998
EN ISO 8754	1995
EN 24260	1994

(1) De hier gegeven cijfers zijn « werkelijke waarden ». Bij de vaststelling van de grenswaarden is uitgegaan van ISO 4259 (Aardolieproducten — bepalingen en toepassing van nauwkeurige gegevens in de relatie tot de testmethoden) en bij de vaststelling van een minimumwaarde is met een minimaal verschil van 2R boven nul rekening gehouden (R = reproduceerbaarheid). De uitkomsten van de verschillende metingen worden geïnterpreteerd aan de hand van de in ISO 4259 (gepubliceerd in 1995) gegeven criteria.

(2) In geval van betwisting wordt gebruikgemaakt van EN ISO 14596 : 1998.

§ 2. Deze maatregel treedt in werking op 1 januari 2004.

HOOFDSTUK 7. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten die er met name toe strekken de strijd tegen de financiële delinquentie te vergroten*

**Art. 344.** Artikel 2, 14<sup>o</sup>, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor personen die belast zijn met de uitvoering van orders met betrekking tot financiële instrumenten wordt onder "voorkennis" tevens de informatie verstaan die door de cliënt wordt verstrekt en verband houdt met de lopende orders van de cliënt, en die nauwkeurig is en rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking heeft op één of meer emittenten van financiële instrumenten of op één of meer financiële instrumenten en die, indien zij openbaar zou worden gemaakt, de koers van deze financiële instrumenten of die van aanverwante financiële instrumenten gevoelig zou kunnen beïnvloeden. » .

**Art. 345.** In artikel 25, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het 1<sup>o</sup> wordt de inleidende zin vervangen als volgt :

« 1<sup>o</sup> die over informatie beschikt waarvan hij weet of zou moeten weten dat het voorkennis betreft »;

2<sup>o</sup> in het 1<sup>o</sup>, a), vervallen de woorden "gebruik te maken van deze voorkennis door".

**Art. 346.** De artikelen 344 en 345 treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Artikel 25 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002, gewijzigd door artikel 345, is van toepassing op de feiten die worden gepleegd vanaf de datum van inwerkingtreding van deze wet. Op de feiten die zijn gepleegd tussen 1 juni 2003 en voornoemde datum van inwerkingtreding blijft artikel 25 van de wet van 2 augustus 2002 van toepassing zoals het bestond vóór zijn wijziging door deze wet.

CHAPITRE 8. — *Mesures fiscales particulières  
en ce qui concerne les fonds propres de la Loterie Nationale*

**Art. 347.** Dans le chef de la Loterie Nationale, la partie du capital social qui a réellement été libérée antérieurement, au cours d'une période imposable se rattachant à un exercice d'imposition pour lequel elle était assujettie à l'impôt des personnes morales, est considérée également comme du capital libéré au sens de l'article 184 du Code des impôts sur les revenus 1992, aux conditions prévues par les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 184 précité.

Les bénéfices antérieurement réservés et les provisions, constitués par la Loterie Nationale au cours d'une période imposable visée ci-dessus, ne sont exonérés que si les conditions prévues à l'article 190 du même Code sont remplies.

Les réductions de valeur et amortissements exceptionnels sur les immobilisations incorporelles qui se rapportent à des pertes et à des dépréciations survenues au cours d'une période imposable visée ci-dessus, sont considérés pour l'application de l'impôt des sociétés dans le chef de la Loterie Nationale, n'être survenus qu'au cours de la période imposable de leur comptabilisation. Ces réductions de valeur et amortissements sont d'abord imputés sur les bénéfices antérieurement réservés comme prévu à l'alinéa précédent.

CHAPITRE 9. — *Fonds d'amortissement des emprunts  
du logement social*

**Art. 348.** Le Roi peut, aux conditions qu'il détermine, accorder sans frais la garantie de l'Etat aux engagements des sociétés régionales du logement liés au remboursement, total ou partiel, par les sociétés régionales du logement, des dettes contractées par le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social.

**Art. 349.** L'article 348 entre en vigueur le 19 décembre 2003.

CHAPITRE 10. — *Modification des lois modifiées par la loi du 30 décembre 2002 portant diverses dispositions fiscales en matière d'écotaxes et d'écodéductions*

**Art. 350.** A l'article 5 de la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées, modifié par la loi du 30 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots "droit d'accise spécial : 0,7406 EUR" sont remplacés par les mots "droit d'accise spécial 0,9172 EUR";

2° au § 2, les montants de "0,9141 EUR", "0,9637 EUR", "1,0133 EUR", "1,0133 EUR" et "1,0629 EUR" sont remplacés respectivement par les montants "1,0907 EUR", "1,1403 EUR", "1,1899 EUR", "1,1899 EUR" et "1,2395 EUR".

**Art. 351.** A l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, premier tiret, sous l'intitulé "vins tranquilles", les mots "droit d'accise spécial : 37,3055 EUR" sont remplacés par les mots "droit d'accise spécial : 47,0998 EUR";

2° au § 1<sup>er</sup>, deuxième tiret, sous l'intitulé "vins mousseux", les mots "droit d'accise spécial : 149,5046 EUR" sont remplacés par les mots "droit d'accise spécial : 161,1308 EUR";

3° au § 3, les mots "un taux d'accise spéciale de 3,2474 EUR" sont remplacés par les mots "un taux d'accise spéciale 14,8736 EUR".

**Art. 352.** A l'article 12 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, premier tiret, sous l'intitulé "boissons non mousseuses", les mots "droit d'accise spécial : 37,3055 EUR" sont remplacés par les mots "droit d'accise spécial : 47,0998 EUR";

2° au § 1<sup>er</sup>, deuxième tiret, sous l'intitulé "boissons mousseuses", les mots "droit d'accise spécial : 149,5046 EUR" sont remplacés par les mots "droit d'accise spécial : 161,1308 EUR";

3° au § 3, les mots "un taux d'accise spéciale de 3,2474 EUR" sont remplacés par les mots "un taux d'accise spéciale de 14,8736 EUR".

**Art. 353.** A l'article 15 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots "un droit d'accise spécial de 20,6000 EUR" sont remplacés par les mots "un droit d'accise spécial de 32,2262 EUR";

2° au § 2, les mots "un droit d'accise spécial de 15,6421 EUR" sont remplacés par les mots "un droit d'accise spéciale de 27,2683 EUR";

HOOFDSTUK 8. — *Bijzondere fiscale maatregelen  
betreffende het eigen vermogen van de Nationale Loterij*

**Art. 347.** Ten name van de Nationale Loterij wordt het deel van het maatschappelijk kapitaal dat voorheen werkelijk werd gestort tijdens een belastbaar tijdperk verbonden met een aanslagjaar waarvoor zij onderworpen was aan de rechtspersonenbelasting, eveneens aangemerkt als gestort kapitaal in de zin van artikel 184 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, onder de voorwaarden als vermeld in het eerste en tweede lid van voormeld artikel 184.

De voorheen gereserveerde winsten en de voorzieningen, door de Nationale Loterij aangelegd tijdens een belastbaar tijdperk als vermeld hiervoor, worden slechts vrijgesteld voor zover is voldaan aan de voorwaarden als vermeld in artikel 190 van hetzelfde Wetboek.

De uitzonderlijke waardeverminderingen en afschrijvingen op immateriële vaste activa in verband met verliezen en ontwaardingen ontstaan tijdens een belastbaar tijdperk als vermeld hiervoor, worden voor de toepassing van de vennootschapsbelasting bij de Nationale Loterij slechts geacht te zijn ontstaan tijdens het belastbaar tijdperk van hun boeking. Deze waardeverminderingen en afschrijvingen worden eerst aangerekend op de voorheen gereserveerde winsten als vermeld in het vorige lid.

HOOFDSTUK 9. — *Amortisatiefonds van de leningen  
voor de sociale huisvesting*

**Art. 348.** De Koning kan, onder de door Hem bepaalde voorwaarden, een kosteloze Staatswaarborg verlenen voor verbintenissen van de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen met betrekking tot de gehele of gedeeltelijke terugbetaling door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen van door het Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting aangegane schulden.

**Art. 349.** Artikel 348 treedt in werking op 19 december 2003.

HOOFDSTUK 10. — *Wijziging van de wetten gewijzigd bij de wet van 30 december 2002 houdende diverse fiscale bepalingen op het stuk van milieutaksen en ecobonussen*

**Art. 350.** In artikel 5 van de wet van 7 januari 1998 betreffende de structuur en de accijstarieven op alcohol en alcoholhoudende dranken, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden "bijzondere accijns : 0,7406 EUR" vervangen door de woorden "bijzondere accijns : 0,9172 EUR";

2° in § 2, worden de bedragen "0,9141 EUR", "0,9637 EUR", "1,0133 EUR", "1,0133 EUR" en "1,0629 EUR", respectievelijk vervangen door de bedragen "1,0907 EUR", "1,1403 EUR", "1,1899 EUR", "1,1899 EUR" en "1,2395 EUR".

**Art. 351.** In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste streepje, onder de titel "niet-mousserende wijn", worden de woorden "bijzondere accijns : 37,3055 EUR" vervangen door de woorden "bijzondere accijns : 47,0998 EUR";

2° in § 1, tweede streepje, onder de titel "mousserende wijn", worden de woorden "bijzondere accijns : 149,5046 EUR" vervangen door de woorden "bijzondere accijns : 161,1308 EUR";

3° in § 3, worden de woorden "een bijzondere accijns van 3,2474 EUR" vervangen door de woorden "een bijzondere accijns van 14,8736 EUR".

**Art. 352.** In artikel 12 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste streepje, onder de titel "niet-mousserende dranken", worden de woorden "bijzondere accijns : 37,3055 EUR" vervangen door de woorden "bijzondere accijns : 47,0998 EUR";

2° in § 1, tweede streepje, onder de titel "mousserende dranken", worden de woorden "bijzondere accijns : 149,5046 EUR" vervangen door de woorden "bijzondere accijns : 161,1308 EUR";

3° in § 3, worden de woorden "een bijzondere accijns van 3,2474 EUR" vervangen door de woorden "een bijzondere accijns van 14,8736 EUR".

**Art. 353.** In artikel 15 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden "een bijzondere accijns van 20,6000 EUR" vervangen door de woorden "een bijzondere accijns van 32,2262 EUR";

2° in § 2, worden de woorden "een bijzondere accijns van 15,6421 EUR" vervangen door de woorden "een bijzondere accijns van 27,2683 EUR";

3° au § 3, a), les mots "droit d'accise spécial : 82,5733 EUR" sont remplacés par les mots "droit d'accise spécial : 94,1995 EUR";

4° au § 3, b), les mots "droit d'accise spécial : 102,4048 EUR" sont remplacés par les mots "droit d'accise spécial : 114,0310 EUR".

**Art. 354.** A l'article 17 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, les mots "droit d'accise spécial : 1 408,7169 EUR" sont remplacés par les mots "droit d'accise spécial : 1 437,7824 EUR".

**Art. 355.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 février 1995 relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées, modifié par la loi du 30 décembre 2002, aux points 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7°, les mots "5,6668 EUR par hectolitre" sont remplacés par les mots "4,9579 EUR par hectolitre".

**Art. 356.** L'article 369, 11°, 11°*bis* et 12°, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, remplacé par la loi du 30 décembre 2002, est remplacé par les dispositions suivantes :

« 11° mise à la consommation :

- en ce qui concerne l'écotaxe, la livraison de produits aux détaillants par des entreprises qui sont tenues de se faire enregistrer selon les modalités fixées par le ministre des Finances, à moins que le fabricant, l'importateur, l'introduit ou éventuellement son représentant fiscal, ne se substitue à ces entreprises enregistrées pour les obligations qui leur sont imposées;

- en ce qui concerne la cotisation d'emballage, la mise à la consommation telle qu'elle est prévue à l'article 6 de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise;

11°*bis* détaillant : toute personne physique ou morale qui livre des produits passibles de l'écotaxe à des personnes physiques ou morales qui les consomment, de façon intermédiaire ou finale;

12° redevable : toute personne physique ou morale qui procède à la mise à la consommation de produits soumis à une écotaxe;"

**Art. 357.** L'article 369*bis* de la même loi, inséré par la loi du 30 décembre 2002 et modifié par la loi-programme du 8 avril 2003, est abrogé.

**Art. 358.** A l'article 371 de la même loi, remplacé par la loi du 30 décembre 2002 et modifié par la loi-programme du 8 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1<sup>er</sup>, le mot "11,6262 EUR" est remplacé par le mot "9,8537 EUR";

b) au § 3, le point 3° est supprimé;

c) le § 4 est supprimé;

d) le § 5 est supprimé.

**Art. 359.** Un article 371*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 371*bis*. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prévoir qu'une exonération de la cotisation d'emballage peut être accordée pour les emballages de boissons à usage unique, constitués d'une quantité de matières recyclées dont il fixe le pourcentage minimal ainsi que les conditions d'obtention de l'exonération.

Toutefois, cette exonération ne peut être mise en œuvre qu'après en avoir obtenu l'autorisation des autorités de la Commission européenne, compétentes dans cette matière, relativement aux dispositions inhérentes aux aides d'Etat, sans préjudice des dispositions existant en matière de santé publique.

Les mesures prises par le Roi seront ensuite confirmées par la loi. » .

**Art. 360.** L'article 377 de la même loi, remplacé par la loi du 30 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 377. Toutes les piles mises à la consommation sont soumises à une écotaxe de 0,50 euro par pile.

Sont cependant exclus :

- les piles et accumulateurs spécifiquement développés pour les dispositifs médicaux actifs, en ce compris les dispositifs médicaux actifs implantables ainsi que les piles et accumulateurs livrés avec ces dispositifs médicaux actifs en vue de leur première utilisation;

3° in § 3, a), worden de woorden "bijzondere accijns : 82,5733 EUR" vervangen door de woorden "bijzondere accijns : 94,1995 EUR";

4° in § 3, b), worden de woorden "bijzondere accijns : 102,4048 EUR" vervangen door de woorden "bijzondere accijns : 114,0310 EUR".

**Art. 354.** In artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de woorden "bijzondere accijns : 1 408,7169 EUR" vervangen door de woorden "bijzondere accijns : 1 437,7824 EUR".

**Art. 355.** In artikel 1, § 1, van de wet van 13 februari 1995 betreffende het accijnsstelsel van alcoholvrije dranken, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden in de punten 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 7°, de woorden "5,6668 EUR per hectoliter" vervangen door de woorden "4,9579 EUR per hectoliter".

**Art. 356.** Artikel 369, 11°, 11°*bis* en 12°, van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, vervangen bij de wet van 30 december 2002 wordt vervangen als volgt :

« 11° in het verbruik brengen :

- voor wat betreft de milieutaks, de levering van producten aan kleinhandelaars door ondernemingen die gehouden zijn zich te laten registreren volgens de modaliteiten vastgesteld door de minister van Financiën, tenzij de fabrikant, de invoerder, de verwerper of eventueel zijn fiscale vertegenwoordiger in de plaats zouden treden van die geregistreerde ondernemingen voor de verplichtingen die hen zijn opgelegd;

- voor wat betreft de verpakkingsheffing, het in het verbruik brengen zoals dit is voorzien in artikel 6 van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, en het verkeer daarvan en de controles daarop.

11°*bis* kleinhandelaar : iedere natuurlijke of rechtspersoon die aan milieutaks onderworpen producten levert aan natuurlijke of rechtspersonen die ze verbruiken, ongeacht of het gaat om intermediair of eindverbruik;

12° belastingplichtige : iedere natuurlijke of rechtspersoon die overgaat tot het in het verbruik brengen van producten onderworpen aan een milieutaks;"

**Art. 357.** Artikel 369*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 december 2002 en gewijzigd bij de programmawet van 8 april 2003, wordt opgeheven.

**Art. 358.** In artikel 371 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 december 2002 en gewijzigd bij de programmawet van 8 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, het woord "11,6262 EUR" wordt vervangen door het woord "9,8537 EUR";

b) in § 3, wordt het punt 3° opgeheven;

c) § 4 wordt opgeheven;

d) § 5 wordt opgeheven.

**Art. 359.** Een artikel 371*bis* wordt ingevoegd in dezelfde wet, luidende als volgt :

« Art. 371*bis*. De Koning kan, bij een na overleg in de Ministerraad vastgesteld besluit, bepalen dat een vrijstelling van verpakkingsheffing kan worden toegestaan voor drankverpakkingen voor éénmalig gebruik, samengesteld uit een hoeveelheid gerecycleerde grondstoffen waarvan hij het minimumpercentage bepaalt alsook de voorwaarden tot het bekomen van deze vrijstelling.

Evenwel kan deze vrijstelling slechts in werking treden na het verkrijgen van de toestemming van de autoriteiten van de Europese Commissie, bevoegd in deze materie met betrekking tot de bepalingen inherent aan staatssteun, en onverminderd de bepalingen inzake volksgezondheid.

De maatregelen genomen door de Koning zullen daarna worden bekrachtigd bij wet. » .

**Art. 360.** Artikel 377 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 377. Alle in het verbruik gebrachte batterijen zijn onderworpen aan een milieutaks van 0,50 EUR per batterij.

Met uitzondering van :

- de batterijen en accu's specifiek ontworpen voor de actieve medische hulpmiddelen, waaronder de implanteerbare actieve medische hulpmiddelen evenals de batterijen en accu's die worden geleverd met deze actieve medische hulpmiddelen met het oog op hun eerste gebruik;

- les accumulateurs destinés au démarrage ou à la traction de véhicules motorisés à l'exception de ceux utilisés dans des jouets. » .

**Art. 361.** L'article 392, § 1<sup>er</sup> de la même loi, remplacé par la loi du 7 mars 1996 et modifié par les lois des 10 novembre 1997 et 30 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Toute réduction ou exonération en matière d'écotaxe et de la cotisation d'emballage ne sera accordée que pour autant que la personne physique ou morale qui met les produits passibles de l'écotaxe ou de la cotisation d'emballage apporte la preuve non contestable que les conditions pour en bénéficier sont remplies conformément aux modalités prévues par le ministre des Finances.

A cet effet, le Roi peut agréer des personnes physiques ou morales situées en Belgique pour effectuer des opérations de vérification. En ce qui concerne le respect des réglementations régionales dont question aux articles 378, § 1<sup>er</sup>, point 2, c), et 380, 2<sup>o</sup>, la personne physique ou morale qui met sur le marché des produits passibles de l'écotaxe peut fournir une attestation de l'autorité compétente.

Lorsque la présente loi confère aux redevables l'obligation d'atteindre des taux de collecte, de recyclage ou de valorisation de récipients contenant certains produits industriels, ces objectifs doivent être atteints conformément aux législations régionales en matière de gestion des déchets d'emballages, indépendamment du fait que celles-ci dérogent à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

**Art. 362.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 393, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, les mots "et/ou de la cotisation d'emballage" sont remplacés par les mots "et de la cotisation d'emballage".

§ 2. A l'article 393, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, les mots "et/ou de la cotisation d'emballage" sont remplacés par les mots "et de la cotisation d'emballage".

§ 3. A l'article 393, § 2, de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, les mots "et/ou de la cotisation d'emballage" sont remplacés par les mots "et de la cotisation d'emballage".

**Art. 363.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 394, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, les mots "et/ou de la cotisation d'emballage" sont supprimés entre les mots "écotaxe" et "est due".

§ 2. A l'article 394, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, les mots "et/ou de la cotisation d'emballage" sont supprimés entre les mots "écotaxes" et "existent".

§ 3. A l'article 394, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, les mots "et/ou de la cotisation d'emballage" sont supprimés entre les mots "écotaxes" et "conformément" et entre les mots "écotaxe" et "afférente".

§ 4. A l'article 394, § 2, alinéa 2, 1<sup>er</sup> tiret, de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, les mots "- récipients pour boissons : 6 mois après l'entrée en vigueur de la loi du ... portant diverses dispositions fiscales en matière d'écotaxes et d'écourductions", "- rasoirs jetables : 1<sup>er</sup> juillet 1996;" et "- pesticides et produits phytopharmaceutiques : 1<sup>er</sup> octobre 1996" sont supprimés.

§ 5. L'article 394, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 30 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. En ce qui concerne les stocks de produits passibles de l'écotaxe qui se trouvent chez le détaillant au moment où une exonération accordée antérieurement est retirée ou arrive à échéance, l'écotaxe doit être payée dans un délai d'un mois après la date à laquelle l'exonération a pris fin. » .

**Art. 364.** L'article 395 de la même loi, remplacé par la loi du 30 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 395. Toute infraction aux dispositions de la présente loi entraînant l'exigibilité de l'écotaxe est punie d'une amende égale à 10 fois le montant de l'écotaxe en jeu sans qu'elle puisse être inférieure à 250 euros et sans préjudice du paiement de l'écotaxe.

- de accu's bestemd voor de voortbeweging of de aandrijving van motorvoertuigen met uitzondering van deze gebruikt in speelgoed. » .

**Art. 361.** Artikel 392, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 7 maart 1996 en gewijzigd bij de wetten van 10 november 1997 en 30 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Iedere vermindering of vrijstelling inzake milieutaks en verpakkingshoeffing wordt slechts toegestaan in zover de natuurlijke of rechtspersoon die de aan de milieutaks of verpakkingshoeffing onderworpen producten op de markt brengt het onweerlegbaar bewijs levert dat aan de voorwaarden om ervoor in aanmerking te komen is voldaan overeenkomstig de nadere regels vastgesteld door de minister van Financiën.

Daartoe kan de Koning in België gevestigde natuurlijke of rechtspersonen erkennen om de controleverrichtingen uit te voeren. Wat betreft de naleving van de gewestelijke reglementeringen waarvan sprake in de artikelen 378, § 1, punt 2, c), en 380, 2<sup>o</sup>, kan de natuurlijke of rechtspersoon die de aan de milieutaks onderworpen producten op de markt brengt een attest van de bevoegde overheid overleggen.

Indien deze wet aan de belastingplichtigen de verplichting oplegt bepaalde percentages te halen voor inzameling, recyclage en valorisatie van verpakkingen die bepaalde industriële producten bevatten, moeten deze objectieven worden gehaald conform de gewestelijke wetgevingen op het stuk van het beheer van verpakkingafval, los van het feit dat deze laatste afwijken van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

**Art. 362.** § 1 In artikel 393, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de woorden "en/of de verpakkingshoeffingen" vervangen door de woorden "en de verpakkingshoeffing".

§ 2. In artikel 393, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de woorden "en/of de verpakkingshoeffingen" vervangen door de woorden "en de verpakkingshoeffing".

§ 3. In artikel 393, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de woorden "en/of de verpakkingshoeffingen" vervangen door de woorden "en de verpakkingshoeffing".

**Art. 363.** § 1. In artikel 394, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de woorden "en/of de verpakkingshoeffing" weggelaten tussen de woorden "milieutaks" en "verschuldigd door".

§ 2. In artikel 394, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de woorden "en/of de verpakkingshoeffing" weggelaten tussen de woorden "milieutaks" en "op het ogenblik van" en tussen de woorden "milieutaks" en "verschuldigd zijn".

§ 3. In artikel 394, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de woorden "en/of de verpakkingshoeffing" weggelaten tussen de woorden "milieutaks" en "onderworpen producten" en tussen de woorden "milieutaks" en "met betrekking tot".

§ 4. In artikel 394, § 2, tweede lid, eerste streepje, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, worden de woorden "- drankverpakkingen : 6 maanden na de datum van inwerkingtreding van de wet van ... houdende diverse fiscale bepalingen op het stuk van milieutaksen en ecobonussen", "- wegwerpscheerapparaten : 1 juli 1996;" en "- bestrijdingsmiddelen en fytofarmaceutische producten : 1 oktober 1996. » weggelaten.

§ 5. Artikel 394, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 december 2002, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 3. Met betrekking tot de voorraden van goederen onderworpen aan de milieutaks die bij kleinhandelaars bestaan op het ogenblik dat een voorheen verleende vrijstelling van milieutaks wordt ingetrokken of vervalt, dient de milieutaks te worden betaald binnen een termijn van één maand volgend op de datum waarop de vrijstelling een einde neemt. » .

**Art. 364.** Artikel 395 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 395. Elke inbreuk op de bepalingen van deze wet waardoor de milieutaks opeisbaar wordt, wordt bestraft met een geldboete van tienmaal de in het spel zijnde milieutaks zonder dat ze minder mag bedragen dan 250 EUR en onverminderd de betaling van de milieutaks.

Les marchandises pour lesquelles l'écotaxe est exigible et les moyens de transport utilisés lors de cette infraction ainsi que les objets qui ont servi ou qui étaient destinés à commettre la fraude sont saisis et la confiscation en est prononcée. » .

**Art. 365.** L'article 396 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 396. Lorsqu'en matière d'écotaxe, il y a tentative d'obtenir frauduleusement une exonération de l'écotaxe, il est encouru une amende égale à dix fois le montant de l'écotaxe pour laquelle il y a eu tentative d'obtenir illégalement l'exonération, sans qu'elle puisse être inférieure à 250 EUR. » .

**Art. 366.** A l'article 397, alinéa 2, de la même loi, modifié par les lois des 7 mars 1996 et 30 décembre 2002, les mots "et/ou de la cotisation d'emballage" sont supprimés entre les mots "écotaxe" et "qui soustrait".

**Art. 367.** Un article 398bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 398bis. Toute infraction aux dispositions de la présente loi, qui rend la cotisation d'emballage exigible, est punie conformément aux lois spécifiques en matière d'accises. » .

**Art. 368.** L'article 401, alinéa unique, 5, de la même loi, est abrogé.

**Art. 369.** L'article 360 produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

**Art. 370.** Les articles 350 à 359 et 361 à 368 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004.

**Art. 371.** L'arrêté royal du 27 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, modifié par l'arrêté royal du 22 avril 2003, confirmé par la loi-programme du 5 août 2003, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004.

**Art. 372.** Sont abrogés :

- l'arrêté royal du 30 décembre 2002 relatif aux modalités d'application de l'exonération de la cotisation d'emballage prévue par l'article 371, § 3, 3°, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 22 avril 2003;

- l'arrêté ministériel du 25 avril 2003 relatif au régime fiscal des produits soumis à la cotisation d'emballage.

## TITRE VI. — Justice

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications du Code judiciaire

#### Section 1<sup>re</sup>. — Modification de l'article 508/5 du Code judiciaire

**Art. 373.** L'article 508/5, § 2, du Code judiciaire, inséré par la loi du 23 novembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sans préjudice de l'aide juridique de première ligne assurée par d'autres organisations d'aide juridique, aucuns frais ni honoraires ne sont réclamés par les avocats au bénéficiaire de l'aide juridique. » .

**Art. 374.** L'article 373 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### Section 2. — Modifications des articles 835 et 837 du Code judiciaire

**Art. 375.** L'article 835 du même Code, modifié par la loi du 10 juin 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Sous peine de nullité, la demande en récusation est introduite par un acte au greffe, contenant les moyens et signée par un avocat inscrit depuis plus de dix ans au barreau. » .

**Art. 376.** L'article 837, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, est complété par les mots "sauf si la demande n'émane pas d'une partie ou du ministère public".

De goederen waarvoor de milieutaks opeisbaar wordt en de vervoermiddelen die bij deze inbreuk worden gebruikt, alsook de voorwerpen die gediend hebben of bestemd waren voor het plegen van fraude worden in beslag genomen en verbeurdverklaard. » .

**Art. 365.** Artikel 396 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 396. Wanneer inzake milieutaks getracht wordt op bedrieglijke wijze een vrijstelling van de milieutaks te verkrijgen, wordt zulks bestraft met een geldboete van tienmaal de betrokken milieutaks waarvoor getracht werd op bedrieglijke wijze een vrijstelling te verkrijgen, zonder dat ze minder mag bedragen dan 250 EUR. » .

**Art. 366.** In artikel 397, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 7 maart 1996 en 30 december 2002, worden de woorden "en/of verpakkingsheffing" weggelaten tussen de woorden "milieutaks" en "onderworpen product".

**Art. 367.** Een artikel 398bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in dezelfde wet :

« Art. 398bis. Iedere inbreuk op de bepalingen van deze wet, waardoor de verpakkingsheffing opeisbaar wordt, wordt bestraft overeenkomstig de bijzondere wetten inzake accijnzen. » .

**Art. 368.** Artikel 401, enig lid, 5, van dezelfde wet, wordt opgeheven.

**Art. 369.** Artikel 360 heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2003.

**Art. 370.** De artikelen 350 tot 359 en 361 tot 368 treden in werking op 1 april 2004.

**Art. 371.** Het koninklijk besluit van 27 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 april 2003, bekrachtigd bij de programmawet van 5 augustus 2003, treedt in werking op 1 april 2004.

**Art. 372.** Opgeheven worden :

- het koninklijk besluit van 30 december 2002 tot vaststelling van de regels voor de toepassing van de vrijstelling van de verpakkingsheffing, bepaald in artikel 371, § 3, 3°, van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 april 2003;

- het ministerieel besluit van 25 april 2003 betreffende de regeling van producten onderworpen aan de verpakkingsheffing.

## TITEL VI. — Justitie

### HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

#### Afdeling 1. — Wijziging van artikel 508/5 van het Gerechtelijk Wetboek

**Art. 373.** Artikel 508/5, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 november 1998, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Onverminderd de door andere organisaties voor juridische bijstand verleende juridische bijstand, worden geen kosten of erelonen aangerekend door de advocaten aan de rechthebbende van de juridische bijstand. » .

**Art. 374.** Artikel 373 treedt in werking op 1 januari 2004.

#### Afdeling 2. — Wijzigingen van de artikelen 835 en 837 van het Gerechtelijk Wetboek

**Art. 375.** Artikel 835 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juni 2001, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Op straffe van nietigheid wordt de vordering tot wraking ingeleid bij een ter griffie neergelegde akte die de middelen bevat en ondertekend wordt door een advocaat die meer dan tien jaar bij de balie is ingeschreven. » .

**Art. 376.** Artikel 837, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met de woorden "behalve wanneer de vordering niet uitgaat van een partij of van het openbaar ministerie".

*Section 3. — Modification de l'article 1409, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 4, du Code judiciaire*

**Art. 377.** A l'article 1409 du même Code, modifié par la loi du 24 mars 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots "par un arrêté délibéré en Conseil des ministres" sont insérés entre les mots "détermine" et "ce";

2° le § 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa 5, rédigé comme suit :

« Il détermine également, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles gouvernant la charge de la preuve, en ce compris la force probante et la durée de validité des preuves, ainsi que les règles de la procédure. A cette fin, Il peut, jusqu'au 31 décembre 2004, établir et modifier des dispositions légales, même dans les matières qui sont expressément réservées à la loi par la Constitution, à l'exception des matières pour lesquelles la majorité prescrite à l'article 4, alinéa 3, de la Constitution est exigée. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 le Roi introduit à la Chambre des représentants un projet de loi de ratification des arrêts établis par application de cet alinéa qui établissent ou modifient des dispositions légales. Les arrêts qui ne sont pas ratifiés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 sont sans effet. » ;

3° au § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 4, les mots "par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres" sont insérés entre les mots "détermine" et "ce";

4° le § 1<sup>er</sup>bis est complété par un alinéa 5, rédigé comme suit :

« Il détermine également, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres les règles gouvernant la charge de la preuve, en ce compris la force probante et la durée de validité des preuves, ainsi que les règles de la procédure. A cette fin, Il peut, jusqu'au 31 décembre 2004, établir et modifier des dispositions légales, même dans les matières qui sont expressément réservées à la loi par la Constitution à l'exception des matières pour lesquels la majorité prescrite à l'article 4, alinéa 3, de la Constitution est exigée. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 le Roi introduit à la Chambre des représentants un projet de loi de ratification des arrêts établis par application de cet alinéa qui établissent ou modifient des dispositions légales. Les arrêts qui ne sont pas ratifiés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 sont sans effet. » .

*CHAPITRE 2. — Modifications du Titre préliminaire du Code de procédure pénale et du Code pénal*

*Section 1<sup>re</sup>. — Modifications du Titre préliminaire du Code de procédure pénale*

**Art. 378.** A l'article 12bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale, inséré par la loi du 17 avril 1986 et modifié par les lois des 18 juillet 2001 et 5 août 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "ou une règle de droit dérivé de l'Union européenne" sont insérés après les mots "règle de droit international conventionnelle ou coutumière";

2° l'alinéa 3, 2°, est complété par les mots : "ou à toute autre infraction internationale incriminée par un traité liant la Belgique";

3° à l'alinéa 5, les mots "et qu'ils relèvent de la compétence matérielle de la Cour pénale internationale" sont insérés entre les mots "30 juin 2002" et "le ministre".

**Art. 379.** L'article 3 de la loi du 13 mars 2003 insérant un article 10, 6°, dans la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale, est abrogé.

*Afdeling 3. — Wijziging van artikel 1409, § 1, vierde lid, en § 1bis, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek*

**Art. 377.** In artikel 1409 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 24 maart 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vierde lid, worden de woorden "bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad" ingevoegd tussen de woorden "bepaalt" en "wat";

2° § 1 wordt aangevuld met een vijfde lid, luidende :

« Hij bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad eveneens de regels voor de bewijsvoering, erin begrepen de bewijskracht en de geldigheidsduur van de bewijzen alsook de regels van rechtspleging. Daartoe kan Hij, tot 31 december 2004, wettelijke bepalingen uitvaardigen en wijzigen, zelfs inzake aangelegenheden die de Grondwet uitdrukkelijk aan de wet voorbehoudt, met uitsluiting van de aangelegenheden waarvoor de meerderheid voorgeschreven in artikel 4, derde lid, van de Grondwet wordt vereist. Vóór 1 januari 2005 dient de Koning bij de Kamer van volksvertegenwoordigers een wetsontwerp in ter bekrachtiging van de besluiten uitgevaardigd krachtens dit lid en die wettelijke bepalingen uitvaardigen of wijzigen. De besluiten die vóór 1 januari 2006 niet worden bekrachtigd hebben geen uitwerking. » ;

3° in § 1bis, vierde lid, worden de woorden "bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit" ingevoegd tussen de woorden "bepaalt" en "wat";

4° § 1bis wordt aangevuld met een vijfde lid, luidende :

« Hij bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad eveneens de regels voor de bewijsvoering, erin begrepen de bewijskracht en de geldigheidsduur van de bewijzen alsook de regels van rechtspleging. Daartoe kan Hij, tot 31 december 2004 wettelijke bepalingen uitvaardigen en wijzigen, zelfs inzake aangelegenheden die de Grondwet uitdrukkelijk aan de wet voorbehoudt met uitsluiting van de aangelegenheden waarvoor de meerderheid voorgeschreven in artikel 4, derde lid, van de Grondwet wordt vereist. Voor 1 januari 2005 dient de Koning bij de Kamer van volksvertegenwoordigers een wetsontwerp in ter bekrachtiging van de besluiten uitgevaardigd krachtens dit lid en die wettelijke bepalingen uitvaardigen of wijzigen. De besluiten die voor 1 januari 2006 niet worden bekrachtigd hebben geen uitwerking. » .

*HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering en van het Strafwetboek*

*Afdeling 1. — Wijzigingen van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering*

**Art. 378.** In artikel 12bis van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 17 april 1986 en gewijzigd bij de wetten van 18 juli 2001 en 5 augustus 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "of een regel van afgeleid recht van de Europese Unie" ingevoegd na de woorden "regel van internationaal verdrags- of gewoonterecht";

2° het derde lid, 2°, wordt aangevuld als volgt : "of met enig ander internationaal misdrijf dat op grond van een verdrag waardoor België is gebonden, strafbaar is gesteld";

3° in het vijfde lid worden de woorden "en die deel uitmaken van de materiële bevoegdheid van het Internationaal Strafhof" ingevoegd tussen de woorden "30 juni 2002" en "brengt de minister".

**Art. 379.** Artikel 3 van de wet van 13 maart 2003 tot invoering van een artikel 10, 6°, in de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering, wordt opgeheven.

## Section 2. — Modification de l'article 34 du Code pénal

**Art. 380.** L'article 34 du Code pénal est complété par l'alinéa suivant :

« L'interdiction prononcée à l'égard d'un condamné bénéficiant d'un sursis total ou partiel pour l'exécution de sa peine en application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, courra du jour où le sursis prendra cours pour autant que celui-ci ne soit pas révoqué. » .

**Art. 381.** L'article 380 s'applique dès son entrée en vigueur, en ce compris aux condamnés qui bénéficient ou qui ont bénéficié d'un sursis.

## CHAPITRE 3. — Modifications apportées à des lois diverses

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modification du Code civil et de la loi du 3 mai 2003 modifiant la législation relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental

**Art. 382.** L'article 488bis, b), § 2, alinéa 3, du Code civil, remplacé par la loi du 3 mai 2003, est complété comme suit :

« Le Roi fixe le tarif des frais pour l'enregistrement des déclarations. » .

**Art. 383.** La loi du 3 mai 2003 modifiant la législation relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental, est complété par un article 15, rédigé comme suit :

« Art. 15. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 488bis, b), § 2, du Code civil, remplacé par l'article 2, qui entre en vigueur à la date fixée par le Roi. » .

**Art. 384.** Les articles 382 et 383 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

*Section 2.* — Modification de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002

**Art. 385.** L'article 3, § 3, du titre XIII, chapitre 6, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, est complété comme suit :

« Les agents de l'Etat qui ne présentent pas un conflit d'intérêt visé à l'alinéa 3 et qui remplissent les conditions prévues pour l'agrément, peuvent être repris dans la liste des personnes qui pourront être désignées comme tuteur. » .

*Section 3.* — Modification de la loi du 10 avril 2003 réglant la procédure devant les juridictions militaires et adaptant diverses dispositions légales suite à la suppression des juridictions militaires en temps de paix

**Art. 386.** Dans la loi du 10 avril 2003 réglant la procédure devant les juridictions militaires et adaptant diverses dispositions légales suite à la suppression des juridictions militaires en temps de paix, un article 34bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 34bis. L'exécution des jugements et arrêts rendus par les juridictions militaires avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 sera assurée respectivement par le procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles et le procureur général près la cour d'appel de Bruxelles. » .

**Art. 387.** L'article 386 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

## Afdeling 2. Wijziging van artikel 34 van het Strafwetboek

**Art. 380.** Artikel 34 van het Strafwetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« De ontzetting die is uitgesproken ten aanzien van een veroordeelde die overeenkomstig de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie voor de tenuitvoerlegging van zijn straf volledig of gedeeltelijk uitstel heeft verkregen, gaat in op de dag waarop het uitstel begint te lopen zolang dat niet wordt herroepen. » .

**Art. 381.** Artikel 380 is vanaf zijn inwerkingtreding van toepassing, ook voor de veroordeelde personen die uitstel genieten of genoten hebben.

## HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van diverse wetten

*Afdeling 1.* — Wijziging van het Burgerlijk Wetboek en van de wet van 3 mei 2003 tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren

**Art. 382.** Artikel 488bis, b), § 2, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 3 mei 2003, wordt aangevuld als volgt :

« De Koning bepaalt het tarief van de kosten voor de opneming van de verklaringen. » .

**Art. 383.** De wet van 3 mei 2003 tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren, wordt aangevuld met een artikel 15, luidende :

« Art. 15. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 488bis, b), § 2, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij artikel 2, dat in werking treedt op de door de Koning te bepalen datum. » .

**Art. 384.** De artikelen 382 en 383 treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

*Afdeling 2.* — Wijziging van de programmawet (I) van 24 december 2002

**Art. 385.** Artikel 3, § 3, van titel XIII, hoofdstuk 6, van de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt aangevuld als volgt :

« De rijksambtenaren die geen belangenconflict bedoeld in het derde lid hebben en die voldoen aan de voor erkenning bepaalde voorwaarden, kunnen worden opgenomen in de lijst van personen die als voogd kunnen worden aangewezen. » .

*Afdeling 3.* — Wijziging van de wet van 10 april 2003 tot regeling van de rechtspleging voor de militaire rechtscolleges en tot aanpassing van verscheidene wettelijke bepalingen naar aanleiding van de afschaffing van de militaire rechtscolleges in vreedstijd

**Art. 386.** In de wet van 10 april 2003 tot regeling van de rechtspleging voor de militaire rechtscolleges en tot aanpassing van verscheidene wettelijke bepalingen naar aanleiding van de afschaffing van de militaire rechtscolleges in vreedstijd, wordt een artikel 34bis ingevoegd, luidende :

« Art. 34bis. De procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel en de procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel worden bevoegd voor de uitvoering van respectievelijk de vonnissen en arresten die de militaire rechtscolleges voor 1 januari 2004 hebben gewezen. » .

**Art. 387.** Artikel 386 treedt in werking op 1 januari 2004.



*Section 4.* — Exécution du règlement (CE) du Conseil n° 2157/2001 du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne

**Art. 388.** Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2004, prendre les mesures d'exécution du règlement (CE) du Conseil n° 2157/2001 du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne.

**Art. 389.** Les arrêtés pris en vertu de l'article 388 qui ne sont pas confirmés au plus tard le 31 décembre 2005, sont sans effet.

*Section 5.* — Modifications de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions

**Art. 390.** L'article 23, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, est complété par un 20°, rédigé comme suit :

« 20° condamnant une personne morale en application de l'article 5 du Code pénal. » .

**Art. 391.** L'article 65 de la même loi est complété comme suit :

« Pour les sociétés, créées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003, l'alinéa 1<sup>er</sup> entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005. » .

**Art. 392.** L'article 87 de la même loi, est complété par les mots ", et de l'article 65 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003".

*Section 6.* — Modification de la loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police

**Art. 393.** A l'article 15 de la loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police, les alinéas 3 et 4 sont remplacés comme suit :

1° l'alinéa 3 est remplacé par les alinéas suivants :

« Les articles 8, 1°, 11 et 12, 4° et 5°, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2004.

Les articles 8, 2°, et 12, 1°, 2° et 3°, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2005. » .

*Section 7.* — Modification de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations

**Art. 394.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, modifié par la loi du 2 mai 2002, les mots "date et lieu de naissance" sont supprimés.

**Art. 395.** L'article 394 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

*Section 8.* — Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services

**Art. 396.** L'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 24 décembre 1993, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services, est complété comme suit :

« Cette indemnité forfaitaire est complétée d'une indemnité en vue de la réparation de l'intégralité du dommage, lorsque celui-ci résulte d'un acte de corruption au sens de l'article 2 de la Convention civile sur la corruption, faite à Strasbourg le 4 novembre 1999. » .

*Afdeling 4.* — Tenuitvoerlegging van verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap

**Art. 388.** De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, tot 1 oktober 2004 de maatregelen nemen tot tenuitvoerlegging van verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap.

**Art. 389.** De op grond van artikel 388 genomen besluiten die uiterlijk op 31 december 2005 niet bekrachtigd zijn, hebben geen gevolgen.

*Afdeling 5.* — Wijzigingen van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen

**Art. 390.** Artikel 23, § 1, van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, wordt aangevuld met een 20°, luidende :

« 20° waarbij een rechtspersoon overeenkomstig artikel 5 van het Strafwetboek wordt veroordeeld. » .

**Art. 391.** Artikel 65 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« Voor de vennootschappen, opgericht voor 1 juli 2003, treedt het eerste lid in werking op 1 januari 2005. » .

**Art. 392.** In artikel 87 van dezelfde wet worden tussen de woorden "in werking treedt" en ", bij een besluit" de woorden "en artikel 65 dat op 1 juli 2003 in werking treedt" ingevoegd.

*Afdeling 6.* — Wijziging van de wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken

**Art. 393.** In artikel 15 van de wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken, worden het derde en het vierde lid vervangen als volgt :

1° het derde lid wordt vervangen door de volgende leden :

« De artikelen 8, 1°, 11 en 12, 4° en 5°, treden in werking op 1 mei 2004.

De artikelen 8, 2°, en 12, 1°, 2° en 3°, treden in werking op 1 mei 2005. » .

*Afdeling 7.* — Wijziging van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen

**Art. 394.** In artikel 2, eerste lid, 1°, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002, vervallen de woorden "geboortedatum en -plaats".

**Art. 395.** Artikel 394 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

*Afdeling 8.* — Wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

**Art. 396.** Artikel 15, eerste lid, van de wet van 24 december 1993, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, wordt aangevuld als volgt :

« Deze forfaitaire schadevergoeding wordt aangevuld met een schadeloosstelling met het oog op het volledige herstel van de schade, wanneer deze voortvloeit uit een daad van corruptie in de zin van artikel 2 van het Burgerlijk Verdrag inzake corruptie, gedaan te Straatsburg op 4 november 1999. » .

**Art. 397.** L'article 396 entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur pour la Belgique de la Convention civile sur la corruption, faite à Strasbourg le 4 novembre 1999.

*Section 9. — Modification de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat*

**Art. 398.** A l'article 92 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, inséré par la loi du 4 mai 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 3, dans le texte français, les mots "non renouvelable" sont remplacés par les mots "non prorogeable";

2° au § 3, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« § 3. Le comité de direction de la Chambre nationale est composé de huit membres, élus au sein de l'assemblée générale parmi ses membres effectifs, pour un terme de trois ans sans que ce terme puisse dépasser la durée du mandat visé au § 2, alinéa 3. Le comité de direction est renouvelé partiellement chaque année. Tous les trois ans, un président et un vice-président sont élus au scrutin secret. Chaque année les autres membres sont renouvelés, par deux. Dans les quinze jours de l'assemblée générale qui a procédé à l'élection, les membres du comité de direction élisent en leur sein un secrétaire, un trésorier, deux rapporteurs et deux conseillers.

Le président et le vice-président, le secrétaire et le trésorier et chacun des deux rapporteurs et des deux conseillers, doivent appartenir à des groupes linguistiques différents. Le comité de direction ne peut valablement délibérer et décider que lorsque la majorité au moins de ses membres est présente. » .

**TITRE VII. — Intérieur**

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Fonds spécial pour le Registre national**

**Art. 399.** Dans la sous-rubrique 13-2 Fonds spécial pour couvrir les frais de fonctionnement de toute nature exposés lors de l'exécution de prestations au profit d'autorités ou d'organismes publics ou privés du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° la colonne "Nature des recettes affectées" est complétée comme suit :

« Les recettes provenant de la récupération des frais de fabrication des cartes d'identité électroniques

Les redevances dues à la vérification des certificats dans des applications qui ne ressortent pas de la compétence de l'autorité publique";

2° la colonne "Nature des dépenses autorisées" est complétée comme suit :

« Les frais, y compris les frais d'investissement, supplémentaires liés à la fabrication, la délivrance et à la promotion de l'utilisation de la carte d'identité électronique".

**Art. 400.** L'article 7 de la loi du 8 août 1893 organisant un Registre national des personnes physiques, est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le titulaire de la carte d'identité exerce les droits visés à l'article 6, § 3, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1893 organisant un Registre national des personnes physiques, dans une institution ou organisation qui offre l'exercice de ces droits dans le cadre d'applications non publiques, le Roi détermine les redevances à imputer à cette institution ou organisation. » .

**Art. 397.** Artikel 396 treedt in werking de dag van inwerkingtreding voor België van het Burgerlijk Verdrag inzake corruptie, gedaan te Straatsburg op 4 november 1999.

*Afdeling 9. — Wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt*

**Art. 398.** In artikel 92 van de wet, van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, derde lid, van de Franse tekst worden de woorden "non renouvelable" vervangen door de woorden "non prorogeable";

2° in § 3 worden het eerste en tweede lid vervangen als volgt :

« § 3. Het directiecomité van de Nationale Kamer van notarissen bestaat uit acht leden, die door de algemene vergadering onder haar leden worden gekozen voor een termijn van drie jaar zonder dat deze termijn de duur van het mandaat bedoeld in § 2, derde lid, kan overschrijden. Het directiecomité wordt jaarlijks gedeeltelijk hernieuwd. Om de drie jaar worden bij geheime stemming een voorzitter en een ondervoorzitter verkozen. Ieder jaar worden twee van de andere leden vervangen. Binnen veertien dagen na de algemene vergadering tijdens welke de verkiezing werd georganiseerd, verkieszen de leden van het directiecomité onder hun leden een secretaris, een penningmeester, twee verslaggevers en twee adviseurs.

De voorzitter en de ondervoorzitter, de secretaris, de penningmeester, alsmede elk van beide verslaggevers en van beide adviseurs, moeten tot verschillende taalgroepen behoren. Het directiecomité kan enkel op geldige wijze beraadslagen en besluiten als ten minste de meerderheid van de leden ervan aanwezig is. » .

**TITEL VII. — Binnenlandse Zaken**

**HOOFDSTUK 1. — Bijzonder Fonds voor het Rijksregister**

**Art. 399.** In de deelrubriek 13-2 Bijzonder fonds voor het dekken van allerhande werkingskosten ontstaan bij de uitvoering van prestaties ten voordele van openbare autoriteiten of openbare of privé-instellingen van de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de kolom "Aard van de toegewezen ontvangsten" wordt als volgt aangevuld :

« De ontvangsten voortvloeiend uit de terugvordering van de kosten voor de aanmaak van de elektronische identiteitskaarten.

De retributies voortvloeiend uit certificaatverificatie in niet-overheidstoepassingen";

2° de kolom "Aard van de toegestane uitgaven" wordt als volgt aangevuld :

« De bijkomende kosten, inclusief investeringskosten, verbonden aan de aanmaak, de uitreiking en de bevordering van het gebruik van de elektronische identiteitskaarten".

**Art. 400.** Artikel 7 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de houder van een identiteitskaart de rechten bedoeld in artikel 6, § 3, tweede lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, uitoefent in een instelling of organisatie die dit als dienstverlening aanbiedt in het kader van niet-overheidstoepassingen, bepaalt de Koning eveneens de retributies aan te rekenen aan die instelling of organisatie. » .

CHAPITRE 2. — *Police intégrée*Section 1<sup>re</sup>. — Accidents du travail et maladies professionnelles

**Art. 401.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, modifié par les lois des 12 juin 1972, 13 juillet 1973, 31 juillet 1991 et 20 décembre 1995, par l'arrêté royal du 3 avril 1997 et par les lois des 19 octobre 1998, 22 mars 1999, 27 décembre 2000 et 2 août 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 10° est remplacé par la disposition suivante :

« 10° la police fédérale et l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, y compris les militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, aussi longtemps qu'ils appartiennent au cadre administratif et logistique. » ;

2° l'alinéa est complété comme suit :

« 11° les corps de police locale y compris les militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, aussi longtemps qu'ils appartiennent au cadre administratif et logistique. » .

**Art. 402.** A l'article 16 de la même loi, modifié par les lois des 31 juillet 1991 et 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "établissements visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7°" sont remplacés par les mots "établissements visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7° et 10°";

2° à l'alinéa 2, les mots "les personnes morales visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, 8° et 9°" sont remplacés par les mots "les personnes morales visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, 8° et 9° ainsi que les corps de police locale visés à l'article 1<sup>er</sup>, 11°".

**Art. 403.** La présente Section produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2001.

## Section 2. — Fonds pour la livraison d'habillement et d'équipement

**Art. 404.** § 1<sup>er</sup>. Par application de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, un fonds budgétaire organique est créé pour les opérations qui découlent du paiement par la police fédérale et du remboursement par les zones de police pluricommunales et les communes bénéficiaires ou par les membres de la police fédérale et locale, des coûts résultant de livraisons d'habillement et d'équipement à ces mêmes membres du personnel.

§ 2. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 portant création des fonds budgétaires organiques, modifié par la loi du 26 avril 2002, la rubrique 17 - Police fédérale et fonctionnement intégré est complétée comme suit :

« 17-2 Fonds pour la livraison d'habillement et d'équipement contre paiement au personnel des services de police

Nature des recettes affectées

Produit des paiements effectués par :

- les membres de la police fédérale et locale pour les livraisons d'habillement et d'équipement qui dépassent la quantité individuelle de base qui leur est allouée;

- les zones de police pluricommunales ou les communes pour les livraisons d'habillement et d'équipement aux membres de la police locale dans les limites de la quantité de base qui leur est accordée ou les avances qui sont versées à cet effet.

Nature des dépenses autorisées

Dépenses pour les achats nécessaires au renouvellement des stocks de tenues et d'équipements. ».

§ 3. A l'article 115 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, remplacé par la loi du 26 avril 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« Sont affectés à un fonds budgétaire organique, les paiements effectués par :

1° les zones pluricommunales ou les communes pour les livraisons d'habillement et d'équipement aux membres de la police locale dans les limites de la quantité de base qui leur est accordée ou les avances qui sont versées à cet effet;

HOOFDSTUK 2. — *Geïntegreerde Politie*

## Afdeling 1. — Arbeidsongevallen en beroepsziekten

**Art. 401.** In artikel 1, eerste lid, van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, gewijzigd bij de wetten van 12 juni 1972, 13 juli 1973, 31 juli 1991 en 20 december 1995, het koninklijk besluit van 3 april 1997 en de wetten van 19 oktober 1998, 22 maart 1999, 27 december 2000 en 2 augustus 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 10° wordt vervangen als volgt :

« 10° de federale politie en de algemene inspectie van de federale politie en de lokale politie inclusief de in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bedoelde militairen, zolang zij tot het administratief en logistiek korps behoren. » ;

2° het lid wordt aangevuld als volgt :

« 11° de korpsen van de lokale politie inclusief de in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bedoelde militairen, zolang zij tot het administratief en logistiek korps behoren. » .

**Art. 402.** In artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 31 juli 1991 en 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "instellingen, vermeld in artikel 1, 1°, 3°, 4°, 5°, 6° en 7°" vervangen door de woorden "instellingen, vermeld in artikel 1, 1°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 10°";

2° in het tweede lid worden de woorden "de rechtspersonen vermeld in artikel 1, 2°, 8° en 9°" vervangen door de woorden "de rechtspersonen vermeld in artikel 1, 2°, 8° en 9°, evenals de korpsen van de lokale politie vermeld in artikel 1, 11°".

**Art. 403.** Deze Afdeling heeft uitwerking met ingang van 1 april 2001.

## Afdeling 2. — Fonds voor de levering van kledij en uitrusting

**Art. 404.** § 1. Met toepassing van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 17 juli 1991, wordt een organiek begrotingsfonds opgericht voor de verrichtingen die voortvloeien uit de betaling door de federale politie en de terugbetaling door de begunstigde meergemeentepolitiezones en de gemeenten of door de leden van de federale of de lokale politie van de kosten die uit de leveringen van kledij en uitrusting aan diezelfde personeelsleden voortvloeien.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, gewijzigd bij de wet van 26 april 2002, wordt de rubriek 17 - Federale politie en geïntegreerde werking aangevuld als volgt :

« 17-2 Fonds voor de levering van kledij en uitrusting tegen betaling aan het personeel van de politiediensten

Aard van de toegewezen ontvangsten

Opbrengst van betalingen uitgevoerd door :

- de leden van de federale en de lokale politie voor de leveringen van kledij en uitrusting die de hen individuele toegekende basishoeveelheid overschrijden;

- de meergemeentepolitiezones of de gemeenten voor de leveringen van kledij en uitrusting aan de leden van de lokale politie binnen de toegekende basishoeveelheid of de voorschotten die hiervoor worden gestort.

Aard van de toegestane uitgaven

Uitgaven voor de aankopen die noodzakelijk zijn voor de hernieuwing van de stocks van kledij en uitrusting. ».

§ 3. In artikel 115 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, vervangen bij de wet van 26 april 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 5, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Worden aan een organiek begrotingsfonds toegewezen, de betalingen uitgevoerd door :

1° de meergemeentepolitiezones of de gemeenten voor de leveringen van kledij en uitrusting aan de leden van de lokale politie binnen de toegekende basishoeveelheid of de voorschotten die hiervoor worden gestort;

2° des membres de la police fédérale et locale pour les livraisons d'habillement et d'équipement qui dépassent la quantité individuelle de base qui leur est allouée. » ;

2° l'article est complété comme suit :

« En vue du préfinancement d'un stock de roulement au profit de la police locale, les crédits variables inscrits à l'allocation de base 17-90-22-1222 du budget général des dépenses et liés au fonds budgétaire 17-2 Fonds pour la livraison d'habillement et d'équipement contre paiement au personnel des services de police, tel que créé par la loi-programme du 22 décembre 2003, peuvent tant en engagement qu'en ordonnancement être employés même si le solde disponible sur le fonds est négatif.

Le solde débiteur autorisé de la sorte sera déterminé annuellement par un cavalier budgétaire. » .

**Art. 405.** La présente Section produit ses effets le 30 avril 2002.

*Section 3. — Détachement des membres du personnel de la police fédérale vers la police locale*

**Art. 406.** § 1<sup>er</sup>. Par application de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, un fonds budgétaire organique est créé pour les opérations qui découlent du paiement par la police fédérale et du remboursement par les zones de police pluricommunales et les communes bénéficiaires, des coûts des fonctionnaires de police fédéraux détachés, conformément aux dispositions arrêtées par le ministre de l'Intérieur et à leur demande, auprès d'elles.

§ 2. Au tableau joint à la loi organique du 27 décembre 1990 portant création des fonds budgétaires organiques, modifié par l'article 125 de la loi du 26 avril 2002, la rubrique 17 - Police fédérale et fonctionnement intégré est complétée comme suit :

« 17-3 Fonds pour les opérations de recettes et de dépenses relatives aux fonctionnaires de police fédéraux détachés pour le compte des zones de police pluricommunales et des communes

*Nature des recettes affectées*

Le remboursement par les zones de police pluricommunales et les communes des coûts des fonctionnaires de police fédéraux détachés auprès d'elles, conformément aux directives du ministre de l'Intérieur, ou les avances qui sont versées à cet effet.

*Nature des dépenses autorisées*

Le paiement, pour le compte des zones de police pluricommunales et des communes bénéficiaires, des rémunérations et des indemnités des fonctionnaires de police détachés auprès d'elles. ».

§ 3. Les crédits variables liés à ce fonds, inscrits à l'allocation de base 17-90-22-1122 du budget général des dépenses, peuvent, tant en engagement qu'en ordonnancement, être employés même si le solde disponible sur le fonds est négatif.

Le solde débiteur autorisé de la sorte sera fixé annuellement par un cavalier budgétaire.

**Art. 407.** La présente Section produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

*Section 4. — Prélèvements sur les dotations*

**Art. 408.** § 1<sup>er</sup>. L'article 115, § 10, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, remplacé par la loi du 26 avril 2002, est complété comme suit :

« Le Roi fixe également par arrêté délibéré en Conseil des ministres les règles à suivre en cas de non-paiement par les zones de police pluricommunales et les communes des livraisons mentionnées au § 5, 1°, et au § 9, 2°, (en ce compris les dépenses d'énergie et de téléphone) qui ont été préfinancées par la police fédérale, ainsi qu'en cas de non-paiement par les zones de police pluricommunales et les communes des montants qui leur ont été facturés pour les fonctionnaires de police fédéraux détachés auprès d'elles, tels que visés à l'article 406 de la loi-programme du 22 décembre 2003. » .

2° leden van de federale of de lokale politie voor de leveringen van kledij en uitrusting die de hen individuele toegekende basishoofveelheid overschrijden. » ;

2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« Met het oog op de prefinanciering van een werkingsvoorraad ten behoeve van de lokale politie, mogen de variabele kredieten, ingeschreven op de basisallocatie 17-90-22-1222 van de algemene uitgavenbegroting en verbonden aan het begrotingsfonds 17-2 Fonds voor de levering van kledij en uitrusting tegen betaling aan het personeel van de politiediensten, zoals opgericht bij de programmawet van 22 december 2003, zowel in vastlegging als in ordonnanciering, worden aangewend ook indien het beschikbare saldo op het fonds negatief is.

Het aldus op het fonds toegelaten debetsaldo zal jaarlijks bij begrotingsbijbepaling worden vastgesteld. » .

**Art. 405.** Deze Afdeling heeft uitwerking met ingang van 30 april 2002.

*Afdeling 3. — Detachering van personeelsleden van de federale politie naar de lokale politie*

**Art. 406.** § 1. Met toepassing van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 17 juli 1991, wordt een organiek begrotingsfonds opgericht voor de verrichtingen die voortvloeien uit de betaling door de federale politie en de terugbetaling door de begunstigde meergemeentepolitiezones en de gemeenten van de kosten van de, overeenkomstig de richtlijnen bepaald door de minister van Binnenlandse Zaken, op hun verzoek bij hen gedetacheerde federale politieambtenaren.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van organieke begrotingsfondsen, gewijzigd bij artikel 125 van de wet van 26 april 2002, wordt de rubriek 17 - Federale politie en geïntegreerde werking aangevuld als volgt :

« 17-3 Fonds voor de ontvangsten- en uitgavenverrichtingen met betrekking tot de voor rekening van de meergemeente-politiezones en de gemeenten gedetacheerde federale politieambtenaren ».

*Aard van de toegewezen ontvangsten*

De terugbetaling door de meergemeentepolitiezones en de gemeenten van de kosten van de, overeenkomstig de richtlijnen van de minister van Binnenlandse Zaken, bij hen gedetacheerde federale politieambtenaren of de voorschotten die hiervoor worden gestort.

*Aard van de toegestane uitgaven*

De betaling voor rekening van de begunstigde meergemeentepolitiezones en de gemeenten van de bezoldiging en de vergoedingen van de bij hen gedetacheerde federale politieambtenaren. »

§ 3. De aan dit fonds verbonden variabele kredieten, ingeschreven op basisallocatie 17-90-22-1122 van de algemene uitgavenbegroting mogen, zowel in vastlegging als in ordonnanciering, worden aangewend ook indien het beschikbare saldo op het fonds negatief is.

Het aldus op het fonds toegelaten debetsaldo zal jaarlijks bij begrotingsbijbepaling worden vastgesteld.

**Art. 407.** Deze Afdeling heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

*Afdeling 4. — Inhouding op de dotaties*

**Art. 408.** § 1. Artikel 115, § 10, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, vervangen bij de wet van 26 april 2002, wordt aangevuld als volgt :

« De Koning bepaalt ook bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de regels die nagevolgd moeten worden in geval van niet-betaling door de meergemeentepolitiezones en de gemeenten van de leveringen vermeld in § 5, 1°, en § 9, 2°, (inclusief de uitgaven voor energie en telefonie) die werden geprefinancierd door de federale politie, alsmede in geval van niet-betaling door de meergemeentepolitiezones en de gemeenten van de bedragen die hen werden gefactureerd voor de bij hen gedetacheerde federale politieambtenaren, zoals bedoeld in artikel 406 van de programmawet van 22 december 2003. ».

**Art. 409.** Un article 115*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, modifiée par les lois du 24 mars 1999, 19 avril 1999, 13 mai 1999, 22 décembre 2000, 27 décembre 2000, 2 avril 2001, 31 mai 2001, 13 juillet 2001, 19 juillet 2001, 30 décembre 2001, 26 avril 2002, 2 août 2002, 7 février 2003 et 10 avril 2003 :

« Art. 115*bis*. Les modalités de prestations fournies par le niveau local de la police intégrée au profit du niveau fédéral font l'objet de protocoles de collaboration conclus entre les deux parties, dans lesquels mention sera faite des prestations à titre gratuit et des prestations exécutées contre paiement.

Ces protocoles fixent les éventuelles modalités de paiement ainsi que les règles à suivre en cas de non-paiement par la police fédérale des montants qui lui sont facturés pour les prestations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. » .

**Art. 410.** La présente Section entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 408 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

#### Section 5. — Plan national de sécurité

**Art. 411.** A l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, modifié par les lois du 2 avril 2001 et 7 février 2003, les mots "tous les deux ans" sont remplacés par les mots "tous les quatre ans".

**Art. 412.** A l'article 36, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, modifié par la loi du 10 avril 2003, le mot "biennal" est remplacé par le mot "quadriennal".

#### CHAPITRE 3. — Sécurité civile - Fonds de sécurité contre l'incendie et l'explosion

**Art. 413.** L'article 2 de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, modifié par la loi du 22 mai 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Dans un but de prévention des incendies et des explosions, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les normes de prévention de base communes à une ou plusieurs catégories de constructions, indépendamment de leur destination.

§ 2. Des dérogations aux normes de prévention de base visées au § 1<sup>er</sup> peuvent être accordées, pour autant que la construction concernée par ces dérogations conserve un niveau de sécurité au moins équivalent à celui qui est requis par ces normes.

Toute demande de dérogation est introduite par le maître de l'ouvrage ou son délégué.

Le Roi détermine la procédure et les conditions suivant lesquelles les dérogations sont accordées.

Les dérogations ne peuvent être accordées que sur la base de l'avis d'une commission de dérogation.

§ 3. Le Roi fixe la composition et le fonctionnement de la commission de dérogation visée au § 2, alinéa 4.

La commission de dérogation est composée notamment d'ingénieurs de la direction générale de la Sécurité civile, d'officiers professionnels des services d'incendie, d'experts, et de leurs suppléants respectifs. Ils sont désignés en raison de leurs compétences scientifiques ou techniques particulières en matière de prévention des incendies. » .

**Art. 414.** Dans la colonne "nature des dépenses autorisées" au Fonds de sécurité contre l'incendie et l'explosion du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant les fonds budgétaires, les mots "Financement de la formation professionnelle des membres des services d'incendie et de la protection civile" sont remplacés par les mots "Dépenses de toute nature relatives à la formation professionnelle des membres des services d'incendie et de la protection civile".

**Art. 415.** L'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, remplacé par la loi-programme du 22 décembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> aux dépenses de toute nature relatives à la formation professionnelle des membres des services d'incendie et de la protection civile".

**Art. 409.** In de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1999, 19 april 1999, 13 mei 1999, 22 december 2000, 27 december 2000, 2 april 2001, 31 mei 2001, 13 juli 2001, 19 juli 2001, 30 december 2001, 26 april 2002, 2 augustus 2002, 7 februari 2003 en 10 april 2003, wordt een artikel 115*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 115*bis*. De modaliteiten van de prestaties verleend door het lokale niveau aan het federale niveau van de geïntegreerde politie worden vastgelegd in samenwerkingsprotocollen tussen beide partijen, waarin zal vermeld worden welke prestaties kosteloos geleverd worden en welke prestaties tegen betaling worden uitgevoerd.

Deze protocollen bepalen ook de eventuele betalingsmodaliteiten alsmede de te volgen regels in geval van niet-betaling door de federale politie van de bedragen die haar gefactureerd worden voor de prestaties bedoeld in het eerste lid. » .

**Art. 410.** Deze Afdeling treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 408 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2002.

#### Afdeling 5. — Nationaal Veiligheidsplan

**Art. 411.** In artikel 4, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, gewijzigd bij de wetten van 2 april 2001 en 7 februari 2003, wordt het woord "tweejaarlijks" vervangen door de woorden "om de vier jaar".

**Art. 412.** In artikel 36, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, gewijzigd bij de wet van 10 april 2003, wordt het woord "tweejaarlijks" vervangen door het woord "vierjaarlijkse".

#### HOOFDSTUK 3. — Civiele veiligheid - Fonds voor beveiliging tegen brand en ontploffing

**Art. 413.** Artikel 2 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, gewijzigd bij de wet van 22 mei 1990, wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. Met het oog op de preventie van brand en ontploffing, bepaalt de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de basispreventienormen die één of meer categorieën van constructies gemeen hebben, ongeacht hun bestemming.

§ 2. Afwijkingen op de basispreventienormen zoals bepaald in § 1 kunnen worden toegestaan indien de desbetreffende constructie door deze afwijkingen een veiligheidsniveau behoudt dan tenminste gelijk is aan deze vereist door deze normen.

Elke aanvraag tot afwijking wordt ingediend door de bouwheer of zijn afgevaardigde.

De Koning bepaalt de procedure en de voorwaarden volgens welke de afwijkingen worden toegestaan.

Afwijkingen kunnen enkel worden toegestaan op basis van een advies van een commissie voor afwijking.

§ 3. De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van de commissie voor afwijking bedoeld in § 2, vierde lid.

De commissie voor afwijking bestaat onder andere uit ingenieurs van de algemene directie van de Civiele Veiligheid, beroepsbrandweerofficieren, deskundigen en hun respectieve plaatsvervangers. Zij worden aangewezen op grond van hun bijzondere wetenschappelijke of technische bekwaamheid in zake brandvoorkoming. » .

**Art. 414.** In de kolom "aard van de toegestane uitgaven" bij het Fonds voor beveiliging tegen brand en ontploffing van de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, worden de woorden "Financieren van de beroepsopleiding voor leden van de brandweerkorpsen en van de civiele bescherming, alsmede van" vervangen door de woorden "Allerhande uitgaven betreffende de beroepsopleiding voor de leden van de brandweerdiensten en van de civiele bescherming, alsmede financiering van".

**Art. 415.** Artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, vervangen bij de programmawet van 22 december 1989, wordt vervangen als volgt :

« 1<sup>o</sup> allerhande uitgaven betreffende de beroepsopleiding voor de leden van de brandweerdiensten en van de civiele bescherming".

**Art. 416.** Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant les fonds budgétaires, modifié par la loi du 2 août 2002, la colonne "Nature des recettes affectées" au Fonds de sécurité contre l'incendie et l'explosion est complétée comme suit :

« Produit des recettes liées aux activités de la direction générale de la Sécurité civile. » .

#### CHAPITRE 4. — Agence fédérale de contrôle nucléaire

**Art. 417.** A l'article 34 de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, le mot "juin" est remplacé par le mot "novembre" et les mots "avant le 1<sup>er</sup> juin" sont insérés entre les mots "approuve" et "les comptes".

#### CHAPITRE 5. — Modification du Code électoral

**Art. 418.** Dans l'article 161, alinéa 10, du Code électoral, modifié par la loi du 5 avril 1995, les mots "par la voie la plus rapide" sont remplacés par les mots "par la voie digitale".

**CHAPITRE 6. — Modifications de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers**

**Art. 419.** Dans le titre Ier de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, le Chapitre IVbis, comportant un article 18bis, inséré par la loi du 28 juin 1984 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1992 et par les lois des 18 juillet 1991 et 15 juillet 1996, est abrogé.

**Art. 420.** A l'article 51/2 de la même loi, inséré en tant qu'article 51bis par la loi du 18 juillet 1991 et requalifié par la loi du 15 juillet 1996, les mots ", 50bis" sont insérés entre les mots "aux articles 50" et les mots "ou 51".

**Art. 421.** A l'article 51/4 de la même loi, inséré par la loi du 10 juillet 1996, les mots ", 50bis" sont insérés entre les mots "aux articles 50" et les mots "et 51".

**Art. 422.** A l'article 51/5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 15 juillet 1996, les mots ", 50bis" sont insérés entre les mots "à l'article 50" et les mots "ou 51".

**Art. 423.** A l'article 53 de la même loi, inséré par la loi du 15 juillet 1996, les mots ", 50bis" sont insérés entre les mots "à l'article 50" et les mots "ou à l'article 51".

**Art. 424.** A l'article 54, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 15 juillet 1996, les mots ", 50bis" sont insérés entre les mots "aux articles 50" et les mots "et 51".

#### CHAPITRE 7. — Simplification administrative au sein du Service public fédéral Intérieur

**Art. 425.** Article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, est complété par l'alinéa suivant :

« Le ministre de l'Intérieur peut déléguer au Président du Comité de Direction du Service public fédéral Intérieur la signature d'avenants à ces conventions lorsque ces avenants ne modifient pas le montant total de l'allocation. » .

### TITRE VIII. — Economie, Protection de la Consommation et Energie

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Economie et Protection de la Consommation

##### Section 1<sup>re</sup>. — Modification du Code des sociétés

**Art. 426.** Dans l'article 133, alinéa 10, du Code des sociétés, modifié par la loi du 2 août 2002, la dernière phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le Roi précise les règles relatives à la composition, l'organisation, le fonctionnement et le mode de financement dudit comité ainsi que l'indemnité de ses membres. Sans préjudice de la possibilité pour le comité de recevoir, dans les conditions déterminées par le Roi, des contributions afin de couvrir ses frais et dépenses, les frais de fonctionnement du comité sont couverts par les personnes morales tenues de publier leurs comptes annuels, et le cas échéant leurs comptes consolidés, par dépôt à la Banque Nationale de Belgique. Dans les conditions déterminées par le Roi, la Banque Nationale de Belgique perçoit 0,50 euro par compte annuel, et le cas échéant par compte consolidé, déposé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 et elle verse ces montants au comité. » .

**Art. 416.** In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt de kolom "Aard van de toegewezen ontvangsten" bij het Fonds voor beveiliging tegen brand en ontploffing aangevuld als volgt :

« Opbrengst van de ontvangsten verbonden aan de activiteiten van de algemene directie van de Civiele Veiligheid. » .

#### HOOFDSTUK 4. — Federaal Agentschap voor nucleaire controle

**Art. 417.** In artikel 34 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor nucleaire controle, wordt het woord "juni" vervangen door het woord "november" en worden de woorden "vóór 1 juni" ingevoegd tussen de woorden "keurt" en de woorden "de rekeningen".

#### HOOFDSTUK 5. — Wijziging van het Kieswetboek

**Art. 418.** In artikel 161, tiende lid, van het Kieswetboek, gewijzigd bij de wet van 5 april 1995, worden de woorden "langst de snelste weg" vervangen door de woorden "langs digitale weg".

**HOOFDSTUK 6. — Wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen**

**Art. 419.** In titel I van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt Hoofdstuk IVbis, houdende een artikel 18bis, ingevoegd door de wet van 28 juni 1984 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 13 juli 1992 en door de wetten van 18 juli 1991 en 15 juli 1996, opgeheven.

**Art. 420.** In artikel 51/2 van dezelfde wet, ingevoegd als artikel 51bis door de wet van 18 juli 1991 en herbenoemd door de wet van 15 juli 1996, worden de woorden ", 50bis" ingevoegd tussen de woorden "bij de artikelen 50" en de woorden "of 51".

**Art. 421.** In artikel 51/4 van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 10 juli 1996, worden de woorden ", 50bis" ingevoegd tussen de woorden "in de artikelen 50" en de woorden "en 51".

**Art. 422.** In artikel 51/5, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 15 juli 1996, worden de woorden ", 50bis" ingevoegd tussen de woorden "overeenkomstig artikel 50" en de woorden "of 51".

**Art. 423.** In artikel 53 van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 15 juli 1996, worden de woorden ", 50bis" ingevoegd tussen de woorden "overeenkomstig artikel 50" en de woorden "of artikel 51".

**Art. 424.** In artikel 54, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 15 juli 1996, worden de woorden ", 50bis" ingevoegd tussen de woorden "in de artikelen 50" en de woorden "en 51".

#### HOOFDSTUK 7. — Administratieve vereenvoudiging binnen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken

**Art. 425.** Artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De minister van Binnenlandse Zaken kan de Voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken machtigen tot het ondertekenen van de aanhangsels bij deze overeenkomsten, wanneer deze aanhangsels het totale bedrag van de toelage niet wijzigen. » .

### TITEL VIII. — Economie, Consumentenzaken en Energie

#### HOOFDSTUK 1. — Economie en Consumentenzaken

##### Afdeling 1. — Wijziging van het Wetboek van vennootschappen

**Art. 426.** In artikel 133, tiende lid, van het Wetboek van vennootschappen, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt de laatste volzin vervangen als volgt :

« De Koning bepaalt de nadere regels inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de wijze van financiering van dit comité, alsook de vergoeding van zijn leden. Onverminderd de mogelijkheid van het comité om, op de voorwaarden die de Koning vaststelt, bijdragen te ontvangen om zijn kosten en uitgaven te dekken, worden de werkingskosten van het comité gedragen door de rechtspersonen die hun jaarrekening, en in voorkomend geval hun geconsolideerde jaarrekening, openbaar moeten maken door neerlegging bij de Nationale Bank van België. Op de voorwaarden die de Koning bepaalt int de Nationale Bank van België 0,50 euro per jaarrekening, en in voorkomend geval per geconsolideerde jaarrekening, die neergelegd wordt vanaf 1 januari 2004 en zij stort deze gelden aan het comité. » .

*Section 2.* — Modification de la loi du 24 décembre 1968 étendant, à titre provisoire, les attributions du Fonds commun de garantie automobile agréé par l'arrêté royal du 31 janvier 1957

**Art. 427.** Dans la loi du 24 décembre 1968 étendant, à titre provisoire, les attributions du Fonds commun de garantie automobile agréé par l'arrêté royal du 31 janvier 1957, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "d'un commissaire du gouvernement désigné par le ministre des Affaires économiques" sont remplacés par les mots "du représentant du ministre de l'Économie auprès du Conseil d'Administration du Fonds commun de garantie automobile";

2° à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, inséré par l'arrêté royal n° 249 du 31 décembre 1983, les mots "du commissaire de gouvernement" sont remplacés par les mots "du représentant du ministre de l'Économie".

*Section 3.* — Modification de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation

**Art. 428.** L'article 69, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, a), de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, inséré par la loi du 6 juillet 1992 et remplacé par l'arrêté royal du 4 avril 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« a) être dotées de la personnalité civile; ».

**Art. 429.** L'article 428 produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003.

*Section 4.* — Fonds de traitement du surendettement

**Art. 430.** Dans l'article 20, § 3, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif des dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis, modifiée par les lois des 3 mai 1999 et 19 avril 2002, il est ajouté un point 3°, libellé comme suit :

« 3° Le paiement de mesures d'information et de sensibilisation à destination des personnes visées par la présente loi concernant les objectifs et le fonctionnement de la loi, et plus généralement, le financement de mesures d'information et de sensibilisation concernant le surendettement.

Le Roi détermine les modalités et les règles spécifiques concernant l'attribution des moyens du Fonds qui sont utilisées pour des mesures d'information et de sensibilisation visées à l'alinéa précédent. » .

**Art. 431.** Dans le tableau annexé à la loi du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la sous-rubrique "32-8 Fonds de Traitement du Surendettement", insérée par la loi du 5 juillet 1998 et modifiée par les lois des 3 mai 1999 et 19 avril 2002, est complétée comme suit :

« Le paiement de mesures d'information et de sensibilisation à destination des personnes visées par la présente loi concernant les objectifs et le fonctionnement de la loi, et plus généralement, le financement de mesures d'information et de sensibilisation concernant le surendettement. » .

CHAPITRE 2. — *Energie*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité

**Art. 432.** L'article 12, § 5, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, inséré par la loi du 24 décembre 2002, est complété avec un 5°, rédigé comme suit :

« 5° le financement de la compensation des revenus des communes, comme prévu par l'article 3, 13°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions. » .

**Art. 433.** L'article 12bis de la même loi, inséré par la loi du 24 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12bis. Sans préjudice de l'article 12, la Commission est chargée de la gestion et du versement des sommes destinées au financement de la compensation des revenus des communes.

Le Roi est chargé, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après concertation avec les régions de l'exécution de cet article. » .

*Afdeling 2.* — Wijziging van de wet van 24 december 1968 tot voorlopige uitbreiding van de bevoegdheid van het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds, toegelaten bij koninklijk besluit van 31 januari 1957

**Art. 427.** In de wet van 24 december 1968 tot voorlopige uitbreiding van de bevoegdheid van het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds, toegelaten bij koninklijk besluit van 31 januari 1957, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1, § 3, eerste lid, worden de woorden "van een door de minister van Economische Zaken aangewezen regeringscommissaris" vervangen door de woorden "van de vertegenwoordiger van de minister van Economie bij de Raad van Beheer van het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds";

2° in artikel 2, § 1, vierde lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 249 van 31 december 1983, worden de woorden "de Regeringscommissaris" vervangen door de woorden "de vertegenwoordiger van de minister van Economie".

*Afdeling 3.* — Wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet

**Art. 428.** Artikel 69, § 4, eerste lid, 6°, a), van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, ingevoegd bij de wet van 6 juli 1992 en vervangen bij het koninklijk besluit van 4 april 2003, wordt vervangen als volgt :

« a) de rechtspersoonlijkheid bezitten; ».

**Art. 429.** Artikel 428 heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2003.

*Afdeling 4.* — Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast

**Art. 430.** In artikel 20, § 3, van de wet van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen goederen, gewijzigd bij de wetten van 3 mei 1999 en 19 april 2002, wordt een punt 3° toegevoegd, luidend als volgt :

« 3° De betaling van maatregelen inzake informatie en sensibiliseren gericht tot de personen bedoeld in deze wet met betrekking tot de doelstellingen en de werking van deze wet, en meer in het algemeen, de financiering van maatregelen inzake informatie en sensibiliseren omtrent schuldoverlast.

De Koning bepaalt de modaliteiten en de nadere regels betreffende de toekenning van de middelen van het Fonds die worden gebruikt voor de maatregelen inzake informatie en sensibiliseren bedoeld in het vorige lid. » .

**Art. 431.** In de tabel gevoegd bij de wet van 27 december 1990 houdende oprichting van de begrotingsfondsen, wordt de subrubriek "32-8 Fonds ter Bestrijding van de Overmatige Schuldenlast", ingevoegd bij de wet van 5 juli 1998 en gewijzigd bij de wetten van 3 mei 1999 en 19 april 2002, aangevuld als volgt :

« De betaling van maatregelen inzake informatie en sensibiliseren gericht tot de personen bedoeld in deze wet met betrekking tot de doelstellingen en de werking van deze wet, en meer in het algemeen, de financiering van maatregelen inzake informatie en sensibiliseren omtrent schuldoverlast. » .

HOOFDSTUK 2. — *Energie*

*Afdeling 1.* — Wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt

**Art. 432.** Artikel 12, § 5, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002, wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

« 5° de financiering van de compensatie van de inkomsten van de gemeenten, zoals voorzien door artikel 3, 13°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en gewesten. » .

**Art. 433.** Artikel 12bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12bis. Onverminderd artikel 12 wordt de Commissie belast met het beheer en het doorstorten van de sommen, bestemd voor de financiering van de compensatie van de inkomsten van de gemeenten.

De Koning wordt belast, na overleg in de Ministerraad en na overleg met de gewesten, met de uitvoering van dit artikel. » .

**Art. 434.** L'article 21, alinéa 4, de la même loi, modifié par la loi du 24 décembre 2002, est complété avec un 5°, rédigé comme suit :

« 5° dans un fonds, géré par la Commission, destiné au financement de la compensation des revenus des communes, comme prévu par l'article 3, 13°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions. » .

**Art. 435.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles 432 à 434.

#### Section 2. — Confirmation d'arrêtés royaux

**Art. 436.** L'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité, est confirmé avec effet au 10 janvier 2003.

**Art. 437.** L'arrêté royal du 24 mars 2003 établissant une cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché du gaz naturel, est confirmé avec effet au 10 janvier 2003.

#### CHAPITRE 3. — Troisième modification de la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale

**Art. 438.** L'article 34 de la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. § 1<sup>er</sup>. La publicité et les spots de télé-achat sont insérés entre les émissions. Sous réserve des conditions fixées aux paragraphes 2 à 5, la publicité et les spots de télé-achat peuvent également être insérés pendant des émissions de façon à ne porter atteinte ni à l'intégrité ni à la valeur des émissions, en tenant compte des interruptions naturelles du programme ainsi que de sa durée et de sa nature, et de manière à ce qu'il ne soit pas porté préjudice aux droits des ayants droit.

§ 2. Dans les émissions composées de parties autonomes ou dans les émissions sportives et les événements et spectacles de structure similaire comprenant des interruptions, la publicité et les spots de télé-achat ne peuvent être insérés qu'entre les parties autonomes ou au cours des interruptions.

§ 3. La transmission d'œuvres audiovisuelles, telles que longs métrages et films conçus pour la télévision (à l'exclusion des séries, feuilletons, émissions de divertissement et documentaires), pour autant que leur durée programmée soit supérieure à quarante-cinq minutes, peut être interrompue une fois par tranche de quarante-cinq minutes. Une autre interruption est autorisée si leur durée programmée est supérieure d'au moins vingt minutes à deux ou plusieurs tranches complètes de quarante-cinq minutes.

§ 4. Lorsque des émissions autres que celles visées au paragraphe 2 sont interrompues par la publicité ou par des spots de télé-achat, une période d'au moins vingt minutes devrait s'écouler entre les interruptions successives à l'intérieur des émissions.

§ 5. La publicité et le télé-achat ne peuvent être insérés dans les diffusions de services religieux. Les journaux télévisés, les émissions d'information politique, les documentaires, les émissions religieuses et les émissions pour enfants, dont la durée programmée est inférieure à trente minutes, ne peuvent être interrompus par la publicité ou le télé-achat. Lorsqu'ils ont une durée programmée égale ou supérieure à trente minutes, les paragraphes précédents s'appliquent. » .

#### TITRE IX. — Télécommunications et Poste

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Confirmation de l'arrêté royal du 19 mars 2003

**Art. 439.** L'arrêté royal du 19 mars 2003 transposant les articles 7.5 et 9.3 de la directive 97/33/CE du 30 juin 1997 du Parlement européen et du Conseil relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP), est confirmé avec effet au jour de son entrée en vigueur.

**Art. 434.** Artikel 21, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 december 2002, wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

« 5° in een fonds dat beheerd wordt door de Commissie, bestemd voor de financiering van de compensatie van de inkomsten van de gemeenten, zoals voorzien door artikel 3, 13°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en gewesten. » .

**Art. 435.** De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 432 tot 434.

#### Afdeling 2. — Bekrchtiging van koninklijke besluiten

**Art. 436.** Het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt, wordt bekrachtigd met uitwerking op 10 januari 2003.

**Art. 437.** Het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot vaststelling van een federale bijdrage bestemd voor de financiering van bepaalde openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de aardgasmarkt, wordt bekrachtigd met uitwerking op 10 januari 2003.

#### HOOFDSTUK 3. — Derde wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisieomroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad

**Art. 438.** Artikel 34 van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisieomroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. § 1. Reclame en telewinkelspots moeten tussen de uitzendingen worden ingevoegd. Onder voorbehoud van de in de paragrafen 2 tot en met 5 vastgestelde voorwaarden, mogen reclame en telewinkelspots ook tijdens de uitzendingen zodanig worden ingevoegd dat de integriteit en de waarde van de uitzendingen niet worden geschaad, rekening houdende met de natuurlijke pauzes in en de duur en de aard van het programma, en er geen afbreuk wordt gedaan aan de rechten van de houders van rechten.

§ 2. Bij uit zelfstandige onderdelen samengestelde uitzendingen of bij sportuitzendingen en op soortgelijke wijze gestructureerde evenementen en opvoeringen met pauzes mogen er alleen tussen de zelfstandige onderdelen of tijdens de pauzes reclame en telewinkelspots worden ingevoegd.

§ 3. De uitzending van audiovisuele producties zoals bioscoop- en televisiefilms (met uitzondering van series, feuilletons, lichte amusementsprogramma's en documentaires) mag één keer per tijdvak van 45 minuten worden onderbroken mits de geprogrammeerde duur ervan meer dan 45 minuten bedraagt. Indien de geprogrammeerde duur ervan ten minste 20 minuten langer is dan twee of meer volledige tijdvakken van 45 minuten, mag er nog één keer worden onderbroken.

§ 4. Wanneer andere dan de onder § 2 bedoelde uitzendingen worden onderbroken door reclame of telewinkelspots, moet een tijdvak van ten minste 20 minuten verlopen tussen opeenvolgende onderbrekingen binnen de uitzendingen.

§ 5. Bij uitzendingen van religieuze erediensten mag geen reclame of telewinkelen worden ingevoegd. Televisiejournaals en actualiteitenmagazines, documentaires, godsdienstige uitzendingen en uitzendingen voor kinderen waarvan de geprogrammeerde duur minder dan 30 minuten bedraagt, mogen niet door reclame of telewinkelen worden onderbroken. Wanneer de geprogrammeerde duur ten minste 30 minuten bedraagt, zijn de vorige paragrafen van toepassing. » .

#### TITEL IX. — Telecommunicatie en Post

##### HOOFDSTUK 1. — Bekrchtiging van het koninklijk besluit van 19 maart 2003

**Art. 439.** Het koninklijk besluit van 19 maart 2003 tot omzetting van de artikelen 7.5 en 9.3 van richtlijn 97/33/EG van 30 juni 1997 van het Europees Parlement en de Raad inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP), wordt bekrachtigd met ingang van de dag van zijn inwerkingtreding.



CHAPITRE 2. — *Habilitations au Roi*

**Art. 440.** A l'article 122, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, modifié par les lois des 6 août 1993, 20 décembre 1995, 19 décembre 1997, 3 juillet 2000, et 30 décembre 2001, les mots "avant le 31 décembre 2003" sont remplacés par les mots "avant le 31 décembre 2005".

**Art. 441.** A l'article 37 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, les mots "avant le 31 décembre 2003" sont remplacés par les mots "avant le 31 décembre 2005".

**Art. 442.** A l'article 5 de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, les mots "avant le 31 décembre 2003" sont remplacés par les mots "avant le 31 décembre 2005".

CHAPITRE 3. — *Modifications à la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur du secteur des postes et des télécommunications belges*

**Art. 443.** L'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des postes et des télécommunications belges, est complété par un 5°, rédigé comme suit :

« 5° poser tous les actes utiles qui ont pour objet la préparation de l'application des directives européennes entrées en vigueur dans le secteur des postes et des télécommunications. » .

**Art. 444.** A l'article 30 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux alinéas 1<sup>er</sup>, 4°, et 2, dans le texte français, le mot "redevances" est remplacé par le mot "contributions";

2° l'alinéa 3 est abrogé;

3° le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Si ces contributions ne constituent pas la contrepartie d'un service rendu individuellement au redevable, les arrêtés royaux qui les établissent sont abrogés à la date de leur entrée en vigueur s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les douze mois de leur entrée en vigueur. » .

CHAPITRE 4. — *Modifications à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques*

**Art. 445.** L'article 144*duodecies*, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, est complété comme suit :

« L'Institut peut procéder au retrait de la licence individuelle après mise en demeure motivée adressée au titulaire dans laquelle il le prie de mettre fin, dans les délais fixés par lui, à une infraction à la législation fiscale et sociale, pour laquelle le titulaire de la licence a été condamné par une décision judiciaire ayant autorité de la chose jugée, s'il s'avère que l'infraction revêt un caractère répété et intentionnel et qu'elle entrave gravement la fourniture du service universel par d'autres opérateurs. » .

A l'article 2, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, les termes "décision prise en vertu de l'article 21, §§ 2 et 3, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges" sont complétés par "ou une décision prise en vertu de l'article 144*duodecies*, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques".

**Art. 446.** Dans l'article 144*decies*, § 7, de la même loi, les mots "Avant le 30 juin de l'année qui suit l'année qui a fait l'objet d'acomptes" sont remplacés par les mots "Au plus tard à la date fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres".

HOOFDSTUK 2. — *Machtigingen aan de Koning*

**Art. 440.** In artikel 122, § 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, gewijzigd bij de wetten van 6 augustus 1993, 20 december 1995, 19 december 1997, 3 juli 2000, en 30 december 2001, worden de woorden "voor 31 december 2003" vervangen door de woorden "voor 31 december 2005".

**Art. 441.** In artikel 37 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, worden de woorden "voor 31 december 2003" vervangen door de woorden "voor 31 december 2005".

**Art. 442.** In artikel 5 van de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbeslechting naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, worden de woorden "voor 31 december 2003" vervangen door de woorden "voor 31 december 2005".

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen aan de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector*

**Art. 443.** Artikel 14, § 1, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

« 5° het stellen van alle nuttige daden die als doel hebben de voorbereiding van de toepassing van inwerking getreden Europese richtlijnen in de sectoren post en telecommunicatie. » .

**Art. 444.** In artikel 30 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 4°, en tweede lid wordt in de Franse tekst het woord "redevances" vervangen door het woord "contributions";

2° het derde lid wordt opgeheven;

3° het laatste lid wordt vervangen als volgt :

« Indien deze rechten niet de vergoeding vormen van een dienst die de overheid ten voordele van de individueel beschouwde heffingsplichtige presteert, worden de koninklijke besluiten die ze vaststellen opgeheven met ingang van de datum van hun inwerkingtreding wanneer zij niet door de wet zijn bekrachtigd binnen twaalf maanden na hun inwerkingtreding. » .

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen aan de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven*

**Art. 445.** Artikel 144*duodecies*, § 2, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, wordt aangevuld als volgt :

« Het Instituut kan overgaan tot de intrekking van de individuele vergunning na een gemotiveerde ingebrekestelling aan de vergunninghouder waarin het verzoekt om binnen de door haar gestelde termijn een einde te maken aan een overtreding op de fiscale en sociale wetgeving waarvoor de betrokken vergunninghouder veroordeeld werd door een gerechtelijke beslissing met kracht van gewijsde, als blijkt dat de overtreding een herhaaldelijk en intentioneel karakter heeft en deze de levering van de universele dienst door andere operatoren ernstig verstoort. » .

In artikel 2, § 2, van de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector worden na de woorden "beslissing overeenkomstig artikel 21, §§ 2 en 3, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector" de woorden "of beslissing overeenkomstig artikel 144*duodecies*, § 2, eerste lid, tweede zin, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven" ingevoegd.

**Art. 446.** In artikel 144*decies*, § 7, van dezelfde wet, worden de woorden "Voor 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar dat het voorwerp heeft uitgemaakt van voorschotten" vervangen door de woorden "Ten laatste op de datum bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad".

**TITRE X. — Entreprises publiques**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dotations à la SNCB et à La Poste*

**Art. 447.** A partir du 1<sup>er</sup> novembre et en accord avec le ministre qui a le budget dans ses attributions, les dotations aux entreprises publiques autonomes La Poste et la SNCB peuvent être fixées jusqu'à 100 % et ordonnancées à charge des crédits du prochain exercice budgétaire à concurrence des montants prévus dans le projet du budget général des dépenses.

En assentiment à cette dépense, un projet de loi est introduit par le ministre du Budget, au plus tard le 30 avril.

CHAPITRE 2. — *Belgacom*

**Art. 448.** L'article 62, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, est complété par un 2<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 2<sup>o</sup> Belgacom SA de droit public a la possibilité de déroger aux dispositions prévues à l'alinéa précédent pour la répartition aux cadres et au personnel en 2004 de la part des bénéficiaires avant impôts des sociétés concernant 2003, après en avoir soumis la proposition à la Commission Paritaire conformément à l'article 34, § 2, B, 8<sup>o</sup>, et G, 2<sup>o</sup>, et après décision telle que prévue à l'article 35. » .

**Art. 449.** L'article 448 entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de la présente loi.

CHAPITRE 3. — *Société nationale des Chemins de fer belges*Section 1<sup>re</sup>. — *Gestion de l'infrastructure ferroviaire*

**Art. 450.** La présente section transpose certaines dispositions de la directive 2001/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et de la directive 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité.

**Art. 451.** Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, autoriser l'Etat belge et la Société nationale des chemins de fer belges (dénommée ci-après la "SNCB") à constituer une société anonyme de droit public qui sera le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, telle que définie à l'article 3 de la directive 91/440/CEE précitée, pour l'ensemble du réseau belge (cette société étant dénommée ci-après le "gestionnaire de l'infrastructure").

**Art. 452.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de l'infrastructure a pour objet :

1<sup>o</sup> l'entretien et la gestion de l'infrastructure ferroviaire et, dans l'opération visée à l'article 454, § 1<sup>er</sup>, l'acquisition, la construction et le renouvellement de cette infrastructure;

2<sup>o</sup> la gestion des systèmes de régulation et de sécurité de cette infrastructure;

3<sup>o</sup> la fourniture aux entreprises ferroviaires des services définis par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en exécution des dispositions de l'arrêté royal du 12 mars 2003;

4<sup>o</sup> la répartition des capacités de l'infrastructure disponibles, dans le respect des principes et procédures définis par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres;

5<sup>o</sup> la tarification, la facturation et la perception des redevances d'utilisation d'infrastructure et des services visés au 3<sup>o</sup> ci-avant, dans le respect des principes et procédures définis par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres;

6<sup>o</sup> la certification du personnel des entreprises ferroviaires et du matériel roulant au regard des normes techniques et règles en matière de sécurité et d'utilisation de l'infrastructure arrêtées par le Roi;

7<sup>o</sup> à titre accessoire, des activités commerciales compatibles avec les tâches visées aux 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, à l'exclusion de la fourniture de services de transport ferroviaire.

§ 2. Les tâches visées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, constituent des missions de service public qui sont précisées dans un contrat de gestion conclu entre l'Etat et le gestionnaire de l'infrastructure en application du titre I<sup>er</sup>, chapitre II, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

**TITEL X. — Overheidsbedrijven**HOOFDSTUK 1. — *Dotaties aan de NMBS en De Post*

**Art. 447.** Met ingang van 1 november en met instemming van de minister bevoegd voor de begroting, mogen de dotaties aan de autonome overheidsbedrijven De Post en de NMBS tot 100 % vastgelegd en geordnanceerd worden ten laste van de kredieten van het volgende begrotingsjaar ten belope van de in het ontwerp van algemene uitgavenbegroting voorziene bedragen.

Ter goedkeuring van deze uitgave wordt tegen uiterlijk 30 april een wetsontwerp ingediend door de minister van Begroting.

HOOFDSTUK 2. — *Belgacom*

**Art. 448.** Artikel 62, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wordt aangevuld met een 2<sup>o</sup>, luidende :

« 2<sup>o</sup> Belgacom NV van publiek recht heeft de mogelijkheid om, voor de uitkering in 2004 aan het kader en het personeel van het aandeel in de winst voor vennootschapsbelasting met betrekking tot 2003, na voorlegging aan het Paritair Comité in toepassing van het gestelde in artikel 34, § 2, B, 8<sup>o</sup>, en G, 2<sup>o</sup>, en beslissing conform het gestelde in artikel 35, af te wijken van het bepaalde in het voorgaande lid. » .

**Art. 449.** Artikel 448 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK 3. — *Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen*Afdeling 1. — *Beheer van de spoorweginfrastructuur*

**Art. 450.** Deze afdeling zet sommige bepalingen om van de richtlijn 2001/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2001 tot wijziging van Richtlijn 91/440/EEG van de Raad betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap en van de richtlijn 2001/14/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2001 inzake de toewijzing van spoorweginfrastructuurcapaciteit en de heffing van rechten voor het gebruik van spoorweginfrastructuur alsmede inzake veiligheids certificering.

**Art. 451.** De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, de Belgische Staat en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (hierna genoemd de "NMBS") toelaten een naamloze vennootschap van publiek recht op te richten die de beheerder zal zijn van de spoorweginfrastructuur, zoals gedefinieerd in artikel 3 van voornoemde richtlijn 91/440/EEG, van het gehele Belgisch spoorwegnet (deze vennootschap zal hierna de "infrastructuurbeheerder" worden genoemd).

**Art. 452.** § 1. De infrastructuurbeheerder heeft tot doel :

1<sup>o</sup> het onderhouden en het beheren van de spoorweginfrastructuur en, in de verrichting bedoeld in artikel 454, § 1, het verwerven, het bouwen en het vernieuwen van deze infrastructuur;

2<sup>o</sup> het beheer van de regelings- en veiligheidssystemen van deze infrastructuur;

3<sup>o</sup> het verschaffen aan de spoorwegondernemingen van de diensten bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, ter uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 maart 2003;

4<sup>o</sup> de toewijzing van de beschikbare spoorweginfrastructuurcapaciteit, met inachtneming van de principes en procedures bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad;

5<sup>o</sup> de tarifiering, de facturering en de inning van rechten voor het gebruik van spoorweginfrastructuur en voor de diensten genoemd in 3<sup>o</sup> hierboven, met inachtneming van de principes en procedures bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad;

6<sup>o</sup> de certificering van het personeel van de spoorwegondernemingen en van het rollend materieel, rekening houdend met de door de Koning uitgevaardigde technische normen en regels betreffende de veiligheid en het gebruik van de infrastructuur;

7<sup>o</sup> bijkomstig, de commerciële activiteiten die verenigbaar zijn met de taken genoemd in 1<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>, met uitsluiting van het verschaffen van spoorwegvervoerdiensten.

§ 2. De taken bedoeld in § 1, 1<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>, zijn opdrachten van openbare dienst die nader worden bepaald in een beheerscontract gesloten tussen de Staat en de infrastructuurbeheerder krachtens titel I, hoofdstuk II, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

**Art. 453.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de l'infrastructure est, dès sa constitution, régi par les dispositions du titre I<sup>er</sup>, de la loi du 21 mars 1991 précitée, à l'exception des dispositions du titre I<sup>er</sup>, chapitres XI et XII de la même loi, et sous réserve des §§ 2 et 3 du présent article, de l'article 457, § 2, et des dérogations que le Roi peut établir, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en vue notamment d'assurer :

1° l'indépendance organisationnelle et décisionnelle à l'égard de la SNCB et de toute autre entreprise ferroviaire;

2° l'autonomie de gestion selon les meilleures pratiques de gouvernement d'entreprises, ce qui implique notamment que la majorité des membres du Comité de Direction sont indépendants de toute entreprise ferroviaire;

3° la transparence des relations financières avec l'Etat et la SNCB;

4° le traitement équitable et non discriminatoire des entreprises ferroviaires ayant accès à l'infrastructure ferroviaire.

§ 2. Quelle que soit la proportion du capital social qu'elles représentent, les actions du gestionnaire de l'infrastructure détenues par l'Etat donnent droit à plus de 80 % des voix.

§ 3. Par dérogation à l'article 18, § 2, alinéa 2, première phrase, de la loi du 21 mars 1991 précitée, le nombre des membres du Conseil d'administration est déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. La majorité des administrateurs doivent être indépendants de la SNCB et de toute autre entreprise ferroviaire selon les critères définis à l'article 524, § 4, alinéa 2, du Code des sociétés.

§ 4. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi fixe des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 3, § 2, de la loi du 21 mars 1991 précitée et à l'article 456, § 1<sup>er</sup>. Ces règles provisoires valent comme premier contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du contrat de gestion conclu conformément à l'article 4 de la même loi.

§ 5. Le gestionnaire de l'infrastructure est substitué à la SNCB pour l'application des dispositions légales et réglementaires qui concernent des matières visées à l'article 452, § 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, relevant de la gestion de l'infrastructure ferroviaire et dont la liste est arrêtée par le Roi.

**Art. 454.** § 1<sup>er</sup>. La SNCB transfère au gestionnaire de l'infrastructure, par voie d'apport de branche d'activité ou de scission partielle, l'ensemble des actifs et passifs (y compris les droits et engagements hors bilan) qui se rattachent à la gestion et au financement de l'infrastructure ferroviaire, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005, aux conditions et selon les modalités définies par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Alternativement à l'opération visée au § 1<sup>er</sup>, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, peut prévoir que la SNCB transfère les actifs définis à l'alinéa 2 et les emprunts y afférents à un organisme d'intérêt public qui a notamment pour objet l'acquisition, la construction et le renouvellement de cette infrastructure.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après concertation avec les organes visés à l'article 492, § 2, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, la liste des actifs que la SNCB transfère à l'organisme visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, actifs autres que le mobilier et le matériel roulant affectés directement ou indirectement aux missions de la SNCB et repris dans les comptes statutaires de la SNCB ou dans les comptes statutaires des entreprises et entités sur lesquelles la SNCB exerce un contrôle exclusif et qui ont pour objet social la gestion d'autres activités que celles ayant trait aux activités d'exploitation de la SNCB.

Le transfert visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est effectué avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005, aux conditions et selon les modalités définies par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, règle le statut juridique, le fonctionnement, le financement et la comptabilité de l'organisme visé au premier alinéa qui, pour le surplus, sera soumis à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Le même arrêté définit la répartition des tâches (en ce compris la responsabilité des investissements) entre cet organisme et le gestionnaire de l'infrastructure ou, en l'absence du gestionnaire de l'infrastructure visé à l'article 451, la SNCB.

**Art. 453.** § 1. De infrastructuurbeheerder wordt, vanaf zijn oprichting, geregeld door de bepalingen van titel I, van voornoemde wet van 21 maart 1991, met uitzondering van de bepalingen van titel I, hoofdstukken XI en XII van dezelfde wet, en onder voorbehoud van §§ 2 en 3 van dit artikel, van artikel 457, § 2, en van afwijkingen die de Koning kan bepalen, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, teneinde inzonderheid het volgende te verzekeren :

1° de organisatorische en bestuurlijke onafhankelijkheid ten opzichte van de NMBS en van elk andere spoorwegonderneming;

2° de beheersautonomie volgens de beste praktijken van corporate governance, wat onder meer impliceert dat de meerderheid van de leden van het Directiecomité onafhankelijk zijn van elke spoorwegonderneming;

3° de transparantie van de financiële relaties met de Staat en de NMBS;

4° de billijke en niet-discriminerende behandeling van de spoorwegondernemingen die toegang hebben tot de spoorweginfrastructuur.

§ 2. De aandelen van de infrastructuurbeheerder in handen van de Staat geven recht op meer dan 80 % van de stemmen, ongeacht hun aandeel in het maatschappelijk kapitaal.

§ 3. In afwijking van artikel 18, § 2, tweede lid, eerste zin, van voornoemde wet van 21 maart 1991 wordt het aantal leden van de raad van bestuur bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad. De meerderheid van de bestuurders moeten onafhankelijk zijn van de NMBS en van elke andere spoorwegonderneming overeenkomstig de criteria bepaald in artikel 524, § 4, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen.

§ 4. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, de voorlopige regels betreffende de materies bedoeld in artikel 3, § 2, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 en in artikel 456, § 1. Deze voorlopige regels gelden als eerste beheerscontract en zijn van toepassing tot de inwerkingtreding van het beheerscontract gesloten overeenkomstig artikel 4 van dezelfde wet.

§ 5. De infrastructuurbeheerder vervangt de NMBS voor de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de materies bedoeld in artikel 452, § 1, 1° tot 6°, die onder het beheer van de spoorweginfrastructuur vallen en waarvan de lijst wordt opgesteld door de Koning.

**Art. 454.** § 1. De NMBS draagt aan de infrastructuurbeheerder, door inbreng van een bedrijfsafdeling of een gedeeltelijke splitsing, al haar activa en passiva (met inbegrip van de rechten en verplichtingen buiten balans) over die betrekking hebben op het beheer en de financiering van de spoorweginfrastructuur, met uitwerking op 1 januari 2005, tegen de voorwaarden en nadere modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad.

§ 2. Als alternatief voor de verrichting bedoeld in § 1, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, bepalen dat de NMBS de in het tweede lid bepaalde activa en de leningen die daarop betrekking hebben, overdraagt aan een instelling van openbaar nut die als doel heeft onder meer het verwerven, het aanleggen en het vernieuwen van deze infrastructuur.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, na overleg met de organen bedoeld in artikel 492, § 2, van de programmawet (I) van 24 december 2002, de lijst van activa die de NMBS overdraagt aan de instelling bedoeld in het eerste lid. Het betreft activa andere dan roerende activa en rollend materieel rechtstreeks of onrechtstreeks geaffecteerd aan de opdrachten van de NMBS en opgenomen in de statutaire rekeningen van de NMBS of in de statutaire rekeningen van de ondernemingen en entiteiten ten aanzien waarvan de NMBS een exclusieve controle uitoefent en die als maatschappelijk doel hebben het beheer van andere activiteiten dan deze die betrekking hebben op exploitatieactiviteit van de NMBS.

De overdracht bedoeld in het eerste lid wordt uitgevoerd met uitwerking op 1 januari 2005, tegen de voorwaarden en nadere modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad.

De Koning regelt, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, het juridisch statuut, de werking, de financiering en de boekhouding van de instelling bedoeld in het eerste lid, die voor het overige zal onderworpen zijn aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Hetzelfde besluit bepaalt de verdeling van taken (met inbegrip van de investeringsverantwoordelijkheid) tussen deze instelling en de infrastructuurbeheerder of, in afwezigheid van de infrastructuurbeheerder bedoeld in artikel 451, de NMBS.

§ 3. Avant la réalisation de l'opération visée aux §§ 1<sup>er</sup> ou 2, la SNCB met temporairement à la disposition du gestionnaire de l'infrastructure les actifs dont celui-ci a besoin pour l'exécution de ses missions, aux conditions définies dans une convention conclue entre la SNCB et le gestionnaire de l'infrastructure et approuvée par le ministre ayant les entreprises publiques dans ses attributions.

**Art. 455.** § 1<sup>er</sup>. La société anonyme de droit public Société fédérale de Participations (dénommée ci-après la "SFP") procède au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2005 à une réduction de son capital par remise à l'Etat de toutes ses actions de la société anonyme de droit public Financière TGV (dénommé ci-après la "Financière TGV"), selon des modalités fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Après l'opération visée au § 1<sup>er</sup>, la SNCB procède à la fusion par absorption de la Financière TGV. Les actifs et passifs provenant de la Financière TGV sont inclus dans le transfert visé à l'article 454, §§ 1<sup>er</sup> ou 2, à l'exception des dettes relatives au financement de matériel roulant.

**Art. 456.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat de gestion à conclure entre l'Etat et le gestionnaire de l'infrastructure définit le calcul et les modalités de paiement de l'ensemble des subventions de l'Etat pour l'accomplissement des missions de service public du gestionnaire de l'infrastructure, de manière à :

1° assurer au moins un équilibre, dans des conditions normales d'activité et par rapport à une période raisonnable, entre, d'une part, les recettes provenant des redevances d'utilisation de l'infrastructure, les excédents dégagés d'activités commerciales et les subventions de l'Etat et, d'autre part, les dépenses d'infrastructure;

2° couvrir spécifiquement les charges financières afférentes aux dettes reprises lors des opérations visées aux articles 454, § 1<sup>er</sup>, et 455, § 2, et le remboursement de ces dettes;

3° prévoir des incitants financiers appropriés pour réduire les coûts de fourniture de l'infrastructure et le niveau des redevances d'utilisation de l'infrastructure, pour maximaliser l'utilisation de l'infrastructure et pour réaliser les investissements nécessaires pour maintenir la performance, la qualité de service et la sécurité de l'infrastructure à un niveau supérieur.

Dans le cas visé à l'article 454, § 2, la matière visée au alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est réglée par l'arrêté royal pris en vertu dudit article 454, § 2, alinéa 4.

§ 2. Le Roi peut, aux conditions qu'il détermine, accorder la garantie de l'Etat aux obligations du gestionnaire de l'infrastructure et, le cas échéant, de l'organisme visé à l'article 454, § 2, en vertu d'emprunts émis ou contractés par ceux-ci dans le cadre de leurs missions de service public ou en vertu de conventions visant à couvrir les risques de change ou de taux d'intérêt afférents à de tels emprunts.

**Art. 457.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de l'infrastructure dispose du personnel nécessaire à l'accomplissement de ses missions, mis à sa disposition par la SNCB. Le statut du personnel de la SNCB, y compris le statut syndical, reste applicable à ce personnel. Toutefois, pendant la période de sa mise à disposition, ce personnel se trouve sous l'autorité du gestionnaire de l'infrastructure.

Les conditions et modalités de la mise à disposition du personnel en vertu du premier alinéa sont fixées dans une convention à conclure entre la SNCB et le gestionnaire de l'infrastructure, moyennant concertation préalable avec la Commission paritaire nationale de la SNCB.

§ 2. Par dérogation à l'article 30, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 mars 1991 précitée, les compétences attribuées par le titre I<sup>er</sup>, chapitre VIII, de la même loi à la commission paritaire de l'entreprise en question sont exercées par la Commission paritaire nationale visée à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la Société nationale des Chemins de fer belges. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut adapter la composition de cette Commission en vue d'assurer une représentation appropriée du gestionnaire de l'infrastructure.

**Art. 458.** Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi adapte l'article 492 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 et l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire pour les mettre en concordance avec les articles 451 à 457. Il supprime l'Office ferroviaire de répartition et de tarification et transfère ses compétences au gestionnaire de l'infrastructure.

§ 3. Vóór de uitvoering van de verrichting bedoeld in §§ 1 of 2, stelt de NMBS tijdelijk aan de infrastructuurbeheerder de activa ter beschikking die hij nodig heeft voor de uitvoering van zijn opdrachten, tegen de voorwaarden bepaald in een overeenkomst gesloten tussen de NMBS en de infrastructuurbeheerder en goedgekeurd door de minister bevoegd voor overheidsbedrijven.

**Art. 455.** § 1. De naamloze vennootschap van publiek recht Federale Participatiemaatschappij (hierna "FPM" genoemd) zal ten laatste op 1 januari 2005 overgaan tot een kapitaalvermindering door overdracht aan de Staat van al haar aandelen in de naamloze vennootschap van publiek recht HST Fin (hierna genoemd "HST-Fin"), volgens modaliteiten bepaald in een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad.

§ 2. Na de verrichting bedoeld in § 1, zal de NMBS overgaan tot fusie door overneming van HST-Fin. De activa en passiva afkomstig van HST-Fin zijn begrepen in de overdracht bedoeld in artikel 454, §§ 1 of 2, met uitzondering van de schulden met betrekking tot de financiering van rollend materieel.

**Art. 456.** § 1. Het beheerscontract dat moet worden afgesloten tussen de Staat en de infrastructuurbeheerder bepaalt de berekening en de betalingsvoorwaarden van alle staatssubsidies voor de verwezenlijking van de opdrachten van openbare dienst van de infrastructuurbeheerder, teneinde :

1° minstens een evenwicht te waarborgen onder normale zakelijke omstandigheden en over een redelijk tijdsverloop, tussen, enerzijds, de ontvangsten voortvloeiend uit de rechten voor het gebruik van de infrastructuur, de overschotten voortvloeiend uit commerciële activiteiten en de staatssubsidies en, anderzijds, de infrastructuuruitgaven;

2° specifiek de financiële lasten te dekken die betrekking hebben op de schulden ingevolge de verrichtingen bedoeld in de artikelen 454, § 1, en 455, § 2, en de terugbetaling van deze schulden;

3° de gepaste financiële stimuli te voorzien om de kosten voor het verstrekken van de infrastructuur en de rechten voor het gebruik van de infrastructuur te verminderen, om het gebruik van de infrastructuur te maximaliseren, en teneinde de investeringen te bewerkstelligen die nodig zijn om een hogere performantie, kwaliteit van de dienstverlening en veiligheid van de infrastructuur te waarborgen.

In het geval bedoeld in artikel 454, § 2, wordt de materie bedoeld in het eerste lid, 2°, geregeld door het koninklijk besluit genomen krachtens genoemd artikel 454, § 2, vierde lid.

§ 2. De Koning kan, tegen de voorwaarden die Hij bepaalt, de staatswaarborg toekennen aan de verbintenissen van de infrastructuurbeheerder en, in voorkomend geval, van de instelling bedoeld in artikel 454, § 2, uit leningen die door hen zijn uitgegeven of aangegaan in het kader van hun opdrachten van openbare dienst of krachtens overeenkomsten met als doel de dekking van de wissel- en interestrisico's betreffende dergelijke leningen.

**Art. 457.** § 1. De infrastructuurbeheerder beschikt over het personeel dat nodig is voor de verwezenlijking van zijn opdrachten, ter zijner beschikking gesteld door de NMBS. Het statuut van het personeel van de NMBS, inclusief het syndicaal statuut, blijft van toepassing op dit personeel. In ieder geval zullen deze personeelsleden tijdens de periode van hun terbeschikkingstelling onder het gezag vallen van de infrastructuurbeheerder.

De voorwaarden en nadere modaliteiten van de terbeschikkingstelling van het personeel krachtens het eerste lid, worden vastgesteld in een overeenkomst die zal worden gesloten tussen de NMBS en de infrastructuurbeheerder, mits voorafgaand overleg met de Nationale Paritaire Commissie van de NMBS.

§ 2. In afwijking van artikel 30, § 1, van voornoemde wet van 21 maart 1991, worden de bevoegdheden die door titel I, hoofdstuk VIII, van dezelfde wet worden toegekend aan de paritaire commissie van de betrokken onderneming, uitgeoefend door de Nationale Paritaire Commissie bedoeld in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. Bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, kan de Koning de samenstelling van deze Commissie aanpassen teneinde een geschikte vertegenwoordiging van de infrastructuurbeheerder te verzekeren.

**Art. 458.** De Koning past, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, artikel 492 van de programmawet (I) van 24 december 2002 en het koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de voorwaarden voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur aan om deze in overeenstemming te brengen met de artikelen 451 tot 457. Hij heft de Spoordienst voor toewijzing en heffing van rechten op en draagt zijn bevoegdheden over aan de infrastructuurbeheerder.

**Art. 459.** Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le régime fiscal applicable à l'entreprise visée à l'article 451. Il peut prendre les mesures utiles pour assurer la neutralité fiscale des opérations visées dans la présente section.

**Art. 460.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacun des articles 451 à 458.

*Section 2. — Réformes financières*

**Art. 461.** § 1<sup>er</sup>. Sont abrogés dans la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses :

- 1° l'article 56, modifié par l'arrêté royal du 28 mai 1999;
- 2° les articles 57 à 59 et 61.

§ 2. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 24 décembre 1996 portant exécution de l'article 56 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses;

2° l'arrêté royal du 24 décembre 1996 portant exécution de l'article 57 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

§ 3. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi règle le sort du solde, au terme de l'exercice comptable 2004, de la provision pour frais de restructuration constituée en vertu de l'article 57 de la loi du 20 décembre 1995 précitée et prend les autres mesures qui permettent à la SNCB de réorganiser le passif de son bilan en vue de se conformer aux règles comptables de droit commun.

**Art. 462.** L'article 5, § 2, de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV, est abrogé.

**Art. 463.** § 1<sup>er</sup>. L'article 161bis de la loi du 21 mars 1991 précité, inséré par la loi du 22 mars 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 161bis. § 1<sup>er</sup>. Le présent article transpose la directive 2001/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 modifiant certaines dispositions de la directive 91/440/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires.

§ 2. Sans préjudice de l'article 27, § 1<sup>er</sup>, tant qu'elle exerce des activités relevant de la gestion de l'infrastructure ferroviaire, la SNCB tient, dans sa comptabilité interne, des comptes séparés, d'une part, pour ses activités relatives à la fourniture de services de transport et, d'autre part, pour ses activités relatives à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Les comptes annuels de la SNCB reprennent, dans leur annexe, un bilan et un compte de résultats séparés, d'une part, pour ses activités relatives à la fourniture de services de transport et, d'autre part, pour ses activités relatives à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

§ 3. Sans préjudice de l'article 27, § 1<sup>er</sup>, la SNCB tient, dans sa comptabilité interne, des comptes séparés pour ses activités relatives au transport de marchandises par chemin de fer. Les comptes annuels de la SNCB reprennent, dans leur annexe, un bilan et un compte de résultats séparés pour ses activités relatives au transport de marchandises par chemin de fer.

§ 4. Les contributions versées aux activités relatives à la fourniture de services de transport de voyageurs au titre des missions de service public doivent figurer séparément dans les comptes correspondants et ne peuvent pas être transférées aux activités relatives à la fourniture d'autres services de transport ou à toute autre activité. »

§ 2. L'Etat et la SNCB modifient leur deuxième contrat de gestion, approuvé par arrêté royal du 25 septembre 1997, pour supprimer les articles 20 et 29 et les Annexes 5 et 9, remplacés par le premier avenant au même contrat, à partir de l'exercice comptable 2003.

**Art. 464.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacun des articles 461 à 463.

**Art. 465.** § 1<sup>er</sup>. Les arrêtés pris en vertu des articles 453 à 459 et 461 peuvent modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur.

§ 2. Les arrêtés visés au § 1<sup>er</sup> cessent de produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les douze mois de leur date d'entrée en vigueur. La confirmation rétroagit à cette dernière date.

**Art. 459.** De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, het fiscaal stelsel dat op de in artikel 451 bedoelde onderneming zal van toepassing zijn. Hij kan de nodige maatregelen nemen om de fiscale neutraliteit van de operaties bedoeld in deze afdeling te verzekeren.

**Art. 460.** De Koning stelt de datum vast voor de inwerkingtreding van elk van de artikelen 451 tot 458.

*Afdeling 2. — Financiële hervormingen*

**Art. 461.** § 1. Worden opgeheven in de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen :

- 1° artikel 56, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 mei 1999;
- 2° de artikelen 57 tot 59 en 61.

§ 2. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 24 december 1996 tot uitvoering van artikel 56 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen;

2° het koninklijk besluit van 24 december 1996 tot uitvoering van artikel 57 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen;

§ 3. Bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, regelt de Koning, de bestemming van het saldo, zoals bestaand op het einde van het boekjaar 2004, van de voorziening voor herstructureringskosten aangelegd krachtens artikel 57 van voornoemde wet van 20 december 1995 en neemt de andere maatregelen die de NMBS toelaten de passiva op haar balans te reorganiseren teneinde zich te schikken naar de boekhoudkundige regels van gemeen recht.

**Art. 462.** Artikel 5, § 2, van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, wordt opgeheven.

**Art. 463.** § 1. Artikel 161bis van voornoemde wet van 21 maart 1991, ingevoegd bij de wet van 22 maart 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 161bis. § 1. Dit artikel zet de richtlijn 2001/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2001 tot wijziging van sommige bepalingen van Richtlijn 91/440/EEG van de Raad van 29 juli 1991 betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap om.

§ 2. Onverminderd artikel 27, § 1, houdt de NMBS, zolang zij activiteiten uitoefent die vallen onder het beheer van de spoorweginfrastructuur, in haar interne boekhouding afzonderlijke rekeningen aan voor haar activiteiten met betrekking tot de verstrekking van vervoerdiensten, enerzijds, en voor haar activiteiten met betrekking tot de spoorweginfrastructuur, anderzijds. De jaarrekening van de NMBS bevat, in de bijlage erbij, een afzonderlijke balans en resultatenrekening, voor haar activiteiten met betrekking tot de verstrekking van vervoerdiensten, enerzijds, en voor haar activiteiten met betrekking tot het beheer van de spoorweginfrastructuur, anderzijds.

§ 3. Onverminderd artikel 27, § 1, houdt de NMBS, in haar interne boekhouding, afzonderlijke rekeningen aan voor haar activiteiten met betrekking tot het goederenvervoer per spoor. De jaarrekening van de NMBS bevat, in de bijlage erbij, een afzonderlijke balans en resultatenrekening voor haar activiteiten met betrekking tot het goederenvervoer per spoor.

§ 4. De bijdragen gestort voor de activiteiten met betrekking tot de verstrekking van vervoerdiensten voor reizigers als opdrachten van openbare dienst, moeten afzonderlijk worden vermeld in de overeenkomstige rekeningen en mogen niet worden overgedragen naar de activiteiten met betrekking tot de verstrekking van andere vervoerdiensten of naar elke andere activiteit. »

§ 2. De Staat en de NMBS wijzigen hun tweede beheerscontract, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 25 september 1997, teneinde artikelen 20 en 29 en Bijlagen 5 en 9, die vanaf het boekjaar 2003 werden vervangen door het eerste bijvoegsel bij hetzelfde contract, op te heffen.

**Art. 464.** De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van elk van de artikelen 461 tot 463.

**Art. 465.** § 1. De besluiten die krachtens de artikelen 453 tot 459 en 461 worden vastgesteld, kunnen de van kracht zijnde wettelijke bepalingen wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen.

§ 2. De besluiten bedoeld in § 1 houden op uitwerking te hebben indien zij niet bij wet zijn bekrachtigd binnen twaalf maanden na de datum van hun inwerkingtreding. De bekrachtiging heeft terugwerkende kracht tot op deze datum.

§ 3. Les pouvoirs accordés au Roi par le présent article expirent le 31 octobre 2004. Après cette date, les arrêtés pris en vertu de ces pouvoirs ne peuvent être modifiés, complétés, remplacés ou abrogés que par une loi.

#### CHAPITRE 4. — *Augmentation de capital de la SNCB*

Modification de la loi du 17 mars 1997 concernant le financement du projet TGV

**Art. 466.** L'unique alinéa de l'article 2 de la loi du 17 mars 1997 concernant le financement du projet TGV, devient le § 1<sup>er</sup>.

**Art. 467.** Un § 2 est ajouté à l'article 2 de la même loi :

« § 2. L'objet social de la financière TGV est étendu par la "prise de participation dans le capital de la Société nationale des Chemins de fer belges (la "SNCB") afin de contribuer, dans l'intérêt du public, à la réalisation par cette dernière des investissements liés à ses missions de service public, comme décrites à l'article 156 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques". » .

**Art. 468.** A l'article 3 de la même loi, les mots "article 2" sont remplacés par les mots "article 2, § 1<sup>er</sup>".

**Art. 469.** Un § 4 est inséré dans l'article de la même loi :

« § 4. En vue de l'objet arrêté à l'article 2, § 2, la Financière TGV souscrira à des actions ordinaires de la SNCB, d'une valeur nominale unitaire de 3,09866906 euros, émises dans le respect de l'article 56 de la loi-programme du 20 décembre 1995 portant dispositions fiscales, financières et diverses à concurrence d'un montant total de cent nonante huit millions sept cent trente-six mille cent quatorze euros et quatre-vingt-neuf cents (198 736 114,89 euros).

Cette augmentation de capital de la SNCB sera réalisée en plusieurs phases. La TGV-Fin souscrira entièrement une première augmentation de capital de 148 736 114,88 euros au plus tard pour le 31 décembre 2003. La TGV-Fin versera cent quarante-huit millions sept cent trente-six mille cent quatorze euros et quatre-vingt-huit cents (148 736 114,88 euros) au plus tard le 31 décembre 2003.

Une deuxième augmentation de capital de vingt-cinq millions d'euros (25 000 000 euros) sera réalisée au plus tard le 10 janvier 2004, le versement étant effectué à la même date, et de vingt-cinq millions d'euros et un cent (25 000 000,01 euros) selon les modalités définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. » .

**Art. 470.** A l'article 5, § 2 de la même loi, "article 2" est remplacé par "article 2, § 1<sup>er</sup>".

**Art. 471.** La deuxième phrase de l'article 6, § 1, de la loi du 17 mars 1997 portant financement du projet TGV, est remplacée par :

« La SFP souscrira au cours de l'exercice 2003 à une augmentation de capital de la Financière TGV, hors droit de souscription, à concurrence d'un montant total, prime d'émission comprise, de cent quarante-huit millions sept cent trente-six mille cent quatorze euros et quatre-vingt-huit cents (148 736 114,88 euros).

Au cours de l'année comptable 2004, la SFP souscrira à une augmentation de capital de la TGV-Fin, hors droit d'inscription, à concurrence d'un montant total, prime d'émission comprise, de cinquante millions d'euros et un cent, dont vingt-cinq millions d'euros seront versés au plus tard le 10 janvier 2004 et vingt-cinq millions et un cent seront versés selon les modalités définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. » .

**Art. 472.** L'article 494 de la loi-programme du 24 décembre 2002 est remplacée par :

« Art. 494. A partir du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la SNCB est autorisée à procéder à une augmentation de capital de 64 135 960 euros actions ordinaires, d'une valeur unitaire nominale de 3,09866906 euros, soit un total de cent nonante-huit millions euros sept cent trente-six mille cent quatorze euros et quatre-vingt-neuf cents (198 736 114,89 euros).

L'augmentation de capital précitée se fait dans le respect de l'article 56 de la loi-programme du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

Cette augmentation de capital de la SNCB sera souscrite à hauteur de 148 736 114,88 euros au plus tard le 31 décembre 2003 par la Financière TGV.

§ 3. De bevoegdheden die door dit artikel aan de Koning worden opgedragen, vervallen op 31 oktober 2004. Na deze datum kunnen de besluiten die krachtens deze bevoegdheden zijn genomen, alleen bij wet worden gewijzigd, aangevuld, vervangen of opgeheven.

#### HOOFDSTUK 4. — *Kapitaalsverhoging NMBS*

Wijziging van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project

**Art. 466.** Het enige lid van artikel 2 van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, wordt § 1.

**Art. 467.** In artikel 2 van dezelfde wet wordt een § 2 toegevoegd :

« § 2. Het maatschappelijk doel van HST-Fin wordt uitgebreid met "deel te nemen in het kapitaal van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (de "NMBS") teneinde, in het openbaar belang, bij te dragen tot de verwezenlijking door laatstgenoemde van investeringen verbonden aan haar taken van openbare dienst, zoals omschreven in artikel 156 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven". » .

**Art. 468.** In artikel 3 van dezelfde wet, worden de woorden "artikel 2" vervangen door de woorden "artikel 2, § 1,".

**Art. 469.** In artikel 3 van dezelfde wet wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

« § 4. Met het oog op de in artikel 2, § 2, bepaalde doelstelling zal HST-Fin inschrijven op gewone aandelen van de NMBS, met een nominale eenheidswaarde van 3,09866906 euro, uitgegeven met naleving van artikel 56 van de programmawet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen ten belope van een totaal bedrag van honderd achtennegentig miljoen zevenhonderd zesendertig duizend honderd en veertien euro en negenentachtig cent (198 736 114,89 euro).

Deze kapitaalsverhoging van de NMBS zal in verschillende fasen gebeuren. Uiterlijk op 31 december 2003 zal een eerste kapitaalverhoging van 148 736 114,88 euro volledig worden onderschreven door de HST-Fin. De HST-fin stort honderd achtenveertig miljoen zevenhonderd zesendertig duizend honderd en veertien euro en achtentachtig cent (148 736 114,88 euro) uiterlijk op 31 december 2003.

Een tweede kapitaalverhoging zal in 2004 gebeuren, voor vijftwintig miljoen euro (25 000 000 euro) uiterlijk op 10 januari 2004 met storting op dezelfde datum, en voor vijftwintig miljoen euro en één cent (25 000 000,01 euro) volgens de modaliteiten bepaald in een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad. » .

**Art. 470.** In artikel 5, § 2, van dezelfde wet wordt "artikel 2" vervangen door "artikel 2, § 1".

**Art. 471.** De tweede zin in artikel 6, § 1 van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project wordt vervangen door :

« De FPM zal in het boekjaar 2003 inschrijven op een kapitaalverhoging van HST-Fin, buiten voorkeurrecht, voor een totaal bedrag, met inbegrip van een uitgiftepremie, van honderd achtenveertig miljoen zevenhonderd zesendertigduizend honderd en veertien euro en achtentachtig cent, (148 736 114,88 euro).

In het boekjaar 2004 zal de FPM inschrijven op een kapitaalverhoging van HST-Fin, buiten voorkeurrecht, voor een totaal bedrag, met inbegrip van een uitgiftepremie, van vijftig miljoen euro en één cent, waarvan vijftwintig miljoen euro uiterlijk op 10 januari 2004 zullen gestort worden en vijftwintig miljoen euro en één cent zullen gestort worden volgens de modaliteiten bepaald in een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad. » .

**Art. 472.** Artikel 494 van de programmawet van 24 december 2002 wordt vervangen door :

« Art. 494. Vanaf 1 december 2003 is de NMBS gemachtigd om over te gaan tot een kapitaalverhoging van 64 135 960 euro gewone aandelen, met een nominale eenheidswaarde van 3,09866906 euro, wat neerkomt op een totaal van honderd achtennegentig miljoen zevenhonderd zesendertigduizend honderd en veertien euro en negenentachtig cent, (198 736 114,89 euro).

Voor genoemde kapitaalverhoging gebeurt met naleving van artikel 56 van de programmawet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

Deze kapitaalsverhoging van de NMBS zal voor 148 736 114,88 euro uiterlijk op 31 december 2003 worden onderschreven door de HST-Fin.

La TGV-Fin souscrita à une deuxième augmentation de capital de la SNCB de cinquante millions d'euros et un cent, dont 25 millions d'euros seront versés au plus tard le 10 janvier 2004, et 25 millions d'euros et un cent seront versés selon les modalités définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. » .

**Art. 473.** Ce chapitre entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de la présente loi.

#### CHAPITRE 5. — Loterie nationale

**Art. 474.** L'article 130 de la loi-programme du 8 avril 2003 est abrogé.

#### CHAPITRE 6. — Utilisation des membres du personnel statutaires des entreprises publiques autonomes dans des services publics

**Art. 475.** Le personnel statutaire des entreprises publiques autonomes peut, sur une base volontaire, être utilisé dans des projets déterminés dans chaque service public belge.

Les conditions auxquelles les membres du personnel doivent répondre afin de pouvoir se porter candidat pour cette mission sont déterminées par l'entreprise publique autonome après soumission à la Commission Paritaire concernée conformément à l'article 34, § 2, A, 4°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et après décision telle que prévue à l'article 35 de la même loi.

Le Roi fixe, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres :

1° sur proposition du ministre des Entreprises publiques et le ministre compétent le projet le nombre de personnel qu'on peut utiliser;

2° sur proposition du ministre des Entreprises publiques et le ministre compétent, en concertation avec chaque entreprise publique autonome concernée, les interventions financières éventuelles de l'État et après soumission à la Commission Paritaire concernée conformément à l'article 34, § 2, A, 4°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et après décision telle que prévue à l'article 35 de la même loi, les modalités dans lesquelles ils seront utilisés.

### TITRE XI. — Mobilité

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Transport ferroviaire

**Art. 476.** § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, abroger, modifier, compléter ou remplacer les dispositions légales visées au chapitre XI de l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour exécuter ses obligations de transposition des directives 2001/12/CE, 2001/13/CE et 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001, conformément aux dispositions visées au Titre X, Chapitre 3, Section 1<sup>re</sup>.

Le Roi peut également modifier les dispositions des autres chapitres de l'arrêté précité en vue de mettre celles-ci en concordance avec les dispositions adoptées en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les pouvoirs accordés au Roi par le § 1<sup>er</sup> expirent le 15 juin 2004.

§ 3. Les arrêtés pris en vertu du § 1<sup>er</sup> cessent de produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant le 16 juin 2005.

La confirmation rétroagit à la date d'entrée en vigueur des arrêtés précités.

**Art. 477.** L'article 181, § 4, de la loi-programme du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les arrêtés pris en vertu du § 1<sup>er</sup> cessent de produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant le 16 juin 2005.

La confirmation rétroagit à la date d'entrée en vigueur des arrêtés précités. » .

#### CHAPITRE 2. — Déplacement domicile-lieu de travail

**Art. 478.** Dans l'article 163 de la loi-programme du 8 avril 2003, les mots "avant le 31 décembre de l'année concernée" sont remplacés par les mots "avant le 30 avril de l'année suivante".

**Art. 479.** L'article 170 de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 170. Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2004. » .

De HST-Fin zal in 2004 op een tweede kapitaalverhoging van de NMBS voor 50,01 miljoen euro onderschrijven, waarvan vijftieng miljoen met storting uiterlijk op 10 januari 2004 en vijftieng miljoen euro en één cent volgens de modaliteiten bepaald in een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad. »

**Art. 473.** Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

#### HOOFDSTUK 5. — Nationale Loterij

**Art. 474.** Artikel 130 van de programmawet van 8 april 2003 wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK 6. — Inzet van statutaire personeelsleden van autonome overheidsbedrijven in openbare diensten

**Art. 475.** De statutaire personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven kunnen op vrijwillige basis ingezet worden op welbepaalde projecten in elke Belgische openbare overheid.

De voorwaarden waaraan de personeelsleden van het betrokken overheidsbedrijf dienen te voldoen om zich kandidaat te stellen voor het project worden bepaald door het betrokken autonoom overheidsbedrijf na voorlegging aan het betrokken Paritair Comité in toepassing van het gestelde in het artikel 34, § 2, A, 4°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en beslissing conform het gestelde in artikel 35 van dezelfde wet.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad :

1° op voordracht van de minister van Overheidsbedrijven en de bevoegde minister het project en het aantal personeelsleden dat hiervoor kan worden ingezet;

2° op voordracht van de minister van Overheidsbedrijven en de bevoegde minister, in overleg met elk betrokken autonoom overheidsbedrijf, de eventuele financiële tegemoetkoming van de Staat en na voorlegging aan het betrokken Paritair Comité in toepassing van het in het artikel 34, § 2, A, 4°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en beslissing conform het gestelde in artikel 35 van dezelfde wet, de modaliteiten waaronder zij zullen worden ingezet.

### TITEL XI. — Mobiliteit

#### HOOFDSTUK 1. — Spoorvervoer

**Art. 476.** § 1. De Koning kan, bij besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, de wetsbepalingen bedoeld in hoofdstuk XI van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de voorwaarden voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur opheffen, wijzigen, aanvullen of vervangen, teneinde alle maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van zijn verplichtingen tot omzetting van de richtlijnen 2001/12/EG, 2001/13/EG en 2001/14/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 februari 2001, in overeenkomst met de bepalingen bedoeld in Titel X, Hoofdstuk 3, Afdeling 1.

De Koning kan eveneens de bepalingen van de andere hoofdstukken van het voornoemde besluit wijzigen ten einde deze in overeenstemming te brengen met de bepalingen aangenomen krachtens het eerste lid.

§ 2. De door § 1 aan de Koning toegekende bevoegdheden lopen ten einde op 15 juni 2004.

§ 3. De besluiten genomen krachtens § 1 worden opgeheven wanneer ze niet voor 16 juni 2005 bij wet werden bekrachtigd.

De bekrachtiging heeft terugwerkende kracht op de datum van de inwerkingtreding van de voornoemde besluiten.

**Art. 477.** Artikel 181, § 4, van de programmawet van 2 augustus 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 4. De besluiten genomen krachtens § 1 worden opgeheven wanneer ze niet bij wet worden bekrachtigd voor 16 juni 2005.

De bekrachtiging heeft terugwerkende kracht op de datum van de inwerkingtreding van voornoemde besluiten. » .

#### HOOFDSTUK 2. — Woon-werkverkeer

**Art. 478.** In artikel 163 van de programmawet van 8 april 2003 worden de woorden "vóór 31 december van het betreffende jaar" vervangen door de woorden "vóór 30 april van het volgende jaar".

**Art. 479.** Artikel 170 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 170. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 2004. » .

CHAPITRE 3. — *Modification du Fonds pour le financement et l'amélioration des moyens de contrôle, d'inspection et d'enquête et des programmes de prévention de l'aéronautique*

**Art. 480.** Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant les fonds budgétaires, sont apportées les modifications suivantes :

1° le titre de la rubrique 33, "Communications et Infrastructure", est remplacé par le titre "Mobilité et Transports";

2° dans la colonne "Nature des recettes affectées" de la rubrique 33-3-Fonds pour le financement et l'amélioration des moyens de contrôle, d'inspection et d'enquête et des programmes de prévention de l'aéronautique -, est inséré le texte suivant :

« Remboursement par l'AESA (Agence Européenne de la Sécurité Aérienne) du personnel mis à sa disposition par la Direction Générale Transport Aérien. » .

CHAPITRE 4. — *Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles*

**Art. 481.** A l'article 3 de la loi du 10 août 2001 créant un Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, les mots "3,082 milliards de francs belges à partir de l'année budgétaire 2001" sont remplacés par les mots "76 400 784,34 EUR à partir de l'année budgétaire 2001 et 100 000 000 EUR à partir de l'année budgétaire 2004".

**Art. 482.** Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiée pour la dernière fois par la loi du 2 janvier 2001, sous le titre 33 "Communications et Infrastructure", fonds budgétaire 33-6 libellé "33-6 Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles", la colonne "Nature des recettes affectées" est complétée comme suit :

« - autres recettes diverses comme les produits provenant de la vente des cahiers spéciaux de charges, les sommes versées par les tiers à l'accord de coopération en cas de marché conjoint ou de décompte à charge de tiers à l'accord de coopération. » .

TITRE XII. — *Intégration sociale*

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Intégration sociale*

Section 1<sup>re</sup>. — *Aide matérielle dans les centres d'accueil pour les mineurs*

**Art. 483.** L'article 57, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, est remplacé par les alinéas suivants :

« Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la mission du centre public d'aide sociale se limite à :

1° l'octroi de l'aide médicale urgente, à l'égard d'un étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume;

2° constater l'état de besoin suite au fait que les parents n'assument pas ou ne sont pas en mesure d'assumer leur devoir d'entretien, à l'égard d'un étranger de moins de 18 ans qui séjourne, avec ses parents, illégalement dans le Royaume.

Dans le cas visés sous 2°, l'aide sociale est limitée à l'aide matérielle indispensable pour le développement de l'enfant et est exclusivement octroyée dans un centre fédéral d'accueil conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi. » .

Section 2. — *Elargissement des mesures d'activation aux étrangers*

**Art. 484.** L'article 57<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. La personne de nationalité étrangère, inscrite au registre des étrangers, qui en raison de sa nationalité n'a pas droit à l'intégration sociale et qui a droit à une aide sociale financière, peut prétendre à une intervention financière du centre public d'aide sociale dans les frais liés à son insertion professionnelle. » .

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van het Fonds voor de financiering en de verbetering van de controle-, inspectie- en onderzoeksmiddelen en van de preventieprogramma's van de luchtvaart*

**Art. 480.** In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende de oprichting van begrotingsfondsen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de titel van de rubriek 33, "Verkeer en Infrastructuur", wordt vervangen door de titel "Mobiliteit en Vervoer";

2° in de kolom "Aard van de toegewezen inkomsten" van de rubriek 33-3-Fonds voor de financiering en de verbetering van de controle-, inspectie- en onderzoeksmiddelen en van de preventieprogramma's van de luchtvaart, wordt de volgende tekst ingevoegd :

« Terugbetaling door de EASA (Europees Agentschap voor de veiligheid van de luchtvaart) van het personeel dat door het Directoraat-generaal Luchtvaart ter zijner beschikking wordt gesteld. » .

HOOFDSTUK 4. — *Financieringsfonds van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel*

**Art. 481.** In artikel 3 van de wet van 10 augustus 2001 tot oprichting van een Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, worden de woorden "3,082 miljard Belgische frank vanaf het begrotingsjaar 2001" vervangen door de woorden "76 400 784,34 EUR vanaf het begrotingsjaar 2001 en 100 000 000 EUR vanaf het begrotingsjaar 2004".

**Art. 482.** In de tabel in bijlage bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, voor het laatst gewijzigd door de wet van 2 januari 2001, onder rubriek 33 "Verkeer en Infrastructuur", begrotingsfonds 33-6 genaamd "33-6 Financieringsfonds van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel", wordt de kolom "Aard van de toegewezen ontvangsten" aangevuld als volgt :

« - andere diverse ontvangsten zoals de opbrengsten van de verkoop van de bijzondere bestekken, door derden aan het samenwerkingsakkoord gestorte sommen in geval van een samengevoegde opdracht of van een verrekening ten laste van derden aan het samenwerkingsakkoord. » .

TITEL XII. — *Maatschappelijke Integratie*

HOOFDSTUK 1. — *Maatschappelijke integratie*

Afdeling 1. — *Materiële hulp voor minderjarigen in de opvangcentra*

**Art. 483.** Artikel 57, § 2, eerste lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van de andere bepalingen van deze wet, is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beperkt tot :

1° het verlenen van dringende medische hulp, wanneer het gaat om een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft;

2° het vaststellen van de staat van behoefteigheid doordat de ouders hun onderhoudsplicht niet nakomen of niet in staat zijn die na te komen, wanneer het gaat om een vreemdeling jonger dan 18 jaar die met zijn ouders illegaal in het Rijk verblijft.

In het geval bedoeld in 2°, wordt de maatschappelijke hulp beperkt tot de materiële hulp die onontbeerlijk is voor de ontwikkeling van het kind en wordt uitsluitend verstrekt in een federaal opvangcentrum overeenkomstig de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Koning. » .

Afdeling 2. — *Uitbreiding van de activeringsmaatregelen voor vreemdelingen*

**Art. 484.** Artikel 57<sup>quater</sup>, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, laatst gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor de persoon van vreemde nationaliteit, ingeschreven in het vreemdelingenregister, die omwille van zijn nationaliteit geen aanspraak kan maken op het recht op maatschappelijke integratie en gerechtigd is op een financiële maatschappelijke hulp, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn financieel tussenkomen in de kosten die verbonden zijn aan de inschakeling van deze persoon in het beroepsleven. » .



**Art. 485.** L'article 5, § 4, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Une subvention est due au centre public d'aide sociale lorsque celui-ci intervient financièrement, en application de l'article 57<sup>quater</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, dans les frais liés à l'insertion professionnelle d'une personne de nationalité étrangère, inscrite au registre des étrangers, qui en raison de sa nationalité, n'a pas droit à l'intégration sociale et qui a droit à une aide sociale financière, en application de l'article 57<sup>quater</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. La subvention est égale au montant de l'intervention financière. » .

*Section 3. — Règlement des conflits de compétence entre les CPAS pour les demandeurs d'une aide sociale*

**Art. 486.** L'article 58 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, abrogé par la loi du 22 février 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 58. § 1<sup>er</sup>. Une demande d'aide sociale, soumise à la décision du centre, est inscrite le jour de sa réception, par ordre chronologique, dans le registre tenu à cet effet par le centre public d'aide sociale.

La demande écrite est signée par l'intéressé ou par la personne qu'il a désignée par écrit.

Lorsque la demande est orale, l'intéressé ou la personne désignée par écrit signe dans la case ad hoc du registre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le centre adresse ou remet le même jour un accusé de réception au demandeur.

§ 3. Lorsqu'un centre public d'aide sociale reçoit une demande d'aide pour laquelle il ne se considère pas compétent, il transmet cette demande dans les cinq jours calendrier par écrit au centre public d'aide sociale qu'il estime être compétent. Dans le même délai, il avertit le demandeur par écrit de cette transmission.

A peine de nullité, la transmission de la demande au centre public d'aide sociale considéré comme étant compétent, ainsi que la notification au demandeur de la transmission, se fait au moyen d'une lettre mentionnant les raisons de l'incompétence.

Toutefois, la demande sera validée à la date de sa réception au premier centre public d'aide sociale, telle que déterminée au § 1<sup>er</sup>.

Le centre public d'aide sociale qui manque à cette obligation doit accorder, aux conditions fixées par la présente loi, l'aide sociale, tant qu'il n'a pas transmis la demande ni communiqué les raisons invoquées pour justifier l'incompétence.

La décision d'incompétence peut être prise par le président à charge pour lui de soumettre sa décision au conseil ou à l'organe compétent à la plus prochaine réunion, en vue de sa ratification. » .

**Art. 487.** L'article 71, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, est complété comme suit :

« Ce délai d'un mois prend cours, dans le cas visé à l'article 58, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le jour de la transmission. » .

*Section 4. — Enquête sociale obligatoire pour les aides sociales remboursables par l'État*

**Art. 488.** L'article 11, § 2, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, est complété comme suit :

« pour autant qu'une enquête sociale préalable ait permis de constater l'existence et l'étendue du besoin d'aide sociale. » .

**Art. 489.** A l'article 62, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 19 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

A) les mots "et de conventions conclues avec des tiers pour des services en matière d'accueil de demandeurs d'asile" sont supprimés;

**Art. 485.** Artikel 5, § 4, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, laatst gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 4. Een toelage is verschuldigd aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wanneer dat centrum met toepassing van artikel 57<sup>quater</sup> van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tussenkomt in de kosten die verbonden zijn aan de inschakeling in het beroepsleven van een persoon van vreemde nationaliteit, ingeschreven in het vreemdelingenregister, die omwille van zijn nationaliteit geen aanspraak kan maken op het recht op maatschappelijke integratie en gerechtigd is op een financiële maatschappelijke hulp. De toelage is gelijk aan het bedrag van de financiële tussenkomst. » .

*Afdeling 3. — Regeling van bevoegdheidsconflicten tussen de OCMW's voor aanvragers van maatschappelijke hulp*

**Art. 486.** Artikel 58 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, opgeheven bij de wet van 22 februari 1998, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 58. § 1. Een aanvraag betreffende maatschappelijke dienstverlening, waarover het centrum een beslissing moet nemen, wordt, de dag van haar ontvangst, chronologisch ingeschreven in het daartoe door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gehouden register.

De schriftelijke aanvraag wordt ondertekend door de belanghebbende of de persoon die hij schriftelijk heeft aangewezen.

Wanneer de aanvraag mondeling wordt gedaan, ondertekent de belanghebbende of de schriftelijk aangewezen persoon in het daartoe voorziene vak van het register bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Het centrum zendt of overhandigt dezelfde dag aan de aanvrager een ontvangstbewijs.

§ 3. Wanneer een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een steunaanvraag ontvangt waarvoor het zich onbevoegd acht, zendt het deze aanvraag over binnen de vijf kalenderdagen aan het volgens hem bevoegd openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Binnen dezelfde termijn wordt de aanvrager schriftelijk in kennis gesteld van deze verzending.

Op straffe van nietigheid gebeurt de verzending van de aanvraag aan het bevoegd geachte openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, evenals de kennisgeving van de verzending aan de aanvrager, door een brief met vermelding van de redenen van onbevoegdheid.

De aanvraag zal evenwel worden gevalideerd op de datum van ontvangst bij het eerste openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, zoals bepaald in § 1.

Het openbaar centrum voor maatschappelijke integratie dat deze verplichting niet naleeft, moet overeenkomstig de door deze wet gestelde voorwaarden maatschappelijke dienstverlening verlenen zolang het de aanvraag niet heeft overgezonden en de redenen die aan de onbevoegdheid ten grondslag liggen niet heeft medegedeeld.

De beslissing van onbevoegdheid kan worden genomen door de Voorzitter mits zijn beslissing aan de raad of het bevoegd orgaan te onderwerpen op de eerstvolgende vergadering met het oog op haar bekrachtiging. » .

**Art. 487.** Artikel 71, tweede lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt aangevuld als volgt :

« Deze termijn van één maand loopt, in het geval bedoeld in artikel 58, § 3, eerste lid, vanaf de dag van de verzending. » .

*Afdeling 4. — Verplicht maatschappelijk onderzoek voor de maatschappelijke hulp die door de Staat kan terugbetaald worden*

**Art. 488.** Artikel 11, § 2, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt aangevuld als volgt :

« voor zover een voorafgaand sociaal onderzoek het bestaan en de omvang van de behoefte aan maatschappelijke hulp heeft kunnen aantonen. » .

**Art. 489.** In artikel 62, § 1, van de programmawet van 19 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de woorden "en conventies met derden voor met opvang van azielzoekers gelieerde dienstverlening" vervallen;

B) la phrase suivante est insérée : "Elle a également pour objet de conclure et d'exécuter toute convention relative à l'accueil des demandeurs d'asile ainsi que d'octroyer des subventions en relation avec ses missions. » .

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives à l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile*

Section 1<sup>re</sup>. — Services communautaires au sein des structures d'accueil

**Art. 490.** A l'article 62 de la loi-programme du 19 juillet 2001, un § 2bis est inséré entre les §§ 2 et 3, rédigé comme suit :

« § 2bis. Sans préjudice de l'aide matérielle octroyée aux demandeurs d'asile en application de l'article 57ter de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS, l'Agence organise le paiement d'un montant d'argent de poche fixé par semaine et par personne.

L'Agence organise également la prestation de services communautaires par les demandeurs d'asile dans les centres ou lieux visés par l'article 57ter, alinéa 2, de la loi précitée.

Par service communautaire, on entend toute prestation effectuée par le demandeur d'asile dans le centre ou le lieu visé à l'alinéa précédent, au profit exclusif de la communauté des demandeurs d'asile résidant dans le lieu en question et pour laquelle il peut lui être versée une majoration de son argent de poche.

La prestation du service communautaire n'est pas considérée comme un contrat de travail ni comme une prestation de travail; l'octroi d'un argent de poche majoré n'est pas non plus considéré comme une rémunération.

La majoration d'argent de poche visée à l'alinéa précédant versée au demandeur d'asile est calculée sur base d'un tarif forfaitaire fixé par le lieu visé à l'article 57ter, alinéa 2, de la loi précitée et variant selon le type de prestation. Ce tarif forfaitaire est préalablement approuvé par l'Agence. La majoration d'argent de poche ne peut en aucun cas dépasser un montant maximum mensuel fixé par arrêté royal.

Les prestations sont effectuées sur une base volontaire par les demandeurs d'asile sous l'encadrement d'un membre du personnel du lieu visé à l'article 57ter, alinéa 2, de la loi précitée qui aura été désigné à cette fin par sa hiérarchie et qui veillera à ce que les demandeurs d'asile aient la possibilité de participer sur une base équitable à ces prestations. L'identité de ces personnes est transmise à l'Agence.

Le Roi fixe par arrêté les montants relatifs à l'argent de poche et à sa majoration pour services communautaires ainsi que les conditions dans lesquelles ces services communautaires sont exécutés. » .

Section 2. — Fonds européen des réfugiés

**Art. 491.** L'article 65 de la loi-programme du 19 juillet 2001 pour l'année budgétaire 2001, est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. L'Agence fédérale pour l'Accueil des demandeurs d'asile est désignée comme autorité responsable pour le Fonds européen des réfugiés à partir de l'exercice budgétaire 2003. » .

Section 3. — Lieu obligatoire d'inscription

**Art. 492.** Dans l'article 62 de la loi-programme du 19 juillet 2001, un § 2ter est inséré, rédigé comme suit :

« § 2ter. L'Agence est également compétente pour déterminer le lieu obligatoire d'inscription en application de l'article 54, §§ 1<sup>er</sup> et 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. » .

**Art. 493.** A l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

- à l'alinéa 1<sup>er</sup> alinéa, les mots "le ministre, ou son délégué" sont remplacés par les mots "l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile";

- l'alinéa 3 est complété comme suit :

« tout en veillant à ce que ce lieu soit adapté au demandeur d'asile et ce dans les limites des places disponibles ».

2° au § 3, les mots "le ministre, ou son délégué" sont remplacés par les mots "l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile".

B) de volgende zin wordt ingevoegd: "Het sluit tevens alle overeenkomsten betreffende de opvang van asielzoekers en voert deze uit; daarnaast kent het subsidies toe met betrekking tot zijn opdrachten. » .

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende het Federaal Agentschap voor het onthaal van asielzoekers*

Afdeling 1. — Gemeenschapsdiensten in de opvangstructuren

**Art. 490.** In artikel 62 van de programmawet van 19 juli 2001, wordt tussen de §§ 2 en 3 een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Onverminderd de materiële hulp die aan asielzoekers wordt toegekend in toepassing van artikel 57ter van de organieke wet van de OCMW's van 8 juli 1976, organiseert het Agentschap de uitbetaling van een som zakgeld dat per week en per persoon wordt vastgelegd.

Het Agentschap organiseert ook de prestaties van gemeenschapsdiensten door de asielzoekers in de centra of plaatsen bedoeld in artikel 57ter, tweede lid, van de hierboven vernoemde wet.

Met gemeenschapsdienst wordt elke prestatie bedoeld die door de asielzoeker wordt geleverd in het centrum of op de plaats bedoeld in het vorige lid, en dit uitsluitend ten voordele van de gemeenschap van de asielzoekers die verblijven op de plaats in kwestie en waarvoor de asielzoeker een verhoging van zijn zakgeld uitbetaald kan krijgen.

Het verrichten van gemeenschapsdienst wordt niet als een arbeids-overeenkomst noch als een arbeidsprestatie beschouwd; de toekenning van een hoger zakgeld wordt evenmin als een vergoeding beschouwd.

De vermeerdering van het zakgeld, zoals bedoeld in de voorgaande paragraaf, die aan de asielzoeker wordt uitbetaald, wordt berekend op basis van een forfaitair tarief bepaald door de plaats bedoeld in artikel 57ter, tweede lid, van de eerder vernoemde wet, en dat varieert naargelang de soort prestatie. Dit forfaitair tarief wordt vooraf door het Agentschap goedgekeurd. De vermeerdering van het zakgeld mag in geen enkel geval meer bedragen dan een maximum bedrag per maand vastgesteld per koninklijk besluit.

De prestaties worden door de asielzoekers op vrijwillige basis geleverd onder leiding van een personeelslid van de plaats bedoeld in artikel 57ter, tweede lid, van de eerder vernoemde wet die hiertoe door zijn hiërarchie is aangesteld en die erover zal waken dat de asielzoekers op rechtvaardige basis aan deze prestaties zullen kunnen deelnemen. De identiteit van deze personen wordt aan het Agentschap doorgegeven.

De Koning bepaalt in een besluit de bijdragen met betrekking tot het zakgeld en de vermeerdering ervan voor gemeenschapsdiensten alsmede de voorwaarden waarin de gemeenschapsdiensten worden verricht. » .

Afdeling 2. Europees Fonds voor vluchtelingen

**Art. 491.** Artikel 65 van de programmawet van 19 juli 2001 voor het begrotingsjaar 2001, wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. Het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers is aangesteld als de autoriteit die vanaf het begrotingsjaar 2003 verantwoordelijk is voor het Europees Vluchtelingenfonds. » .

Afdeling 3. — Verplichte inschrijvingsplaats

**Art. 492.** In artikel 62 van de programmawet van 19 juli 2001, wordt een § 2ter ingevoegd, luidende :

« § 2ter. Het Agentschap is tevens bevoegd om de verplichte inschrijvingsplaats te bepalen in toepassing van artikel 54, §§ 1 en 3, van de wet van 15 december 1980 inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. » .

**Art. 493.** In artikel 54 van de wet van 15 december 1980 inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt gewijzigd als volgt :

- in het eerste lid worden de woorden "minister of zijn afgevaardigde" vervangen door de woorden "Het Federaal Agentschap voor Asielzoekers";

- het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« waarbij erop moet worden gelet dat deze plaats aangepast is aan de asielzoeker en dit binnen de beschikbare plaatsen ».

2° in § 3 worden de woorden "minister of zijn afgevaardigde" vervangen door de woorden "Het Federaal Agentschap voor Asielzoekers".

**Art. 494.** Le Roi fixe, sur proposition du ministre ayant l'accès au territoire dans ses attributions et du ministre ayant l'intégration sociale dans ses attributions, la date de l'entrée en vigueur des articles 492 et 493.

*Section 4. — Extension des missions de Fedasil*

**Art. 495.** A l'article 62 de la loi-programme du 19 juillet 2001, il est inséré un § 1<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er bis</sup>. La coordination des différents modes d'accueil de mineurs non accompagnés est déterminée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Cette coordination impliquera la conclusion d'un accord entre l'Etat fédéral et les Communautés et s'attachera également à régler les modalités d'organisation et de financement des institutions, et de l'accompagnement.

Par "mineur non accompagné" il y a lieu d'entendre toute personne se trouvant dans les conditions prévues au Titre XIII, Chapitre 6, article 5, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002. » .

**Art. 496.** Dans l'article 62 de la loi-programme du 19 juillet 2001, il est inséré un § 2<sup>quater</sup>, rédigé comme suit :

« § 2<sup>quater</sup>. Lorsque les parents ne sont pas en mesure d'assumer leur devoir d'entretien, l'agence est compétente pour l'accueil des mineurs qui séjournent avec leurs parents illégalement sur le territoire et dont l'état de besoin a été constaté par un centre public d'aide sociale. Le Roi détermine les modalités de cet accueil. » .

*Section 5. — Fermeture centres d'asile - remise au travail des membres du personnel*

**Art. 497.** § 1<sup>er</sup>. Il est prévu une intervention financière de l'Etat dans les coûts salariaux des membres du personnel qui au 1<sup>er</sup> septembre 2003 sont en service au sein des centres d'accueil pour demandeurs d'asile de Westende et Houthalen de l'Agence pour l'accueil des demandeurs d'asile et qui seront engagés en 2004 à la Croix Rouge, OCIV-CIRE, De Lijn et au sein des services, des maisons de repos ou des maisons de repos et de soins qui relèvent des communautés, régions, provinces, communes, centres publics d'aide sociale, intercommunales et organismes publics qui dépendent des institutions ou organismes précités et qui n'exercent pas d'activité industrielle ou commerciale et les établissements d'enseignement organisés ou subsidiés par les communautés.

§ 2. L'intervention financière visée au § 1<sup>er</sup>, s'élève à 100, 75, 50 et 25 % respectivement pour la première, deuxième, troisième et quatrième année d'emploi.

L'intervention financière visée au § 1<sup>er</sup>, s'élève à 100, 100, 50 et 50 % respectivement pour la première, deuxième, troisième et quatrième année d'emploi des membres du personnel qui au 1<sup>er</sup> septembre 2003 ont au moins 55 ans.

§ 3. Les coûts salariaux comprennent le salaire annuel brut, le pécule de vacances, la prime de fin d'année et charges patronales.

§ 4. Les crédits nécessaires au financement de cette mesure seront prévus à charge du budget de l'Agence.

**TITRE XIII. — Dispositions diverses**

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Défense - Rémunération des personnes chargées d'une mission d'enseignement**

**Art. 498.** Le trentième du traitement, alloué par heure hebdomadaire année aux chargés de cours des universités de l'Etat, pour lesquels l'enseignement ne constitue qu'une charge accessoire, visé à l'article 5, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> octobre 1973 fixant la rémunération des personnes chargées d'une mission d'enseignement dans certaines écoles de formation et de perfectionnement des officiers et allouant une allocation aux titulaires de certaines fonctions dans ces écoles, modifié par les arrêtés royaux des 20 novembre 1978, 21 août 1980, 23 mars 1995, 20 juillet 1998, 30 mars 2001, 4 décembre 2001 et 28 janvier 2002, et abrogé en ce qui concerne les forces armées par l'arrêté royal du 12 juillet 1993 relatif à l'octroi d'allocations pour mission d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1998 et 8 octobre 1998, est égal au trentième du traitement, alloué par heure hebdomadaire année aux chargés de cours de l'Ecole royale militaire.

**Art. 499.** Le trentième du traitement alloué par heure hebdomadaire année aux chargés de cours des universités de l'Etat, pour lesquels l'enseignement ne constitue qu'une charge accessoire, visé à l'article 4, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 12 juillet 1993 relatif à l'octroi d'allocations pour mission d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers,

**Art. 494.** De Koning bepaalt, op voorstel van de minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied en van de minister van bevoegd voor maatschappelijke integratie, de datum van inwerkingtreding van de artikelen 492 en 493.

*Afdeling 4. — Uitbreiding van de opdrachten van Fedasil*

**Art. 495.** In artikel 62 van de programmawet van 19 juli 2001 wordt een § 1<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1<sup>bis</sup>. De coördinatie van de verschillende manieren van opvang van niet-begeleide minderjarigen wordt vastgesteld door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit. Deze coördinatie behelst het afsluiten van een akkoord tussen de Federale Overheid en de Gemeenschappen en beoogt tevens de regeling van de organisatie en de financiering van de instellingen, en de begeleiding.

Onder "niet-begeleide minderjarige" moet men elke persoon verstaan die onder de voorwaarden valt die bepaald zijn in Titel XIII, Hoofdstuk 6, artikel 5, van de programmawet (I) van 24 december 2002. » .

**Art. 496.** In artikel 62 van de programmawet van 19 juli 2001, wordt een § 2<sup>quater</sup> ingevoegd luidend als volgt :

« § 2<sup>quater</sup>. Wanneer de ouders niet in staat zijn hun onderhoudsplicht te vervullen, is het agentschap bevoegd voor de opvang van de minderjarigen, die met hun ouders illegaal op het grondgebied verblijven en bij wie een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de nood aan hulp heeft vastgesteld. De Koning bepaalt de modaliteiten van deze opvang. » .

*Afdeling 5. — Sluiting van asielcentra - wedertewerkstelling van het personeel*

**Art. 497.** § 1. Er wordt in een financiële tegemoetkoming van de staat voorzien in de loonkost van de personeelsleden die op 1 september 2003 in dienst zijn in de opvangcentra van Westende en Houthalen van het Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers en die in 2004 worden tewerkgesteld in het Rode Kruis, OCIV-CIRE, De Lijn en in diensten, rusthuizen of rust- en verzorgingstehuizen die ressorteren onder de federale overheid, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies, de gemeenten, de openbare centra van Maatschappelijk Welzijn, de intercommunales en de openbare instellingen die onder de hogergenoemde instellingen of organismen ressorteren en geen industriële of commerciële activiteit uitoefenen en in de onderwijsinstellingen, ingericht of gesubsidieerd door de gemeenschappen.

§ 2. De financiële tegemoetkoming bedoeld in § 1, bedraagt 100, 75, 50 en 25 % respectievelijk voor het eerste, tweede, derde en vierde jaar van tewerkstelling.

De financiële tegemoetkoming bedoeld in § 1, bedraagt 100, 100, 50 en 50 % respectievelijk voor het eerste, tweede, derde en vierde jaar van tewerkstelling voor personeelsleden die op 1 september 2003 minstens 55 jaar zijn.

§ 3. De loonkost bevat het bruto jaarloon, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en de patronale bijdragen.

§ 4. De nodige kredieten tot financiering van deze maatregel zullen voorzien zijn ten laste van de begroting van het Agentschap.

**TITEL XIII. — Diverse bepalingen**

**HOOFDSTUK 1. — Landsverdediging - Bezoldiging van personen belast met een leeropdracht**

**Art. 498.** Het dertigste van de wedde dat per weekuur over het jaar wordt toegekend aan de docenten van de Rijksuniversiteiten voor wie het onderwijs slechts een bijbetrekking is, bedoeld in artikel 5, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 1 oktober 1973 tot vaststelling van de bezoldiging van personen belast met een leeropdracht aan sommige scholen voor vorming en voortgezette opleiding van officieren en tot toekenning van een toelage aan de titularissen van sommige betrekkingen bij die scholen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 november 1978, 21 augustus 1980, 23 maart 1995, 20 juli 1998, 30 maart 2001, 4 december 2001 en 28 januari 2002, en opgeheven, wat de krijgsmacht betreft, door het koninklijk besluit van 12 juli 1993 houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en aan bekleeders van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor vorming en voortgezette vorming van de officieren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1998 en 8 oktober 1998, is gelijk aan het dertigste van de wedde dat per weekuur over het jaar wordt toegekend aan de docenten van de Koninklijke Militaire School.

**Art. 499.** Het dertigste van de wedde dat per weekuur over het jaar wordt toegekend aan de docenten van de Rijksuniversiteiten voor wie het onderwijs slechts een bijbetrekking is, bedoeld in artikel 4, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 12 juli 1993 houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en aan bekleeders van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor vorming en voortgezette vorming van

modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1998 et 8 octobre 1998, est de 136,36 EUR.

Ce montant est lié au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères. Il est lié à l'indice-pivot 138,01.

**Art. 500.** Les personnes autres que les officiers, pour lesquelles l'enseignement à l'Institut royal supérieur de défense constitue une fonction accessoire et qui ont été nommées comme professeur civil à l'Ecole des administrateurs militaires au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1993, perçoivent, par heure de cours, un traitement correspondant à un trentième du traitement, alloué par heure hebdomadaire année aux chargés de cours de l'Ecole royale militaire, pour lesquels l'enseignement ne constitue qu'une charge accessoire.

**Art. 501.** § 1<sup>er</sup>. Les personnes visées à l'article 500, qui exercent, en même temps, un emploi de carrière rétribué par l'Etat, perçoivent un traitement égal à 50 pour cent du traitement tel que celui-ci est fixé à l'article 500, lorsque les temps normaux de travail des deux emplois sont simultanés.

La simultanéité est, en cas de doute, constatée par le ministre du département au budget duquel le traitement de l'emploi de carrière est imputé.

§ 2. Les personnes visées à l'article 500 qui font en même temps partie du personnel de services publics autres que les services de l'Etat ou du personnel d'un établissement privé subsidié, perçoivent un traitement égal à 50 pour cent du traitement tel que celui-ci est fixé à l'article 500 lorsque les temps normaux de travail des deux emplois sont simultanés.

**Art. 502.** Les articles 500 et 501 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001 et cesseront d'être en vigueur le 31 juillet 2004.

#### CHAPITRE 2. — *Classes moyennes et Agriculture*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Promotion de l'entreprise indépendante - Modification de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante

**Art. 503.** L'article 3, 2<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, modifiée par la loi du 11 mai 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« La compétence professionnelle telle que fixée par le Roi au niveau intersectoriel ou sectoriel sur demande ou après avis du Conseil Supérieur des Indépendants et des PME. » .

*Section 2.* — Confirmation d'arrêtés royaux transférant les biens, droits et obligations et personnel des Chambres des Métiers et Négoces

**Art. 504.** L'arrêté royal du 22 juin 2003 réglant le transfert de biens des Chambres des Métiers et Négoces vers le Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie, est confirmé avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

**Art. 505.** L'arrêté royal du 2 juillet 2003 portant transfert du personnel des secrétariats des Chambres des Métiers et Négoces au Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie, est confirmé avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

*Section 3.* — Modification de la loi du 7 juillet 2002 modifiant la loi du 10 novembre 1967 portant création du Bureau d'intervention et de restitution belge

**Art. 506.** L'article 6<sup>ter</sup> de la loi du 10 novembre 1967 portant création du Bureau d'intervention et de restitution belge, inséré par la loi du 7 juillet 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi détermine le statut du directeur général et du directeur général adjoint. » .

#### CHAPITRE 3. — *Environnement*

**Art. 507.** A l'article 8<sup>bis</sup> de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé, inséré par la loi du 28 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Le premier programme entrera en vigueur au plus tard le 31 décembre 2004. » ;

2<sup>o</sup> le § 2 est abrogé.

de officieren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1998 en 8 oktober 1998, bedraagt 136,36 EUR.

Dit bedrag wordt gekoppeld aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de wedden van het personeel der ministeries. Het is gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

**Art. 500.** De personen, anderen dan de officieren, voor wie het onderwijs aan het Koninklijk hoger instituut voor defensie een bijbetrekking is en die, ten laatste op 1 januari 1993, benoemd werden als burgerprofessor aan de School der militaire administrateurs, ontvangen, per lesuur, een wedde die overeenkomt met één dertigste van de wedde die per weekuur over het jaar wordt toegekend aan de docenten van de Koninklijke Militaire School, voor wie het onderwijs slechts een bijbetrekking is.

**Art. 501.** § 1. De personen, bedoeld in artikel 500, die tevens een loopbaanbetrekking uitoefenen die door de Staat wordt bezoldigd, ontvangen een wedde gelijk aan 50 procent van de wedde zoals die is vastgesteld in artikel 500, indien de normale werktijden van beide betrekkingen samenvallen.

Het samenvallen der werktijden wordt in geval van twijfel, vastgesteld door de minister van het departement op wiens begroting de wedde voor de loopbaanbetrekking wordt aangerekend.

§ 2. De personen, bedoeld in artikel 500, die tevens deel uitmaken van het personeel van andere openbare diensten dan de diensten van de Staat of van het personeel van een gesubsidieerde privé-instelling, ontvangen een wedde gelijk aan 50 procent van de wedde, zoals die is vastgesteld in artikel 500, indien de normale werktijden van beide betrekkingen samenvallen.

**Art. 502.** De artikelen 500 en 501 hebben uitwerking met ingang van 1 april 2001 en treden buiten werking op 31 juli 2004.

#### HOOFDSTUK 2. — *Middenstand en Landbouw*

*Afdeling 1.* — Bevordering van het zelfstandig ondernemerschap - Wijziging van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap

**Art. 503.** Artikel 3, 2<sup>o</sup>, eerste lid, van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, gewijzigd bij de wet van 11 mei 2003, wordt vervangen als volgt :

« De beroepsbekwaamheid, zoals vastgesteld door de Koning op intersectoraal of sectoraal niveau, op vraag of na advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen. » .

*Afdeling 2.* — Bekrchtiging van koninklijke besluiten tot overdracht van de goederen, rechten en verplichtingen en het personeel van de Kamers van Ambachten en Neringen

**Art. 504.** Het koninklijk besluit van 22 juni 2003 tot regeling van de overdracht van goederen van de Kamers van Ambachten en Neringen naar de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie, wordt bekrchtigd met uitwerking op 1 juli 2003.

**Art. 505.** Het koninklijk besluit van 2 juli 2003 houdende overdracht van het secretariaatspersoneel van de Kamers van Ambachten en Neringen naar de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie, wordt bekrchtigd met uitwerking op 1 juli 2003.

*Afdeling 3.* — Wijziging van de wet van 7 juli 2002 tot wijziging van de wet van 10 november 1967 houdende oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau

**Art. 506.** Artikel 6<sup>ter</sup> van de wet van 10 november 1967 houdende oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, ingevoegd door de wet van 7 juli 2002, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning bepaalt het statuut van de directeur-generaal en van de adjunct-directeur-generaal. » .

#### HOOFDSTUK 3. — *Leefmilieu*

**Art. 507.** In artikel 8<sup>bis</sup> van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> § 1, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« Het eerste programma zal ten laatste op 31 december 2004 in werking treden. » ;

2<sup>o</sup> § 2 wordt opgeheven.

CHAPITRE 4. — *Simplification administrative*

**Art. 508.** § 1<sup>er</sup>. Toutes les obligations légales ou réglementaires de présenter un document certifié conforme aux Services publics fédéraux, aux Services publics fédéraux de programmation, aux établissements publics qui en dépendent, aux organismes fédéraux d'intérêt public et aux personnes morales fédérales de droit public, sont remplies par la remise d'une copie du document original.

§ 2. En cas de doute légitime sur l'authenticité de la copie remise ou envoyée d'un document original délivré par les services, les établissements et les personnes morales mentionnés dans § 1<sup>er</sup>, ces services, établissements et personnes morales ne peuvent interpellier de façon directe celui qui a délivré le document original.

§ 3. En cas de doute légitime sur l'authenticité de la copie remise ou envoyée d'un document original délivré par des services, établissements et personnes morales autres que ceux mentionnés dans § 1<sup>er</sup>, les services, établissements et personnes morales mentionnés dans § 1<sup>er</sup> peuvent interpellier de façon directe celui qui a délivré le document original.

Si cette interpellation entraîne une charge disproportionnée pour celui qui a délivré le document original ou si le contact direct avec celui qui a délivré le document s'avère impossible, les services, les établissements et les personnes morales mentionnés dans § 1<sup>er</sup> peuvent inviter la personne concernée, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, à produire le document original. Dans cette lettre recommandée, la raison de la demande de remise du document original sera exposée. Tant que le document original demandé n'est pas produit, la procédure dans laquelle cadre la remise de ce document, est suspendue.

§ 4. Dans un délai de 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le Roi peut abroger toute disposition légale et réglementaire qui oblige la remise d'une copie certifiée conforme aux services, établissements et personnes morales mentionnés dans § 1<sup>er</sup> et la remplacera par une disposition qui reprend le contenu des §§ 1<sup>er</sup> à 3.

§ 5. Le présent article entre en vigueur le 31 mars 2004.

CHAPITRE 5. — *Communication externe*

**Art. 509.** Il est créé auprès du Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre un compte de trésorerie sur lequel sont imputées les dépenses relatives aux missions d'information et de communication des services publics fédéraux et de programmation. A cet effet les services publics fédéraux et de programmation versent, préalablement à l'exécution de la commande, les fonds nécessaires sur ce compte.

Le premier ministre est autorisé à gérer ce compte de trésorerie et à coordonner les campagnes, à conclure les contrats nécessaires et à prendre les actions utiles.

La législation en matière de marchés publics est d'application.

Les opérations visées sont également soumises à l'avis préalable de l'Inspection des Finances accréditée auprès du Premier Ministre, conformément à l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire. »

CHAPITRE 6. — *Prolongation de la dispense de cotisations patronales au profit des entreprises relevant du secteur du dragage*

**Art. 510.** A l'article 3 de l'arrêté royal du 25 avril 1997 comportant dispense de certaines cotisations patronales au profit des entreprises relevant du secteur du dragage en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, modifié par les lois du 26 mars 1999 et du 24 décembre 2002, les mots "31 décembre 2003" sont remplacés par les mots "31 décembre 2004".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Pour le Premier Ministre, absent :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX  
La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

HOOFDSTUK 4. — *Administratieve vereenvoudiging*

**Art. 508.** § 1. Aan alle wettelijke of reglementaire verplichtingen om een voor eensluidend verklaard afschrift voor te leggen aan federale overheidsdiensten, programmatorische federale overheidsdiensten, openbare instellingen die ervan afhangen, federale instellingen van openbaar nut en federale rechtspersonen naar publiek recht, is voldaan door het overhandigen van een kopie van het originele document.

§ 2. In geval van gegronde twijfel over de waarachtigheid van de voorgelegde of opgestuurde kopie van een origineel document uitgelevert door de diensten, instellingen en rechtspersonen vermeld in § 1 kunnen deze diensten, instellingen en rechtspersonen enkel de uitgever van het origineel document rechtstreeks ondervragen.

§ 3. In geval van gegronde twijfel over de waarachtigheid van de voorgelegde of opgestuurde kopie van een origineel document uitgelevert door andere dan de in § 1 vermelde diensten, instellingen en rechtspersonen kunnen de diensten, instellingen en rechtspersonen vermeld in § 1 de uitgever van het origineel document rechtstreeks ondervragen.

Indien de voormelde bevraging voor de uitgever van het origineel document een onevenredig zware last meebrengt of wanneer een rechtstreeks contact met de uitgever van het origineel document materieel onmogelijk blijkt, kunnen de diensten, instellingen en rechtspersonen vermeld in § 1 de betrokken persoon, bij aangetekende brief met ontvangstbewijs, om het voorleggen van het origineel document verzoeken. In de brief zal de reden voor het voorleggen van het origineel document uiteengezet worden. Zolang het gevraagde originele document niet voorgelegd wordt, is de procedure waarin het voorleggen van het originele document kadert geschorst.

§ 4. Binnen de 24 maanden die volgen op de inwerkingtreding van deze wettelijke bepaling, kan de Koning elke wettelijke of reglementaire bepaling die het voorleggen van een voor eensluidend verklaard afschrift verplicht ten aanzien van de in § 1 vermelde diensten, instellingen en rechtspersonen, opheffen en vervangen door een bepaling die de inhoud van de §§ 1 tot en met 3 overneemt.

§ 5. Dit artikel treedt in werking op 31 maart 2004.

HOOFDSTUK 5. *Externe communicatie*

**Art. 509.** Bij de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister wordt een thesaurierekening geopend waarop de uitgaven met betrekking tot de informatie- en communicatieopdrachten gevoerd ten behoeve van de federale en programmatorische overheidsdiensten worden aangerekend. Daartoe storten de federale en programmatorische overheidsdiensten voorafgaand aan de uitvoering van de bestelling, op deze rekening de nodige middelen.

De eerste minister is gemachtigd deze thesaurierekening te beheren en de campagnes te coördineren, de nodige contracten af te sluiten en de noodzakelijke acties te nemen.

De wetgeving inzake de overheidsopdrachten is van toepassing.

Tevens worden deze verrichtingen onderworpen aan het voorafgaand advies van de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Eerste Minister conform het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole. »

HOOFDSTUK 6. — *Verlenging van de vrijstelling van werkgeversbijdragen voor ondernemingen uit de baggersector*

**Art. 510.** In artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 april 1997 houdende vrijstelling van bepaalde werkgeversbijdragen ten behoeve van de ondernemingen behorende tot de baggersector met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, gewijzigd bij de wetten van 26 maart 1999 en van 24 december 2002, worden de woorden "31 december 2003" vervangen door de woorden "31 december 2004".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands Zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Eerste Minister, afwezig :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX  
De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAEEL

Pour le Ministre de l'Emploi et des Pensions, absent :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget  
et des Entreprises publiques,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Défense,  
A. FLAHAUT

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

Pour la Ministre de l'Economie,  
de l'Energie et de la Politique scientifique, absente :

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de la Mobilité,  
B. ANCIAUX

La Ministre de l'Intégration sociale,  
Mme M. ARENA

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Environnement  
et de la Protection de la consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

La Secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées,  
Mme I. SIMONIS

Le Secrétaire d'Etat à la Simplification administrative,  
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du Sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

*Chambre des représentants.*

Documents parlementaires :

DOC 51 0473 / (2003/2004) :

001 : Projet de loi-programme.

002 à 020 : Amendements.

021 et 022 : Rapports.

023 : Amendements.

024 à 031 : Rapports.

032 : Texte adopté par les commissions.

033 à 035 : Amendements.

036 : Rapport complémentaire.

037 : Article adopté par la commission des Affaires sociales.

038 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales parlementaires.*

*Compte rendu intégral* : 10, 11 et 12 décembre 2003.

Sénat.

*Documents parlementaires.*

3-424 - 2003/2004 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

N°s 3 à 7 : Rapports.

N° 8 : Amendements.

N° 9 : Décision de ne pas amender.

*Annales parlementaires.*

*Annales du Sénat* : 18 et 19 décembre 2003.

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAEEL

Voor de Minister van Werk en Pensioenen, afwezig :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting  
en Overheidsbedrijven,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Landsverdediging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

Voor de Minister van Economie,  
Energie en Wetenschapsbeleid, afwezig :

De Minister van Middenstand en Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Mobiliteit,  
B. ANCIAUX

De Minister van Maatschappelijke Integratie,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Middenstand en Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Leefmilieu en Consumentenzaken,

Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap,  
Mevr. I. SIMONIS

De Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging,  
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

*Kamer van volksvertegenwoordigers.*

Parlementaire Stukken :

DOC 51 0473/ (2003/2004) :

001 : Ontwerp van programmawet.

002 tot 020 : Amendementen.

021 en 022 : Verslagen.

023 : Amendementen.

024 tot 031 : Verslagen.

032 : Tekst aangenomen door de commissies.

033 tot 035 : Amendementen.

036 : Aanvullend verslag.

037 : Artikel aangenomen door de commissie Sociale Zaken.

038 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan overgezonden aan de Senaat.

*Parlementaire Handelingen.*

*Integraal verslag* : 10, 11 en 12 december 2003.

Senaat.

*Parlementaire Stukken.*

3-424 - 2003/2004 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nrs. 3 tot 7 : Verslagen.

Nr. 8 : Amendementen.

Nr. 9 : Beslissing om niet te amenderen.

*Parlementaire Handelingen.*

*Handelingen van de Senaat* : 18 en 19 december 2003.